REVUE

DES

DEUX MONDES

XLVIIe ANNÉE. — TROISIÈME PÉRIODE

PARIS. — Impr. J. CLAYE. — A. QUANTIN et Cᵉ, rue Saint-Benoît.

REVUE

DES

DEUX MONDES

XLVII[e] ANNÉE. — TROISIÈME PÉRIODE

TOME VINGTIÈME

PARIS
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE BONAPARTE, 17

1877

SAMUEL BROHL

ET COMPAGNIE

TROISIÈME PARTIE (1).

V.

Mme de Lorcy était une femme d'environ cinquante ans, qui avait de beaux restes. Elle était veuve depuis de longues années, et n'avait jamais songé à convoler. Quoiqu'elle eût été heureuse en ménage, elle estimait que la liberté est le premier des biens; elle faisait de la sienne un usage irréprochable. Elle avait de la tête, se connaissait en chiffres encore plus qu'en chiffons, et administrait elle-même sa fortune, qui n'était pas une bagatelle. Aimant à bien employer ses heures, elle savait en trouver pour s'occuper des affaires des autres. Elle avait de la vocation pour le métier d'avocat consultant. En général ses conseils étaient sensés, judicieux, on ne pouvait mieux faire que de les suivre; sa clientèle se plaignait seulement qu'elle fût tout d'une pièce, qu'elle rendît ses sentences avec trop peu de ménagemens, sans souffrir qu'on en appelât. Elle était bonne, charitable, mais l'onction lui faisait défaut, et elle n'était pas tendre pour les illusions de son prochain. Un poète allemand, en distribuant ses vœux de nouvelle année, souhaitait aux riches un peu de cœur, aux pauvres un morceau de pain, aux femmes les plus belles robes, aux hommes un peu de patience, aux sots un peu de raison et aux gens raisonnables un peu de poésie. Mme de Lorcy avait du cœur, de belles robes et beaucoup de raison;

(1) Voyez la *Revue* du 1er et du 15 février.

mais sa raison manquait un peu de poésie, et les poètes à qui elle donnait des conseils avaient besoin de beaucoup de patience pour l'écouter jusqu'au bout. Ceux qui se permettaient de mépriser ses avis et de se rendre heureux à leur façon encouraient à jamais sa disgrâce; elle leur soutenait obstinément que leur prétendu bonheur n'était que mensonge, qu'ils s'étaient attaché une pierre au cou, que dans le fond du cœur, sans en avoir l'air, ils se repentaient cruellement, et elle ajoutait : — Ce n'est pas ma faute, je vous l'avais bien dit, vous n'avez pas voulu me croire.

Mme de Lorcy portait une affection presque maternelle à son neveu, M. Camille Langis; confidente de ses amours, elle lui avait promis de lui faire épouser Mlle Antoinette Moriaz. Sans doute il était un peu jeune; mais elle avait décidé que la question d'âge n'était pas une affaire, et que pour tout le reste il y avait convenance absolue entre les parties. M. Langis avait balancé quelque temps à se déclarer; il disait à Mme de Lorcy : — Si elle me refuse, je ne pourrai plus la voir, et tant que je la vois, je ne suis qu'à demi malheureux. — C'était Mme de Lorcy qui lui avait mis l'épée à la main et l'avait contraint d'ouvrir la campagne où elle devait lui servir de second. Cette campagne n'avait pas été heureuse. Vivement froissée du refus de Mlle Moriaz, qu'elle avait en vain circonvenue, entreprise, sollicitée, elle fut sur le point de lui rompre en visière. On lui fit entendre pour l'apaiser que la sentence n'était pas définitive ou que du moins il serait permis au condamné de se pourvoir en grâce. M. Langis s'était mis en route pour la Hongrie, et il en était revenu. Dans l'intervalle, Antoinette avait refusé deux partis; Mme de Lorcy en avait tiré un augure favorable à ses projets. Aussi éprouva-t-elle une contrariété mêlée d'irritation en recevant de M. Moriaz la lettre que voici :

« Chère madame, vous serez charmée d'apprendre que je me porte à merveille. J'ai les joues pleines, le teint fleuri, des jambes de chamois et l'appétit d'un ogre. Si jamais, ce qu'à Dieu ne plaise, vous deveniez anémique, partez pour Saint-Moritz, vous m'en direz des nouvelles. Au bout de trois jours, vous ne penserez qu'à manger; c'est ici la préoccupation universelle. Je ne mange plus, je dévore; il ne m'arrive guère de dîner sans réclamer un supplément. Je fais la terreur de mes voisins de table, ils surveillent avec inquiétude tous les mouvemens de mon couteau; ils ont l'air de se demander : Sommes-nous en sûreté? Son supplément lui suffira-t-il? Bref, chère madame, tout va bien, et je suis content, très content, et néanmoins je ne le suis pas. Vous me demanderez pourquoi; que vous dirai-je? Saint-Moritz est un endroit où l'on trouve ce que l'on cherche, mais on y trouve aussi ce qu'on ne cherchait pas. Je ne parle pas des ours, je n'en ai point vu, et si j'en rencon-

trais un, je me sentirais de force à l'étrangler. Au surplus les ours sont des animaux taciturnes, qui ne racontent point leur histoire, et les seuls animaux que je craigne sont ceux qui la racontent et qu'il n'est pas permis d'étrangler. Je n'en dis pas davantage; me suis-je fait comprendre? vous êtes si intelligente!

« A propos, Antoinette vous envoie un crayon ou une aquarelle, je ne sais, qui vous sera remise par M. le comte Abel Larinski. C'est un Polonais, n'en doutez pas; vous vous en apercevrez tout de suite. Je lui veux beaucoup de bien; il m'a fait la grâce de me tirer d'un casse-cou dans lequel je m'étais sottement fourré. Si j'ai encore deux jambes pour courir et une main pour vous écrire, c'est à lui que j'en suis redevable. Je le recommande à votre bon accueil, et je vous prie de lui faire raconter son histoire. Il est de ceux qui la racontent, non pas tous les jours, il est vrai; mais quand on pousse un certain bouton, il part, et on ne peut plus l'arrêter. Sérieusement, M. Larinski n'est pas le premier venu, vous aurez du plaisir à faire sa connaissance. J'ai découvert qu'il se trouve dans une situation un peu gênée. C'est un fils d'émigrés dont les biens ont été confisqués. Son père était une manière de fou, qui se faisait fort de percer l'isthme de Panama et qui n'a rien percé du tout. Lui-même était en train de gagner quelque argent à San-Francisco; il a tout lâché en 1863 pour aller se battre contre les Russes. Ce patriote exalté a fait depuis le métier d'inventeur, qui ne lui a pas réussi; aujourd'hui il est en quête d'un gagne-pain. N'allez pas croire qu'il demande rien, c'est un hidalgo, il se drape fièrement dans sa pauvreté comme un Castillan dans sa cape. Je m'intéresse à lui, je désire lui venir en aide, lui donner un coup d'épaule; au préalable, je voudrais m'assurer qu'il est vraiment digne de ma sympathie. Examinez-le de près, passez-le par l'étamine; je me fie à vos yeux plus qu'aux miens, je vous crois de première force dans ce genre d'expertises.

« Antoinette vous présente ses complimens les plus affectueux. Elle adore Saint-Moritz; il faut croire qu'elle y a trouvé quelque chose qui l'a charmée. Pour ma part, je suis ravi d'y avoir recouvré l'appétit, le sommeil et le reste, et pourtant je suis désolé d'y être venu; arrangez cela. Mandez-moi le plus tôt possible ce que vous pensez de mon Polonais; mais, de grâce, n'allez pas le condamner sans l'avoir entendu. Point de parti-pris, je vous en conjure; un expert est tenu de se défendre contre ses préventions et de peser ses jugemens comme ses paroles. Adieu, chère madame; malgré mes joues pleines, plaignez-moi. »

Mme de Lorcy répondit en ces termes, courrier par courrier :

« Vous êtes un innocent, mon cher professeur, et vos finesses sont transparentes; je ne vous ai que trop compris. Elle est donc

folle à ce point? Je la croyais en fonds; mais là, elle m'étonne, c'est plus que je n'attendais. Vous pouvez le lui dire de ma part, ou plutôt ne le lui dites pas; je ne parle qu'à vous, je suis trop en colère contre elle pour essayer de la raisonner. On verra votre Polonais, je l'attends de pied ferme; mais en vérité, je l'ai déjà vu, je le connais, je le sais par cœur : c'est quelque chevalier d'industrie, n'en doutez pas. Je l'examinerai sans prévention, avec une religieuse impartialité. Vous êtes bon de me rappeler qu'un expert doit suspendre son jugement. Je mettrai ma petite police en campagne, et vous saurez avant peu ce que je pense de votre aventurier. Ah! oui, je vous plains, mon pauvre homme. Après tout, c'est vous qui l'avez faite; est-ce ma faute si vous n'avez pas su vous y prendre? Dieu vous bénisse. »

A l'heure où Samuel Brohl, assis sur la bruyère au milieu d'un taillis de chênes, devisait avec des fantômes, Mme de Lorcy, seule dans son salon, était occupée à faire de la tapisserie et à suivre ses pensées, qui tournaient en cercle comme des chevaux de manége. Elle attendait depuis plusieurs jours la visite du comte Abel Larinski, elle s'étonnait de son peu d'empressement et le soupçonnait d'avoir peur d'elle; ce soupçon la réjouissait. A plusieurs reprises, elle crut entendre un pas d'homme dans l'antichambre, elle éprouva un tressaillement nerveux, et les brides roses de son bonnet voltigèrent sur ses épaules.

Tout à coup, comme elle comptait ses points, la tête baissée, quelqu'un qui venait d'entrer sans qu'elle s'en aperçût lui prit la main, qu'il baisa dévotement, puis, ayant jeté son chapeau sur une table, se laissa tomber dans un fauteuil, où il demeura immobile, les jambes allongées, les yeux fichés en terre.

— Ah! c'est vous, Camille, s'écria Mme de Lorcy. Vous arrivez à propos. Eh bien?

— Eh bien! oui, madame, c'est comme cela, répondit M. Langis, et vous voyez en moi le plus malheureux des hommes. Pourquoi votre étang est-il à sec? je m'y serais jeté la tête la première.

Mme de Lorcy posa sa broderie; se croisant les bras : — Vous revenez de là-bas? reprit-elle.

— Plût au ciel que je n'y fusse jamais allé! C'est un pays où l'on vend du poison, et j'en ai bu.

— N'abusons pas des métaphores. Vous l'avez vue? Que lui avez-vous dit?

— Rien, madame, rien de ce que j'avais dans le cœur. Je lui ai fait croire que j'avais réfléchi et changé d'idée, que j'étais entièrement guéri de ma folle passion pour elle, que je lui faisais tout simplement une visite d'ami ou de passant. Oui, madame, je suis resté une demi-journée auprès d'elle, et pendant cette demi-jour-

née je ne me suis pas trahi une seule fois, je lui ai persuadé que mon masque était un visage. En conscience, avez-vous jamais lu un trait plus héroïque dans les vies des grands hommes de Plutarque?

— Elle-même, que vous a-t-elle dit?

— Elle était si enchantée, si ravie de mon changement qu'elle mourait d'envie de m'embrasser.

— Elle me le paiera. Et lui, vous l'avez vu?

— Entrevu, de bas en haut, comme il convient à l'humilité de mon état. Ce fortuné, ce glorieux mortel était perché sur une impériale.

— Est-il réellement bien séduisant?

— Il a, paraît-il, des profondeurs dans le regard, et il porte ses exploits inscrits sur son front. Qui suis-je pour lutter contre lui? Avouez, madame, que j'ai la figure d'un élève de rhétorique. Et pourtant, si je voulais me vanter... Cette route en Transylvanie, dont j'avais l'entreprise, n'allez pas croire qu'elle fût commode à construire. Nous l'avons taillée dans la roche vive, travaillant en l'air, suspendus à des cordes. Ce périlleux labeur rebutait nos ouvriers, quelques-uns me quittèrent; pour rendre cœur aux autres, je me fis attacher comme eux, et comme eux je maniai le pic. Un jour, dans l'explosion d'une mine, un éclat de pierre vint frapper la corde d'un de mes hommes avec une telle violence qu'il la coupa net comme eût pu faire le tranchant d'un rasoir. L'homme tombe, je le crois perdu. Par un miracle, ses habits s'accrochent à des broussailles, auxquelles il réussit à se cramponner. C'est moi qui suis allé le chercher; je vous jure que dans ce sauvetage j'ai démontré la vigueur de mon poignet et couru vingt fois le risque de me rompre le cou. Mes ouvriers se défiaient de ma jeunesse; je vous affirme que de ce jour ils m'ont pris au sérieux.

— Avez-vous conté cet incident à Antoinette?

— A quoi bon? Avec les femmes, il ne suffit pas d'être un grand homme, il faut avoir la figure de l'emploi. — Et Camille Langis s'écria en serrant les poings: — Ah! madame, je vous en conjure, savez-vous où l'on peut se procurer une tête de Polonais, une moustache polonaise, un sourire polonais? De grâce, où tient-on cet article et quel est le prix courant? Je ne marchanderai pas... Oh! les femmes! quelle race! la peste les étouffe!

— Les tantes en sont-elles? lui demanda gravement Mme de Lorcy.

Il répondit en se calmant: — Non, madame, vous êtes une femme comme il n'y en a pas deux, et je vous mets tous les jours dans mes litanies. Vous êtes ma seule ressource, ma consolation, mon conseil. Ne me refusez pas vos précieuses directions. Que dois-je faire?

Mme de Lorcy contempla un instant le plafond, puis elle dit: — Ai-

mez ailleurs, mon cher; abandonnez cette folle à sa destinée et à son Polonais.

Il fit un bond et répliqua : — Vous me demandez l'impossible. Je ne suis plus mon maître, elle s'est emparée de moi, elle me tient. Aimer ailleurs? Y pensez-vous? Je la déteste, je la maudis, mais je l'adore.

Elle lui repartit : — Vous devriez vous défier des hyperboles aussi bien que des métaphores; ce sont des viandes creuses. Quand on veut ne plus aimer, on n'aime plus.

— Cela suppose qu'on a des cœurs de rechange; je n'en ai jamais eu qu'un, et il n'est plus à moi. Ainsi vous refusez de me conseiller?

— Quel conseil voulez-vous que je vous donne avant d'avoir vu M. Larinski, avant d'avoir pris la mesure de ce héros?

— Quoi donc, vous comptez le voir?

— J'attends sa visite, et je me plains qu'il me la fasse attendre.

— Sérieusement, vous recevrez cet homme?

— On m'a priée de l'examiner.

— Je suis perdu, puisque vous éprouvez le besoin de l'entendre avant de le condamner. Le plus sacré de nos devoirs est d'être résolûment injuste envers les ennemis de nos amis.

— Laissez donc, je ne lui serai pas indulgente.

— Faites ce qu'il vous plaira, j'ai mon projet.

— Quel est-il?

— Je chercherai à ce chasseur de contrebande, à ce braconnier, une querelle d'Allemand, et je lui brûlerai la cervelle.

— La belle invention, mon cher Camille! Et après, quand vous l'aurez tué, vous serez bien avancé. Avez-vous confiance en moi? J'ai déjà travaillé pour vous. L'abbé Miollens, comme vous savez, est très répandu dans l'émigration polonaise; je l'ai envoyé aux informations. J'ai écrit aussi à Vienne pour avoir des renseignemens. Antoinette est folle à lier, c'est entendu; mais sur les matières d'honneur elle est aussi délicate que peut l'être une hermine sur la blancheur de sa robe, et s'il y avait dans le passé de M. Larinski une petite tache, grande comme une pièce de dix sous, elle aurait bientôt fait de le jeter aux oubliettes. Laissez-moi faire, soyez sage, ne brûlez la cervelle de personne. Où en serions-nous, grand Dieu! s'il n'y avait pas d'autre moyen de se débarrasser des gens que de les tuer?

Comme elle prononçait ces mots, un domestique entra, apportant une carte sur un plateau d'argent. Elle prit la carte et s'écria : — Quand on parle du loup... Voilà notre homme! — Elle pria M. Langis de se retirer; il sollicita la permission de rester, lui promit qu'il serait d'une sagesse exemplaire. Elle insistait pour l'éloigner quand le comte Abel Larinski parut.

A peine Samuel Brohl eut-il fait trois pas dans le salon de Mme de Lorcy, il devina pourquoi M. Moriaz l'avait prié d'y venir et ce que signifiait la commission dont on l'avait chargé. Bien que ce salon fût exposé au midi, il lui parut qu'il y faisait froid, même au milieu du mois d'août. Il crut sentir une brise glacée, un vent coulis, qui le pénétrait de part en part et lui causait un grelottement désagréable. Il n'eut pas besoin de contempler attentivement Mme de Lorcy pour se convaincre qu'il était devant son juge, que ce juge n'était pas bienveillant, et aussitôt que son regard eut rencontré celui de M. Camille Langis, quelque chose l'avertit que ce jeune homme était un ennemi. Samuel Brohl avait le don de l'observation.

Il s'acquitta de son message, remit à Mme de Lorcy le petit carton qui renfermait l'aquarelle de Mlle Moriaz, en témoignant son regret que ses occupations l'eussent empêché de venir plus tôt. Mme de Lorcy le remercia de son obligeance avec une politesse un peu courte, et lui demanda des nouvelles de sa filleule. Il ne s'étendit guère sur ce chapitre.

— C'est un triste pays, lui dit-elle, que cette vallée de Saint-Moritz.

— Dites plutôt, madame, que c'est un pays triste qui a beaucoup de charme pour ceux qui l'aiment.

— Il paraît que Mlle Moriaz s'y ennuie à périr.

— La croyez-vous capable de s'ennuyer quelque part?

— Certes, n'en doutez pas, mais elle charge son imagination de la désennuyer. Elle a un talent merveilleux pour se procurer des distractions et pour varier ses plaisirs. C'est une imagination à relais, qui a bientôt fait de crever son cheval, et qui trouve toujours à le remplacer.

— Voilà un don bien précieux, répondit-il d'un ton bref. Je vous assure pourtant que vous calomniez l'Engadine. Les arbres n'y sont pas d'une aussi belle venue que ceux de votre parc; mais un sapin et un arolle ont leur beauté.

— Vous étiez allé dans ce trou pour votre santé, monsieur le comte?

— Oui et non, madame. Je ne suis point malade; mais mon médecin prétendait que je me porterais encore mieux si je respirais pendant trois semaines l'air des Alpes. J'ai fait une cure par provision.

— M. Larinski a escaladé le Morteratsch, fit Camille, qui, assis sur un pouf, les bras allongés sur ses genoux, ne cessait d'attacher sur Samuel Brohl un regard dur et hostile. C'est un exploit qui n'est permis qu'aux gens bien portans.

— Ce n'est pas un exploit, répondit Samuel, c'est une œuvre de patience, facile pour qui n'est pas sujet au vertige.

— Vous êtes trop modeste, reprit le jeune homme. Si j'en avais fait autant, j'emboucherais la trompette.

— Avez-vous tenté cette escalade? lui demanda Samuel.

— Point du tout, je ne me soucie pas d'avoir des prouesses à raconter, répliqua-t-il sur un ton presque provocant.

Mme de Lorcy se hâta de rompre les chiens en disant : — C'est la première fois que vous venez à Paris, monsieur le comte?

— Oui, madame, répondit Samuel, qui se retirait toujours plus avant dans sa coquille.

— Et Paris vous plaît-il autant qu'un arolle?

— Beaucoup plus, madame.

— Y avez-vous des connaissances?

— Aucune, et à la vérité je suis peu désireux d'en faire.

— Pourquoi cela?

— Vous dirai-je ma raison? Je n'aime pas à rompre la glace, et les Polonais se plaignent que ce qu'il y a de plus glacial au monde, c'est la froideur parisienne.

— Cela s'explique, s'écria Camille. Paris, le vrai Paris, est une petite ville de cent mille âmes, et cette petite ville est envahie de plus en plus par l'étranger, qui vient y chercher le plaisir ou la fortune. Il est naturel que Paris se défende.

— Les Parisiens se piquent de finesse, reprit Samuel. Il n'en faut pas beaucoup pour distinguer un honnête homme d'un aventurier.

— Ah! permettez, repartit M. Langis, cela demande beaucoup de pratique. Les plus habiles s'y trompent.

Samuel Brohl se leva et fit mine de se retirer. Mme de Lorcy l'obligea de se rasseoir. Elle s'était aperçue qu'elle s'y prenait fort mal pour remplir son office de juge d'instruction et pour gagner la confiance du prévenu. Craignant que Camille, malgré sa promesse, ne gâtât tout par quelque incartade, elle trouva un prétexte pour l'éloigner, et elle le pria d'aller examiner une paire de chevaux dont elle avait fait récemment l'acquisition.

Dès qu'il fut sorti, elle changea de ton, elle devint aimable, elle s'appliqua à réparer le fâcheux effet de son premier accueil, elle mit à l'aise le comte Abel, qui sentit l'air se dégourdir autour de lui. Sans paraître lui faire subir un interrogatoire, elle le questionna beaucoup; il lui répondit avec empressement. Des visites survinrent; il ne prit congé qu'au bout d'une heure, après avoir promis à Mme de Lorcy qu'il viendrait dîner chez elle le lendemain.

Elle n'attendit pas jusque-là pour écrire à M. Moriaz. Sa lettre était ainsi conçue :

« 16 août 1875.

« Vous me recommandez d'être impartiale, mon cher ami. Pourquoi ne le serais-je pas? Il est vrai que j'avais rêvé certain mariage; une des parties n'a pas voulu entendre à mes propositions, et l'autre s'est désistée. Voilà mon projet à vau-l'eau; Camille m'enjoint de ne pas lui en reparler. Vous voyez que je ne suis plus intéressée dans la question, ou, pour mieux dire, je n'y ai plus d'autre intérêt que celui que je porte à Antoinette, dont le bonheur m'est aussi cher qu'à vous. A propos, vous ne lui donnerez pas mes lettres; vous lui en lirez les passages que vous jugerez convenable de lui communiquer, je m'en remets là-dessus à votre discernement.

« Avant toute chose, permettez-moi de vous exposer mes petites idées. On me reproche d'avoir des préjugés, c'est une affreuse calomnie. Je vais vous faire ma profession de foi, vous en jugerez : je suis en guerre sur plus d'un point avec nos mœurs françaises; je déplore l'habitude que nous avons prise de considérer le mariage comme une affaire, de le tenir pour une sorte d'association financière ou commerciale, et de tout subordonner au grand principe de l'égalité des apports. Ce principe me révolte, mon cher ami. On nous accuse à l'étranger d'être un peuple immoral. Grand merci! m'est avis que nous connaissons, que nous pratiquons la vertu aussi bien que les Anglais et les Allemands, et, pour tout dire, je ne crains pas d'avancer que ce pays est dans tout l'univers celui où il y a le plus d'honnêteté. Ce n'est pas par là que nous péchons. Notre malheur est d'être trop raisonnables dans l'habitude de la vie, trop circonspects, trop prudens; nous manquons d'audace dans nos entreprises, nous voulons, comme on dit, avoir un pied en terre ferme et que l'autre ne soit pas loin. Il nous faut des sûretés, nous n'aimons pas les risques, les affaires chanceuses nous duisent peu, nous prévoyons trop, et prévoir, c'est craindre. Voilà pourquoi nous ne sommes pas un peuple colonisateur, et voilà pourquoi nous ne faisons plus d'enfans. Êtes-vous content de moi?

« Napoléon I[er] avait coutume de dire qu'en livrant bataille il s'arrangeait pour avoir en sa faveur soixante-dix chances sur cent; il abandonnait le reste au hasard. Eh! braves gens, la vie est une bataille; mais le Français d'aujourd'hui ne veut plus rien hasarder. Il est le plus honnête, il est aussi le moins romanesque des hommes, et je m'en plains. Lisez à Antoinette ce passage de ma lettre. Nos jeunes gens pensent avoir des droits à la fortune paternelle; ils estiment que leur père manquerait à tous ses devoirs en ne leur laissant pas une situation faite, un avenir assuré. Leur seconde préoccupation est de trouver une femme qui leur apporte autant pour le moins qu'ils peuvent lui offrir. — J'ai tant, tu as tant, nous avons

été visiblement créés l'un pour l'autre, épousons-nous. — Tout ceci est déplorable. Parlez-moi du jeune Américain, qui est accoutumé à n'attendre de ses parens que l'éducation nécessaire à un homme pour faire son chemin; on lui donne l'outil, la manière de s'en servir, mais pas un sou. Tu as appris à nager, nage, mon ami. Après cela, il épouse le plus souvent une femme qui n'a rien et qui aime à dépenser. A chacun de bien mener son aventure! Que le dieu Dollar le protége, il fera gaillardement sa trouée dans la vie, et sa femme lui donnera, sans compter, dix enfans, qui, comme lui, s'industrieront pour arriver. Que la soif épouse la faim, cela fait les mariages heureux et les peuples forts. En conscience, suis-je assez romanesque?

« Permettez-moi d'examiner un autre cas. Voici un homme qui a de la fortune; il en profite pour ne consulter que son cœur, en offrant son nom et ses rentes à une femme qu'il aime et qui n'a pas de dot. Je bats des mains, je trouve ce procédé du meilleur exemple, et je regrette que cela se pratique si rarement chez nous. On ne voit guère en France des princes épousant des bergères; en revanche, on y voit trop souvent de beaux fils, fort mal en point, conquérant une héritière, et voilà précisément le cas qui soulève le plus d'objections. Dans un roman, au théâtre, c'est un fort bon personnage qu'un jeune homme pauvre qui épouse un million; dans la vie, c'est autre chose. Passe encore si le jeune homme pauvre a un métier, une industrie, s'il se crée par son travail un revenu suffisant pour le rendre indépendant de sa femme; mais s'il se met dans sa dépendance, s'il attend d'elle son pain de tous les jours, s'il se résigne à vivre dans la maison de sa femme, à rouler dans le carrosse de sa femme, à lui demander de l'argent pour ses frais de toilette, pour ses menus plaisirs et peut-être pour l'entretien de ces demoiselles, franchement ce jeune homme-là n'est pas fier, et qu'est-ce qu'un homme qui n'est pas fier? Au surplus qui nous répond qu'en épousant, c'est bien de la femme et non de la dot qu'il était amoureux? Qui me répond que M. le comte Abel Larinski... Je ne nomme personne, les personnalités sont odieuses, et je conviens qu'il y a des exceptions. Dieu! qu'elles sont rares! Si j'étais à la place d'Antoinette, j'aimerais les pauvres; mais, dans leur intérêt, je ne les épouserais pas. Il y va aussi de l'intérêt du genre humain tout entier. Les gueux sont inventifs; laissez-les se débrouiller, ils inventeront le métier de Jacquard ou autre chose; donnez-leur la clé d'une caisse, ils ne chercheront plus rien, vous aurez tué leur génie. Mon cher professeur, j'ai fait depuis quinze ans bien des mariages. J'ai marié trois fois la faim et la soif, et, grâce à Dieu, j'ai décidé un millionnaire à épouser une fille qui n'avait pas le sou, mais je n'ai jamais aidé un gueux à épouser une fille riche. Voilà

mes principes et mes idées... M'écoutez-vous encore? Vous vous endormez quelquefois, quand on vous prêche... Bon, vous rouvrez les yeux, je continue.

« J'ai vu votre homme. Eh bien! là, sincèrement, il ne me plaît qu'à moitié. Il a une fort belle tête, je n'y contredis pas, et un sculpteur en tirerait parti. J'ajoute que ses yeux sont très intéressans, tour à tour graves, doux, gais ou mélancoliques. Je n'ai rien à dire de ses manières, de son langage; il se présente bien, et assurément il n'est point sot, il s'en faut. Avec cela, il y a en lui quelque chose qui m'étonne, je ne sais quel mélange de deux hommes que je ne m'explique pas. On dirait, selon les occurrences, un lion ou un renard; je crois que le renard est le principal, que le lion est l'accident. Je vous donne là tout naïvement mon impression; je suis prête à en revenir. J'imagine que M. Larinski a passé sa première jeunesse dans un milieu assez vulgaire; plus tard, il s'est frotté à la bonne compagnie, et, intelligent comme il l'est, il s'est bien vite débarbouillé; mais il reste toujours quelques traces des habitudes de la première jeunesse. Pendant qu'il était dans mon salon, il a fait à deux reprises le signe de la croix avec les yeux, vous savez, ce signe de croix du commissaire-priseur, qui toise un intérieur d'un clin d'œil et vous dit à un centime près ce que cela vaut. C'est dans ce moment surtout qu'il avait l'air d'un renard.

« Ce n'est pas tout. Je lisais l'autre jour dans un conte traduit du danois qu'une princesse qui courait le monde s'en vint demander un soir l'hospitalité à la porte d'un palais. Était-ce une vraie princesse ou une aventurière? La reine qui la reçut jugea bon de s'en assurer. A cet effet, elle lui prépara de ses mains un lit très moelleux, formé de cinq matelas superposés à deux paillasses; entre ces deux paillasses, elle eut soin de glisser trois pois chiches. Le lendemain, on demanda à cette voyageuse si elle avait bien dormi. — Fort mal, répondit-elle; je ne sais ce qu'il y avait dans mon lit, mais j'en ai le corps tout meurtri, j'en porte les bleus, et je n'ai pu fermer l'œil jusqu'à l'aube. — C'est une vraie princesse, s'écria la reine. — M. Larinski est-il un vrai prince? Je lui ai fait subir l'épreuve des trois pois chiches. Je me suis permis de le questionner avec une curiosité indiscrète, pressante, abusive; il n'a pas paru sentir mon indiscrétion. Il m'a répondu avec empressement ou avec soumission, il s'est appliqué à me contenter et je n'ai pas été contente. Je le reverrai demain, il viendra dîner à Maisons. Je ne demande qu'à me démontrer à moi-même que c'est un vrai prince.

« Mon cher professeur, vous êtes le plus imprudent des hommes, et, quoi qu'il arrive, ne vous en prenez qu'à vous. On n'ouvre pas si facilement sa porte aux étrangers. Vous me direz que, grâce à

l'obligeance de M. Larinski, vous ne vous êtes pas cassé la jambe en descendant de votre rocher. Eh! merci de ma vie, un père se casse la jambe en trois endroits plutôt que de s'exposer à donner sa fille à un aventurier; on la lui raccommode: la belle affaire!

« *Post-scriptum.* — Je rouvre ma lettre, je tiens à vous prouver à quel point je désire être juste et jusqu'où va mon impartialité. Vous savez que l'abbé Miollens, mon voisin, a longtemps habité la Pologne et qu'il est fort bien vu à l'hôtel Lambert. Je l'avais prié d'aller aux informations, sans lui rien expliquer, s'entend. Il me rapporte que le comte Abel Larinski est un vrai comte. Son père, les biens confisqués, l'émigration en Amérique, l'isthme de Panama, tout est vrai, l'histoire est authentique. La comtesse Larinska était une sainte. Quant à monsieur son fils, on ne sait rien de lui; il devait avoir trois ou quatre ans quand il a débarqué sur les quais de New-York. Personne ne l'a jamais vu, on ignorait qu'il eût pris part à l'insurrection de 1863. Ayant dit vrai sur ses parens, il est à présumer qu'il a dit vrai sur lui-même. Fort bien; mais on peut s'être battu pour son pays et avoir eu pour mère une sainte, sans posséder aucune des qualités qui font les heureux ménages. Allons, je retire mon mot d'aventurier; j'en suis cependant pour ce que j'ai dit. Pourquoi fait-il le signe de la croix avec les yeux? pourquoi dort-il à poings fermés dans un lit où il y a trois pois chiches? Cela demande explication.

« Embrassez Antoinette pour moi. Je tire ma révérence à Mlle Moiseney, sans lui dire qu'elle est une grue; c'est une conviction avec laquelle je mourrai. Il était donc bien difficile d'en redescendre de ce terrible rocher? »

Trois jours plus tard, Mme de Lorcy écrivit une seconde lettre:

« 18 août.

« Je reçois à l'instant de Vienne, mon cher monsieur, une réponse que j'attendais et dont je m'empresse de vous faire part. Je m'étais adressée à notre ami, le baron B..., premier secrétaire de l'ambassade de France à Vienne, pour tâcher de savoir quelle réputation le comte Larinski avait laissée là-bas. On l'y tient pour un galant homme, pour un inventeur plus hardi que sage et pour un patriote à tous crins, pour un toqué, pour un de ces Polonais qui ne voient que la Pologne et leur utopie, et qui mettraient le feu aux quatre coins du monde sans sourciller, à la seule fin de se procurer de la braise pour y faire rôtir leurs marrons. Je ne reviens pas sur l'affaire du fusil, vous êtes au fait. Il paraît qu'il y avait du bon dans ce fusil explosible et que celui qui l'a inventé unit une sorte de génie avec des inexpériences, des ignorances, des candeurs à faire pleurer. De l'homme privé, il n'y a rien à dire. Nous avions quel-

ques dettes, et nos fournisseurs ont conçu des inquiétudes quand ils nous ont vu quitter Vienne un matin sur la pointe du pied. A peine arrivé en Suisse, nous avons, semble-t-il, envoyé de l'argent, et nous nous sommes acquitté. C'est un beau trait. Au demeurant, nous avons des goûts simples, une vie rangée; c'est le fusil qui a mis le désarroi dans nos finances. J'ajoute que M. Larinski fréquentait à Vienne deux ou trois maisons fort honorables, où il a laissé les meilleurs souvenirs. On l'y recherchait surtout pour ses talens de musicien, beaucoup plus certains que son talent d'armurier. Il joue du piano à ravir et il a une fort belle voix. En la travaillant, il aurait pu faire son chemin à l'opéra; mais sa grandeur l'attache au rivage. — Voilà ce que me mande le baron B... Foi d'honnête femme, je n'ajoute rien, je n'omets rien.

« Je vais bien vous étonner. Croiriez-vous que je suis en train de me réconcilier avec le comte Larinski? Ce qui me choquait en lui trouve son explication et son excuse dans le long séjour qu'il a fait en Amérique. C'est un métis de *Yankee* et de Polonais. Bien loin d'avoir des préventions contre lui, j'en ai aujourd'hui en sa faveur. Savez-vous que je ne suis pas sûre du tout qu'il ait au cœur un sentiment sérieux pour votre fille? Il l'admire en homme de goût qu'il est, et je voudrais bien voir qu'il ne l'admirât pas. Je soupçonne Antoinette de s'être monté la tête mal à propos. Il parle d'elle en toute rencontre d'une façon aussi détachée, aussi tranquille, que s'il parlait d'une œuvre d'art; il m'est impossible de le croire amoureux. J'ai beau regarder ses yeux verts, je n'y vois point de loup.

« Comme je vous l'avais annoncé, il est venu dîner hier à Maisons. J'avais invité l'abbé Miollens, et Camille s'était invité lui-même, en me promettant de faire figure de philosophe; il n'a tenu qu'à moitié sa promesse, car il faut vous avertir que mon neveu a conçu, je ne sais pourquoi, une insurmontable antipathie pour M. Larinski; il est sujet à prendre les gens en grippe. Pendant le dîner, l'abbé Miollens, grand linguiste, grand voyageur, qui sait sur le bout du doigt sa Pologne et le polonais, a amené l'entretien sur l'insurrection de 1863. M. Larinski s'est d'abord défendu de traiter ce douloureux sujet, peu à peu les écluses se sont ouvertes, il nous a conté son équipée ou sa campagne sans se faire valoir, louant les autres plus que lui-même; puis soudain sa gorge s'est serrée, ses yeux se sont humectés, il s'est interrompu et nous a suppliés de parler d'autre chose. Par bonheur, il ne regardait pas en ce moment Camille, qui avait aux lèvres un sourire noir. La jeunesse française est devenue si sceptique! J'ai fait de gros yeux à ce méchant garçon, et en sortant de table je l'ai envoyé fumer son cigare dans le parc.

« Je dois vous confesser que M. Larinski a fait la conquête de l'abbé Miollens, qui est difficile en fait d'hommes, et dispute à Dieu le privilége de sonder le fond des cœurs. Vous n'ignorez pas que l'abbé est un violoniste remarquable; il a envoyé chercher son instrument, M. Larinski s'est mis au piano, et ces deux messieurs m'ont joué un *concerto* de Mozart, une musique divine, exécutée par deux anges de première classe. La conversation qui a suivi m'a encore plus charmée que le *concerto*. Je ne sais par quel enchaînement fatal nous en sommes venus à causer mariage. Je n'ai pas manqué l'occasion d'exposer, sans avoir l'air de rien, mes petites théories que vous connaissez. Croiriez-vous que le comte a abondé, surabondé dans mon sens? Il est plus royaliste que le roi, il n'admet pas que la règle souffre aucune exception. Selon lui, un homme pauvre qui épouse une femme riche forfait à l'honneur, s'avilit, se vend; c'est un homme entretenu. Il a développé ce thème avec une sombre éloquence. Je vous assure que le lion ne ressemblait plus à un renard.

« Après le départ de ce beau musicien, de ce grand orateur, l'abbé Miollens, resté seul avec moi, me dit combien il était charmé de sa conversation et de ses manières; il ne se lassait pas de faire son éloge, et je trouvais qu'il allait un peu loin. Cependant je tombai d'accord avec lui pour regretter qu'un homme de ce mérite en soit réduit à vivre d'expédiens. L'abbé a les bras longs; il m'a promis qu'il s'occuperait, toute affaire cessante, de chercher un emploi à M. Larinski. Il s'est souvenu précisément qu'il est question de créer à Londres une école internationale des langues vivantes. Un des fondateurs de cet institut s'est adressé à lui pour s'informer s'il aurait quelque professeur de langues slaves à recommander. Ce serait bien là notre fait, et je serais ravie de procurer à votre protégé une occupation qui lui assurerait toute la somme de bonheur dont on peut jouir de l'autre côté de la Manche. Après cela, me reprocherez-vous encore d'être prévenue contre lui?

« Adieu, mon cher monsieur; mes tendresses à mon aimable filleule. Je m'en rapporte à vous pour ne lui lire mes lettres qu'avec choix et discrétion. Les petites filles n'ont droit qu'à la moitié de la vérité. »

Huit jours après, Mme de Lorcy écrivait une troisième lettre ainsi conçue :

« 25 août.

« Je suis de plus en plus contente de M. Larinski; je m'en veux des soupçons qu'il m'avait inspirés. Les Viennois ont bien raison de le tenir pour un galant homme, et l'abbé Miollens ne l'a pas surfait. Vous m'écrivez de votre côté, mon cher ami, que vous n'êtes point

mécontent d'Antoinette. Elle est gaie, tranquille, elle se promène, elle peint, elle ne vous parle jamais du comte Abel Larinski, et quand vous lui en parlez, elle sourit et ne répond rien. Vous prétendez qu'elle a réfléchi, que le temps, l'absence ont produit leur effet. — Loin des yeux, loin du cœur ! vous écriez-vous. — Prenez-y garde, je suis plus défiante que vous. Êtes-vous bien sûr qu'Antoinette ne soit pas une sournoise?

« Ce qui est certain, c'est que j'ai reçu d'elle une charmante épître, où il n'est pas plus question de M. Larinski que si la Pologne et les Polonais n'existaient pas. Elle me vante l'Engadine, elle prétend qu'elle ne demanderait pas mieux que de finir ses jours dans une sapinière. Je la comprends à demi-mot, ce serait une sapinière de son choix, dans laquelle il y aurait des réunions, des bals, des dîners priés, un Salon carré, un Conservatoire de musique et l'Opéra. Le dernier paragraphe de sa lettre est consacré à l'insurrection de l'Herzégovine, et il va sans dire que toutes ses sympathies sont pour les insurgés. — Si j'étais homme, m'écrit-elle, j'irais me battre pour eux. — La voilà bien, elle a toujours pris le parti des voleurs contre les gendarmes. Je me souviens que jadis, — elle avait dix ans, — je lui contai l'aventure d'un infortuné voyageur assiégé dans une forêt par une armée de loups. Il s'était barricadé, et autour de sa barricade il avait allumé de grands feux. Les loups tombaient dans le brasier, où ils se rôtissaient l'un après l'autre. Antoinette se prit à pleurer à chaudes larmes, et je m'imaginai qu'elle s'apitoyait sur les transes de ce malheureux. Point du tout; elle s'écria : — Les pauvres bêtes! — Elle est ainsi faite, nous ne la referons pas. Elle sera toujours de l'opinion des loups, surtout de ceux qui ont l'échine maigre et qui nouent difficilement les deux bouts.

« Je vous disais que le comte Larinski est un galant homme. Il est venu me voir avant-hier. Nous sommes devenus de très bons amis. Comme je lui demandais si Paris lui plaisait toujours, il m'a répondu avec le plus gracieux sourire : — Ce que j'aime le plus à Paris, c'est Maisons-Laffitte. Là-dessus, il m'a dit des douceurs que je ne vous répéterai pas. Nous avons fait ensemble tête-à-tête le grand tour du parc; Dieu soit loué, ma vertu en est revenue saine et sauve. Nous avons causé politique; on le donne pour un cerveau brûlé, il ne manque pas de bon sens. J'ai voulu savoir s'il était Turc ou Bosniaque. Il m'a répondu : — Comme chrétien, comme catholique, je m'intéresse aux chrétiens d'Orient et je suis pour la croix contre le croissant. — Il a prononcé ces mots de chrétien, de catholique, de croix, avec un accent plein d'onction; je le soupçonne d'être un peu dévot. Il a ajouté : — Comme Polonais, je suis Turc.

« — Je croyais, lui ai-je dit, que les Polonais avaient des sympathies pour tous les opprimés.

« — Les Polonais, m'a-t-il répliqué, ne peuvent aimer ce qu'aiment leurs oppresseurs, et ils ne sauraient oublier que les Osmanlis sont leurs alliés naturels et dans l'occasion leur refuge.

« Je lui ai fait lire la lettre d'Antoinette; j'étais bien aise à tout hasard de lui prouver qu'elle peut écrire quatre pages sans demander de ses nouvelles. Il a lu cette prose avec une extrême attention; mais quand il est arrivé au fameux passage : — Si j'étais homme, j'irais me battre pour eux! — il a souri et m'a rendu le papier, en me disant d'un ton dédaigneux et un peu sec :

« — Écrivez de ma part à Mlle Moriaz que je crois être un homme, que je ne me battrai point pour les Bosniaques et que les Turcs sont mes grands amis.

« — Elle est folle, lui dis-je. Heureusement elle change de folie à chaque nouvelle lune.

« — Que voulez-vous? m'a-t-il reparti, pour n'être pas plat, il est bon d'être un peu fou. Ma pauvre mère me disait souvent : — Mon fils, il faut employer sa jeunesse à faire une grosse provision d'enthousiasmes bien ridicules; autrement on arrive au bout du voyage le cœur vide, car on en laisse beaucoup en chemin.

« Remettez-vous, seigneur, d'une si chaude alarme; on n'a aucun dessein sur votre fille, on la trouve charmante, mais on n'est point amoureux d'elle. Avec beaucoup de précautions et de circonlocutions, j'en vins à questionner tout doucement le comte Larinski sur l'état de ses affaires, dont il n'ouvre jamais la bouche. Il fronça le sourcil. Je ne perdis pas courage, je lui proposai cette place de professeur de langues slaves dont l'abbé m'avait reparlé. J'ai vu le moment où son ombrageuse fierté prendrait la mouche. Cependant, après réflexion, il s'est radouci, m'a remerciée, a décliné mon offre obligeante, et il m'a annoncé... Devinez quoi. Combien vaut ma nouvelle? que m'en donnez-vous?.. Il m'a annoncé, vous dis-je, que dans quinze jours, vous m'entendez, il repartira pour Vienne, où on lui promet un poste dans les archives du ministère de la guerre. Je n'ai pas osé lui demander quel était le traitement; après tout, s'il s'en contente, ce n'est pas à nous d'être plus difficiles que lui. Quand je vous affirmais que le comte Larinski est un galant homme!.. Dans quinze jours! vous m'avez bien comprise.

« Mon cher ami, je suis enchantée de savoir que l'eau de Saint-Moritz et l'air de l'Engadine ont tout à fait rétabli votre santé; mais n'allez pas faire quelque imprudence. Les cures incomplètes sont fatales. Gardez-vous de quitter trop tôt Churwalden pour redescendre dans l'air épais et mou de la plaine. Votre médecin, que j'ai vu tantôt, déclare que si vous précipitez votre retour, il ne répond plus de vous. Antoinette, j'en suis certaine, joindra ses

instances aux nôtres. Qu'on ne vous revoie pas avant trois semaines !

« Suivez mon ordonnance, mon cher professeur, et tout ira bien. Camille sort d'ici ; il devient insupportable. Il a eu l'audace de me soutenir que je suis une bonne femme très crédule. C'est son mot, qui n'est pas poli. Il n'y a plus de neveux, et le respect est mort. »

Dix jours plus tard, M. Moriaz reçut à Churwalden une quatrième et dernière lettre :

« 3 septembre.

« Décidément, mon cher ami, le comte Larinski est un homme délicieux, et je ne me pardonnerai jamais de l'avoir mal jugé. Avant-hier encore, je ne connaissais pas toute l'étendue de son mérite et de ses vertus. Sa belle âme est un pays où l'on marche de découverte en découverte, où se révèlent à chaque pas de nouveaux points de vue. Soit dit entre nous, Antoinette est une visionnaire ; où donc a-t-elle pris que cet homme soit amoureux d'elle? Les comtes Larinski ont des enthousiasmes d'artiste, un cœur sensible et tendre, une imagination de poète ; ils aiment tout et ils n'aiment rien, ils admirent une jolie femme comme ils admirent une belle fleur, un oiseau-mouche ou un tableau du Titien. Vous ai-je conté que l'autre jour, en faisant sous ma conduite le tour de mon parc, il est tombé en pâmoison devant mon hêtre pourpre, qui assurément est une merveille? Il était dans l'extase, je crois en vérité qu'il avait les larmes aux yeux. Il ne tenait qu'à moi de le soupçonner d'être amoureux de mon hêtre ; cependant il ne m'a point demandé à l'épouser.

« Au surplus, fût-il amoureux de votre fille à en perdre les yeux, ne craignez rien, il ne l'épousera point, voici pourquoi... Attendez un peu, il faut que je reprenne les choses de plus haut.

« L'abbé Miollens est venu me voir hier dans l'après-midi, tout affligé de ce que M. Larinski n'avait pas goûté sa proposition.

« — Le mal n'est pas grand, lui dis-je, laissez-le donc repartir pour Vienne, où il a ses habitudes, il y sera plus heureux.

« — Le mal que j'y vois, me répliqua-t-il, c'est que le voilà perdu à jamais pour nous. Vienne est si loin ! Professeur à Londres, qui n'est qu'à dix heures de Paris, il aurait pu passer quelquefois la Manche pour venir faire de la musique avec moi.

« Vous comprenez que ce raisonnement m'a peu touchée ; quoi qu'il m'en coûte, je me fais violence et je me résigne à perdre à jamais M. Larinski ; mais l'abbé est têtu.

« — Je crains, me dit-il, que les Autrichiens ne paient mal leurs archivistes ; les Anglais font mieux les choses, et lord C... m'avait donné carte blanche.

« — Oh ! bien, repris-je, voilà un point délicat à toucher. Dès qu'on aborde la question du pot-au-feu, notre homme prend un air raide et compassé, comme si on attentait à sa dignité.

« — Je le crois bien, me répondit-il, le fond de son caractère est une noblesse de sentimens vraiment incomparable; il n'est pas fier, il est la fierté même.

« L'abbé est passionné d'Horace, il assure que c'est à ce grand poète qu'il doit cette profonde connaissance des hommes qui le distingue. Il me cita un vers latin dont il eut l'obligeance de me donner la traduction et qui signifie à peu près que certains chevaux se cabrent et ruent quand on les touche à l'endroit chatouilleux. — Voilà les Polonais, me dit-il.

« Sur ces entrefaites, M. Larinski entra, et je retins ces deux messieurs à dîner. Dans la soirée, ils me donnèrent de nouveau un concert. Pourquoi Antoinette n'était-elle pas là? Je me croyais au Conservatoire; puis on causa, et l'abbé, qui ne lâche jamais son idée, dit au comte à brûle-pourpoint :

« — Mon cher comte, y avez-vous réfléchi? Si vous alliez à Londres, nous aurions l'espérance de vous revoir souvent, et au surplus les appointemens... Puisqu'il m'a échappé, ce mot terrible, écoutez-moi, je me ferais fort d'obtenir pour vous un traitement digne de votre mérite, de votre science, de votre caractère, de votre situation...

« Il ne put achever sa litanie; le comte se cabra comme le cheval d'Horace, en s'écriant : — O Mozart ! quel vilain sujet de conversation ! — Puis, il ajouta gravement : — Monsieur l'abbé, vous êtes mille fois trop bon; mais la place qu'on m'offre à Vienne me paraît mieux convenir à mon genre d'aptitudes; je ferais, je le crains, un détestable professeur, et le traitement fût-il double, ce serait à mes yeux une raison peu décisive.

« L'abbé insista, il insiste toujours : — Dans notre siècle, dit-il, moins que dans tout autre, on ne vit de l'air du temps.

« — J'en ai vécu quelquefois, repartit gaîment le comte, et je ne m'en suis pas mal trouvé. J'ai une santé à l'épreuve des accidens. Eh ! bon Dieu, en ce qui touche à la question d'argent, vous ne sauriez croire jusqu'où va mon indifférence. Ce n'est pas chez moi une vertu, c'est une infirmité; je suis de mon pays et le fils de mon père. Je me sens incapable de penser à l'avenir et de pratiquer l'industrie toute française de l'épargne. Ma bourse est-elle pleine, je la vide, après quoi je me condamne aux privations; je dis mal, je les savoure. Il n'y a pas, selon moi, de vrai bonheur où il n'entre un peu de souffrance. Au surplus, j'ai le goût des contrastes. De loin en loin, je me crois millionnaire, je tranche du nabab, je m'abandonne à mes fantaisies; le lendemain, je couche sur la dure, je

vis d'eau panée et je me trouve parfaitement heureux. Bref, je suis fou une fois dans l'année et le reste du temps philosophe.

« — Le malheur, lui répliqua l'abbé, c'est qu'il suffit quelquefois d'un jour de folie pour compromettre à tout jamais l'avenir d'un philosophe.

« — Oh! rassurez-vous, reprit-il, mes extravagances ne sont jamais bien dangereuses. Il y avait de la méthode dans la folie d'Hamlet, il y a toujours un peu de raison dans la mienne.

« En faisant sa déclaration de principes, il s'était rassis devant le piano et laissait ses doigts courir sur le clavier. Tout à coup il entonna une chanson allemande que je me fis traduire par l'abbé Miollens et qui n'est pas longue. Le héros de cette chanson est un sapin amoureux, planté au sommet d'une montagne aride du nord; il est seul, il s'ennuie, la neige et la glace l'ont enveloppé d'un blanc manteau, et il emploie ses tristes loisirs à rêver d'un palmier que jadis il avait rencontré, paraît-il, dans ses voyages.

« M. Larinski avait chanté sa petite mélopée avec un accent si pathétique, que le bon abbé s'émut et que je m'inquiétai. Ayez une fois de l'inquiétude, elle revient toujours. Je me demandai s'il n'avait pas rencontré son palmier dans l'Engadine, et je lui dis un peu sèchement : — Le jour de votre départ est-il définitivement arrêté? ne nous ferez-vous pas le plaisir de nous accorder un sursis?

« Il exécuta une gamme chromatique des plus perlées, et me répondit : — Hélas! madame, je n'attends plus pour partir qu'une lettre qui ne peut tarder; j'aurai le chagrin de vous faire mes adieux avant huit jours.

« — Vous ne partirez pas, lui dit l'abbé Miollens, avant de nous avoir fait entendre une fois encore la poésie du sapin. Vous l'avez dite avec tant d'âme qu'il m'a semblé que vous nous racontiez un épisode de votre histoire intime. Mon cher comte, vous arrive-t-il quelquefois de rêver d'un palmier?

« Il répliqua : — Je n'ai plus le droit de rêver, je ne suis plus libre.

« L'abbé fit un bond et s'écria naïvement : — Eh! quoi, seriez-vous marié?

« — Je croyais vous l'avoir dit, répondit-il avec un sourire mélancolique, et il s'empressa de parler d'un ballet qu'il avait vu la veille à l'Opéra et dont il n'était qu'à moitié satisfait.

« Vous me croirez sans peine, quand il prononça ces mots : Je croyais vous l'avoir dit, je fus sur le point de lui sauter au cou. J'étais si heureuse que j'avais peur qu'il ne lût dans mes yeux ma joie, mon émerveillement, ma profonde gratitude. Je le crois très fin, m'est avis qu'il a deviné depuis longtemps les préoccupations, les défiances qu'il m'inspirait. Quand il se serait un peu moqué de

moi, je le lui pardonne; un galant homme, injustement soupçonné, a bien le droit de se venger par un grain d'ironie. J'ai fait mettre deux chevaux à ma calèche pour le reconduire au chemin de fer, et nous l'avons accompagné jusqu'à la station, l'abbé et moi. On ne peut témoigner trop d'égards aux honnêtes gens maltraités par la fortune.

« Eh bien! qu'en dites-vous, mon cher ami? Avais-je tort de prétendre que M. Larinski est un homme délicieux? Il partira dans huit jours et il est marié, mal marié, je le crains, car son sourire était mélancolique. Vous verrez qu'il aura épousé, par reconnaissance, quelque grisette, quelque petite ouvrière, qui l'a soigné dans une maladie, une de ces femmes qu'on ne peut produire; cela serait assez dans son caractère. Heureusement, devant le code, il n'y a pas de bons et de mauvais mariages; je tiens celui-ci pour inattaquable.

« L'alerte a été vive. Allumerai-je mes lampions? je suis bien tentée d'illuminer Cormeilles et Maisons-Laffitte. Comment vous y prendrez-vous pour désabuser notre visionnaire? A votre place, j'userais de quelques précautions. Soyez prudent, allez bride en main, et à l'avenir, croyez-moi, ne grimpez plus sur des rochers, vous voyez où cela peut conduire.

« Encore une fois, ne pressez pas votre départ. Nous avons depuis quelques jours des chaleurs étouffantes; à la lettre, nous suffoquons. Vous avez besoin de passer encore une quinzaine à l'ombre des sapins et à quatre mille pieds au-dessus du niveau de la mer.

« Adieu, mon cher professeur; je suis interrompue dans mes écritures par l'incrédule, par le sceptique, par le soupçonneux, par l'absurde, par le ridicule Camille, qui se recommande respectueusement à votre indulgente amitié. »

VI.

En lisant la quatrième lettre de Mme de Lorcy, M. Moriaz éprouva un sentiment de satisfaction et de délivrance dont il ne fut pas maître. Sa fille venait de sortir pour faire une visite dans le voisinage, et il était seul avec Mlle Moiseney, qui lui dit : — Vous recevez de bonnes nouvelles, monsieur?

— Elles sont excellentes, répondit-il; puis, se reprenant aussitôt, il ajouta : Excellentes ou regrettables, ou fâcheuses; je laisse cela à votre appréciation.

Lorsqu'il eut achevé sa lecture et remis la lettre dans l'enveloppe, il demeura quelques instans pensif; il se demandait comment il procéderait pour annoncer l'excellente nouvelle. Depuis

trois semaines, sa fille était pour lui un mystère. Elle n'avait pas prononcé une seule fois le nom du comte Larinski. Churwalden lui plaisait autant que Saint-Moritz; en apparence, elle était gaie, tranquille, parfaitement heureuse. S'était-elle calmée? S'était-elle ravisée? M. Moriaz n en savait rien; mais il se doutait qu'il faut se défier des eaux dormantes et que l'imagination des jeunes filles est un abîme. Un bon averti en vaut deux; désormais il craignait tout. — Si je lui parle, pensait-il, je ne saurai pas lui dissimuler ma joie, et peut-être aura-t-elle une crise de nerfs. — Il avait horreur des crises de nerfs; il résolut de recourir à l'entremise de Mlle Moiseney, et il lui dit d'un ton brusque :

— Je suppose, mademoiselle, que vous êtes au courant, qu'Antoinette vous a fait ses confidences.

Elle ouvrit de grands yeux, fut sur le point de répondre qu'elle ne savait rien; mais elle n'eut garde, et, redressant sa petite tête pointue sur ses épaules fluettes, elle dit fièrement : — Vous figurez-vous, monsieur, qu'Antoinette puisse avoir des secrets pour moi?

— A Dieu ne plaise! reprit-il. Et approuvez-vous, encouragez-vous ses sentimens pour M. Larinski?

Mlle Moiseney fit un soubresaut; elle était à mille lieues de soupçonner que le comte Larinski eût inspiré un sentiment particulier à Mlle Moriaz, et, comme dans certaines occasions son esprit allait vite, elle comprit sur-le-champ toutes les conséquences de ce prodigieux événement. Elle avait un nuage sur les yeux; dans ce nuage, elle contemplait toute sorte de choses qui lui déplaisaient ou lui plaisaient; la bouche ouverte, elle travaillait à se débrouiller. Elle se disait : — C'est un coup de tête, cela n'est pas, cela ne peut pas être; — mais elle se disait aussi : — Pas plus qu'une reine d'Angleterre, Mlle Antoinette Moriaz ne peut se tromper; puisqu'elle le veut, elle a raison de le vouloir. — Mlle Moiseney finit par reprendre possession d'elle-même, ses lèvres ébauchèrent le plus gracieux sourire, elle s'écria :

— Il n'a pas de fortune, mais il a un beau nom. Mme la comtesse Larinska! cela sonne bien à l'oreille.

— Comme musique, j'en conviens, c'est parfait, lui répliqua M. Moriaz. Malheureusement la musique n'est pas tout dans les affaires de ce monde.

Elle ne l'écoutait pas. Tout entière à son idée, sans prendre le temps de souffler : — Vous allez vous moquer de moi, monsieur, poursuivit-elle avec une volubilité de langue extraordinaire. Croyez-moi ou ne me croyez pas, il y a beau jour que j'ai prévu ce mariage. J'ai des pressentimens qui ne me trompent jamais, j'étais sûre que cela finirait ainsi. Quel beau couple! Vous les représentez-

vous se promenant au bois en calèche découverte ou faisant leur entrée dans une avant-scène de l'Opéra? Ils feront sensation. Et notez, je vous prie, que, sans me vanter, j'y suis pour quelque chose. La première fois que j'ai vu le comte Larinski, vous savez, à la table d'hôte de Bergün, j'ai reconnu immédiatement que c'était un homme tout à fait hors ligne...

— A la façon dont il mangeait ses truites, interrompit M. Moriaz; cela fait honneur à votre perspicacité.

— Demandez plutôt à Antoinette, reprit-elle, si le soir même je ne lui ai pas fait l'éloge de ce bel inconnu. Elle m'a soutenu qu'il avait la tête enfoncée dans les épaules; le croiriez-vous? lui la tête dans les épaules! Ah! j'étais sûre que cela finirait ainsi. Voulez-vous mettre à l'épreuve ma perspicacité? Cette lettre que vous venez de recevoir, qui renferme de si excellentes nouvelles, vous dirai-je d'où elle vient? C'est le comte qui l'a écrite, il s'est enfin déclaré. Je l'ai deviné tout de suite. Ah! monsieur, je sympathise avec votre joie. Voilà vraiment le gendre que je rêvais pour vous. Un homme supérieur et pourtant le cœur sur la main, si bonhomme, si rond.

— Croyez-vous, en vérité, qu'il soit aussi rond qu'une assiette? lui demanda M. Moriaz en s'éventant avec la lettre.

— Il nous a raconté sa vie, répliqua-t-elle d'un ton docte. Combien de gens peuvent en faire autant?

— Un beau récit. Je regrette seulement qu'il nous ait tu un détail qui était de nature à nous intéresser.

— Un détail fâcheux? demanda-t-elle en levant sur lui ses yeux couleur groseille.

— Au contraire, une circonstance qui lui fait honneur, et dont je lui sais beaucoup de gré. Croyez, ma chère demoiselle, que je serais charmé de recevoir un gendre de votre main et de donner ma fille à un homme dont vous avez deviné le génie et les nobles sentimens, rien qu'en le regardant manger. Par malheur, je crains que ce mariage n'aille pas à bien, j'y vois une petite difficulté.

— Laquelle?

— Le comte Larinski avait oublié de nous prévenir qu'il était déjà marié.

Mlle Moiseney poussa un cri douloureux. M. Moriaz lui tendit la lettre de Mme de Lorcy; après l'avoir lue, elle demeura atterrée : un doigt impitoyable avait crevé la bulle irisée qu'elle venait de souffler, et qu'elle voyait resplendir au bout de son chalumeau.

— Ne vous abandonnez pas à votre désespoir, lui dit M. Moriaz, un peu de courage, suivez l'exemple que je vous donne, imitez ma résignation; mais, je vous prie, comment pensez-vous qu'Antoinette prenne la chose?

— Ce sera pour elle un coup terrible, répondit Mlle Moiseney; elle l'aimait tant!

— Qu'en savez-vous, puisqu'elle n'a pas jugé à propos de vous le dire?

— Je le sais pertinemment. Cette pauvre chère Antoinette! il faut user des plus grands ménagemens pour lui apprendre cette nouvelle, et moi seule, je crois...

— Je le crois comme vous, se hâta d'interrompre M. Moriaz, vous êtes seule capable d'opérer notre malade sans la faire souffrir. Vous êtes si adroite! vous avez la main si légère! Sauvez la situation, mademoiselle, c'est un soin que je vous laisse.

A ces mots, il prit sa canne et son chapeau, et s'empressa de gagner le large, un peu inquiet de ce qui allait se passer, mais se sentant trop heureux, trop réjoui, pour être un bon consolateur.

Mlle Moriaz ne tarda pas à revenir de sa promenade, fredonnant une romance, le teint animé, l'air heureux, 'œil en fête, une gerbe de bruyères dans les bras. Mlle Moiseney alla au-devant d'elle, le front lugubre, la tête basse, le regard noyé. Antoinette fut frappée de la consternation qui se peignait sur son visage.

— Eh bien! qu'avez-vous, ma chère Jeanne? lui dit-elle; vous avez une mine d'enterrement.

— Hélas! soupira Mlle Moiseney, j'ai une triste nouvelle à vous communiquer.

— Quoi donc? vous aurait-on écrit de Cormeilles que votre perruche est morte?

— Ah! ma chère enfant, soyez raisonnable, soyez forte, prenez votre courage à deux mains.

— Pour l'amour de Dieu, de quoi s'agit-il?

— Que ne puis-je vous épargner ce chagrin!... Votre père a reçu tantôt une lettre de Mme de Lorcy.

Antoinette devint plus attentive, elle respira plus court. — Et qu'y a-t-il dans cette lettre de si terrible, de si navrant? demanda-t-elle en se forçant à sourire.

— Heureusement je suis là, reprit Mlle Moiseney. Vous savez que vos joies et vos douleurs sont les miennes. Toutes les consolations que peut prodiguer la plus tendre sympathie...

— Ma chère Jeanne, au nom du ciel, expliquez-vous d'abord, vous me consolerez ensuite.

— Vous ne m'aviez rien dit, mon enfant, j'aurais le droit de m'en plaindre; mais j'avais tout deviné. Je sais lire dans votre cœur. J'étais sûre que vous l'aimiez.

— De qui parlez-vous? répliqua Antoinette, à qui le rouge monta aux joues.

— D'un homme bien séduisant, qui, par une inconcevable étour-

derie ou par un calcul criminel, avait négligé de nous apprendre qu'il était marié.

Et, à ces mots, M[lle] Moiseney étendit ses deux bras pour y recevoir M[lle] Moriaz, qu'elle croyait déjà voir tombant en syncope.

M[lle] Moriaz ne tomba point en syncope. Après avoir rougi, elle pâlit; mais elle resta debout, la tête droite et fière, et elle dit du bout des lèvres : — Ah! M. Larinski est marié?... J'en fais mon compliment bien sincère à la comtesse Larinska.

Là-dessus elle se mit en devoir d'arranger dans un vase les fougères qu'elle venait de rapporter. M[lle] Moiseney demeura confondue de son calme, elle la contemplait avec stupeur, et soudain elle s'écria : — Dieu soit béni, vous ne l'aimiez pas! Votre père s'est trompé, il se trompe souvent; il se met quelquefois dans l'esprit des idées bien étranges, il était persuadé que ce serait pour vous un coup mortel, il vous connaît bien peu. Eh! sans doute, M. Larinski n'est point mal, et je ne conteste pas qu'il n'ait du mérite; mais il m'a toujours paru un peu suspect, ses allures sont un peu louches, je le soupçonnais de nous cacher quelque chose. A ce qu'il semble, il a fait une mésalliance qu'il n'a garde d'avouer. Il est déplorable qu'un homme qui se présente si bien ait des goûts bas et une moralité douteuse. Son devoir était de tout nous dire; il n'a été ni loyal ni délicat.

— Vous rêvez, ma chère, lui répondit Antoinette. Quelle loi divine ou humaine obligeait M. Larinski à tout nous dire? Entendiez-vous le confesser et qu'il nous rendît compte de ses erreurs comme au tribunal de la pénitence?

En parlant ainsi, elle ôta son chapeau et sa mantille, alla s'asseoir dans l'embrasure d'une fenêtre, et ouvrit un livre qu'elle commença de lire avec beaucoup d'application. — Dieu soit loué, elle ne l'aimait pas, pensait M[lle] Moiseney, qui ne s'avisa pas que M[lle] Moriaz tournait à la fois deux ou trois feuillets sans s'en apercevoir.

Si absorbée qu'elle fût dans sa lecture, elle reconnut le pas de son père, quand il monta l'escalier pour regagner sa chambre. Elle s'empressa d'aller le rejoindre. Il constata avec plaisir qu'elle n'avait ni le teint défait ni les yeux rouges. Il fut moins content lorsqu'elle lui dit d'un ton calme et net : — Aurez-vous l'obligeance de me montrer la lettre que vous avez reçue de M[me] de Lorcy?

— A quoi bon? répondit-il. Je la sais par cœur, je suis prêt à te la réciter.

— C'est une lettre qui n'est pas montrable?

— Si fait; mais puisque je te dis que je suis prêt à t'en rendre compte!...

— J'aimerais mieux la lire de mes yeux.

— Après tout, c'est ton droit. Tiens, la voilà; je t'en prie, ne va pas t'arrêter à quelques expressions malheureuses.

— Mme de Lorcy sait toujours trouver le mot juste pour exprimer sa pensée, répliqua-t-elle.

Lorsqu'elle eut parcouru des yeux rapidement les huit petites pages serrées de Mme de Lorcy, elle regarda son père en souriant.

— Avouez, reprit-elle, que vous avez trouvé dans Mme de Lorcy une alliée très utile et très zélée; rendez-lui cette justice qu'elle a bien travaillé et que vous lui devez un beau cierge pour s'être employée si activement à vous débarrasser de ce galant homme, de cet homme délicieux; c'est son mot, s'il vous en souvient.

M. Moriaz se récria. — Or ça, fit-il, t'imagines-tu qu'il y ait là un coup monté? Me soupçonnes-tu par hasard d'avoir tramé quelque noir complot avec Mme de Lorcy? Me crois-tu capable de tremper dans une perfidie?

— A Dieu ne plaise! Je ne vous accuse que d'être trop joyeux et de ne pas savoir vous en cacher.

— Est-ce un crime?

— C'est peut-être une imprudence.

— Je te jure, ma chère enfant, que je ne considère que ton bonheur, et Mme de Lorcy elle-même... Puisque M. Langis ne pense plus à toi, quel intérêt, quelles raisons peut-elle avoir...

— Je ne sais, interrompit Antoinette; mais ses préjugés lui tiennent lieu de raisons.

— Ainsi tu ne veux pas croire que le comte Larinski soit marié?

— Je le crois, sans en être sûre, et je voudrais m'en assurer. N'ai-je pas été de bonne foi dans tout ceci? ne me suis-je pas prêtée docilement à vos exigences? J'ai consenti à m'en rapporter au jugement de Mme de Lorcy. Elle a daigné faire grâce à l'accusé. Elle a reconnu que M. Larinski est un homme parfaitement honorable et même délicieux; mais elle a découvert, à quelques jours d'intervalle, d'abord qu'il ne m'aime pas, et ensuite qu'il m'a trompée en me laissant croire qu'il était encore libre. Je veux en avoir le cœur net, me convaincre qu'on ne se joue pas de moi.

— Et tu en conclus...

— Je conclus qu'avec votre permission nous partirons pour Cormeilles demain matin.

Cette conclusion agréait fort peu à M. Moriaz, dont la figure s'allongea sensiblement.

— Que craignez-vous? lui dit-elle. Vous savez que j'ai du caractère et vous devriez savoir que, quoi qu'en dise Mme de Lorcy, je ne manque pas de bon sens. Quand il me sera prouvé que je me suis trompée, je ferai une croix sur mon roman, il sera mort et enterré, et je vous promets de n'en point porter le deuil.

— Soit, dit-il, je crois en ton bon sens, j'ai foi dans ta raison, nous partirons demain pour Cormeilles.

A quatre jours de là, Mme de Lorcy se promenait dans une allée de son parc. Elle y fut rejointe par M. Langis, à qui elle dit d'un ton de belle humeur : — Toujours grave et mélancolique, mon cher Camille! Quand quitterez-vous vos airs penchés? Je ne vous comprends pas. On fait ce qu'on peut pour vous être agréable, pour arranger les choses à souhait, rien ne peut vous dérider. Vous me faites penser au lièvre de La Fontaine :

Cet animal est triste, et la crainte le ronge.

— La crainte et la haine, madame, répondit-il. Je hais cet homme, il m'est insupportable, et je ne reviendrais plus à Maisons, si je devais encore l'y rencontrer. Vous a-t-il fait ses adieux définitifs?

— Pas encore, un peu de patience, nous n'en sommes plus à compter les minutes. Quel mal désormais cet homme peut-il vous faire? Le lion n'a plus de griffes; que dis-je? il a poussé l'obligeance jusqu'à se mettre à lui-même une muselière Poursuit-on de sa haine un ennemi désarmé, qui se rend à discrétion?

— Fort bien, madame; s'il n'est pas parti dans trois jours, je reviendrai à ma première idée; c'était la bonne.

— Vous lui couperez la gorge?

— De grand cœur.

— Pour l'amour de l'art?

— Je ne suis pas sanguinaire; mais j'aurais un singulier plaisir à découdre la peau de ce ténébreux personnage.

Mme de Lorcy haussa les épaules. — Où prenez-vous qu'il soit ténébreux? Encore un coup, mon cher, vous êtes parfaitement déraisonnable. Vous devriez adorer M. Larinski, vous lui avez la plus grande obligation. Il a réussi le premier à faire parler le cœur de notre chère indifférente, il a rompu le charme, c'était la Belle au bois dormant; il l'a réveillée, et, par la grâce du ciel, il ne peut pas l'épouser. Je la vois d'ici dans son Churwalden en proie aux plus sombres ennuis, pleurant ses illusions, furieuse d'avoir été trompée. Ne devinez-vous pas tout le parti qu'on peut tirer de la colère d'une femme?

— Vous savez si je l'aime, repartit M. Langis, et pourtant je ne veux rien devoir à son dépit.

— Vous êtes un enfant, laissez-vous conduire. Le moment est venu de vous déclarer. Dans peu de jours, vous vous mettrez en route pour Churwalden, et vous irez dire à cette femme en colère : — Je vous ai menti, je vous aime. — Bref, vous lui conterez votre amoureuse flamme, et libre à vous d'épuiser dans cette circonstance

tout votre trésor d'hyperboles. Elle vous écoutera, je vous en réponds, en se disant : Je cherchais une vengeance, la voici.

— Je voudrais vous croire, madame, répliqua-t-il; mais êtes-vous bien certaine que Mlle Moriaz soit encore à Churwalden?

Et du doigt il lui montrait au bout de l'avenue une charmante robe couleur noisette, qui s'avançait vers eux en laissant onduler sa traîne sur le gravier.

— Vraiment, je crois que c'est elle, s'écria Mme de Lorcy. M. Moriaz est un fier maladroit; mais après tout le mal n'est pas grand.

Mlle Moriaz était arrivée la veille au soir à Cormeilles. Après s'être reposée tant bien que mal des fatigues du voyage, elle n'avait rien eu de plus pressé que de faire mettre deux chevaux à son coupé et de venir rendre ses devoirs à sa marraine, qui ne pouvait qu'être touchée de cette attention.

Mme de Lorcy courut à Antoinette et l'embrassa à plusieurs reprises, en lui disant : — Vous voilà enfin, ma belle! Que je suis charmée de vous revoir! Vous vous êtes bien fait attendre. Je commençais à craindre que vous ne prissiez racine dans les Grisons. C'est donc un pays enchanteur? Je croirais plutôt que votre père est un vilain égoïste, qu'il vous a indignement sacrifiée à ses convenances en traînant sa cure en longueur; mais vous voilà, je lui pardonne. Vos pauvres, vos protégés, vous réclamaient à cor et à cri. Qui donc me demandait l'autre jour de vos nouvelles? C'est Mlle Galet, à qui j'ai servi, selon vos ordres, le quartier de sa pension. Comme vous la gâtez! J'ai trouvé sur sa table un bouquet de duchesse, elle a prétendu que vous le lui aviez envoyé de là-bas, et j'ai eu toutes les peines du monde à lui faire comprendre qu'on ne cueille pas des camellias doubles sur le glacier du Roseg. Semez de fleurs, si vous le voulez, l'existence et la mansarde de Mlle Galet; mais lui jeter à la tête un boisseau de camellias doubles, panachés de blanc, c'est de la démence, et je me propose sérieusement de vous faire enfermer. C'est égal, je suis bien contente de vous revoir. Vous avez un excellent visage; ne trouvez-vous pas, Camille, qu'elle a bon air?

Mlle Moriaz se prêtait avec froideur aux embrassades de Mme de Lorcy; en revanche, elle fit un gracieux sourire à M. Langis et lui serra affectueusement la main. Mme de Lorcy les emmena dans son salon, où ils causèrent de choses indifférentes. Antoinette attendait le départ de M. Langis pour aborder le sujet qu'elle avait à cœur d'éclaircir. Au bout de vingt minutes, il se leva, mais il se rassit presque aussitôt. Une porte venait de s'ouvrir et avait livré passage au comte Abel Larinski.

A l'apparition de Samuel Brohl, les deux femmes changèrent de couleur; l'une rougit de l'effort qu'elle dut faire pour dissimuler sa

contrariété, l'autre pâlit d'émotion. Samuel Brohl traversa le salon d'un pas délibéré, sans avoir l'air de reconnaître la personne qui était avec Mme de Lorcy. Tout à coup il tressaillit, comme si une torpille l'avait touché, et, profondément troublé, il fut sur le point de perdre contenance. Était-il aussi étonné qu'il le semblait? Depuis longtemps la butte de Sannois était devenue sa promenade favorite, et il n'y allait jamais sans pousser jusqu'à un certain endroit d'où l'on apercevait la façade d'une certaine maison, dont les volets étaient demeurés pendant deux mois hermétiquement fermés. Il se pouvait faire que la veille il les eût trouvés ouverts. L'induction est un procédé scientifique avec lequel les Samuel Brohl sont familiers.

Il avait de la volonté, de l'empire sur lui-même. Il ne tarda pas à se remettre, il redressa la tête comme un homme qui se sent de force à défier tous les dangers. Après avoir salué Mme de Lorcy, il s'approcha d'Antoinette et lui demanda de ses nouvelles d'un ton grave, presque cérémonieux.

— Votre visite m'afflige, mon cher comte, lui dit Mme de Lorcy; j'ai peur que ce ne soit la dernière. Venez-vous me faire vos adieux?

— Hélas! oui, madame, répondit-il. La lettre que j'attendais ne m'est pas encore parvenue; mais ce retard ne change rien à mes projets, et dans trois jours j'aurai quitté Paris.

— Sans esprit de retour, sans regret? lui demanda-t-elle.

— Je ne regretterai que Maisons et le bienveillant accueil qu'on m'y a fait. Paris est trop grand, les petites gens comme moi y sentent leur petitesse plus qu'ailleurs; sans être fou d'orgueil, on n'aime pas à passer à l'état d'atome. Le séjour de Vienne me convient mieux, j'y respire plus à l'aise, c'est une ville à ma taille et à mon goût. Les oiseaux ont tort de changer de nid.

Là-dessus, il se mit à décrire, à vanter avec chaleur le Prater et ses cinq allées, Schœnbrunn, son jardin botanique et la Gloriette, l'église Saint-Étienne, les eaux limpides du Danube, s'adressant tantôt à Antoinette, qui l'écoutait sans mot dire, tantôt à Mme de Lorcy, dont les yeux, se portant par intervalles sur M. Langis, semblaient lui dire : — Avais-je raison ? Confessez-vous que vos appréhensions n'avaient pas le sens commun? Vous l'entendez, il n'a qu'une demi-heure à passer avec elle, et il lui décrit le Prater. Pensez-vous encore à lui couper la gorge? Dites-lui, de grâce, un mot aimable et poli. Ce n'est pas lui, c'est vous qui êtes ténébreux; dépouillez votre air sinistre. Combien de temps durera cette rêverie taciturne où vous êtes plongé? Vous prêtez à rire, vous jouez un sot personnage. Vous ressemblez à un sphinx du désert qui contemple un serpent et prend une innocente couleuvre pour une vipère. — M. Langis comprenait ce qu'elle voulait lui dire, mais il ne dépouillait pas son air sinistre.

Après avoir loué Vienne et ses environs, Samuel Brohl fit l'éloge des Viennois, de leur caractère facile et insouciant. Il conta avec enjouement quelques anecdotes. Il y avait dans sa gaîté quelque chose de voulu, de tendu, de saccadé, d'un peu fébrile; pourtant c'était de la gaîté. Mme de Lorcy lui donnait la réplique, Mlle Moriaz continuait à se taire; elle froissait entre ses doigts la guipure de son fichu Marie-Antoinette, et, l'œil fixe, elle semblait en compter les mailles.

Samuel Brohl s'interrompit au milieu d'une phrase, se leva brusquement. Il se tourna vers Antoinette; d'une voix sourde, il la pria de dire à M. Moriaz combien il regrettait que son prochain départ le privât de l'honneur et du plaisir de l'aller voir à Cormeilles, puis il salua Mme de Lorcy, la remercia des heureux momens qu'il avait passés auprès d'elle et la chargea de le recommander au bon souvenir de l'abbé Miollens.

— Nous nous reverrons, mon cher comte, lui dit-elle d'une voix claire en pesant sur ses mots, et j'espère que nous ferons avant peu la connaissance de la comtesse Larinska.

Il la regarda d'un air étonné et murmura : — Il y a dix ans que j'ai perdu ma mère.

Aussitôt, sans donner à Mme de Lorcy le temps de s'expliquer davantage, il se dirigea rapidement vers la porte, accompagné de trois regards qui parlaient tous les trois, mais qui ne disaient pas la même chose. La pièce était vaste; pendant les trente secondes qu'il mit à la traverser, l'ange du silence plana dans l'air.

Il allait sortir; la fatalité voulut qu'il lui vînt une malheureuse et funeste pensée. Il ne put résister au désir de revoir une fois encore Mlle Moriaz, de graver à jamais dans son souvenir cette image adorée. Il se retourna, et leurs yeux se rencontrèrent. Il paya cher cette défaillance de sa volonté. Apparemment la violence qu'il s'était faite une heure durant avait épuisé ses forces. Il lui sembla que son cœur ne battait plus, il sentit ses jambes se raidir et lui refuser le service, ses dents se serrèrent, sa pupille se dilata, sa tête se perdit. Tout à coup il s'abattit lourdement comme une masse de plomb, tomba à la renverse sur le parquet, où il demeura sans connaissance.

Mlle Moriaz ne put étouffer un cri et fut sur le point de se trouver mal. Mme de Lorcy la prit par la taille, l'entraîna dans la pièce voisine après avoir jeté à M. Langis un flacon de sels en lui disant : — Chargez-vous du comte Larinski.

La première chose que fit M. Langis fut de poser le flacon sur une table, après quoi il s'approcha de Samuel Brohl, qui, toujours pâmé, inanimé, avait l'air d'un mort ou peu s'en faut. Il l'examina

un instant, se pencha sur lui; croisant les bras et haussant les épaules, il lui dit : — Relevez-vous donc, monsieur, Mlle Moriaz n'est plus là.

Samuel Brohl ne remua point. — Vous ne m'avez pas entendu, continua Camille. Vous êtes superbe, monsieur le comte, vous êtes très beau, votre attitude est irréprochable, et on vous prendrait vraiment pour un trépassé. Vous êtes admirablement tombé, je vous jure que je n'ai jamais vu au théâtre un évanouissement plus réussi; mais arrêtez les frais de la représentation, je vous répète que Mlle Moriaz n'est plus là.

Samuel Brohl demeura inerte et rigide. — Peut-être voulez-vous mettre à l'épreuve la vigueur de mon poignet, poursuivit Camille, je vous donnerai cette satisfaction.

Et à ces mots, il le saisit à bras-le-corps, s'arma de toutes ses forces pour le soulever et le déposer sur un canapé, où il l'étendit de son long.

Il l'examina de nouveau et reprit : — Cette tragi-comédie durera-t-elle longtemps encore? Ne trouverai-je pas le secret de vous ressusciter? Voyons, que pourrais-je trouver... Écoutez-moi, monsieur. J'aime de toute mon âme la femme que vous faites semblant d'aimer... Cela ne suffit pas? Monsieur, vous êtes un Polonais de hasard, et j'ai autant d'admiration pour vos talens de société que j'ai peu d'estime pour votre personne... Cela ne suffit pas encore! Je ne peux pourtant pas lever la main sur vous; je vous en conjure, tenez l'affront pour reçu.

Il lui parut que le mort avait légèrement tressailli, et il s'écria : — Dieu merci, cette fois vous avez donné signe de vie, et l'offense a trouvé le chemin du cœur. Je serais charmé de vous en rendre raison, je suis à vos ordres. Le jour, le lieu, les armes, je laisse tout à votre choix. Et tenez, vous pouvez compter sur mon absolue discrétion; personne, je vous en donne ma parole, n'apprendra de moi que vos évanouissemens ont des oreilles et ressentent les insultes. Voici mon adresse, monsieur.

Et, tirant de sa poche une carte de visite, il essaya de la glisser dans une main pendante et froide, qui la laissa échapper.

— Quelle obstination! dit-il. A votre aise, monsieur le comte; je suis au bout de mon éloquence.

Il lui tourna le dos, s'assit dans un fauteuil, et, prenant un journal, il le déplia. Sur ces entrefaites, la porte se rouvrit, et Mme de Lorcy reparut.

— Que faites-vous donc là, Camille? s'écria-t-elle.

— Vous le voyez, madame, lui répliqua-t-il, j'attends que ce grand comédien ait fini de jouer sa pièce.

Il ne s'était pas avisé que Mlle Moriaz venait de rentrer, elle aussi,

dans le salon. Elle lui jeta un regard courroucé, indigné, menaçant, où il lut sa condamnation. Il essaya de trouver quelques mots d'explication ou d'excuse pour désarmer sa colère; la voix lui manqua. Il s'inclina humblement, prit son chapeau et sortit.

Mme de Lorcy, fort agitée, ouvrit une fenêtre, puis elle jeta de l'eau à la figure de Samuel Brohl, lui frictionna les tempes avec une vivacité qui n'était pas exempte de rudesse, lui fit respirer des sels anglais.

— Ah! de grâce, ma chère, allez-vous-en, dit-elle à Antoinette; votre place n'est pas ici.

Antoinette ne s'en alla point; le visage contracté, la lèvre frémissante, elle s'assit à l'écart à quelque distance du sopha.

Les soins énergiques de Mme de Lorcy produisirent enfin leur effet. Samuel Brohl n'était pas mort : ses bras remuèrent, ses jambes se détendirent, et au bout de quelques instans il rouvrit les yeux, puis la bouche; il se mit sur son séant et balbutia : — Où suis-je?.. que s'est-il passé?.. Ah! mon Dieu, elle était là tout à l'heure!

Mme de Lorcy lui mit la main sur la bouche, et, se penchant à son oreille, elle lui dit d'un ton sévère, impérieux : — Elle est encore là.

Elle ne réussit pas à se faire comprendre. On ne revient que par degrés d'un pareil évanouissement. Samuel Brohl fut repris d'une défaillance, ses yeux se fermèrent de nouveau, et il laissa tomber son front dans ses mains. Après un silence de quelques minutes : — Ah! madame, pardonnez-moi, dit-il d'une voix étouffée, je me fais honte à moi-même; j'ai manqué de courage, mes forces m'ont trahi. Je l'aime follement, et je m'étais juré de ne jamais la revoir. C'est pour la fuir que je pars.

Il avait redressé la tête, il aperçut Antoinette, il la regarda avec effarement comme s'il ne l'avait pas reconnue. Il la reconnut enfin, fit un geste d'épouvante, se leva précipitamment et s'enfuit.

Mlle Moriaz s'approcha de Mme de Lorcy et lui dit : — Eh bien! qu'en pensez-vous?

— Je pense, ma chère, répondit-elle, que Mme de Lorcy est une sotte, et que le comte Larinski est un homme très fort.

Antoinette la regarda avec un sourire amer, et lui touchant légèrement le bras : — Convenez, madame, lui dit-elle, que s'il avait cent mille livres de rente, vous ne songeriez pas à mettre en doute sa sincérité.

Mme de Lorcy ne répondit rien; elle ne pouvait pas dire non, et elle enrageait d'avoir tout à la fois raison et tort. C'est un accident qui arrive quelquefois aux femmes du monde.

VICTOR CHERBULIEZ.

(La quatrième partie au prochain n°.)

L'ENFANCE A PARIS

III. [1]

LES HOPITAUX D'ENFANS A LONDRES. — LES CONVALESCENS ET LES INFIRMES.

L'enfant sort de l'hôpital ou guéri, ou convalescent, ou infirme. S'il est convalescent, il faut, avant de le rendre à sa famille, raffermir sa santé ébranlée; s'il est infirme, il faut, dans certains cas, lui trouver un asile. Ni la charité publique ni la charité privée ne sont ici en défaut, et la combinaison de leurs efforts a créé une organisation qui, sans être complète, vaut la peine d'être étudiée. Ce sont donc les maisons de convalescence, les asiles et les hospices destinés à l'enfance, qui feront l'objet de ce travail; mais avant d'entrer en matière, je voudrais chercher quelques points de rapprochement dans l'étude des mesures hospitalières qui sont prises en faveur des enfans dans un grand pays voisin du nôtre. Les comparaisons entre la France et l'Angleterre ont été pendant un temps et sont encore aujourd'hui assez de mode. Ces comparaisons sont toujours aventureuses lorsqu'on les entreprend dans la pensée préconçue d'établir la supériorité d'un des deux pays sur l'autre. De quelque côté qu'on se prononce, on risque fort d'arriver à des conclusions injustes, faute d'avoir considéré le sujet sous tous ses aspects et d'avoir tenu un compte assez large de la différence profonde des mœurs; mais lorsque, sans chercher à mettre systématiquement en relief les points de supériorité ou d'infériorité, on se borne à constater ce qui existe et à signaler ce qui pourrait être utilement emprunté, on fait une œuvre qui, pour être moins ambitieuse, n'en est peut-être

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre et du 1er décembre 1876.

que plus utile. C'est à cette tâche modeste que seront consacrées les premières pages de notre étude.

I.

Les hôpitaux de Londres jouissent dans le monde médical d'une réputation qui, sous certains rapports, n'est pas imméritée. L'étranger qui passe devant leur façade admire leur solide et massive construction; il s'étonne du vaste emplacement qu'ils occupent parfois dans les quartiers les plus riches de Londres, où le terrain à lui seul représente une grande valeur. Le visiteur qui aura franchi la porte d'entrée louera la hauteur et la bonne ventilation des salles, l'aménagement confortable des dépendances, le luxe même des bibliothèques, des amphithéâtres, des salles de cours ou de réunion qui y sont souvent annexés. S'il jette un coup d'œil sommaire et pas trop investigateur sur les comptes-rendus de la statistique annuelle, il sera probablement frappé d'un chiffre de mortalité en apparence moins élevé que celui de nos hôpitaux français, et s'il se retire après cette visite un peu superficielle, il ne tiendra qu'à lui de s'extasier sur l'excellente organisation des hôpitaux de Londres et de l'assistance médicale en Angleterre.

Cependant, si notre visiteur a l'esprit porté à l'observation et l'œil tant soit peu familier avec les aspects de la misère, une chose le frappera, sinon dans tous, du moins dans l'immense majorité de ces établissemens, c'est qu'il ne reconnaîtra pas dans les malades étendus sur l'étroite, mais propre couchette ces types d'hommes et de femmes épuisés par la misère, abrutis par le *gin*, qu'il rencontrera dans la rue voisine (fût-ce la plus élégante de Londres), cachant avec peine un corps usé et amaigri sous des haillons qui furent autrefois des vêtemens de drap ou de soie. La plupart des hôtes de l'hôpital, dont un certain nombre ne lui paraîtra pas atteint d'affections très graves, lui sembleront appartenir à cette classe intermédiaire entre la bourgeoisie et le peuple qui vit sans efforts de son travail ou de son petit commerce et qui oppose au mal un tempérament robuste dont les privations n'ont point à l'avance épuisé les forces. En un mot, il aura le sentiment de se trouver en présence de la maladie, mais non pas en présence de la misère, et il se demandera en sortant si les vrais pauvres de Londres échappent à la maladie, ou si l'assistance médicale n'est pas organisée pour eux.

La réponse à cette question se trouve dans les règlemens des différentes fondations hospitalières qui s'élèvent en grand nombre dans la ville de Londres, et ces règlemens ne s'expliquent eux-mêmes que par l'histoire de ces fondations. Les hôpitaux de Londres

L'ENFANCE A PARIS

III.[1]

LES HOPITAUX D'ENFANS A LONDRES. — LES CONVALESCENS ET LES INFIRMES.

L'enfant sort de l'hôpital ou guéri, ou convalescent, ou infirme. S'il est convalescent, il faut, avant de le rendre à sa famille, raffermir sa santé ébranlée; s'il est infirme, il faut, dans certains cas, lui trouver un asile. Ni la charité publique ni la charité privée ne sont ici en défaut, et la combinaison de leurs efforts a créé une organisation qui, sans être complète, vaut la peine d'être étudiée. Ce sont donc les maisons de convalescence, les asiles et les hospices destinés à l'enfance, qui feront l'objet de ce travail; mais avant d'entrer en matière, je voudrais chercher quelques points de rapprochement dans l'étude des mesures hospitalières qui sont prises en faveur des enfans dans un grand pays voisin du nôtre. Les comparaisons entre la France et l'Angleterre ont été pendant un temps et sont encore aujourd'hui assez de mode. Ces comparaisons sont toujours aventureuses lorsqu'on les entreprend dans la pensée préconçue d'établir la supériorité d'un des deux pays sur l'autre. De quelque côté qu'on se prononce, on risque fort d'arriver à des conclusions injustes, faute d'avoir considéré le sujet sous tous ses aspects et d'avoir tenu un compte assez large de la différence profonde des mœurs; mais lorsque, sans chercher à mettre systématiquement en relief les points de supériorité ou d'infériorité, on se borne à constater ce qui existe et à signaler ce qui pourrait être utilement emprunté, on fait une œuvre qui, pour être moins ambitieuse, n'en est peut-être

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre et du 1er décembre 1876.

que plus utile. C'est à cette tâche modeste que seront consacrées les premières pages de notre étude.

I.

Les hôpitaux de Londres jouissent dans le monde médical d'une réputation qui, sous certains rapports, n'est pas imméritée. L'étranger qui passe devant leur façade admire leur solide et massive construction; il s'étonne du vaste emplacement qu'ils occupent parfois dans les quartiers les plus riches de Londres, où le terrain à lui seul représente une grande valeur. Le visiteur qui aura franchi la porte d'entrée louera la hauteur et la bonne ventilation des salles, l'aménagement confortable des dépendances, le luxe même des bibliothèques, des amphithéâtres, des salles de cours ou de réunion qui y sont souvent annexés. S'il jette un coup d'œil sommaire et pas trop investigateur sur les comptes-rendus de la statistique annuelle, il sera probablement frappé d'un chiffre de mortalité en apparence moins élevé que celui de nos hôpitaux français, et s'il se retire après cette visite un peu superficielle, il ne tiendra qu'à lui de s'extasier sur l'excellente organisation des hôpitaux de Londres et de l'assistance médicale en Angleterre.

Cependant, si notre visiteur a l'esprit porté à l'observation et l'œil tant soit peu familier avec les aspects de la misère, une chose le frappera, sinon dans tous, du moins dans l'immense majorité de ces établissemens, c'est qu'il ne reconnaîtra pas dans les malades étendus sur l'étroite, mais propre couchette ces types d'hommes et de femmes épuisés par la misère, abrutis par le *gin*, qu'il rencontrera dans la rue voisine (fût-ce la plus élégante de Londres), cachant avec peine un corps usé et amaigri sous des haillons qui furent autrefois des vêtemens de drap ou de soie. La plupart des hôtes de l'hôpital, dont un certain nombre ne lui paraîtra pas atteint d'affections très graves, lui sembleront appartenir à cette classe intermédiaire entre la bourgeoisie et le peuple qui vit sans efforts de son travail ou de son petit commerce et qui oppose au mal un tempérament robuste dont les privations n'ont point à l'avance épuisé les forces. En un mot, il aura le sentiment de se trouver en présence de la maladie, mais non pas en présence de la misère, et il se demandera en sortant si les vrais pauvres de Londres échappent à la maladie, ou si l'assistance médicale n'est pas organisée pour eux.

La réponse à cette question se trouve dans les règlemens des différentes fondations hospitalières qui s'élèvent en grand nombre dans la ville de Londres, et ces règlemens ne s'expliquent eux-mêmes que par l'histoire de ces fondations. Les hôpitaux de Londres

ne sont point, comme ceux de Paris, réunis sous une administration unique qui en centralise les ressources et en règle souverainement l'existence. Ce sont autant d'établissemens séparés dont l'origine est en général assez ancienne, qui vivent de leur vie propre, et qui ont chacun, avec leurs règlemens particuliers, leurs ressources et leurs moyens d'existence. Les uns, et c'est le plus petit nombre, sont ce qu'on appelle *endowed*, c'est-à-dire qu'ils possèdent une fortune consolidée, sur les revenus de laquelle ils subviennent à leurs dépenses. Les autres ont pour ressource principale le produit de contributions volontaires qui sont versées annuellement dans la caisse de l'hôpital. Parmi leurs souscripteurs figurent d'abord les plus grands seigneurs de l'Angleterre, dont les souscriptions ont la régularité et l'importance d'une rente, et qui comptent au nombre des protecteurs de la maison, puis des bienfaiteurs plus modestes, auxquels le versement d'une somme dont le chiffre varie avec les règlemens de l'hôpital assure le titre de *gouverneurs*. C'est l'assemblée des gouverneurs qui nomme le comité directeur (*board of directors*), et c'est ce comité qui est chargé de l'administration de l'hôpital; mais les statuts de certains établissemens assurent à chaque gouverneur le droit (dont heureusement il est fait peu d'usage) d'assister aux séances hebdomadaires du comité et d'y prendre la parole.

L'organisation des trois hôpitaux qui sont *endowed* (*Saint-Thomas*, *Saint-Bartholomew* et *Guy's hospital*) est celle qui se rapproche le plus de l'organisation de nos hôpitaux français. L'entrée en est libre (*free*), c'est-à-dire que l'admission des malades dépend uniquement des médecins attachés à l'hôpital, qui l'accordent ou la refusent, suivant la nature et la gravité des affections. Sauf les cas d'urgence, un jour par semaine est généralement réservé au renvoi des malades qui sont considérés comme guéris, et à l'admission de ceux qui doivent prendre leur place, usage singulier qui prolonge inutilement le séjour des uns et retarde non sans danger l'admission des autres. De plus (mais ceci n'est point dans les règlemens) les médecins font, à ce qu'il paraît, un certain choix parmi les malades, et on les accuse de refuser l'entrée de l'hôpital à ceux dont le cas paraît tout à fait désespéré. Quand nous aurons dit que dans ces hôpitaux, comme au reste dans tous les hôpitaux de Londres, le nombre des lits de chirurgie est égal, sinon supérieur, aux lits de médecine, tandis que la proportion est ordinairement en France de un sur quatre, nous aurons signalé les principales différences qui séparent ces hôpitaux de nos hôpitaux de Paris.

Il n'en est pas de même des hôpitaux fondés et soutenus par des contributions volontaires. Pour attirer et retenir les souscripteurs, il a été nécessaire de leur accorder, de par le règlement lui-même,

un privilége considérable : celui de signer des lettres de recommandation qui donnent au porteur le droit d'être soigné à l'hôpital pendant un temps plus ou moins long (généralement deux mois), mais sans lesquelles les portes ne s'ouvriraient point devant lui. C'est le système de l'admission par lettre opposé au système de l'admission libre. Le *Royal free hospital* est le seul hôpital fondé par des contributions volontaires qui n'ait point assuré ce privilége à ses souscripteurs. Ce système a le singulier résultat de créer une sorte d'aristocratie dans la misère, celle des pauvres *qui ont des relations*. Aussi ceux-là qui obtiennent le plus facilement leur admission dans les hôpitaux sont-ils les domestiques, les employés de commerce, les ouvriers aisés; quant aux vrais pauvres, à ceux qui grouillent en nombre immense, effrayant, dans les bas-fonds des *inns*, des *courts*, des *lanes*, dont l'enchevêtrement se cache derrière la façade des maisons les plus somptueuses de Londres, il est bien rare qu'ils émergent de ces bas-fonds et qu'ils puissent se présenter à la porte d'un hôpital, munis d'une lettre signée par un habitant de Belgravia ou par un commerçant de la Cité. Par là s'explique cet aspect particulier de la population des hôpitaux de Londres, si différente de la population misérable qui encombre les rues, et pour laquelle cet hôpital, à la porte duquel elle mendie, n'est même pas un lieu d'asile. Aussi une certaine réaction de l'opinion publique s'est-elle produite contre ce système, qui fait trop facilement passer l'intérêt des souscripteurs avant celui des malades, et la pratique se charge-t-elle de corriger ce que les règlemens ont de défectueux. En premier lieu, il est de principe que les lits chirurgicaux ne sont jamais refusés aux victimes d'accidens qu'on apporte inopinément à l'hôpital. Le nombre de ces accidens est toujours très grand dans une ville où la circulation est aussi intense et où s'exercent tous les genres d'industrie, et ces admissions constituent déjà une dérogation fréquente à la règle. Mais en outre les médecins qui sont attachés à ces hôpitaux, et qui comptent parmi les premiers de Londres, usent de plus en plus librement de la faculté d'admettre sous leur responsabilité des malades dont la situation leur paraît intéressante, choisissant, il est vrai, de préférence les cas qui présentent à la fois un certain intérêt au point de vue de l'enseignement clinique et des chances favorables de guérison. Le chiffre de ces admissions extraordinaires, qu'on classe dans les comptes-rendus de certains hôpitaux sous cette rubrique : *extra-cases for preservation of life*, s'élève souvent, avec celui des admissions motivées par des accidens chirurgicaux, à la moitié du chiffre des entrées. Mais le système des lettres de recommandation n'en continue pas moins à fonctionner, entraînant ce double inconvénient, tantôt de

laisser un certain nombre de lits vacans à l'époque où beaucoup de souscripteurs sont absens de Londres, tantôt d'encombrer les salles de malades atteints d'affections peu graves qui pourraient aussi avantageusement être soignés à domicile, mais que le comité des directeurs n'ose pas refuser, « crainte d'offense. » Aussi ce système est-il critiqué avec vigueur dans les rapports adressés au parlement, où il est traité de « mal sans compensation qui tend à réduire au minimum le bien que pourraient faire d'aussi vastes établissemens et une mise de fonds aussi considérable. »

Il faut aller plus loin et dire que ce système serait tout à fait inhumain, si la lettre de recommandation était l'indispensable condition des soins que la charité publique ou privée met à la disposition des classes pauvres. Heureusement il n'en est point tout à fait ainsi. Je ne parle pas seulement des admissions au traitement externe (*out patient treatment*) organisées dans toute la ville par l'entremise de dispensaires publics, et très libéralement accordées en outre dans la plupart des hôpitaux, trop libéralement même, puisque sur la porte de la salle de consultation on est obligé d'écrire en grosses lettres un avis rappelant que les pauvres seulement sont appelés à profiter de ce traitement; mais je parle de l'asile qu'offrent en outre aux malades les infirmeries des *workhouses*. Tout le monde connaît le nom de ces institutions essentiellement anglaises, dont l'origine remonte au temps de la reine Élisabeth et la réorganisation à un acte de 1834; on ne sait pas aussi bien quelle est la complexité de leur destination. Le *workhouse* n'est pas seulement une maison de travail où l'on offre aux personnes qui se déclarent incapables de gagner leur vie un asile dont on s'efforce en même temps de les dégoûter par la grossièreté du régime et la rudesse du labeur; c'est encore, et à la fois, un dépôt provisoire pour les enfans abandonnés, un asile pour les fous, une maison d'accouchement pour les femmes enceintes, un refuge pour les vieillards et les infirmes, enfin un asile pour les malades, tout cela réuni et presque confondu sous un même toit, avec une séparation illusoire entre les sexes, sous la surveillance souvent nominale d'un maître et d'une matrone. Ces institutions très décriées, non-seulement à l'étranger, mais en Angleterre, n'en rendent pas moins beaucoup de services, entre autres comme asiles pour la vieillesse. Lorsqu'on sait par expérience ce qu'il faut à Paris faire de démarches et attendre d'années pour obtenir l'admission d'un vieillard à Bicêtre, et combien pendant cette attente meurent sur un grabat, on se prend à envier la facilité avec laquelle les vieillards sont reçus en Angleterre dans les *workhouses* sur la seule constatation de leur indigence, et l'on se laisse aller à oublier que cette facilité même encourage chez les parens l'imprévoyance et

chez les enfans l'oubli de leurs devoirs. Les *workhouses* ne sont pas moins utiles comme asiles pour les malades, et nous allons voir que ce sont des critiques non point de principe, mais de détail, qu'on peut diriger contre leur organisation.

Les infirmeries des *workhouses* n'ont point eu pendant longtemps d'existence distincte du *workhouse* lui-même. Aucune disposition réglementaire spéciale n'était prise en faveur des malades, et le *workhouse* ne s'ouvrait devant eux qu'en vertu du principe général de l'acte de 1602, qui met à la charge de la paroisse tous ceux de ses habitans qui sont hors d'état de gagner leur vie. Longtemps ils ont été confondus dans les mêmes salles que les mendians et les vagabonds. Peu à peu, et au fur et à mesure que l'opinion publique, si puissante en Angleterre, s'est inquiétée avec plus d'exigence de l'organisation intérieure des *workhouses*, on leur a affecté des salles distinctes. Ce progrès considérable n'a pas tardé à paraître insuffisant, et un acte métropolitain de 1867 a imposé aux paroisses ou unions de paroisses (1) qui reconstruisent leur *workhouse* d'établir l'infirmerie dans un bâtiment séparé. Les prescriptions de cet acte ont été exécutées, et sur les trente paroisses ou unions de paroisses de Londres, il y en a aujourd'hui vingt-quatre qui ont déjà construit ou qui sont en train de construire des infirmeries séparées. L'acte de 1867 a donc eu pour conséquence de créer dans la ville de Londres un nombre déjà assez considérable et qui ira s'accroissant encore de véritables hôpitaux, ceux-là beaucoup moins célèbres que les hôpitaux proprement dits de Londres, et peu connus des hommes de science, qui n'ont rien à y apprendre, mais dont la visite est indispensable à qui veut se rendre compte de la distribution des secours médicaux à Londres.

L'admission dans les infirmeries des *workhouses* s'opère avec la plus grande facilité. Un habitant indigent d'une paroisse se sent-il envahi par quelque maladie, il n'a qu'à se présenter devant le fonctionnaire chargé de la distribution des secours (*relieving officer*). Celui-ci lui remet un bulletin avec lequel il va trouver le médecin des pauvres du district. Si le médecin reconnaît chez lui les symptômes de quelque maladie ou l'existence de quelque infirmité, il signe le bulletin en y inscrivant la mention du mal reconnu par lui, et avec ce bulletin portant la double signature du *relieving officer* et du médecin, l'indigent se présente à l'infirmerie, où il est reçu immédiatement. On ne s'inquiète point, comme on le ferait en France, de savoir si l'affection dont il souffre a un caractère aigu ou un caractère chronique, si c'est une maladie ou une infirmité,

(1) Lorsque plusieurs paroisses voisines sont trop petites ou trop pauvres pour supporter à elles seules les charges que la loi des pauvres fait peser sur elles, elles s'associent et forment ce qu'on appelle une *union*.

car l'infirmerie du *workhouse* est à la fois un hôpital et un hospice, et les affections chroniques pour lesquelles, il faut le dire, notre organisation hospitalière n'offre que des ressources insuffisantes, y trouvent un asile permanent. Aussi faut-il avoir visité les infirmeries des *workhouses* pour se faire une idée des misères qui travaillent la population pauvre de Londres. Il n'y a pas une de ces figures qu'on aperçoit reposant sur l'oreiller, dans le demi-sommeil de la fatigue et de la souffrance, sur laquelle on ne puisse lire la longue histoire des privations, des luttes, des angoisses qui ont conduit ces malheureux au *workhouse*. Chez les uns, les plus jeunes, c'est la tristesse qui paraît dominer; chez les autres, c'est l'abrutissement et l'insouciance; mais ces yeux caves, ces joues amaigries, ces teints échauffés ou livides montrent qu'ici la maladie est non pas un accident atteignant un tempérament dans sa force, mais une sorte d'état habituel, fruit de la misère et trop souvent de l'inconduite.

Peut-être se rend-on encore mieux compte de l'état profondément misérable de ces cliens du *workhouse*, lorsqu'on examine la physionomie de ceux qui, guéris ou à peu près, quittent l'infirmerie pour faire place à d'autres. Le hasard m'a rendu ainsi témoin, pendant une de mes visites, d'un douloureux spectacle. Dans la cour d'un *workhouse*, un groupe de femmes en haillons plus ou moins malpropres, qui quittaient l'infirmerie, attendaient l'accomplissement des formalités nécessaires à leur sortie. Parmi elles, je remarquai une femme assez jeune, vêtue d'une robe et d'un châle noirs, encore décens, mais usés jusqu'à la corde; ses yeux, renfoncés dans leurs orbites, brillaient de l'éclat de la fièvre, ses pommettes saillantes, ses mains amaigries, trahissaient les désordres intérieurs de cette terrible maladie des pauvres, qu'on appelle en Angleterre la consomption, et qui, à en juger par son teint d'un jaune livide, paraissait se compliquer chez elle d'une maladie du foie. Pendant que je la regardais, attendant debout à la porte du bureau la délivrance de son bulletin de sortie, elle s'affaissa brusquement, et si ses voisines ne l'avaient soutenue, elle fût tombée sans connaissance sur le pavé de la cour. Laissant les femmes qui l'environnaient la faire asseoir sur une chaise et s'efforcer de la ranimer, je demandai à voir son bulletin, m'étonnant qu'on pût renvoyer de l'infirmerie une malade dont l'état paraissait aussi grave : le bulletin portait ces mots : sortie volontaire. A peine cette femme eut-elle repris ses sens qu'elle demanda d'une voix faible si l'on croyait pouvoir lui trouver un cab qui consentît à la ramener chez elle pour *six pence;* c'était tout le contenu de sa bourse. Vainement on lui représenta le danger qu'il y avait pour elle à quitter le *workhouse* dans cet état en lui demandant quels motifs si pressans commandaient son départ. A tous les conseils, à toutes les

questions, elle se bornait à répondre en pleurant qu'elle voulait retourner *at home*. De guerre lasse, on dut appeler un cocher aux soins duquel on la recommanda; elle monta en chancelant dans la voiture, qui s'éloigna au grand trot. Qu'est-elle devenue? Je serais étonné si à peine arrivée à ce *home* qu'elle désirait tant revoir, elle n'avait pas dû se coucher pour mourir, et si elle ne dormait pas aujourd'hui dans la fosse commune d'un de ces lugubres cimetières qui sont, à Londres comme ailleurs, le plus sûr asile des malheureux.

Comment sont aménagées les infirmeries de ces *workhouses*, et quels soins y reçoivent les malades? Pour répondre avec exactitude à cette question, il faudrait en quelque sorte les décrire une à une, car elles sont loin de présenter, au point de vue de la distribution intérieure des salles et au point de vue de la composition du personnel, l'organisation sensiblement uniforme des hôpitaux. En 1866, une enquête fut ouverte sur l'état de ces infirmeries par le bureau du gouvernement local (*local government board*) et les résultats de cette enquête ont été consignés dans un rapport peu flatteur qui a été distribué au parlement; mais c'est précisément depuis cette enquête qu'une inspection plus sévère a été exercée sur les infirmeries des *workhouses*, et que la reconstruction d'un grand nombre de ces infirmeries a été décidée. Il ne serait donc pas juste de juger de leur état présent par certains détails que l'enquête a révélés : femmes couchées deux par deux, enfans quatre par quatre dans un même lit; cuvettes remplacées par des vases ayant une toute autre destination, etc... Pour donner une idée de l'organisation actuelle de ces infirmeries, je crois préférable d'en décrire deux : celle qu'on peut considérer comme la mieux organisée de Londres, et celle qui peut passer pour un spécimen des plus défectueuses. On aura ainsi une idée assez exacte de l'état un peu incohérent de ces établissemens à Londres.

L'infirmerie de *Chelsea* est une des plus nouvellement construites; elle est indépendante comme bâtiment et comme administration du *workhouse* de cette paroisse populeuse avec lequel elle communique par un passage souterrain. Cette infirmerie se compose d'un long bâtiment rectangulaire, construit en briques, auquel se rattache un petit pavillon séparé, affecté aux femmes atteintes de maladies contagieuses. Au centre du bâtiment se trouvent les appartemens des employés, médecins, gardes-malades, etc... Les ailes sont formées par quatre grandes salles, dont deux au rez-de-chaussée et deux au premier, qui tiennent toute la largeur de l'hôpital et qui sont éclairées des deux côtés par d'assez larges fenêtres. Ces quatre salles contiennent environ 250 lits, presque toujours remplis. Tout à fait à l'extrémité, une cloison vitrée établit une sorte

de salle de convalescence pour les malades qui peuvent se lever. Les lits, beaucoup plus étroits que nos lits d'hôpital, sont assez serrés les uns contre les autres. Il n'y a cependant aucune odeur, grâce au procédé énergique de ventilation qui est usité en Angleterre, et qui consiste à tenir ouverte pendant presque toute la journée la partie supérieure des fenêtres. En somme l'installation, très simple, comme on le voit, de cette infirmerie, sans présenter aucune particularité digne d'éloges, ne prête pas non plus à la critique. Le côté faible, c'est l'insuffisance du personnel. L'infirmerie n'a qu'un unique médecin, qui est en même temps chirurgien, directeur et économe. C'est en effet un principe dans l'administration de ces établissemens de ne pas séparer, comme en France, la partie administrative de la partie médicale, et de concentrer toute l'autorité en même temps que toute la responsabilité entre les mêmes mains. On comprend que ce médecin-chirurgien-économe, aux prises avec ses deux cent cinquante malades, soit littéralement accablé sous le poids de sa besogne. Lorsque j'ai visité l'infirmerie de *Chelsea* il était environ quatre heures du soir. C'est à peine si le médecin, qui est cependant un jeune homme plein d'activité et d'entrain, avait terminé sa visite quotidienne. Il est vrai que parmi ses malades il compte un très grand nombre de *chroniques.* Mais si les *chroniques* ont moins fréquemment besoin des secours du médecin, ils sont, non moins fréquemment que les malades atteints d'affections aiguës, obligés d'invoquer l'assistance de leurs gardes-malades. Or le personnel des gardes-malades est aussi insuffisant que le personnel médical. Il n'y a pour toute l'infirmerie que cinq *nurses* (c'est le nom qu'on leur donne), dont quatre pour le jour et une pour la nuit. Chaque *nurse* a donc pendant le jour la charge d'une salle d'environ soixante malades, et, non moins que le médecin, elle est dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche d'une façon satisfaisante. On va voir cependant que sous le rapport du personnel, aussi bien que sous le rapport de l'installation, l'infirmerie de *Chelsea* est une des plus favorisées de Londres.

L'infirmerie de l'*Union d'Holborn* est située dans Gray's Inn Lane, c'est-à-dire dans un des quartiers les plus populeux de Londres. C'est un ancien bâtiment qui n'avait pas été primitivement disposé pour cet usage et dont les cours sont privées d'air et de lumière. Cette infirmerie est moins exclusivement consacrée aux malades proprement dits que celle de *Chelsea;* elle contient en plus grand nombre des infirmes et des imbéciles (1). Aussi la maison est-elle bondée depuis le rez-de-chaussée jusqu'aux combles. Elle abrite

(1) D'après l'enquête de 1866, la proportion des maladies chroniques, par rapport aux maladies aiguës, serait environ de moitié.

près de 500 malades de toute nature, répartis en vingt-six salles d'inégale grandeur, auxquelles on arrive par un véritable dédale d'escaliers et de corridors. De ces vingt-six salles, il n'y en a pas une seule dont l'installation ne soit défectueuse et qui ne contienne un plus grand nombre de lits que ne le permettent les règles de l'hygiène la plus élémentaire. Ces lits sont bas, étroits, serrés les uns contre les autres, séparés en deux rangées entre lesquelles subsiste à peine l'espace d'un étroit passage. Les salles sont insuffisamment éclairées par d'étroites fenêtres, et, lorsque le jour baisse, il y a des recoins tellement obscurs qu'on pourrait les croire inoccupés, si un gémissement ou une toux déchirante ne venait vous révéler l'existence d'un être humain. Ces salles servent aussi de lieu de réunion aux convalescens et aux infirmes qui ne sont point obligés de garder le lit. Ils se rassemblent près de la cheminée et causent plus ou moins bruyamment, sans égard aux souffrances de ceux qui les entourent. Lorsque j'ai visité l'infirmerie de Gray's Inn, près d'un groupe ainsi réuni, un homme, un vieillard, se mourait. Assis sur son séant, il appuyait sa poitrine contre une table grossière qu'on avait approchée de son lit, et, la tête cachée entre ses mains, il tirait péniblement du fond de ses entrailles une respiration entrecoupée. Les convulsions de son râle n'interrompaient pas la conversation de ses compagnons de salle, qui, assis devant la cheminée, presque auprès de son lit, tournaient de temps en temps la tête pour jeter sur lui un regard de curiosité insouciante. Certes l'aspect de la mort, et surtout de la mort à l'hôpital, n'est jamais gai; mais je n'ai rien vu de plus triste que le spectacle de cette agonie en public. Je ne pouvais m'empêcher de regretter pour ce malheureux les rideaux de notre lit d'hôpital, qui permettent au mourant d'assurer au moins la solitude de sa dernière heure, et ces emblèmes de la foi chrétienne adossés à la muraille vers lesquels il n'a qu'à tourner ses regards pour soulager par l'espérance les angoisses de sa pensée. Certes les petits autels que la dévotion de nos sœurs enjolive de statuettes et de fleurs en papier ne sont pas l'expression la plus élevée de la religion, et j'aimerais mieux qu'on mît tout simplement sous les yeux des malades l'image du Dieu crucifié; mais rien n'est plus triste que ces murailles froides et nues des hôpitaux anglais, qui dans les infirmeries des *workhouses* suintent en quelque sorte la misère et n'entretiennent les nouveau-venus que des souffrances de ceux qui les ont précédés, sans y joindre une pensée de consolation et d'espérance.

J'ai parlé tout à l'heure de l'insuffisance du personnel à l'infirmerie de *Chelsea*. Que dire à ce point de vue de l'infirmerie de Gray's Inn? Pour ces 500 malades, il n'y a qu'un médecin; encore ne réside-t-il pas dans l'infirmerie, où il ne vient faire qu'une visite

quotidienne. Il n'y a que trois gardes-malades en titre; les autres sont elles-mêmes des pensionnaires du *workhouse* qu'on emploie au soin des malades. Ce système des *pauper nurses,* — c'est le nom générique qu'on leur donne, — n'est pas au reste particulier à l'infirmerie de Gray's Inn, et nous verrons tout à l'heure quelles objections générales il soulève; mais il n'y a même pas une *pauper nurse* par salle, et avec un personnel aussi restreint, il est de toute impossibilité que les malades atteints d'affections aiguës ou chroniques reçoivent les soins qui leur sont nécessaires. L'infirmerie de l'*Union d'Holborn* est au reste une de celles dont la reconstruction est décidée en principe. On ne peut donc en quelque sorte la citer que comme un spécimen du passé; mais il y a quelques années, rien ne distinguait cette infirmerie des autres institutions du même genre. La grande enquête de 1866 n'a jeté aucun blâme particulier sur son installation. Le rapport ne reproche aux salles que d'être mal éclairées, basses et pas assez spacieuses. « Mais, ajoute l'enquête, les cours sont ornées de fleurs, et les murailles agréablement colorées. » Les fleurs ont disparu, et j'affirme que la couleur des murailles a singulièrement changé. Ce qui a surtout changé, ce sont les appréciations de nos voisins eux-mêmes, beaucoup plus sévères pour leurs propres défauts qu'ils ne l'étaient autrefois, et une nouvelle enquête ne porterait assurément pas sur l'infirmerie de Grays' Inn un jugement moins sévère que le mien.

II.

Cet exposé sommaire des procédés de l'assistance médicale et hospitalière à Londres était nécessaire pour l'intelligence des mesures qui, dans cette organisation, concernent en particulier les enfans. Pendant longtemps en effet il n'y a pas eu à Londres d'hôpitaux spéciaux pour les enfans, et ils étaient reçus dans les hôpitaux d'adultes. Ils sont admis encore aujourd'hui sur la présentation de leurs parens dans les hôpitaux dont l'entrée est libre, par lettre de recommandation dans les hôpitaux fondés par souscriptions volontaires. Parfois on les réunit dans un même local, mais le plus généralement ils sont mêlés avec les adultes. Sans doute ils sont l'objet de soins particuliers de la part des illustres praticiens qui desservent les hôpitaux de Londres et des gardes-malades en chef qui les assistent; il n'en est pas moins vrai que l'œil a peine à s'accoutumer à voir ces pauvres petits êtres perdus en quelque sorte dans ces vastes salles, disparaissant presque dans des lits trop grands pour eux, ou, lorsque la maladie commence à se relâcher, assis solitaires dans quelque coin. Il semble que cette séparation des com-

pagnons de leur âge doive augmenter pour ces enfans les tristesses de la maladie, et leur faire sentir plus durement leur misère.

On éprouve plus vivement encore cette impression pénible lorsqu'on rencontre un enfant dans une des salles de l'infirmerie d'un *workhouse*. Cette promiscuité présente même au point de vue moral de graves inconvéniens. Trop souvent cette population des malades du *workhouse* se recrute parmi des hommes dont le vagabondage et le *gin* ont ruiné la santé. Il est à craindre qu'un petit garçon de dix ou douze ans, devenu leur compagnon de jour et de nuit, avec une surveillance tout à fait insuffisante, ne soit pour eux un objet de coupable amusement. Au reste, il faut dire que depuis que les enfans orphelins et abandonnés, recueillis par les *workhouses*, sont envoyés à la campagne, le nombre des enfans malades reçus dans les infirmeries est tombé très bas. L'horreur profonde que le *workhouse* inspire avec juste raison à la population pauvre y est sans doute pour beaucoup, et bien des mères qui ne savent à qui s'adresser pour obtenir des lettres de recommandation préfèrent (la mortalité considérable qui sévit sur les enfans dans certains quartiers de Londres est là pour en témoigner) garder chez elles leurs enfans malades dans leurs taudis malsains que les confier à l'infirmerie du *workhouse*.

L'assistance médicale qui était donnée aux enfans dans les hôpitaux et les *workhouses* était donc insuffisante. Le sentiment philanthropique de l'Angleterre l'a bien compris, et ces vingt dernières années ont vu se multiplier le nombre des hôpitaux consacrés aux enfans. Ainsi, tandis que dans des discussions récentes les partisans de la suppression des hôpitaux d'enfans invoquaient, avec une connaissance incomplète des faits, l'exemple de l'Angleterre, l'Angleterre au contraire prenait modèle sur ce que nous avons fait depuis longtemps en France. Le premier hôpital d'enfans qui ait été ouvert à Londres est *the Royal Infirmary for Women and Children*, dont l'origine remonte à 1816; mais cette institution n'a fonctionné longtemps que comme un dispensaire où les enfans n'étaient admis qu'au traitement externe. Ce n'est qu'à partir de 1856 qu'un legs fait à l'hôpital a permis d'y établir des lits, où sont reçus également les femmes et les enfans. Vient ensuite, par ordre de date, *the Samaritan free hospital*, qui reçoit aussi des femmes et des enfans au traitement externe, mais qui ne dispose que d'un très petit nombre de lits. Cet hôpital possède aussi, comme beaucoup d'autres hôpitaux anglais, ce qu'on appelle un *fonds samaritain*, c'est-à-dire un fonds destiné à pourvoir les malades à leur sortie de vêtemens, d'appareils, et à leur donner un secours en argent; institution excellente qui complète heureusement, au point de vue charitable, l'œuvre de l'assistance médicale. L'hôpital de *Vincent Square* et *the*

Home for sick Children and dispensary for Women, situé à Sydenham, reçoivent également des femmes et des enfans. Bien que ces hôpitaux n'admettent pas seulement des enfans en bas âge, ils paraissent surtout destinés à satisfaire aux besoins auxquels répondent dans nos hôpitaux les salles de crèche. Quant aux enfans plus âgés, ils sont recueillis (sans parler des asiles pour les enfans idiots ou incurables et des maisons de convalescence) dans sept hôpitaux spéciaux, qui tous à la vérité ne contiennent qu'un assez petit nombre de lits, et, en réunissant leurs ressources, reçoivent à peine par an un nombre d'enfans égal à celui qui est reçu dans nos deux hôpitaux d'enfans (1). Tous ces hôpitaux ont été fondés par des souscriptions volontaires, et les enfans n'y sont généralement reçus que sur lettre de recommandation. Ne pouvant les décrire tous, je choisirai le plus considérable et le mieux aménagé, celui de *Great Ormond street*, pour y faire pénétrer le lecteur.

L'hôpital de *Great Ormond street* a été fondé en 1851. Il ne contenait à cette époque que cinquante lits; mais, à une date récente, il a été considérablement agrandi, et depuis qu'un nouveau bâtiment a été inauguré le 19 novembre 1875, il en contient cent vingt-sept. Cet hôpital vit uniquement sur le produit de souscriptions volontaires et de legs, qui sont très fréquens. Le rapport annuel du comité de direction donne même aux annexes, suivant une habitude très anglaise, le modèle d'une formule de legs à l'usage des testateurs bienveillans, formule où rien n'est oublié, même la mention de la dispense du paiement des droits; il ne manque que le chiffre du legs. A la qualité de souscripteur est attaché le droit de recommander des malades, soit pour le traitement externe, soit pour le traitement interne, et l'étendue de ce droit s'élève avec le montant de la souscription : c'est assez dire que cet hôpital ne

(1) Voici, pour ceux que le détail de ces questions intéresse, l'indication exacte de ces hôpitaux :

NOMS DES HOPITAUX.	Date de la fondation.	Nombre d'enfans admis en 1875		Nombre de lits.
		au traitement externe.	au traitement interne.	
Belgrave hospital for Children (Cumberland street)	1866	1,040	132	»
East London hospital for Children (Ratcliff Cross E.)	1867	9,015	384	»
Evelina hospital (Southwark Bridge Road).	1869	22,000	»	56
Hospital for hip diseases in childhood (Queen Square Blomsbury)	1867	»	140	71
Hospital for sick Children (Great Ormond street)	1851	12,721	519	127
North Eastern hospital for Children (Hackney Road)	1867	13,677	260	21
Victoria hospital for sick Children (Queen's Road West-Chelsea)	1866	17,551	248	54

reçoit que des enfans privilégiés. Cependant les médecins font fréquemment passer, de leur propre autorité, du traitement externe au traitement interne les enfans dont le cas leur paraît intéressant; mais la lettre de recommandation n'en est pas moins le mode d'entrée le plus fréquent. Aussi l'hôpital de Great Ormond street a-t-il d'illustres patrons : d'abord la reine, qui a permis que chaque salle du nouveau bâtiment reçût le nom d'une de ses filles; puis la princesse de Galles et la princesse Christian. Le président et les vice-présidens (fonctions tout à fait honoraires) sont le comte de Shaftesbury, le comte de Granville, les archevêques de Cantorbéry et de Londres. On voit tout de suite l'organisation en quelque sorte aristocratique de cet hôpital, organisation qui, au reste, ne lui est point particulière; car il est peu d'œuvres en Angleterre qui ne recherchent le patronage des grands noms de l'aristocratie, sauf (comme c'est ici le cas) à confier à un comité de *management*, plus modestement composé, la direction effective des services. Le procédé réussit, car durant la seule année 1875, les souscriptions, dons et legs, recueillis par l'hôpital de Great Ormond street, se sont élevés à une somme totale de 18,134 livres 11 shillings, soit environ 453,350 francs.

Ce revenu considérable sert non-seulement à pourvoir aux soins des enfans admis à l'intérieur de l'hôpital, mais encore aux frais du traitement externe très libéralement organisé : en effet les consultations aussi bien que les remèdes eux-mêmes sont gratuits; ils sont distribués, après la consultation, à la pharmacie de l'hôpital, ceux qui se présentent munis d'une ordonnance du médecin n'ayant à fournir que les bouteilles et les bouchons. L'accès du traitement externe n'est pas seulement ouvert aux malades munis de lettres de recommandation; ceux qui se présentent sans lettres sont admis à la consultation, mais pour une fois seulement. Pour être admis à suivre un traitement régulier, il faut qu'ils obtiennent une lettre revêtue de l'estampille de la *Charity organisation society*, vaste société qui a été établie à Londres récemment pour introduire un certain contrôle dans la distribution des aumônes et pour prévenir l'exploitation des personnes charitables par des escrocs. Cette société possède à Londres 37 bureaux, et chacun de ces bureaux se charge de donner des renseignemens sur les pauvres du district où il est installé. L'organisation de ce système de contrôle ressemble beaucoup à celle de nos visiteurs de l'assistance publique. C'est ainsi que par un long circuit nos voisins en arrivent souvent à emprunter à notre administration ses procédés de centralisation, tout en conservant, il est vrai, le zèle et l'activité de la charité privée.

Ce double service du traitement externe et du traitement interne exige un personnel nombreux : aussi comprend-il, outre 1 médecin honoraire, 1 médecin en chef et 5 médecins assistans, 1 chirurgien en chef et 3 chirurgiens assistans, dont 1 dentiste. Nous sommes loin de ce médecin unique des infirmeries de *workhouse*. Peut-être même peut-on se demander s'il n'y a pas là un certain luxe de personnel, quand on compare le nombre des médecins avec celui des lits. Les consultations du traitement externe ont lieu le matin. Quant aux visites à l'intérieur de l'hôpital, elles se font dans l'après-midi, suivant un usage général des hôpitaux anglais qui n'est pas sans inconvéniens. Les heures qui suivent le repos de la nuit sont celles où l'on juge le mieux de l'état des malades; mais les médecins d'hôpitaux à Londres sont des médecins très courus, et peut-être dans cette circonstance font-ils passer leur clientèle payante avant leur clientèle gratuite.

Si maintenant nous pénétrons à l'intérieur de l'hôpital, si nous visitons les cinq salles qui le composent, nous nous trouverons en présence d'une installation assurément très supérieure à celle des hôpitaux d'enfans que nous connaissons en France. Dans les salles éclairées des deux côtés par de larges fenêtres, il n'y a aucune odeur. La combinaison de la ventilation naturelle et de la ventilation artificielle fait disparaître jusqu'à cette atmosphère un peu lourde qu'on respire en général dans les salles d'hôpital les mieux aérées. Les lits sont séparés les uns des autres par de larges intervalles; de chaque salle dépendent une salle de bains et un cabinet de toilette d'une propreté minutieuse. Si l'on pouvait se servir d'un mot pareil lorsqu'il s'agit d'un hôpital, tout est confortable, et certainement ces beaux enfans anglais, dont la maladie parvient à peine à pâlir les joues roses, doivent s'y trouver tout aussi bien que chez eux, quoique la plupart paraissent appartenir à la classe à demi aisée. Enfin on reconnaît les dispositions ingénieuses de la charité privée à ceci : les murailles, au lieu d'être nues, sont ornées d'images qui représentent les unes des sujets religieux, les autres des histoires propres à amuser les enfans; sur chaque lit sont répandus des jouets, et au milieu de la salle réservée aux plus grands s'élève un magnifique cheval à bascule qui sert à la fois à la récréation et à l'exercice.

Au point de vue de la classification des maladies, les salles sont divisées, comme chez nous, en salles de médecine et salles de chirurgie; mais la séparation entre les chroniques et les aigus y est inconnue. Je ne crois pas qu'il faille le regretter. Ce n'est pas au reste la suppression de cette distinction assez artificielle qui constitue la différence la plus profonde entre les hôpitaux d'enfans à Lon-

dres et à Paris : c'est le système adopté pour les maladies contagieuses. L'hôpital de Great Ormond street ne reçoit aucun enfant atteint de petite vérole, de fièvre typhoïde, de scarlatine ou même de rougeole. Les enfans qui sont amenés à la consultation présentant des symptômes de ces diverses maladies sont renvoyés à des hôpitaux spéciaux, où ils sont immédiatement admis avec ou sans lettres de recommandation. Ce n'est pas là au reste une règle spéciale à l'hôpital de Great Ormond street, ni même aux hôpitaux d'enfans; c'est l'application générale d'une mesure d'hygiène publique commune à tous les hôpitaux. Les Anglais ont poussé très loin le système de la spécialisation des hôpitaux : outre les maisons distinctes consacrées, comme chez nous, aux femmes en couche, aux maladies de la peau, aux maladies contagieuses, ils ont ouvert successivement des hôpitaux spéciaux plus ou moins considérables pour les maladies de poitrine, de la gorge, pour la pierre, pour les cancers, pour les ophthalmies, pour les fistules, pour la paralysie, etc. Enfin il existe deux grands hôpitaux, *the London Fever hospital*, spécialement consacré aux malades atteints de fièvres contagieuses, et *the Small Pox hospital*, destiné aux malades atteints de la petite vérole. Dans ces deux hôpitaux, fondés par souscriptions volontaires, les malades sont reçus ou gratuitement, avec une lettre de recommandation des gouverneurs, ou moyennant paiement d'un prix de journée par la paroisse à laquelle ils appartiennent. Mais, comme ces deux hôpitaux, bien qu'assez vastes, ne suffisent pas à recevoir le grand nombre de malades atteints de fièvres contagieuses ou de petite vérole que contient la ville de Londres, il a été nécessaire de construire des asiles métropolitains, deux pour les fièvres et deux pour la petite vérole, dont les frais sont supportés par le fonds commun métropolitain des pauvres (*metropolitan common poor fund*), et qui reçoivent principalement cette classe de malades, ordinairement recueillis dans les infirmeries des *workhouses*. Dans ces hôpitaux et dans ces asiles, où les autorités des paroisses ont même le droit d'envoyer d'office les malades, les enfans sont reçus comme les adultes, et c'est là certainement un moyen énergique d'empêcher les maladies contagieuses de se propager dans les hôpitaux d'enfans que de leur en fermer l'accès. Il n'y aurait qu'à louer cette organisation, si, allant encore un peu plus loin dans la voie où ils sont entrés, nos voisins créaient aussi des hôpitaux spéciaux pour les enfans atteints de maladies contagieuses.

Comme il faut toujours prévoir le cas où le médecin se serait trompé dans son diagnostic en admettant un enfant, et celui où une affection contagieuse viendrait tout à coup à se déclarer chez un malade déjà soigné depuis quelque temps à l'hôpital, toutes les pré-

cautions sont prises à Great Ormond street. Au troisième étage de la maison sont installées des salles particulières ou des chambres isolées destinées à ces cas exceptionnels ; l'une de ces salles est consacrée aux enfans atteints de la coqueluche, les chambres aux maladies proprement dites. Lorsque j'ai visité l'hôpital, la fièvre scarlatine venait de se déclarer chez un enfant. Il avait été immédiatement transporté dans une de ces petites chambres, séparée du corridor par une double porte. Une garde-malade, qui lui était spécialement affectée, ne le quittait ni jour ni nuit, et ne soignait, par crainte de propager la contagion, aucun autre enfant. Je ne pus m'empêcher de penser à ce mélange de toutes les maladies, qui est une si grande cause d'insalubrité pour nos hôpitaux en France, et d'envier à l'Angleterre ce luxe et cette générosité des simples particuliers, qui permettent d'opposer à l'insuffisance de certains établissemens publics des modèles aussi accomplis de fondations privées.

Ce qui constitue aussi une des grandes supériorités de l'hôpital de Great Ormond street, c'est le personnel qui s'adonne au soin des malades. Je ne parle pas seulement des médecins qui comptent parmi les premiers de Londres, mais aussi des gardes-malades. Les femmes qui remplissent ici les fonctions tenues dans nos hôpitaux par les religieuses sont presque toutes des filles de médecins ou de pasteurs qui se sont consacrées par dévoûment au soin des enfans, sans autre rémunération que d'être logées et nourries à l'hôpital; on leur donne le nom assez aristocratique de *ladies*, et elles sont sous l'autorité d'une *lady superintendent.* Les offices inférieurs sont remplis par des femmes à gages qui, sous le nom générique de *scrubbers* (frotteuses), s'acquittent de fonctions analogues, mais un peu inférieures cependant, à celles de nos infirmières.

Puisque je suis amené à parler de cette question du personnel des gardes-malades dans les hôpitaux anglais, peut-être trouvera-t-on un certain intérêt dans quelques renseignemens sommaires sur la composition et le mode de recrutement de ce personnel. Ce qu'il était il y a vingt ans, nous pouvons le demander aux documens officiels anglais : ils nous répondront qu'à cette époque les femmes qui embrassaient la fonction de gardes-malades dans les hôpitaux étaient généralement « trop vieilles, trop faibles, trop ivrognes, trop sales, trop bêtes ou trop méchantes pour être capables de rien faire d'autre. » C'est à la personne qui a porté ce jugement sévère et dont le nom est bien connu en France, c'est à miss Florence Nightingale que revient l'honneur d'avoir entrepris la réforme de ce personnel. Le vrai titre de gloire de miss Nightingale n'est pas d'avoir fait avec un peu trop de bruit à l'époque de la guerre de Crimée ce que d'humbles sœurs de Saint-Vincent-de-Paul

faisaient depuis longtemps, ce qu'à l'époque du siége de Paris a fait silencieusement pour des blessés qui n'étaient pas ses compatriotes une jeune femme, une Genevoise, dont la mémoire mérite de vivre dans tous les cœurs français, Mlle Hélène Vernet; c'est d'avoir eu le courage de proclamer l'infériorité de son propre pays sur un point capital de l'organisation hospitalière et d'avoir adressé à l'opinion publique un appel qui n'est pas demeuré stérile. Sur le produit des sommes versées entre ses mains et réunies sous le nom de *fonds Nightingale*, on a pu établir à l'hôpital Saint-Thomas une école pour l'éducation professionnelle des gardes-malades. Des médecins éminens ne dédaignent pas d'adresser aux élèves de cette école des cours où ils leur inculquent, avec des préceptes d'hygiène et de médecine pratique, quelques notions élémentaires de chimie et de physiologie. C'est là une institution excellente que nous aurions grand avantage à emprunter à nos voisins. Il serait facile d'établir dans nos hôpitaux des cours semblables qui seraient suivis par les sœurs de l'hôpital et auxquels les communautés religieuses auraient le droit d'envoyer des élèves. On hausserait ainsi le niveau des connaissances théoriques chez le personnel si dévoué des hôpitaux, et nos sœurs n'auraient rien à envier sous ce rapport aux élèves de l'école de Saint-Thomas. Les élèves de cette école auxquelles on délivre une sorte de brevet sont ensuite réparties entre les principaux hôpitaux non-seulement de Londres, mais du royaume-uni, où, sous le nom de *head-nurses* ou de *sisters* (sans que ce nom implique aucun caractère religieux), on leur confie la direction et la responsabilité d'une salle. Elles sont assistées pour la portion médicale du service par des *nurses* qu'elles forment à leur tour et par des *scrubbers* qui font le gros ouvrage. Cette fondation a donné d'assez bons résultats pour que d'autres institutions se soient établies ou transformées d'après ce modèle : c'est ainsi que *the British nursing Association*, qui compte 60 membres, et *the Bible Women Association* envoient leurs élèves, la première au *Royal free hospital*, la seconde à l'hôpital de *Guy*, et à celui de *Queen Charlotte*. Une association importante qui vient de se former sous le nom de *Metropolitan and national nursing Association* et qui se propose d'entreprendre le soin des pauvres à domicile envoie ses élèves à l'hôpital de *Westminster*. On en pourrait encore citer d'autres, et il est juste de reconnaître que le personnel des gardes-malades dans les hôpitaux a fait depuis quelques années en Angleterre de sérieux progrès.

Ces progrès tiennent encore à une autre cause : à la fondation, au sein de l'église anglicane, de véritables congrégations religieuses qui s'adonnent aux soins des malades. C'est un fait curieux à noter dans l'état moral de l'Europe, que, tandis que les communautés re-

ligieuses sont l'objet d'attaques ardentes dans les pays catholiques, elles tendent au contraire à se développer et à se fortifier dans les pays protestans. Il y a longtemps qu'en Allemagne on emploie les diaconesses de Kaiserswerth dans le service hospitalier; mais, pour ne pas sortir de l'Angleterre, de véritables communautés religieuses y ont été fondées dans ces derniers temps. Sans parler des diaconesses du diocèse de Londres (*London Diocesan Deacones Institution*) et des diaconesses de *Mildmay House*, dont l'institution à un caractère moitié religieux, moitié laïque, la communauté de *Saint John House*, qui compte 115 sœurs, soigne les malades des deux hôpitaux de *King's-College* et de *Charing-Cross*. Les sœurs de *Saint John House* ont une règle plus stricte que celle des diaconesses, moins stricte que celles des sœurs d'*All Saints*, de *Saint Peter*, de *Saint Saviour*, qui soignent également les malades soit dans leurs propres hôpitaux, soit dans les hôpitaux généraux de Londres. Ces communautés se rapprochent plus ou moins des communautés catholiques par leurs statuts, par leur costume et même par certaines pratiques religieuses; toutefois il règne sur leur organisation intérieure, sur la nature et l'étendue des engagemens que les sœurs prennent, un certain mystère dont il n'est pas aisé de soulever le voile. Ces communautés ne sont pas vues en effet de très bon œil par tout le monde. Si on est d'accord pour rendre hommage au bien qu'elles font, on fait des réserves « sur leur caractère ecclésiastique. » On les accuse de prononcer en secret les trois vœux catholiques : obéissance, pauvreté, chasteté. Tout récemment une personne distinguée qui s'est beaucoup occupée des questions relatives à l'assistance publique, miss Stephens, a écrit un livre tout exprès pour se prononcer contre ces congrégations. Après avoir contesté qu'elles remplissent mieux leur tâche que des associations laïques, elle s'efforce de les enfermer dans ce dilemme : ou bien vous vous conformerez exactement au modèle que vous offrent les communautés catholiques et alors vous serez inconséquens (*inconsistens*) avec les principes de votre foi religieuse, ou bien vous vous écarterez de ce modèle et alors vous ferez moins bien. On voit que l'existence de ces communautés soulève une question théologique aussi bien qu'une question d'assistance, et que leur avenir dépend en partie du dénoûment de la crise que traverse en ce moment l'église anglicane. Mais, à ce double point de vue, il y a là un fait assez intéressant pour que j'aie cru devoir le signaler en passant.

Si depuis vingt ans le personnel des gardes-malades s'est considérablement amélioré dans les hôpitaux de Londres, il n'en est pas de même dans les infirmeries des *workhouses :* le nombre de celles qu'on appelle des *trained nurses*, c'est-à-dire qui ont reçu une cer-

taine instruction professionnelle, est extrêmement restreint. Là où quelques-unes d'entre elles sont employées, elles sont obligées d'appeler à leur aide, non-seulement pour les décharger du gros ouvrage, mais pour les aider dans les soins médicaux, ces *pauper nurses* dont j'ai déjà parlé. On appelle ainsi des femmes valides qui ont été admises au *workhouse*, les unes pour une raison, les autres pour une autre, et qu'on y conserve indéfiniment à la condition qu'elles s'occupent gratuitement du soin des malades. Demandons à miss Nightingale ce qu'il faut penser de ces *pauper nurses*. Elle nous demandera à son tour « s'il est probable qu'on trouvera des femmes propres à remplir un emploi qui demande avant tout la sobriété, l'honnêteté, l'ordre, la propreté, une bonne réputation et une bonne santé parmi des femmes qui n'ont été admises au *workhouse* que parce qu'elles n'étaient les unes ou les autres ni sobres, ni honnêtes, ni ordonnées, ni propres, ni de bonne réputation, ni de bonne santé. » En admettant même une certaine exagération dans ce jugement rigoureux, il est certain que ce personnel offre bien peu de garanties, surtout lorsqu'au lieu d'être sous la surveillance d'une garde-malade en chef instruite et expérimentée, il ne se trouve, ainsi qu'il arrive souvent, que sous la surveillance de la matrone du *workhouse*. Celle-ci est parfois une femme de devoir et de conscience; parfois aussi c'est tout simplement la femme du maître du *workhouse*, et elle ne remplit ces fonctions que par accident. On pourrait presque dire qu'un coup d'œil jeté sur la toilette de la matrone du *workhouse* suffit pour juger à laquelle de ces deux catégories elle appartient. Si l'on en rencontre dont les vêtemens simples et décens conviennent à la tristesse du lieu, il en est d'autres que nos yeux français, accoutumés à l'austère propreté des sœurs, voient avec peine étaler au milieu de ces misères le contraste d'une robe de soie défraîchie et d'un chapeau à l'avant-dernière mode.

En résumé, si j'avais à mettre en relief le trait distinctif de l'organisation de l'assistance médicale à Londres (et l'on pourrait ajouter en Angleterre), je dirais que ce trait distinctif est l'inégalité; tant il est vrai que les institutions charitables d'un peuple ne sont que le reflet de ses institutions sociales et politiques. Pour les pauvres *recommandés*, toutes les ressources de la science et tous les ingénieux raffinemens de la charité privée; pour les pauvres inconnus, l'insuffisance et la rudesse de la charité publique. Dans le détail, cette organisation peut paraître sur certains points supérieure, sur d'autres, inférieure à la nôtre. Quant à décider s'il se fait dans une ville ou dans l'autre une plus grande somme de bien, c'est un point qu'il est à la fois difficile et superflu de trancher. A quoi bon en effet ces comparaisons oiseuses et dont le résultat, même s'il

nous était favorable, n'aurait jamais rien de définitif? N'oublions pas que nos voisins sont un peuple de progrès, perpétuellement occupé à se juger lui-même, et que si nous nous endormions dans la pensée d'une supériorité acquise sur certains points, nous risquerions fort au réveil de nous trouver dépassés.

III.

Revenons maintenant à notre sujet, c'est-à-dire aux enfans de Paris, et occupons-nous d'abord des convalescens. Il n'existe à Paris même que deux asiles qui leur soient ouverts, l'un pour les garçons, l'autre pour les filles, et ce sont deux asiles fondés par la charité privée. La maison de convalescence des garçons est située au n° 67 de la rue de Sèvres. Cette maison est aujourd'hui exclusivement entretenue aux frais de trois hommes qui me sauraient mauvais gré de trahir ici le secret de leur bienfaisance. Leur œuvre est en effet moins connue que leurs noms, et, par sa modestie même, elle n'en mérite que plus d'intérêt. Cette œuvre avait à l'origine un caractère d'assistance à la fois médicale et religieuse. Ses fondateurs allaient eux-mêmes recruter dans les hôpitaux des petits malades pour les amener à leur maison de convalescence. Ils les choisissaient de préférence parmi les plus abandonnés, les plus ignorans, et après les avoir gardés assez longtemps pour leur donner quelques élémens d'instruction scolaire et religieuse, ils continuaient à les rassembler le dimanche par l'attrait d'un patronage. L'œuvre, en s'agrandissant, a changé de forme. Le patronage s'est transformé en une sorte d'asile-école pour les enfans vagabonds et abandonnés. Quant à la maison de la convalescence, elle a continué de subsister; mais les enfans y sont envoyés directement par l'administration de l'assistance publique, qui paie à l'œuvre une somme de 40 fr. pour les garder pendant un mois. S'ils sont conservés passé ce délai, leur entretien tombe exclusivement à la charge de l'œuvre. C'est ce qui arrive fréquemment lorsque ces enfans sont à l'âge de la première communion et que leur famille présente peu de garanties. On les garde alors jusqu'à l'accomplissement de cette cérémonie, qu'on est parfois obligé de faire précéder de l'administration du baptême. La maison, qui peut abriter en même temps 30 convalescens, n'en reçoit guère par an plus de 250 ou 300. Le séjour qu'y font les enfans est très profitable à leur santé; mais il faut attribuer ce résultat plutôt aux bons soins dont ils sont l'objet de la part des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul qu'à l'aménagement même des bâtimens. Peut-être en effet l'emplacement de cette maison, qui est située dans un quartier populeux, non loin des élégans magasins du Bon-Marché, ne convient-il pas tout à fait à une œuvre de convalescence,

ni même à une école ; mieux eût valu l'établir dans les faubourgs, auprès des fortifications. L'acquisition de la maison, qui est un ancien hôtel aristocratique, serait revenue moins cher aux fondateurs, et les enfans de la convalescence, comme ceux de l'asile, ne s'en trouveraient que mieux.

C'est dans ces conditions qu'a été ouverte la maison de convalescence des filles, située rue Dombasle, impasse Sainte-Eugénie, à l'extrémité de la rue de Vaugirard. Ces faubourgs de l'ouest de Paris ont en effet un air de campagne qui les rend singulièrement propres à recevoir des œuvres de charité. Lorsqu'on s'y promène au printemps, on se croirait en plein champ au parfum des lilas et à la senteur du terroir. La langue même du peuple se ressent de cet aspect rural. Si vous demandez à un habitant du quartier où est située l'impasse Sainte-Eugénie, il vous répondra qu'elle se trouve « tout à fait dans le haut du pays. » Le jour où j'ai visité cet établissement, on célébrait la première communion à la paroisse de Vaugirard. Les enfans sortaient de l'église, les rues étaient remplies de petites filles en robes blanches, et de petits garçons avec un ruban au bras ; les habitans, debout sur le pas de leurs portes, les suivaient de l'œil avec bienveillance, et l'on ne rencontrait partout que visages épanouis. Presque vis-à-vis de l'église, on aurait pu voir sur la muraille les affiches du dernier candidat à la députation dans l'arrondissement, qui avait été nommé à une majorité considérable. Celui-ci promettait naturellement à ses électeurs comme don de joyeux avénement la séparation de l'église et de l'état, l'instruction laïque et la suppression du budget des cultes. Je lisais cela, et je me prenais à penser à ce caractère singulier du peuple de Paris, qui choisit pour le réprésenter des adversaires passionnés des institutions religieuses, qui en supporterait probablement avec impatience la suppression, et qui, à tout prendre, vaut mieux que ceux auxquels il prodigue ses suffrages.

L'œuvre de l'impasse Sainte-Eugénie n'a que peu d'importance comme maison de convalescence ; elle ne reçoit guère que douze ou quinze enfans à la fois. C'est aussi une œuvre de première communion et de refuge pour les jeunes filles délaissées. Les femmes qui dirigent cette œuvre sont revêtues d'un costume laïque. Ne leur demandez pas quel esprit les anime, sous quels statuts elles vivent, comment elles pourvoient à leur recrutement ; elles vous répondraient d'une manière évasive. N'insistez pas ; vous les mettriez dans l'alternative de manquer à la vérité ou de trahir le secret d'un des plus beaux mystères de la charité, d'une œuvre qui se cache afin d'engager de plus près la lutte avec le vice, et de pouvoir lui ravir jusque dans ses bras les créatures qu'il a perdues et qu'elles ne renoncent pas à lui disputer. La maison de l'impasse

Sainte-Eugénie dépend en partie comme administration d'une autre maison située rue Notre-Dame-des-Champs, n° 19, qui est elle-même une maison de convalescence pour les jeunes filles sortant des hôpitaux d'adultes. Je n'ai donc point à m'en occuper ici, mais ce serait demeurer incomplet que de ne pas mentionner l'existence de la maison de convalescence établie dans l'asile Sainte-Hélène, à Épinay-sous-Sénart (Seine-et-Oise). Cette maison est confiée aux sœurs de Saint-Vincent-de-Paul et placée sous le patronage de M. le curé de la Madeleine.

Il n'y a point d'établissement public affecté aux enfans convalescens comme les asiles de Vincennes et du Vésinet pour les convalescens adultes; mais cette destination est en partie remplie par les trois hôpitaux que depuis un certain nombre d'années l'Assistance publique possède à la Roche-Guyon, à Forges-les-Bains et à Berck-sur-Mer. Cela est vrai surtout de l'établissement de la Roche-Guyon, que son fondateur le comte Georges de la Rochefoucauld, fidèle aux traditions philanthropiques de sa famille, avait élevé pour en faire une maison de convalescence pour les enfans. Cette maison a été léguée par le comte de la Rochefoucauld à l'Assistance publique, qui a affecté 40 lits aux enfans scrofuleux et en a réservé 60, dont en général 30 seulement sont occupés, pour les enfans convalescens. Cette maison est dirigée par les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul. L'établissement de Forges-les-Bains est, au point de vue administratif, une annexe de l'hôpital des Enfans-Malades. Il a le même directeur et il est confié à la même communauté de sœurs, celle des dames de Saint-Thomas-de-Villeneuve. L'établissement de Forges contient 100 lits, qui sont tous réservés aux enfans scrofuleux dont un tiers vient de Sainte-Eugénie, et les deux autres tiers des Enfans-Malades. On n'y envoie que ceux dont l'état s'est assez amélioré pendant leur séjour dans ces deux hôpitaux pour qu'ils puissent profiter du grand air de la campagne et du traitement des eaux de Forges. C'est un bel établissement dont la création remonte à une dizaine d'années, mais qui pour l'importance et la perfection de l'installation le cède à l'hôpital de Berck-sur-Mer, où nous nous arrêterons un instant.

La pensée d'appeler les malades indigens à profiter de ce puissant agent de thérapeutique qu'on appelle l'air de la mer n'est pas nouvelle dans le domaine de la charité publique. Il y a quelque quatre-vingts ans qu'a été fondé au bord de la Manche l'hôpital anglais de Margate, destiné aux malades scrofuleux et en particulier aux enfans. Mais nous sommes si ignorans en France de ce qui se passe à l'étranger que ce n'est pas, ainsi qu'on pourrait le croire, l'exemple de nos voisins, c'est un fait d'expérience et on pourrait presque dire de hasard qui a attiré l'attention de l'Assistance pu-

blique sur les bienfaits que les enfans malades pourraient recueillir d'un traitement continu au bord de la mer. On sait (1) que les enfans abandonnés sont confiés par l'Assistance publique à des familles de nourriciers qui les élèvent à la campagne. Les rapports d'un des médecins inspecteurs de l'Assistance publique, le docteur Perrochaud, avaient signalé l'amélioration qu'avaient éprouvée dans leur santé certains pupilles de l'Assistance publique atteints de scrofules qui avaient été placés par elle sur le littoral du Pas-de-Calais, entre autres dans la petite commune de Groffliers. Bien que la situation de cette commune fût peu favorable et que son éloignement de la mer contraignît d'amener les enfans en brouette deux fois par jour sur la plage, les bons effets de ce séjour se faisaient immédiatement sentir chez les petits scrofuleux, et les premiers symptômes de leur mal ne tardaient pas à disparaître. On résolut de tenter l'expérience dans des conditions encore très modestes, mais plus favorables. Sur la plage immense du petit hameau de Berck vivait, dans une cabane solitaire, une femme, venue on ne savait trop d'où, et à laquelle on n'avait jamais connu ni mari, ni enfans, ni famille. Aussi l'appelait-on *Marianne-toute-seule*. Malgré son isolement, Marianne n'était pas devenue sauvage; elle aimait les enfans et s'employait volontiers à garder ceux des pêcheurs pendant que les pères étaient au large et que les mères ramassaient des crevettes sur la plage. Aussi l'idée vint-elle de la mettre à la tête d'une sorte de pensionnat, composé d'une douzaine d'enfans malades. L'expérience réussit tellement qu'on résolut de l'entreprendre sur un plus grand pied. Sur un relais de mer de 3 hectares, acheté à l'état, l'administration de l'Assistance publique construisit un hôpital provisoire en charpente à double cloison, auquel des enduits intérieurs au mortier de chaux, des couvertures en ardoise et des peintures de bonne qualité donnèrent un confortable plus que suffisant. L'hôpital, destiné à recevoir 100 enfans des deux sexes, fut commencé en février 1861 et inauguré en juillet. La construction avait demandé quatre mois et coûté, terrain et mobilier compris, 102,118 francs. Les résultats obtenus dans cet hôpital et relevés dans le rapport d'un éminent praticien des hôpitaux de Paris, M. le docteur Bergeron, furent tellement satisfaisans que six ans après des ordres étaient donnés pour construire sur une beaucoup plus grande échelle un hôpital définitif destiné à recevoir près de 600 enfans. En s'en tenant à ce procédé simple, économique, mais très suffisamment solide de construction, on aurait pu pour une somme de 500,000 à 600,000 francs suffire à toutes les exigences de l'installation nouvelle. Mais ces façons modestes ne conviennent pas à

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre.

nos administrations, qui aiment à faire *grand* et surtout à faire *beau*. L'administration de l'Assistance publique n'a pu résister au désir d'élever à Berck un bâtiment qui est à la vérité un modèle de construction hospitalière, mais qui a coûté déjà près de 3 millions, sans compter les dépenses assez considérables qu'on a été obligé de faire depuis pour en préserver l'existence compromise par les déplacemens du rivage de la mer. Cet établissement est magnifique : construit tout en briques, avec perrons et appuis de fenêtres en pierre de taille, il ressemble à s'y méprendre à ces grands hôtels qu'on construit en Angleterre au bord de la mer, et en particulier au *Pavillon-Hotel* de Folkestone. Le plan en est très simple. L'établissement a la forme d'une sorte de fer à cheval. Les bâtimens de droite et de gauche sont destinés à recevoir les garçons et les filles; au premier étage sont les dortoirs, au rez-de-chaussée les réfectoires et ateliers. Au fond du fer à cheval sont situés les services généraux de l'hôpital, cuisine, buanderie, etc., et du côté de la plage le fer à cheval est fermé par un bâtiment plus bas pour ne pas faire obstacle à l'arrivée de l'air de mer. Les deux extrémités de ce bâtiment sont affectées aux logemens des employés et religieuses. Au centre s'élève la chapelle, qui sert en été aux baigneurs. Le bon aménagement intérieur répond à la disposition judicieuse du plan. Signalons, comme détails d'installation bien entendue, l'adoption du système des fenêtres anglaises dites familièrement à *guillotine*, qui permet d'aérer les salles par le haut, et la création d'une vaste piscine où les enfans peuvent en hiver prendre des bains de mer chauds.

D'après cette description sommaire, on voit tout de suite que, bien que l'établissement de Berck porte le nom administratif d'hôpital, l'installation en est fort différente de celle de Sainte-Eugénie et des Enfans-Malades. C'est beaucoup moins un hôpital qu'un asile hygiénique où, tout en soignant la santé des enfans, on s'efforce de les occuper, les filles à la couture, les garçons à diverses petites industries, et où on leur donne en même temps l'instruction primaire. On n'y envoie des hôpitaux de Paris que des enfans suffisamment valides pour n'être pas obligés de garder le lit habituellement, ce qui est la condition indispensable pour profiter du traitement; le plus de temps possible doit être en effet passé en plein air. On mène les plus grands et les plus grandes en promenade le long des dunes, on fait asseoir les plus petits aux belles heures de la journée sur le bord de mer. Ils s'ébattent à leur aise, creusent des trous dans le sable et poussent des cris de joie en voyant la vague qui vient les remplir, tout comme ces jolis enfans brillans de vigueur et de santé qu'on voit jouer sur la plage de Trouville. Il y a quelque chose de consolant à penser que ces salutaires plaisirs sont com-

muns aux enfans de toutes les classes, et que ceux qui en ont le plus besoin n'en sont pas les seuls déshérités.

L'hôpital de Berck se recrute, sur la proposition des médecins, parmi les enfans qui sont admis dans les services aigus ou chroniques des hôpitaux d'enfans de Paris. Il reçoit en outre un certain nombre de pupilles de l'Assistance publique qui viennent de l'hospice des Enfans-Assistés. Enfin il ouvre également ses portes aux enfans de la Seine et de Seine-et-Oise dont les parens sont en état de payer une pension de 1 fr. 80 cent. par jour. L'hôpital de Berck est porté sur les tableaux administratifs comme pouvant recevoir 600 lits, en y comprenant l'ancien hôpital qu'on a eu le bon esprit de ne pas démolir, et qui peut parfaitement servir. Malheureusement cet ancien hôpital, qui servait d'infirmerie, ayant été évacué à la suite d'une épidémie qui s'y était déclarée, on s'est demandé, avant de l'occuper de nouveau, s'il ne convenait pas de lui donner quelque destination particulière, en l'affectant soit aux enfans payans, soit aux pupilles de l'Assistance publique. Lorsque j'ai visité au mois d'octobre l'hôpital de Berck, la question était pendante depuis un an; depuis un an aussi l'hôpital était vide, et 100 lits demeuraient inoccupés, tandis que des enfans soignés dans les hôpitaux de Paris attendaient leur envoi à Berck, et que la liste des expectans s'allongeait à la porte de ces hôpitaux. Il serait à désirer qu'on évitât des tâtonnemens aussi longs et des incertitudes aussi préjudiciables.

L'hôpital de Berck-sur-Mer a été confié aux sœurs du tiers ordre de Saint-François, qu'on appelle plus communément les franciscaines, dont la maison la plus voisine est à Calais. Cet ordre, extrêmement ancien et qui a devancé de plusieurs siècles les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul dans le soin des malades, mérite une mention particulière parmi les communautés religieuses que nous avons déjà eu l'occasion de rencontrer. La communauté s'en tient à l'ancienne défense de « recevoir à iceux services des malades aucune personne séculière, de quelque sexe ou condition qu'elle soit. » Les franciscaines de l'hôpital de Berck suffisent à tous les travaux depuis les plus relevés jusqu'aux plus grossiers. Aussi sont-elles au nombre de 70; revêtues « d'un habit de drap vil » (ce sont les termes de leurs statuts), la taille serrée par une corde à nœuds, la jambe emprisonnée dans une sorte de houseau en laine blanche qui s'arrête à la cheville, et que portent également les femmes du pays, elles ont les pieds nus dans des sandales ou des sabots. On a même eu de la peine à leur faire accepter cet adoucissement contraire aux règles primitives de leur ordre, et pendant longtemps elles se sont obstinées à courir sans chaussures sur la dalle froide des couloirs. On les rencontre partout, à l'école comme à la buanderie, à l'infirmerie comme au bûcher, ployant sous des tas de linge ou des fardeaux

de bois. La sœur qui dirige l'école des garçons paraît avoir été choisie avec discernement parmi les plus vieilles et les plus laides de l'établissement; elle conduit sans difficulté une classe de près de 100 enfans, dont quelques-uns ont plus de quinze ans, et apportent sur les bancs de l'école l'expérience précoce du gamin de Paris. Cet ordre paraît, à en juger d'après les apparences, se recruter surtout dans les rangs un peu inférieurs de la société. Une certaine jovialité un peu rude est la manière d'être caractéristique des sœurs; mais si au point de vue de la distinction des manières elles ne valent pas les dames de Saint-Thomas-de-Villeneuve ou même les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, elles ne le cèdent en revanche à aucun autre ordre pour l'accomplissement de tous les devoirs de leur tâche. C'est une grande sécurité pour le directeur de pouvoir s'en remettre uniquement à elles et de n'avoir pas à surveiller ce personnel toujours si douteux des infirmières. En résumé, l'établissement de Berck est un établissement modèle qui ne laisse absolument rien à désirer au point de vue des constructions et au point de vue de l'organisation intérieure du service. On ne saurait regretter qu'une chose : c'est la somme considérable qu'il a coûtée. Peut-être aurait-on pu au prix d'un moindre sacrifice d'argent obtenir des résultats thérapeutiques aussi satisfaisans et employer à l'amélioration des hôpitaux de Paris une partie du capital considérable qui a été dépensé sur la plage de Berck. Ajoutons, pour être complet, que la charité privée s'est inspirée des progrès réalisés par la charité publique. Sur la plage de Berck s'élève un petit hôpital qui contient aujourd'hui 24 lits et que les héritiers du baron Nathaniel de Rothschild ont fait construire pour les enfans israélites atteints de scrofules. Cet hôpital est destiné à s'agrandir encore et pourra recevoir environ une cinquantaine d'enfans.

IV.

Les mesures d'assistance médicale prises en faveur des enfans ne seraient pas complètes si ceux-ci ne trouvaient d'asile que dans les hôpitaux et dans les maisons de convalescence. Il y a en effet un principe qui domine l'admission dans les hôpitaux et que le directeur de l'Assistance publique rappelait encore dans une circulaire du 28 juillet 1854, c'est que le malade soit atteint d'une affection curable. L'application de ce principe a ses rigueurs. C'est ainsi qu'on voit trop souvent de malheureux phthisiques renvoyés d'hôpital en hôpital attendre dans la misère une mort certaine, mais souvent lente à venir. Peut-être est-on moins rigoureux en ce qui concerne les enfans. Dans les salles des chroniques ou dans les hôpitaux réservés aux scrofuleux comme Forges ou Berck, on pourrait

en trouver plus d'un, moins malade qu'infirme et conservé bien au-delà du temps qu'on conserverait un malade ordinaire dans un hôpital d'adultes. Il est vrai que pour les adultes atteints d'affections non guérissables s'ouvre un asile spécial : l'hospice des Incurables, tandis qu'aucun asile public d'incurables n'est affecté aux enfans. Nous aurions donc à signaler ici une grave lacune si la charité privée n'était venue la combler. Il existe en effet au n° 223 de la rue Lecourbe une des maisons les plus intéressantes que j'aie visitées et dans laquelle, malgré sa tristesse, je demande à mes lecteurs la permission de les faire pénétrer un instant : c'est l'asile pour les jeunes garçons incurables fondé par les frères de Saint-Jean-de-Dieu.

L'asile de la rue Lecourbe a eu des débuts modestes comme tous les établissemens dont la création est due uniquement à la charité privée, et il s'est élevé peu à peu au rang important qu'il occupe maintenant dans nos œuvres de bienfaisance par la force cachée de l'ordre qui l'a fondé. J'ai parlé de l'intérêt qu'il y aurait à tenter une étude sur le développement et l'esprit différent des congrégations religieuses en France. Assurément l'ordre de Saint-Jean-de-Dieu mériterait bien quelques pages dans cette étude. Voici un ordre qui porte un nom illustre dans l'histoire du catholicisme. Lorsqu'il était dans toute sa force et son éclat, il avait divisé le monde chrétien en seize provinces et placé chacune de ces provinces sous la direction d'un supérieur appelé provincial, sous l'autorité duquel les différentes maisons situées dans les provinces étaient placées. Le nombre des établissemens possédés par l'ordre de Saint-Jean-de-Dieu s'élevait autrefois à près de 300. L'orage est venu; les révolutions ont fermé et détruit un grand nombre de ces établissemens; l'ordre a perdu de sa force et de sa richesse, mais l'organisation ancienne subsiste toujours. Pour le supérieur-général des frères de Saint-Jean-de-Dieu, qui réside à Rome, la France n'est qu'une *province*. Le provincial réside à Lyon, et c'est sous son autorité que sont placés les huit autres établissemens que l'ordre possède en France. Cet ordre fait partout un bien immense; ici soignant les malades, là recevant des mains de l'état ou des départemens des aliénés qu'on lui confie, traitant par conséquent avec l'autorité publique, connu et apprécié par elle. Eh bien, cet ordre si puissant et si bienfaisant ne vit en France, comme au reste presque toutes les congrégations d'hommes, que d'une vie illégale et précaire. Il n'est pas reconnu; il ne peut pas posséder, et, pour assurer la transmission de ses établissemens charitables, il est obligé d'avoir recours au subterfuge d'une société civile constituée entre vingt de ses membres choisis parmi les plus jeunes et les mieux portans. Ces entraves ne l'empêchent pas de prospérer et d'étendre son action

bienfaisante. Je n'ai pu savoir le nombre des maisons que l'ordre des frères de Saint-Jean-de-Dieu possède dans la chrétienté. Les membres de l'ordre que j'ai interrogés ne le savaient pas eux-mêmes. Souvent ils n'apprennent le nom et l'existence de quelqu'une de leurs maisons que par un pieux usage. Lorsqu'un frère vient à mourir sous n'importe quels cieux, en Europe, en Amérique, ou ailleurs, toutes les autres maisons de l'ordre en sont informées dans le plus bref délai possible, et, aussitôt que la nouvelle est reçue, la messe doit être dite, et la communauté tout entière doit se mettre en prière pour le repos de l'âme du frère trépassé.

Le bâtiment où est situé aujourd'hui l'asile des jeunes garçons incurables est un bâtiment entièrement neuf qui a remplacé la modeste maison particulière où l'œuvre avait été d'abord installée. Cette réédification aurait été tôt ou tard rendue nécessaire par l'extension qu'avait prise l'œuvre elle-même; mais ici c'est la nécessité qui a fait loi. On ne saurait s'imaginer tout ce que cette malheureuse maison a souffert pendant les événemens de 1870 et de 1871. Située à quelques centaines de mètres des fortifications, sous le feu des batteries de Châtillon et de Meudon, elle avait été exposée pendant un mois au bombardement prussien. Force avait été d'évacuer les bâtimens et de faire descendre les enfans dans les caves. A peine la paix avait-elle été signée, à peine le supérieur de la maison avait-il pu se rendre compte du dégât commis et songer au moyen de le réparer, que l'insurrection de la commune éclatait. Le feu des batteries de Meudon, occupées cette fois par des troupes françaises, s'ouvrait de nouveau, et force était de condamner une seconde fois à une existence souterraine, dans l'atmosphère humide d'une cave, tout ce personnel d'enfans infirmes et souffreteux. Pendant ce temps, une ambulance était établie dans le parloir de la maison, et les fédérés daignaient permettre, au prix de quelques grossièretés et de quelques injures, que les frères soignassent leurs blessés. Enfin, lorsque la résistance de l'insurrection paraissait à la veille d'expirer et que la communauté pouvait se croire arrivée au bout de ses tribulations, l'explosion de la cartoucherie du quai de Javel lézardait la maison du haut en bas et la rendait inhabitable. On pouvait craindre que l'œuvre, qui ne dispose d'aucune ressource assurée, ne succombât sous le poids de tant d'épreuves et de tant de charges; mais il n'en fut rien, et aujourd'hui un bâtiment plus grand, plus solide, mieux installé, s'élève à la place de l'ancienne maison. Comment cela s'est-il fait? « La Providence est venue à notre aide, » vous répondent les frères, et dans la bouche d'hommes qui ont passé par de pareilles angoisses, cette réponse, on peut le penser, n'a rien de banal.

Tel qu'il est aujourd'hui installé, l'asile de la rue Lecourbe peut

recevoir 200 enfans. Il comprend trois divisions : les grands, les petits et les infirmes. On s'étonnera peut-être de trouver cette dernière catégorie dans un asile où l'existence d'une infirmité, et d'une infirmité incurable, est une condition *sine qua non* d'admission. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le personnel de l'établissement pour voir que cette condition n'est pas de celles par-dessus lesquelles on passe. Il est difficile d'imaginer une collection plus complète et plus triste de tous les désordres qui peuvent atteindre le pauvre corps humain, sans compter que de ces infirmités les plus cruelles et même les plus malsaines ne sont pas toujours les plus apparentes; mais il y a cependant des degrés dans cette misère, et la division de ce qu'on appelle les infirmes se compose d'enfans qui sont absolument hors d'état de prendre aucun soin d'eux-mêmes, culs-de-jatte, paralytiques, etc., qu'il faut soigner, tourner et retourner comme des enfans au maillot. Si la sévérité d'une règle qui n'admet pas d'exception ne faisait obstacle au séjour sous le même toit de frères et de religieuses, ces enfans seraient assurément mieux confiés à des soins de femmes, et les religieuses parviendraient peut-être à réaliser avec eux ces miracles de propreté auxquels elles arrivent dans les hospices et dans les asiles d'aliénés avec ceux qu'on appelle les *gâteux*.

La division des grands est celle qui donne le moins de mal. On emploie ceux d'entre eux qui sont capables de travailler à deux industries sédentaires qui exigent peu de dépense de forces, la brosserie et la confection des habits. Il y a aussi une petite classe d'aveugles reçus contrairement à la règle en attendant qu'ils puissent être admis à l'institution des Jeunes-Aveugles, et auxquels un professeur aveugle lui-même donne des leçons de musique et de chant. Quant aux petits, sauf quelques élémens d'instruction primaire qu'on s'efforce d'inculquer à leurs intelligences lentes et rebelles, c'est surtout à améliorer leur santé qu'on s'emploie, en combattant les progrès de leurs infirmités par la bonne nourriture et l'exercice. C'est en effet une nécessité de combattre par le mouvement l'atrophie de leurs membres et l'aggravation de leurs infirmités. Le frère chargé de la division des petits, qui est un ancien soldat, prend le mot d'exercice au sens militaire. Il leur apprend à marcher au pas, les grands jours au son du tambour; c'est à la fois merveille et pitié de voir l'amour-propre et l'ardeur fébrile que ces pauvres petits êtres mettent à marquer la cadence et à faire résonner les dalles de la cour, qui avec son pied-bot, qui avec sa jambe unique, qui avec ses deux béquilles. Parfois, lorsque les enfans sont pris très jeunes, leur santé parvient à peu près à se rétablir, et telle infirmité qui paraissait incurable disparaît avec l'âge. Ce fut entre autres le

cas d'un pauvre enfant qui avait été recueilli en bas âge, à la fois comme orphelin et comme infirme. Peu à peu sa santé s'était rétablie, son infirmité avait disparu, et rien ne militait plus pour son maintien à l'asile des jeunes garçons incurables, rien que l'abandon complet où il se serait trouvé, si on l'avait mis dans la rue. Force fut donc de le garder à la maison, où il devint un objet d'envie pour ses camarades et un sujet d'orgueil pour les bons pères qui admiraient naïvement en lui le seul enfant sain de corps et libre de membres qu'ils eussent élevé. L'infirme a quitté l'asile pour entrer dans un régiment d'artillerie et n'a jamais cessé d'être en relations avec ses parens d'adoption. C'est l'enfant des Incurables.

Les charges de la maison sont lourdes et sont destinées à s'accroître encore. En effet, lorsque les enfans atteignent l'âge de vingt et un ans, qui est celui de leur sortie réglementaire de la maison, une question se présente, qui préoccupe singulièrement les frères. Que vont-ils devenir? Quelques-uns sont repris par leur famille, d'autres trouvent à se placer, d'autres, et c'est l'infiniment petit nombre, entrent aux Incurables; mais que faire des autres, de ceux qui n'ont pas de famille, qui ne sont pas en état de gagner leur vie, et pour lesquels il n'y a pas de place aux Incurables? A moins de se résigner à les voir mourir de faim à la porte de l'asile on est bien obligé de les garder. Les pensionnaires adultes de l'asile ainsi conservés sont déjà au nombre de douze, et ils deviendront de plus en plus nombreux avec le temps. Il y a là pour les finances de l'œuvre une lourde charge : aussi se demande-t-on sur quelles ressources elle peut vivre. Il ne faut guère compter sur la pension de 15 à 20 francs par mois qui, aux termes du règlement, est exigée par tête d'enfant. Lorsque cette pension n'est pas payée par un bienfaiteur étranger, il est rare que la famille s'en acquitte régulièrement. Souvent même elle n'est pas exigée. En dehors des ressources générales de l'ordre, l'œuvre vit donc de dons, de legs, de quêtes, c'est-à-dire du pain quotidien de la charité, dont la portion est parfois un peu exiguë. Mentionnons enfin, non pour l'importance de la somme, mais pour la rareté du fait, une subvention du conseil municipal de Paris. L'asile des jeunes garçons incurables est le seul établissement dirigé par des congréganistes qui ait échappé à l'hécatombe. Lorsque vint en discussion la question de savoir si la subvention accordée jusque-là à cet établissement serait retirée comme l'avaient été les autres, le conseiller municipal qui représente le quartier eut le courage de dire qu'étant entré par hasard dans cet établissement, il avait pu constater « que ces frères faisaient vraiment beaucoup de bien. » Il est regrettable que MM. les conseillers municipaux ne prennent pas plus souvent la peine de

visiter les établissemens situés dans les quartiers qu'ils représentent. Chacun aurait pu rendre un pareil témoignage, et en maintenant les subventions qu'il a rayées, le conseil municipal aurait fait de ses fonds disponibles un emploi beaucoup plus judicieux qu'en les attribuant à la soi-disant société de bienfaisance présidée par M. Greppo.

Un asile pour les jeunes filles incurables a été également fondé à Neuilly, avenue du Roule n° 30, qui est, à quelque différence près, le pendant de l'asile de la rue Lecourbe. Cet asile n'a pas eu les débuts pénibles et difficiles de la maison des frères de Saint-Jean-de-Dieu; il a été ouvert en 1853 sous le patronage efficace de Mme la princesse Mathilde et avec le concours de personnages éminens qui en sont demeurés les protecteurs. Mais le véritable fondateur de l'œuvre a été un homme de bien, M. l'abbé Moret, qui y avait consacré sa vie et qui y est mort, lui-même âgé et infirme, il y a deux ans. La maison, récemment construite à nouveau, est un bel établissement, très judicieusement aménagé, avec des dortoirs spacieux, des ateliers bien aérés, communiquant entre eux par des galeries extérieures qui donnent à la cour l'aspect d'un cloître. On peut y recevoir 300 pensionnaires; l'établissement n'en contient aujourd'hui que 240. On admet des jeunes filles de six à vingt-deux ans, quelques-unes moyennant pension, le plus grand nombre gratuitement; mais il n'y a pas d'âge réglementaire de sortie, et les pensionnaires une fois admises peuvent y demeurer le reste de leur vie. Cette clause des statuts, que je n'entends pas critiquer, limite à 20 ou 30 par année le nombre des admissions nouvelles et aura pour résultat de transformer dans un temps donné le caractère de la maison en en faisant plutôt un hospice d'adultes. Il est vrai que ce personnel des infirmes se renouvelle vite et n'atteint guère la vieillesse. On voit, assises dans des chaises roulantes, affaissées sur elles-mêmes, les cheveux gris, le visage flétri, des femmes qui n'ont pas trente-cinq ans. Cependant, par une compensation singulière, les maladies aiguës sont très rares dans cet asile comme dans celui de la rue Lecourbe : l'infirmerie y est presque vide. La maison, qui a été reconnue d'utilité publique, vit sur le revenu de legs qu'elle a reçus et sur le produit du travail, qui se compose d'articles de couture, d'ouvrages au crochet et de fleurs artificielles livrées aux magasins de mode. La maison est tenue par des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul et paraît sous une direction intelligente.

Si larges que soient dans leurs admissions les deux maisons dont je viens de parler, il y a cependant certaines catégories d'enfans infirmes devant lesquelles leurs portes ne s'ouvrent point : ce sont

les sourds-muets, les aveugles, les épileptiques et les idiots. La raison de cette exclusion, c'est qu'à Paris même ou dans les environs immédiats des maisons spéciales sont ouvertes aux enfans atteints de ces infirmités. Je n'aurais pas conduit jusqu'au bout la triste nomenclature que j'ai entreprise de toutes les souffrances physiques auxquelles l'enfance est sujette et des remèdes qu'on oppose à ces souffrances, si je ne disais un mot de chacun de ces établissemens, en m'arrêtant de préférence à ceux qui sont les moins connus. Je ne parlerai donc qu'en passant de la maison consacrée aux garçons sourds-muets, qui s'élève au nº 254 de la rue Saint-Jacques. Cette maison a été, dans ce recueil même et à une date assez récente, l'objet d'une étude très détaillée de M. Maxime Du Camp, sur laquelle il serait téméraire à moi de revenir. Je rappellerai seulement que cette institution a été longtemps unique en Europe et que c'est à l'abbé de l'Épée que revient la gloire de s'être occupé le premier de l'instruction des sourds-muets, « avec la sollicitude d'un prêtre (pour employer ses belles paroles) qui, n'ayant éprouvé depuis soixante ans qu'il existe aucun des fléaux personnels auxquels tous les enfans des hommes sont exposés, et craignant avec justice de vivre trop à son aise en ce monde, cherche du moins à gagner le ciel en tâchant d'y conduire les autres. » Nous avons d'autant plus le droit de mettre ainsi en avant nos titres de gloire que dans certains pays voisins on semble systématiquement disposé à les oublier. C'est ainsi que dans un congrès qui a été tenu à Dresde en 1875, et auquel assistaient 146 sourds-muets et un certain nombre de professeurs, il n'a été fait aucune mention ni de l'École de sourds-muets de Paris ni de la méthode de l'abbé de l'Épée, et cela, bien qu'une réaction sensible se soit produite depuis vingt ans en Allemagne en faveur de cette méthode, à laquelle on avait opposé longtemps celle de Samuel Heinicke. On a fait plus et on a été chercher en Amérique des spécimens de l'application de cette méthode dans les écoles fondées par Laurent Clerc et sans dire que celui-ci était un élève de l'abbé Sicard, élève lui-même de l'abbé de l'Épée.

L'École de la rue Saint-Jacques n'est pas ouverte seulement aux enfans de Paris; on y reçoit aussi des enfans de la province. Elle a un caractère mixte d'établissement d'instruction et d'établissement de bienfaisance, et les élèves se divisent en pensionnaires, demi-boursiers et boursiers, ces deux dernières catégories étant cependant beaucoup plus nombreuses que la première. Les industries qu'on leur enseigne sont toutes des professions manuelles (sauf celle du dessin), mais qui supposent cependant un degré assez développé d'intelligence; ainsi la lithographie, la sculpture sur bois, etc.; quant aux leçons qu'on leur donne, ce sont à peu près celles qu'ils

recevraient dans une bonne école primaire, sauf, bien entendu, l'enseignement de la langue spéciale qu'ils parlent entre eux et qu'on appelle la *dactylologie*. On a beaucoup discuté sur le degré de développement que comportaient l'âme et l'esprit d'un sourd-muet. Des criminalistes ont plaidé leur irresponsabilité au point de vue légal. Des jurisconsultes ont soutenu la nullité de leurs actes. Des théologiens du moyen âge leur ont contesté, au nom d'un texte de l'Écriture judaïquement interprété, la possibilité de sauver leur âme. On est sans doute bien revenu de ces préjugés absurdes et barbares; mais une visite à l'École des sourds-muets en dit plus là-dessus que bien des raisonnemens. A l'exception de quelques enfans chez lesquels la surdi-mutité congénitale n'est évidemment que la résultante d'une infériorité physique générale, il n'y a pas de différences très sensibles, au point de vue de l'aspect des physionomies, entre les enfans de l'École des sourds-muets et ceux d'une école primaire de campagne. J'ai été surtout frappé de la différence qui existe entre la classe des plus grands, de ceux qui ont déjà passé quelques années dans l'institution, et celle des plus petits auxquels on apprend péniblement les premiers principes de la dactylologie. La mine éveillée et suffisamment intelligente des premiers, celle endormie et plutôt hébétée des seconds, montrent bien la vérité de cette maxime de l'abbé de l'Épée, « que les sourds-muets ne sont tels que parce qu'on ne cultive pas en eux le trésor d'une âme créée à l'image de Dieu, mais renfermée dans une obscure prison dont on n'ouvre ni la porte ni les fenêtres pour lui laisser prendre l'essor, et se dégager de la matière qui l'appesantit. » Un fait assez mince dont j'ai été témoin aurait suffi d'ailleurs pour établir ma conviction. Voulant faire montre devant moi des connaissances d'un enfant, on lui posa par écrit cette question au tableau : « Qu'as-tu fait dimanche dernier? » Il répondit par écrit également : « J'ai été voir M. X. — Pourquoi? » Après un moment d'hésitation l'enfant écrivit : « Parce que je l'aime beaucoup. » Pour moi, qui ne suis ni théologien, ni criminaliste, je n'en demande pas davantage : celui qui est capable d'aimer n'est-il pas capable de tout comprendre?

L'assistance charitable des sourds-muets est complétée à Paris par trois sociétés : la Société centrale d'éducation et d'assistance, dont le siége est rue Saint-Jacques, à l'institution des Sourds-Muets et qui n'est en quelque sorte qu'une annexe de cette institution; la Société générale d'éducation, de patronage et d'assistance, fondée par le docteur Blanchet, qui étend aussi sa protection aux enfans aveugles; enfin la Société pour l'instruction des sourds-muets par l'enseignement simultané des sourds-muets et des entendans par-

lans. Cette société favorise l'envoi des sourds-muets dans des écoles spéciales qui sont fréquentées également par des enfans entendans parlans. On enseigne aux sourds-muets admis dans ces écoles à produire et à comprendre des sons par le simple mouvement des lèvres. Cette méthode, qu'on appelle la méthode *phonomimique*, et qui est mise en pratique par M. Auguste Grosselin, se rapproche de celle dont Heinicke a été l'inventeur en Allemagne. Je dois dire que l'efficacité en est vivement contestée par les partisans de la méthode de l'abbé de l'Épée. Quant aux sourdes-muettes, depuis 1859 elles ne sont plus reçues à l'École de Paris, mais envoyées dans celle de Bordeaux qui dépend également du gouvernement. Aussi la charité a-t-elle ouvert pour les sourdes-muettes du département de la Seine un asile qui est situé à Bourg-la-Reine et confié aux religieuses de Notre-Dame-du-Calvaire. Un ouvroir annexé au pensionnat permet de garder les sourdes-muettes sans famille, et quelques-unes sont même admises comme religieuses dans la communauté.

L'institution des Jeunes-Aveugles située sur le boulevard des Invalides est peut-être encore plus connue que l'institution des Sourds-Muets. Cette institution, qui reçoit des garçons et des filles, a également le double caractère d'une institution d'enseignement et d'un établissement de bienfaisance. Toutefois c'est ici l'enseignement qui paraît dominer, tandis qu'aux Sourds-Muets c'est la bienfaisance. Aux Jeunes-Aveugles, le nombre des boursiers est beaucoup moins considérable, et ceux-là même qui sont admis à la faveur assez rare d'une bourse entière doivent verser avant d'entrer le prix de leur trousseau, ce qui exclut les véritables indigens. La direction donnée à l'enseignement se ressent naturellement de ces conditions d'entrée. On cherche à faire de tous les élèves des joueurs d'orgue, ou sinon, des accordeurs de piano, professions qu'on pourrait presque qualifier de professions de luxe. Ce n'est qu'à défaut d'aptitudes qu'on fait de ces enfans des tourneurs, ou des empailleurs de chaises. Il n'y a pas à critiquer cette tendance, mais seulement peut-être à regretter que la charité publique ou privée ne se soit pas inquiétée de la création d'un asile où les conditions d'admission seraient moins onéreuses, et où les parens à l'indigence complète desquels vient s'ajouter le malheur d'avoir un enfant aveugle pourraient lui procurer le moyen d'apprendre une profession usuelle. Quant à la maison elle-même, je m'arrêterai d'autant moins à en parler que M. Maxime Du Camp en a fait ici même une de ces descriptions auxquelles il n'y a rien à ajouter. Je n'ai pu que vérifier la parfaite exactitude de ses observations et entre autres constater comme lui chez les enfans aveugles l'exis-

tence de cette sorte de seconde vue de l'instinct qui supplée parfois à celle des yeux. J'en ai eu une preuve assez singulière. Deux petites filles étaient à travailler seules pendant la récréation dans une salle où j'entrais. L'une d'entre elles transcrivait une composition d'orthographe, l'autre copiait de la musique. La première fut invitée à nous donner lecture de sa composition. C'était, il m'en souvient, une description du boulevard et de ses boutiques; comme la petite fille nous donnait lecture de cette description, sans hésitation, mais d'une voix traînante, et comme je l'écoutais un peu distraitement tout en me demandant si c'était là un sujet très bien choisi, je me pris à regarder sa compagne, gentille enfant, aux cheveux blonds, aux traits délicats et qui aurait été jolie si des yeux expressifs avaient animé son visage. Elle avait continué son travail de copie; mais peu à peu et sans que j'eusse conscience d'avoir fait un mouvement qui pût lui indiquer que mon attention s'était portée sur elle, elle eut le sentiment que je la regardais; elle rougit légèrement, cessa de copier sa musique et leva la tête comme si elle s'attendait à ce que je l'interrogeasse. J'avoue que je sentis expirer sur mes lèvres ces paroles banales d'encouragement qu'on adresse dans les écoles aux petites filles bien sages. Je ne sus que lui poser amicalement la main sur l'épaule, pour lui montrer qu'elle ne s'était pas trompée, et lui demander quel âge elle avait. Elle me répondit : Seize ans. Seize ans!

Moins connue et non moins intéressante est la maison des sœurs aveugles de Saint-Paul, située rue d'Enfer, n° 88. Cette maison est établie sur un terrain qui a appartenu autrefois à Chateaubriand et qui a été légué par lui à l'archevêché de Paris. L'ancien salon de Mme de Chateaubriand forme aujourd'hui une partie de la chapelle, et la salle à manger a été transformée en sacristie. La maison a un double but : recevoir des petites filles aveugles qui appartiennent à des familles indigentes; donner aux jeunes filles aveugles qui se sentiraient animées de la vocation religieuse les moyens de satisfaire cette vocation, en les admettant à prononcer leurs vœux et à faire partie de la communauté. Cet ordre est unique en France et peut-être au monde. C'est en effet une règle générale des communautés religieuses de ne pas admettre dans leur sein des novices ayant une infirmité incurable. Aussi l'ordre a-t-il été fondé dans cette destination spéciale; bien que, sur les 52 sœurs dont il se compose, il n'y en ait que 18 qui soient privées de la vue, la communauté n'en porte pas moins le nom de communauté des sœurs *aveugles* de Saint-Paul, pour mieux marquer son but et mettre ainsi sur un pied d'égalité les aveugles et les voyantes. Les sœurs aveugles sont de préférence employées

à l'enseignement des enfans. Elles y acquièrent une très grande habileté. J'ai vu une jeune sœur qui est à la tête de l'imprimerie décomposer un placard et rejeter les lettres une à une dans leur casier respectif avec autant de précision et presque autant de rapidité qu'un compositeur ordinaire. Les procédés d'instruction pour l'écriture, la lecture, le calcul sont les mêmes que ceux employés à l'instruction des jeunes aveugles. On y pousse cependant moins loin l'étude de la musique, et on applique de préférence les enfans à des travaux de confection et de couture dont la vente sert à couvrir les frais de la maison. D'ailleurs les deux institutions ne préparent pas les enfans au même avenir. L'institution des Jeunes-Aveugles rend ses élèves à la vie commune une fois leur instruction terminée, et doit les mettre en mesure d'y faire leur chemin. La maison des sœurs de Saint-Paul offre au contraire aux enfans qu'elle reçoit un asile permanent où il en est bien peu qui ne restent pas, les unes parce que leur famille ne se soucie guère de les reprendre, les autres parce qu'elles préfèrent à une existence même passée dans l'aisance la sécurité d'une demeure familière où elles se sentent davantage chez elles. Aussi l'aspect de la maison des sœurs de Saint-Paul a-t-il quelque chose de moins scolaire et de plus maternel que celui de l'institution des Jeunes-Aveugles. Il est touchant de voir des petites bambines de cinq ans, qui, prévenues de l'entrée de la supérieure dans leur salle de classe par le moindre son de sa voix, l'arrêtent au passage qui par le pan de sa robe, qui par son chapelet, et se hissent sur leurs bancs pour se jeter à son cou. On sent qu'on n'est pas dans un pensionnat, mais dans une famille. Cette famille se compose de plus de 50 enfants. Pour les unes, ce sont leurs parens qui paient, au moins au début, une pension qui est fixée à 400 francs; pour d'autres, ce sont des personnes charitables; d'autres enfin sont admises gratuitement. Le nombre de celles-ci a naturellement un peu diminué depuis que le conseil municipal a supprimé la subvention de 1,900 francs que la maison touchait depuis sa fondation. Ce n'est là au reste qu'une petite tribulation comparée à celles dont la maison a eu à souffrir pendant la commune. Les sœurs ont été chassées de la maison et le fondateur de l'œuvre, le vénérable abbé Juge, emprisonné au dépôt de la préfecture de police, où il a été quelque temps le compagnon de captivité de l'archevêque de Paris, n'a dû qu'à l'arrivée de l'armée de Versailles de ne pas partager son sort. Pour compléter ce qui concerne l'assistance des enfans aveugles, ajoutons qu'une société de patronage s'occupe de les aider à trouver une place à leur sortie de l'institution nationale, et que les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul reçoivent dans leur maison de la Providence

Sainte-Marie, qui est située rue de Reuilly, les jeunes filles aveugles qui n'ont point de famille pour les recueillir.

Les tristes infirmités dont je viens de parler, et qui paraissent encore plus douloureuses lorsqu'elles viennent fondre sur des enfans, peuvent retarder et même entraver le développement de l'intelligence; mais du moins elles ne l'attaquent pas dans son germe. Il n'en est pas de même de l'idiotie. Ici nous descendons d'un degré et nous allons nous trouver en présence d'enfans qui n'ont de l'être humain que la forme, et encore dans certains cas singulièrement altérée. L'idiotie cependant a des degrés comme la folie; on peut la combattre, sinon la guérir, et c'est un des progrès les plus intéressans de la science aliéniste que les tentatives faites pour l'éducation des enfans idiots. Avant d'en arriver à ce point particulier, donnons d'abord une idée rapide des mesures d'assistance prises en faveur des enfans idiots.

Il existe à Paris deux asiles publics d'enfans idiots : Bicêtre pour les garçons et la Salpêtrière pour les filles. Le quartier des enfans idiots est situé à Bicêtre dans la partie la plus vieille et la plus défectueuse de la maison. Les dortoirs et l'infirmerie sont situés dans un bâtiment qui est un des restes de l'ancienne prison. Ce bâtiment n'est même pas contigu au préau qui est réservé aux enfans. Une salle basse et à peine aérée, dans laquelle on respire une odeur nauséabonde, sert de salle de récréation aux enfans de l'infirmerie et de salle de visite à leurs parens. Les ateliers où l'on fait travailler les enfans sont de véritables échoppes. Il n'y a de satisfaisant que le gymnase; le préau qui en dépend et le jardin potager sont situés dans un air excellent. Le quartier des idiots peut recevoir 130 enfans, qui tous ou presque tous y sont placés d'office par le préfet de police en vertu des pouvoirs que lui confère la loi de 1838, et appartiennent aux classes les plus pauvres de la société. Le département de la Seine paie à l'Assistance publique une somme de 1 fr. 80 c. par jour pour l'entretien de ces enfans, et cherche sans grand résultat à se faire rembourser par les parens. Ce quartier a quelque peu perdu de son intérêt pour le visiteur depuis qu'on a transféré à l'asile de Vaucluse, dont je parlerai tout à l'heure, une partie des enfans qu'il contenait et qui étaient les plus intelligens. Les enfans qu'on y a laissés y sont divisés en deux catégories : les bien portans et les malades. Par « malades » on désigne non pas ceux qui sont temporairement atteints de maladies aiguës, mais ceux dont l'état d'imbécillité est tel qu'ils ne peuvent se suffire à eux-mêmes pour les actes les plus simples de la vie, et qu'ils ont besoin de soins constans. Ces malheureux enfans partagent leur vie entre l'infirmerie et cette salle nauséabonde dont je parlais tout à

l'heure. On ne saurait se défendre, en les voyant, d'un dégoût mélangé de pitié, moins pour eux qui sont affranchis de la plus cruelle des souffrances, celle de comprendre leur misère, que pour la nature humaine elle-même, dont on serait tenté de révoquer en doute la divine origine. On se trouve en effet en présence de toutes les monstruosités que pourrait accumuler dans son désordre une création inconsciente : hydrocéphale à la tête grosse deux fois comme celle d'un homme ordinaire; microcéphales dont les cheveux joignent les yeux et dont l'enveloppe crânienne ne contient pas la place du cerveau, et bien d'autres infirmités encore que la plume se refuse à décrire. Ceux-là même sur lesquels quelque difformité apparente n'attire pas sur-le-champ l'attention ne vivent manifestement que de la vie animale, tantôt riant sans cause, tantôt pleurant à chaudes larmes, sans trahir d'autre sentiment et d'autre désir que celui de la gloutonnerie. Tout ce pauvre monde grouille sous les yeux d'une surveillante laïque et de deux infirmières, qui ne parviennent pas, malgré leur bonne volonté, à les maintenir dans un état de propreté même relative. Je ne connais pas de spectacle plus triste et plus troublant. On sort le cœur serré en regrettant de ne pouvoir partager cette superstition touchante des peuples de l'Orient, qui considèrent les idiots comme visités de Dieu et comme étant de sa part l'objet d'une bénédiction spéciale.

La division des bien portans se compose presque exclusivement d'enfans épileptiques. A les voir jouer de loin, on les prendrait, avec leur uniforme bleu, pour les élèves d'un pensionnat mal tenu; de près on ne tardera pas à remarquer sur la figure de chacun d'eux quelque symptôme soit d'abrutissement, soit au contraire d'excessive excitabilité. Si l'on assiste quelque temps à leurs exercices ou à leurs jeux, on verra probablement l'un d'entre eux s'arrêter, saisi d'un frisson subit et, lorsque les gardiens n'arrivent pas à temps pour l'enlever, se rouler en écumant sur le sable. Les chutes de quelques-uns sont si soudaines qu'on est obligé de leur garnir la tête d'un bourrelet, destiné à les empêcher de se briser le crâne en tombant sur le pavé. Si triste que soit la condition des épileptiques, leur mal n'est cependant pas sans remède. On parvient sinon à les guérir complétement, du moins à calmer les crises et à les rendre assez rares pour qu'ils puissent être rendus à leur famille sans danger. Au contraire, si les crises se rapprochent, l'intelligence s'affecte de plus en plus, et ils ne tardent pas à devenir de véritables idiots. Parfois ils sont sujets à ce qu'on appelle en style médical des impulsions instinctives, c'est-à-dire à des actes irréfléchis et dangereux. Leur manie la plus fréquente est celle des incendies, et ce sont souvent les craintes qu'ils inspirent aux voisins

qui font demander et obtenir qu'on les envois d'office à Bicêtre. Disons à ce propos qu'il est regrettable que, faute d'installation pour les recevoir, les hôpitaux d'enfans ferment systématiquement leurs portes aux enfans épileptiques. La plupart des enfans admis d'office à Bicêtre sont déjà trop avancés dans la maladie pour pouvoir être traités avec un complet succès. Reçus plus tôt dans les hôpitaux d'enfans, ils auraient chance d'être radicalement guéris de cette terrible maladie qui, pour peu qu'on la laisse s'invétérer, défie les efforts de la science et réduit en quelque sorte à l'état animal ses infortunées victimes. Il y a là une amélioration urgente, réclamée depuis longtemps par la Société de chirurgie, et sur laquelle je me permets d'appeler, de mon côté, la sollicitude de l'administration.

L'espérance de rendre à leur famille un certain nombre d'enfans épileptiques sinon guéris, du moins améliorés, fait qu'on donne aussi des soins à leur éducation professionnelle et intellectuelle. On apprend à quelques-uns d'entre eux l'état de menuisier ou celui de cordonnier, et on leur constitue, en rémunérant leur travail, un petit pécule qu'ils dépensent, il est vrai, tout entier les jours de promenade à acheter des sucres d'orge et à monter sur les chevaux de bois. On les fait travailler au jardin, ceci surtout dans un intérêt d'hygiène et pour combattre leur tendance à la torpeur et à l'engourdissement. Dans le même dessein, on leur apprend la gymnastique, l'escrime, voire la danse. Leur professeur est un pensionnaire de l'institution, et il leur enseigne de préférence la danse qui était de mode en son temps : la gavotte. Plus grande est l'utilité des leçons qu'ils reçoivent à l'école; mais l'enseignement des enfans épileptiques est une œuvre ingrate, non pas que leur intelligence soit plus rebelle que celle des enfans idiots, tout au contraire, mais parce que chaque attaque d'épilepsie leur fait oublier presque complétement ce qu'ils ont appris, et que la tâche est perpétuellement à recommencer. Cependant lorsque les attaques vont diminuant d'intensité et de fréquence, on arrive à des résultats assez satisfaisans et, grâce à ces leçons, grâce aux quelques élémens d'enseignement professionnel qu'on leur donne, le temps que passent dans ce triste séjour ceux qu'on peut rendre à la liberté n'est pas complétement perdu.

Le quartier des filles idiotes à la Salpêtrière présente, s'il est possible, des conditions d'installation encore plus défectueuses que le quartier des garçons idiots à Bicêtre. Une partie de ce quartier est même destinée à disparaître; mais celle qui sera conservée, malgré quelques améliorations qui ont été apportées dans les dortoirs, n'en demeure pas moins absolument mauvaise. La population de ce quartier, qui s'élève environ à 120 enfans, ne se compose pas tout à fait

des mêmes élémens que celle de Bicêtre; outre les malades et les épileptiques, elle comprend un certain nombre de jeunes filles à demi idiotes qui correspond à cette catégorie de garçons qu'on envoie aujourd'hui à Vaucluse, et dont on s'efforce également de développer l'intelligence par des leçons suivies. La personne qui leur donne ces leçons est une femme admirable dont l'histoire touchante a été rapportée ici même (1). Pour ne pas se séparer de sa mère idiote, elle a demandé à être admise avec elle à la Salpêtrière, où elle a été pendant longtemps employée gratuitement au soin des enfans. Si j'en parle à nouveau, c'est parce que j'ai eu assez souvent l'occasion de témoigner une certaine méfiance vis-à-vis des surveillantes laïques pour ne pas laisser échapper l'occasion de dire qu'on trouve aussi parfois dans ce personnel assez peu sûr d'admirables exemples de charité et de dévoûment. Les résultats qu'obtient l'institutrice de la Salpêtrière sont surprenans lorsqu'on a égard aux sujets ingrats qui lui sont confiés. Les cahiers qu'on vous montre ne sont pas très différens de ceux qu'on rencontrerait dans une école élémentaire; mais ce qui est différent, c'est l'âge des enfans, et il faut se tenir pour satisfait lorsqu'une fille de quinze ans parvient à écrire à peu près correctement l'orthographe en grosse écriture ronde. Une distribution de prix récompense chaque année les plus méritantes.

En résumé, ces deux asiles constituent un spécimen déplorable de notre ancienne assistance hospitalière. Il est regrettable qu'au moment où on a construit les magnifiques asiles de Ville-Évrard et de Sainte-Anne l'on n'ait pas songé à y installer un quartier pour les enfans et pris son parti de supprimer dès cette époque ces deux quartiers de Bicêtre et de la Salpêtrière qui font véritablement peu d'honneur à la charité publique. Un asile spécial pour les enfans idiots vient, il est vrai, d'être ouvert à la colonie de Vaucluse; mais cet asile, qui d'ailleurs ne reçoit que des garçons, n'est pas assez vaste pour remplacer les quartiers de Bicêtre et de la Salpêtrière. C'est à un autre point de vue qu'il faut en étudier l'organisation comme une tentative intéressante pour appliquer les enfans idiots à la culture de la terre et pour donner à leur intelligence voilée le développement qu'elle comporte.

Les premières tentatives qui ont été faites en France pour l'éducation intellectuelle des idiots remontent assez loin. C'est en 1842 que fut ouverte dans le quartier des idiots de Bicêtre une école où furent mis en pratique les principes professés par un médecin qui a

(1) Voyez l'étude de M. Maxime Du Camp sur *les Aliénés à Paris*, dans la *Revue* du 1er novembre 1872.

laissé un nom honoré dans la science aliéniste, M. Félix Voisin, principes déjà mis en pratique par lui dans son établissement orthophrénique. Cette école ne tarda pas à être confiée à un homme dévoué dont le nom commence aujourd'hui à sortir de l'obscurité modeste où il a longtemps vécu : M. Delaporte. L'école de Bicêtre a longtemps végété dans le misérable local dont nous avons parlé, connue seulement des spécialistes et n'obtenant qu'une médiocre attention de la part de l'Assistance publique. Pendant ce temps, les médecins aliénistes anglais, s'emparant de cette idée, faisaient construire à Earlswood un magnifique asile qui contient aujourd'hui 800 enfans, et ils complétaient le système d'éducation intellectuelle mis en pratique à Bicêtre par l'emploi des enfans aux travaux agricoles et industriels. C'est à la suite d'une visite faite en 1861 à l'asile d'Earlswood que M. le docteur Billiod, l'éminent administrateur de la colonie d'aliénés de Vaucluse, conçut la pensée d'établir dans une ferme qui dépend de la colonie un asile pour les enfans idiots ou arriérés, mais susceptibles de recevoir une certaine éducation. La réalisation de cette pensée, poursuivie par lui avec persévérance, a été retardée par les événemens de la guerre. L'asile de Vaucluse n'a été ouvert que le 1er juillet 1876. Le noyau de la population a été formé au moyen de 30 enfans choisis dans le quartier de Bicêtre parmi ceux dont l'intelligence paraissait le plus facile à développer, à l'exclusion des épileptiques auxquels l'accès de la colonie est rigoureusement interdit. Ce noyau sera complété par des enfans qu'on recevra directement des familles comme pensionnaires. M. Delaporte a été mis à la tête de la colonie, et on n'aurait pu mieux marquer la pensée qui a présidé à cette fondation qu'en en confiant la direction à celui qui doit y remplir les fonctions d'instituteur. On ne compte pas seulement dans cette colonie enseigner aux enfans le travail agricole, on cherchera aussi à faire de quelques-uns d'entre eux des cordonniers, des menuisiers, des tailleurs. J'ai visité la colonie de Vaucluse peu de temps après son inauguration. Je n'ai donc rien à dire des résultats de cet enseignement professionnel, et je ne puis parler que de l'installation matérielle de l'asile, qui est excellente sous tous les rapports; mais ma visite n'a pas été perdue, car j'ai assisté à la classe des idiots. C'est un spectacle à la fois intéressant et pénible de voir au prix de quels efforts, presque douloureux, ces pauvres enfans parviennent à répondre aux questions les plus simples. Autant que j'ai pu en juger pendant la durée d'une leçon d'une heure, la grande difficulté de l'éducation des idiots provient de ce que rien ne vient en aide au maître, ni les suggestions instinctives de l'enfant, ni ses observations personnelles, ni les notions de cette expérience usuelle qu'on acquiert dès l'enfance. Il faut tout leur apprendre, même les choses

les plus simples, même à se connaître eux-mêmes. On sait que l'exercice : tête droite, tête gauche, est le premier qu'on enseigne aux conscrits, et qu'il faut quelques jours pour les habituer à obéir promptement et sans se tromper à ce commandement. Ce sont des exercices analogues qui forment le commencement et la base de l'instruction des idiots. On ne saurait s'imaginer la peine et le temps qu'il faut prendre pour les accoutumer à désigner sans se tromper leurs yeux, leur bouche, leurs bras, leurs jambes, leurs pieds, etc... Une bonne partie de la classe se passe ensuite en leçons de choses; on leur enseigne le nom des animaux les plus usuels, et l'observation des phénomènes constans de la nature. A douze ans, ils ne savent pas que les feuilles poussent sur les arbres au printemps, et que c'est le grain de blé semé en automne qui donne la moisson en été. Aussi les premières promenades qu'on a fait faire dans les champs à ces pauvres petits êtres, qui avaient végété jusque-là dans les préaux de Bicêtre, étaient-elles pour eux une occasion perpétuelle d'étonnement et d'extase. On n'a pas seulement à lutter contre la lenteur de leur intelligence, mais aussi contre la grossièreté de leurs instincts. Il se livre chez eux une sorte de combat entre la bête et l'homme. Pour les aider à triompher dans ce combat, on compte beaucoup sur l'instruction religieuse. C'est sous la forme plus tangible des préceptes de la doctrine chrétienne que les premières notions morales arrivent à leur conscience engourdie; c'est par là qu'on peut seulement parvenir à développer chez eux le sentiment de la responsabilité, dernier progrès qu'il faut les amener à accomplir pour qu'ils vivent de la même vie morale que les autres hommes. On peut penser tout ce que l'accomplissement d'une pareille tâche suppose de patience et réserve de déboires. Voilà trente-cinq ans que M. Delaporte s'y dévoue sans avoir reçu jusqu'à présent d'autre récompense que sa nomination comme officier d'académie. Puisse la reconnaissance des enfans qu'il a conduits des ténèbres à la lumière, et le modeste témoignage qui lui est rendu ici, lui tenir lieu de ce que cette récompense a eu peut-être d'insuffisant.

Arrivé au terme de ces deux (1) trop longues études, que j'ai dû consacrer aux souffrances physiques de l'enfance et aux remèdes qui sont apportés à ces souffrances, je les terminerai par l'expression d'un vœu qui en est en quelque sorte la conclusion naturelle. Il y a peu de temps, un riche banquier est mort en laissant 1 million à l'Assistance publique et en disposant que sur cette somme 500,000 francs seraient employés à la construction d'un nouvel hôpital. Le vœu que j'exprime est celui-ci : c'est que ces 500,000 francs

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1876.

soient affectés à la construction d'un hôpital d'enfans. Sans doute chaque service de notre Assistance publique a ses lacunes, et si j'avais étudié la question des hôpitaux d'adultes comme je viens d'étudier la question des hôpitaux d'enfans, j'aurais à signaler plus d'une amélioration qui serait un emploi utile du legs de M. Moïana. Mais une raison décisive doit, à mon avis, déterminer en faveur des enfans les préférences de l'administration de l'Assistance publique. Cette raison, la voici. L'ouverture prochaine du nouvel Hôtel-Dieu va mettre 800 lits nouveaux à la disposition de l'Assistance publique pour le service des adultes. Si l'on veut bien, par pur amour du beau architectural, ne pas condamner à mort les bâtimens de l'ancien Hôtel-Dieu, qui au point de vue hygiénique valent peut-être bien les nouveaux, et conserver au moins l'aile qui est située sur la rive gauche de la Seine, le service des adultes se trouvera sinon largement, du moins suffisamment assuré. N'est-il pas temps maintenant de songer aux enfans et de donner une satisfaction partielle aux vœux exprimés par la Société de chirurgie? Ou bien, si, comme je le crains, cette somme est insuffisante pour l'érection et l'entretien d'un nouvel hôpital, ne pourrait-on l'employer à réaliser dans ceux déjà existans les réformes que j'ai eu occasion de signaler non-seulement comme utiles, mais comme indispensables : extension donnée au service des chroniques, ouverture de salles de rechange, de salles de récréation et de salles disposées pour recevoir des épileptiques, enfin, et par-dessus tout, adoption de dispositions sérieuses et permanentes pour l'isolement des maladies contagieuses. Si les hommes considérables dans l'administration et dans la science, si les publicistes et les personnes charitables qui se sont occupées bien avant moi de la condition de l'enfance souffrante, voulaient s'associer à l'expression de ce vœu en le fortifiant de leur autorité, l'écho en arriverait peut-être jusqu'à l'oreille de l'administration, et il aurait quelque chance d'être adopté. S'il devait en être ainsi, je ne regretterais ni la fatigue ni les impressions pénibles que j'ai dû parfois causer à mes lecteurs, et je me sentirais le courage nécessaire pour continuer quelque jour, au travers des aspects si variés de la misère chez l'enfance, un voyage dont la tristesse m'a parfois rappelé ces cercles douloureux de *l'Enfer* du Dante, dont chacun enserre de nouveaux tourmens et de nouvelles victimes :

Nuovi tormenti e nuovi tormentati,
Mi veggio intorno, come ch' io mi muova.

OTHENIN D'HAUSSONVILLE.

UN

CRITIQUE AU XVIIIE SIÈCLE

On lit toujours l'abbé Desfontaines, mais on parle de Fréron, on écrit des livres pour et contre lui, et la bataille qui se livre autour de ce nom est presque aussi vive qu'il y a un siècle, quand *l'Écossaise* fut jouée au Théâtre-Français. Il n'en faut plus douter: Fréron est immortel. Il n'y a pas que les poètes, les historiens, les savans de génie qui entrent au temple de mémoire : l'événement a prouvé que les critiques y ont aussi leur place. On peut disputer sans fin sur les mérites et les défauts de Fréron ; il n'importe. Puisqu'il est encore attaqué par les uns, défendu par les autres, il existe.

Je voudrais essayer de montrer, comme je la vois, la figure ironique et fine du célèbre critique français. Tout d'abord il faut triompher de la puissance invétérée de mille associations d'idées toutes faites que nous avons puisées dans les livres et dans la tradition. Au fond de nos consciences, nous portons tous un portrait de Fréron, portrait d'une assez fastidieuse uniformité : Fréron est l'ennemi de Voltaire, de D'Alembert, de Diderot, le délateur des encyclopédistes, le censeur vénal et bas des plus beaux génies du XVIIIe siècle ; c'est l'ange de ténèbres qui lutte avec les dieux de lumière; jésuite ou ex-jésuite, comme son maître l'abbé Desfontaines, Fréron est l'incarnation du fatal génie de la société de Jésus en guerre avec l'esprit moderne.

Ce portrait est-il véritable? est-il seulement vraisemblable? Au dernier siècle, dans le feu des batailles épiques pour la tradition ou pour la révolution, on pouvait croire encore que tous les bons étaient d'un côté, tous les méchans de l'autre. Depuis, nous avons lu Sainte-Beuve, et nous avons appris à nous défier de ces jugemens d'une simplicité naïve. Les hommes ne sont jamais ni absolument bons ni tout à fait mauvais. La nature humaine, pétrie de bien

et de mal, est un composé de grandeur et de bassesse, de bon sens et de déraison, à peu près partout et toujours le même, et la dernière besogne dont se chargerait un critique serait assurément de discerner les bons d'avec les méchans. Il a trop médité, avec Pascal, ces mots profonds : *summum jus, summa injuria.* Notre équité, fruit mûr et exquis du scepticisme, nous met également en garde contre la faveur et le dénigrement.

Nous vivons en un siècle où il est fort de mode de réhabiliter les gens; mais le panégyrique appelle la satire, et tandis que les uns ont accordé libéralement à Fréron toutes les vertus, les autres l'ont traité de coquin et de maraud presque aussi haut que le seigneur de Ferney. Il y a eu un très grand abus d'épithètes. Il fallait laisser parler les faits. Pour qui les sait, l'éloge et le blâme ne signifient plus grand'chose. En tout cas, celui-là ne croit pas plus à la scélératesse de Fréron qu'à l'esprit de Mme de Pompadour.

I.

Fréron ne fut pas un enfant précoce. Il passa ses premières années dans une vieille ville de Basse-Bretagne, à Quimper, où son père possédait une échoppe de joaillier, rue Obscure. Cette ruelle sombre, dont les masures projetaient de chaque côté les pignons sur la voie, si bien qu'il faisait presque nuit à midi, une arrière-boutique humide et une petite basse-cour, voilà les premiers lieux et les premiers objets qui frappèrent l'imagination du futur critique et qui, jusqu'à dix ou douze ans peut-être, composèrent pour lui l'univers. Fréron a toujours eu l'esprit lent et le travail difficile. Ce qu'il avait une fois mis dans sa tête y acquérait la solidité du granit de son sol breton, mais il n'était pas facile d'y faire entrer quelque chose. Pour ses parens, Fréron était un enfant arriéré, une manière de petit idiot inoffensif à qui l'on confiait la garde des dindons. Tel il nous apparaît en effet, sur son petit fauteuil, une verge à la main, dans la basse-cour de son père (1). Fréron rappelait souvent ce trait de son enfance.

Il semble bien que, comme il arrive, l'intelligence de Fréron se développa avec d'autant plus de puissance qu'elle avait été moins précoce, car on ne peut douter qu'il n'ait fait d'excellentes humanités. Il commença ses études à Quimper et fit sa rhétorique à Paris sous le père Brumoy et le père Bougeant. Un oncle qu'il avait aux environs de la rue Saint-Jacques lui donna un asile dans sa maison; puis il entra au noviciat des jésuites de la rue du Pot-de-

(1) *L'Espion anglais,* III, 178.

Fer. Fréron fut bientôt nommé régent au collége Louis-le-Grand; il professa deux ans et demi (1). On ne sait pour quelle cause il sortit de la société de Jésus; il n'avait pas vingt ans lorsqu'il quitta l'institut. Voltaire parle de « fredaines, » mais il paraît bien que tout le crime du jeune régent était d'avoir été reconnu au Théâtre-Français sous des habits laïques. Quoi qu'il en soit, Fréron entra dans le monde avec le petit collet et sous le nom d'abbé. Il collabora d'abord aux *Observations sur les écrits modernes* et aux *Jugemens* de l'abbé Desfontaines, le meilleur guide, à tout prendre, qu'un jeune homme désireux de faire de la critique pût suivre alors. On lui payait vingt-quatre livres la feuille d'impression : c'était toute sa ressource pour vivre.

Puis l'abbé Fréron devint le chevalier Fréron. Il porta l'épée, l'habit à larges basques et le chapeau sous le bras. Il fréquentait les tripots et trichait volontiers au jeu comme le chevalier des Grieux ou le premier grec venu (2). Bref, Fréron fut quelque temps un petit-maître d'une élégance accomplie. Il avait ce qu'on appelait une noble figure, bien encadrée dans une forte perruque à trois rouleaux poudrés et posés sur de larges épaules. Dans les portraits de Cochin, tous de profil, le front est étroit et violemment déprimé par places, le nez très aquilin et carré à son extrémité, la bouche à la fois spirituelle et sensuelle, le regard intelligent, quoiqu'un peu voilé. La tête est droite, dans l'attitude doctorale qui convient à un Aristarque, mais sans raideur, sans nul air de défi. Certes, il y a du pédagogue dans cette figure, du régent de collége, du pédant, si l'on veut; ce qui domine pourtant, c'est la solidité, la rectitude, un sens étroit, mais droit et judicieux. Nulle vie intense n'allume cet œil vague; les traits sont gros et noyés dans la graisse. Si un sourire ironique et contenu, d'une imperceptible finesse, semble voltiger sur la lèvre supérieure du critique, l'inférieure avance d'une manière déplaisante et donne au bas de la physionomie une vulgarité presque bestiale. Il est impossible de rencontrer de plus solides mâchoires, un appareil de mastication plus formidable. La bonne chère et le vin, voilà les passions maîtresses de cette forte et solide nature, qui s'alourdit d'assez bonne heure. Fréron avait le tempérament aussi dur que la tête. Il eût dû vivre un siècle; mais des excès de toute espèce, un état en quelque sorte permanent d'indigestion et de congestion, et d'horribles attaques de goutte le tuèrent avant soixante ans. Il avait apporté de « sa province, » comme il disait, certain goût de grosse ivresse; seulement, à Paris,

(1) *Anecdotes sur Fréron* (Voltaire).

(2) Il paraît bien, comme l'affirme l'auteur des *Anecdotes*, que Fréron est « l'homme de lettres » dont parle l'abbé de La Porte dans *l'Observateur littéraire*, 1758, II, 319-20

ce n'était plus du cidre qu'il buvait, ainsi qu'aux pardons de Bretagne; l'abbé Desfontaines, qui était un bon et vrai Normand, semble lui avoir aussi donné le goût de la grasse vie plantureuse de sa patrie. Bref, dans cet Aristarque modèle, si fin et si judicieux à ses heures, peut-être alors aussi digne qu'un autre d'être le vengeur du goût, des mœurs et de la religion outragés par les philosophes, il y avait une brute cynique, débridée, qui se cabrait et ruait lorsqu'un sang enflammé coulait à torrens dans ses veines et l'aveuglait de lueurs rouges.

Le rouge, telle était, ce semble, la couleur préférée de Fréron. Il portait volontiers un habit d'écarlate. Piron, qui a fort connu le critique, fait même à ce sujet un récit très piquant et qui montre à merveille ce que c'était que Fréron. Le critique et le poète étaient à table chez M. S... Piron tira de sa poche une jolie tabatière formée de deux morceaux de porcelaine de Saxe et montée en or. On fut curieux de la voir de près, et, de main en main, elle parvint à Fréron, qui la loua si fort que Piron se crut obligé de lui dire qu'elle était bien à son service. « Il ne fit point le sot, l'accepta très obligeamment et la serra, puis parla d'autre chose. » Le procédé ne fut pas du goût de tous les convives. Melot, bibliothécaire des manuscrits, qui se trouvait placé à côté de Fréron, enleva la boîte de la poche du critique et, secondé de toute la ronde, força Piron de la reprendre. Mais, au sortir de chez M. S..., dès que Piron se trouva seul aux Tuileries avec l'ami Fréron, il le supplia de si bonne grâce d'accepter la tabatière que celui-ci la prit une seconde fois. Rentré chez lui, Piron raconta l'aventure à sa femme. Elle le savait plus attaché qu'il ne le voulait paraître à cette bagatelle, à cause de la main dont il la tenait; elle court chez Prault, alors le libraire de Fréron, et lui remet huit louis, s'il veut négocier le rachat de la tabatière auprès du critique. Quand Prault put le joindre, trois ou quatre jours après, il le trouva en bel habit d'écarlate. Il était trop tard : Fréron avait vendu la tabatière au valet de chambre du duc de Valentinois, curieux des moindres bagatelles élégantes.

Piron, qui avait rédigé de sa main ce récit inédit (1) à la fin d'un recueil de trente-deux épigrammes dirigées contre Fréron, s'est surtout proposé d'établir que le convive de M. S... n'était pas un voleur, ainsi que Le Brun, piqué au vif par les critiques de Fréron, l'avait écrit dans une brochure. Sans doute Piron voyait bien quelque indécence dans le sans-gêne de l'Aristarque; mais ce qui le fâchait, c'est que, le jour même où celui-ci endossait le magnifique habit écarlate qu'avait payé la tabatière, il publiait un article contre la *Louisiade* de son bienfaiteur! Dévaliser les gens et les louer en-

(1) *OEuvres inédites de Piron,* publiées sur les manuscrits autographes originaux, avec introduction et notes, par M. Honoré Bonhomme, p. 195 et suiv.

suite pour obtenir son pardon, c'est ce qu'on voit trop souvent; mais critiquer les poètes qui nous offrent des tabatières de porcelaine de Saxe et nous habillent d'écarlate, n'est-ce pas montrer au monde qu'on a l'âme haute et fière d'un juge incorruptible et d'un véritable censeur littéraire?

L'année où meurt l'abbé Desfontaines, Fréron prend son essor et s'essaie à voler de ses propres ailes. Ainsi que l'a tant répété Voltaire (non sans quelque variante), Fréron est né, il est sorti du « cadavre de Desfontaines. » En 1745, il publie ses premières feuilles périodiques de critique littéraire sous ce titre : *Lettres de Mme la comtesse de *** sur quelques écrits modernes*. Fréron n'avait rien d'une comtesse, on doit en convenir, et ses airs éventés de petit-maître n'ont jamais dû tromper personne. Comme le prouve l'exemple de Desforges-Maillard, la mode était à ces innocentes mystifications. Il ne parut que dix-neuf *Lettres :* la feuille de Fréron fut supprimée, et l'auteur enfermé au donjon de Vincennes. Je ne crois pas qu'il l'ait fait exprès; en tout cas, c'était bien jouer pour commencer. On verra bientôt qu'à cette époque, où les journalistes étaient sous la main de la police, il suffisait d'un mot, d'une simple allusion satirique à un personnage un peu connu (Fréron avait parlé de l'abbé de Bernis), pour faire suspendre ou supprimer un journal et envoyer les écrivains dans quelque prison d'état. Fréron a visité tour à tour presque tous les châteaux de cette espèce destinés aux beaux esprits, depuis le For-l'Évêque jusqu'à la Bastille. Mais c'est ici qu'éclate la bonté de son caractère : tant qu'il fut jeune, et aussi longtemps que la goutte ne le tortura pas trop, il prit très bien la chose et ne protesta point contre les tyrans. Il faut ajouter qu'il sentait moins ses maux que d'autres. Dès sa première détention au château de Vincennes, Fréron prit l'habitude de s'étourdir dès le matin sur son malheur, « ce qui lui faisait, disait-il, supporter patiemment le reste de la journée (1). »

Aller à Vincennes était bien pour un jeune critique : trouver des protecteurs et surtout des protectrices pour l'avenir était mieux. Fréron n'y manqua pas. On devine de quel côté il se tourna. Sans être un grand saint, Fréron était un bon chrétien. Il croyait tous les mystères et tous les dogmes de sa religion avec la simplicité ingénue d'un homme qui n'y avait jamais réfléchi. La nature d'ailleurs n'avait point fait de lui un métaphysicien. Il est impossible de moins penser sur les matières abstraites. Que peut bien avoir fait Fréron de ses facultés rationnelles? On en découvrirait difficilement la trace dans toute son œuvre. En vrai régent de collége, il haïssait d'instinct les philosophes qui n'avaient point pris leurs

(1) *L'Espion anglais, ibid.*, p. 165.

degrés en Sorbonne, et, plus encore que les philosophes, il détestait cette philosophie nouvelle qui, avec les idées et les mœurs, transformait la littérature. Ainsi Fréron ne pensait guère; il ne réfléchissait jamais : c'était, je le répète, un excellent chrétien. Ajoutez que le critique était déjà marié et père de famille. Les protecteurs d'un si solide défenseur de la morale, de la religion et du goût étaient tout désignés : il suffit à Fréron d'adresser quelque supplique à Stanislas par le canal d'un secrétaire pour que le roi de Pologne, sa fille, la bonne reine Marie Leczinska, le dauphin, la dauphine, Mesdames de France et tout le haut clergé étendissent les mains sur le gazetier bien pensant. Désormais cet épicurien bas-breton, qu'Horace eût souvent trouvé de mauvaise compagnie, surtout après boire, est couvert du bouclier de la religion.

La vie de Fréron, d'apparence si sage et si bien ordonnée, n'était peut-être pas fort édifiante; mais, outre que les petits scandales domestiques du journaliste n'arrivaient point à la connaissance de la reine, on sait que les dévots ne tiennent guère qu'à la pureté de la foi, laquelle fut toujours entière chez Fréron. Il n'était pas plus mal marié que Jean-Jacques ou Diderot; mais il ne l'était pas moins. Il avait épousé, dans un premier mariage, une nièce qu'il rencontra chez sa sœur : elle faisait l'office de servante, balayait la rue devant la boutique de cette sœur, qui, dit-on, était fripière à l'enseigne du *Riche Laboureur*. Fréron demeurait chez sa sœur et payait 1,200 livres pour son entretien. Ennuyé des mauvais traitemens qu'il voyait la tante infliger chaque jour à la nièce, Fréron emmena la jeune fille dans une chambre garnie de la rue de Bussi; puis il acheta des meubles, et, devenu père, il épousa par dispense sa jeune parente. Cela n'empêcha pas Stanislas, qui avait fait entrer Fréron dans son académie de Nancy, d'être le parrain de son fils. Tous les ans, le critique allait à Versailles présenter ce fils au roi de Pologne : l'enfant tendait à son protecteur un compliment en mauvais vers que Fréron avait composés pour la circonstance.

L'air de la cour, qu'il prit souvent, n'a jamais fait de Fréron un gentilhomme. Le pédant de collége perçait sous le courtisan. De bonne heure opulent et prodigue de son or, il contestait avec ses créanciers, lésinait et finalement s'entêtait dans son refus de les payer. Les dévots plaident volontiers; il n'y avait presque pas de semaine qu'on n'appelât aux audiences du Châtelet quelque procès de Fréron. Nous possédons justement les pièces d'un procès (1) qui jette un jour étrange sur les relations de Fréron avec sa famille.

Le 1er juin 1754, à neuf heures du matin, Fréron comparaissait

(1) *Revue rétrospective*, 2e série, X, p. 452 et suiv.

au Châtelet de Paris, devant un magistrat qui lui faisait subir un long interrogatoire à la requête du sieur Edme Gauthier, marchand de vin. Fréron, alors âgé de trente-cinq ans, était déjà membre des académies d'Angers, de Montauban et de Nancy; il venait de fonder l'*Année littéraire;* il habitait dans la rue de Seine un appartement somptueux, où il avait dépensé pour plus de 30,000 livres en dorures. Que réclamait Edme Gauthier? 54 livres 12 sous, prix de quelques paniers de vin fournis en 1746 pour un repas de baptême où Fréron avait été parrain. L'enfant baptisé ce jour-là était celui de la propre sœur de l'illustre critique. Ce procès burlesque, qui avait fait du bruit parmi les gens de lettres, excita la verve de quelques contemporains. L'abbé de La Porte raconte qu'un nommé F. Olivier, lequel écrivait volontiers pour les cabaretiers, et dont la littérature se ressentait des lieux où fréquentait l'auteur, rédigea un mémoire très piquant et fort ingénieux pour Edme Gauthier contre Fréron. « Cet écrivain, » dit l'abbé, qui connaissait bien Fréron, dont il avait été pendant tant d'années le collaborateur, « cet écrivain fut prié de tenir l'enfant de sa sœur sur les fonts de baptême. Il fit venir du cabaret, à crédit, le vin du repas qui devait suivre la cérémonie. Il en but trop, selon sa coutume, s'enivra, injuria les convives et se brouilla avec l'accouchée, prétendant que c'était à elle de payer le vin. Le marchand ne veut connaître que celui qui l'a fait venir et en exige le paiement (1). » Voilà la version du cabaretier, la voilà telle que l'a reproduite l'abbé de La Porte d'après le mémoire de J. Olivier, six ans après l'audience du Châtelet, quatorze ans depuis le commencement de la guerre.

Voici maintenant ce que répondait Fréron. Il reconnaissait avoir tenu avec la demoiselle Gauthier, femme du cabaretier, sur les fonts de baptême de la paroisse Saint-André-des-Arts, au mois de mars 1744, l'enfant du sieur Duché, son beau-frère, et de sa sœur. Il demeurait alors chez ce beau-frère, rue Christine, tout près de la rue Dauphine, où était l'échoppe de Gauthier. Il est même mis à la charge de Fréron d'avoir reçu deux bouteilles pour essai, d'y avoir goûté et trouvé le vin bon. A l'audience, le gazetier ne se souvient plus de rien; il se borne à répondre qu'étant en pension chez son beau-frère « il a bu du vin sans savoir par qui le sieur Duché se le faisait fournir. » Mais un point sur lequel le commissaire-enquesteur du Châtelet insiste avec complaisance est celui-ci. Pourquoi Fréron écrivait-il au cabaretier, il y a deux mois : « Je suis fâché que vous soyez la dupe de mon beau-frère et de ma sœur; si j'avais à me louer d'eux, je paierais encore cette dette. » Qu'est-ce à dire? C'est donc parce que Fréron croit avoir à se plaindre des

(1) *L'Observateur littéraire,* 1760, I, 177.

siens qu'il refuse de payer? Fréron distingue ce qu'on paie à titre de débiteur ou à titre de bienfaiteur, mais l'élève des jésuites se trouble un peu ici et perd sa superbe assurance.

Laissons ce procès, dont nous ignorons l'issue. Il n'y pas de raison d'ailleurs pour qu'il ait jamais pris fin. Il est plus intéressant de savoir ce qu'était ce Duché, beau-frère de Fréron, et de connaître les bienfaits que celui-ci lui reproche si amèrement. Nous sommes servis à souhait par le hasard qui a conservé, à titre de document juridique (1), la lettre dont il vient d'être question à l'audience du Châtelet, lettre adressée par Fréron à son beau-frère, mais par l'intermédiaire du cabaretier. Duché, maître de musique, qui demeurait alors rue de la Comédie-Française, avait le premier donné l'exemple de cette façon peu civile de correspondre entre beaux-frères. Les lettres étant à cachet volant, le cabaretier gardait les originaux comme pièces à l'appui et n'envoyait que les copies. Le 6 mars 1754, Mlle Gauthier remit à Fréron l'insolente épître de Duché. Le critique bondit sous l'outrage et écrivit en réponse une des plus furieuses lettres qui se puisse lire en bon français; elle était ainsi datée : *A Paris, ce jeudi matin, le lendemain de la lettre fausse, impudente et stupide du sieur Duché.* Je n'en citerai que l'exorde et la péroraison:

« Il faut que vous soyez bien effronté, bien consommé dans l'imposture, pour m'oser dire que je dois quelque chose à Mme Gauthier; mais cela ne m'étonne pas de votre part; vous êtes un ingrat et vous l'avez toujours été. Votre frère, le cordonnier, me le dit encore l'autre jour dans une maison où je dînais et où il apporta des souliers. Il n'y a sorte de biens qu'il ne vous ait fait, et vous l'avez payé de l'ingratitude la plus noire. Dieu sait aussi (et les hommes un peu) ce qu'il pense et ce qu'il dit de vous. Avez-vous oublié, malheureux, ce que vous êtes, — que vous n'aviez ni habits, ni linge, ni bas, ni souliers, quand mon aimable sœur s'est amourachée de vous? Votre mémoire ne vous rappelle-t-elle plus que vous m'avez usé plus de deux douzaines de chemises, plus de vingt paires de bas, et que votre grand chagrin était de ne pouvoir mettre mes souliers, parce que la nature vous avait doué d'un pied trop énorme? »

Voilà le ton. Le dernier trait, et les mots : « Dieu sait (et les hommes un peu), etc., » permettent encore de reconnaître l'écrivain ironique et gai sous le beau-frère en colère. A cette époque, la mère de Fréron vivait encore, car il se plaint que sa sœur lui ait écrit qu'il possédait 10,000 livres de rente. Il ne nie point d'ailleurs que ce soit la vérité. « Vous me coûtez, vous et votre femme, écri-

(1) *Revue rétrospective*, 2e série, X, 449 et suiv.

vait-il à Duché, plus de 12,000 francs. Je paie pour vous les 1,044 livres de Mme Didier, que vous avez reçues et mangées; je paie 100 écus de pain au boulanger; je paie 1,200 francs à M. Martin, dont il y en a 600 au moins pour ma noire sœur. J'ai payé des cafetiers, des rôtisseurs, des tailleurs de cors, que sais-je? j'ai presque oublié mes bienfaits aussi bien que vous. Je vous ai laissé mes meubles, qui valaient 1,000 écus au moins. Je vous ai nourri, chauffé, etc., pendant trois ans. Vous étiez un pauvre petit maître de musique qui ne gagnait pas dix francs par mois. Je vous ai trouvé des écoliers, je vous ai mis à même de gagner votre vie... Ma bibliothèque, qui valait 800 francs, mes habits, qui en valaient 2,000, tout cela a été vendu, car vous avez tous deux la fureur de vendre, et il y a apparence que vous avez vendu jusqu'à votre honneur. Vous avez bien fait de vous y prendre de bonne heure, car à présent vous n'en trouveriez rien. »

Fréron a voulu rendre évidemment insulte pour insulte, il a voulu prendre le ton et le fouet du justicier, il a désiré d'être dur jusqu'à la cruauté, et il l'a été. Mais quoi! cet homme, qui refusait opiniâtrement de payer pour son beau-frère une vieille créance de 54 livres 12 sous, donnait en une année plus de 12,000 francs à sa « noire sœur » et au petit maître de musique qu'elle avait épousé; il soldait les anciennes dettes et payait les nouvelles, celles de tous les jours, du boulanger et du rôtisseur; il était venu en aide aux siens, il les avait nourris, chauffés, vêtus; il leur avait largement et généreusement abandonné ses meubles, ses habits, ses livres. Que veut-on de plus? Le voilà jugé. C'est dans une lettre irritée, furieuse, toute frémissante encore d'une grosse colère bretonne, et où l'homme a visiblement fait effort pour être méchant, qu'il paraît au contraire comme le plus tendre et le meilleur des frères, le plus dévoué et le plus généreux des humains! Je veux que ces vertus soient simples, peut-être communes dans la condition de Fréron et des siens; mais Fréron n'a jamais prétendu au martyre, il ne s'est point annoncé au monde comme un apôtre de l'humanité : c'était un simple bourgeois, un journaliste, un critique. On vient de voir que c'était peut-être un honnête homme, et même un bonhomme.

II.

Il reste à rappeler la lutte du critique avec les plus illustres écrivains du dernier siècle, lutte provoquée, acceptée et soutenue par lui jusqu'à la dernière heure, et dans laquelle il rencontra des adversaires plus redoutables que le sieur Duché et son cabaretier. Dès 1749, époque où Fréron inaugura une nouvelle revue critique

de littérature, les *Lettres sur quelques écrits de ce temps*, Voltaire mande au comte d'Argental : « Pourquoi permet-on que ce coquin de Fréron succède à Desfontaines? Pourquoi souffrir Raffiat après Cartouche? Est-ce que Bicêtre est plein (1)? » Il semblerait que Fréron eût osé adresser quelque critique au grand écrivain. Le cas ne serait point pendable, mais il n'en est rien. Fréron, qui déjà n'avait pas trouvé de son goût *Denys le tyran*, « avait déchiré d'un bout à l'autre » l'*Aristomène* de Marmontel. Or Marmontel était le protégé de Voltaire, un disciple du maître. Ainsi, non-seulement Fréron avait succédé à Desfontaines, il n'admirait pas suffisamment le génie dramatique de Marmontel. C'étaient là, aux yeux de Voltaire, deux crimes irrémissibles, quoiqu'au fond il fût sans doute du même avis que le critique.

Mais si Fréron s'attaquait à Voltaire, au dieu lui-même, et non plus à ses saints? Il l'osa. Le tome VI[e] des *Lettres sur quelques écrits de ce temps* (2), de 1752, s'ouvre par ce portrait :

« S'il y avait parmi nous, monsieur, un auteur qui aimât passionnément la gloire, et qui se trompât souvent sur les moyens de l'acquérir; sublime dans quelques-uns de ses écrits, rampant dans toutes ses démarches; quelquefois heureux à peindre les grandes passions, toujours occupé de petites; qui sans cesse recommandât l'union et l'égalité entre les gens de lettres, et qui, ambitionnant la souveraineté du Parnasse, ne souffrît pas plus que le Turc qu'aucun de ses frères partageât son trône; dont la plume ne respirât que la candeur et la probité, et qui sans cesse tendît des piéges à la bonne foi; qui changeât de dogme selon les temps et les lieux, indépendant à Londres, catholique à Paris, dévot en Austrasie, tolérant en Allemagne : si, dis-je, la patrie avait produit un écrivain de ce caractère, je suis persuadé qu'en faveur de ses talens on ferait grâce aux travers de son esprit et aux vices de son cœur. »

Tout le monde reconnut Voltaire. Certes, ce portrait est un des plus fins, des plus vrais et des plus littéraires que l'on connaisse. Il y a beaucoup d'art et un très grand bonheur dans le choix et la place des mots de cette longue période, si légère d'allure. Toutes les épigrammes sont finement aiguisées et portent comme des traits lancés d'une main assurée. L'ironie, délicate et enjouée, fait peu de cruelles blessures; elle en fait pourtant quelques-unes, il faut en convenir, mais si discrètement! Ceux qui ne connaissent pas Fréron, ou, ce qui revient au même, ne le jugent que sur la réputa-

(1) *Correspondance générale*, 24 juillet 1749.

(2) L'article est consacré aux *Mémoires sur la vie de mademoiselle de Lenclos*, par Bret. Cet article de Fréron me paraît un petit chef-d'œuvre, très bien fait pour donner une idée juste de la nature de son talent, d'une ironie fine et aimable.

tion qu'on lui a faite, s'attendent toujours à rencontrer un gazetier impudent, grossier, mal élevé, au verbe haut, à la voix rogue et dure; ils s'imaginent que Fréron avait volontiers l'insulte à la bouche, et qu'il se vengeait du dédain et de la haine des libres penseurs en les injuriant. C'est trop juger les écrivains catholiques du dernier siècle par quelques-uns de ceux du nôtre.

Si Fréron n'était pas un humaniste, il avait du moins fait de bonnes humanités. Ses excellens maîtres, les pères jésuites de ce temps-là, lui avaient inspiré l'amour de nos grands classiques; il avait le culte de Boileau et de Racine; il possédait les traditions du goût et du génie littéraire de notre nation; il respectait trop la langue française pour l'avilir par un parler bas et vulgaire; à l'école de Despréaux et de Desfontaines, il apprit à estimer l'office de la critique, et, sans parler de mission ni d'apostolat, il sut toujours garder le respect de soi-même. On ne le prendra pas à traiter de Mandrins ceux qui l'appellent Cartouche. Dans les conjonctures les plus graves pour lui, quand ses adversaires sont sur le point de triompher, qu'ils ont la faveur du ministre ou l'oreille de la favorite, quand ses feuilles peuvent être supprimées d'un moment à l'autre et qu'il ignore chaque soir s'il ne se réveillera pas le lendemain dans quelque prison d'état, Fréron écrit sur les ouvrages de ses plus mortels ennemis de ce ton uni et calme d'homme du monde, avec cette politesse de lettré et cette pointe d'ironie souvent imperceptible qui font du portrait de Voltaire une des meilleures pages de la littérature française au XVIIIe siècle.

Voltaire ne pouvait être de ce sentiment. Il entra en fureur, et de Berlin, où il se trouvait alors, il mit en mouvement Mme Denis et fit agir à Paris tous ses amis auprès de Malesherbes, le directeur de la librairie. Il voulait qu'on ôtât à Fréron « le droit qu'il s'était arrogé de vendre les poisons de la boutique de l'abbé Desfontaines. » En d'autres termes et à défaut d'une lettre de cachet pour faire enfermer Fréron, il demandait qu'on brisât la plume de l'audacieux gazetier. Les amis de Voltaire étaient déjà puissans : ils arrachèrent à Malesherbes l'ordre de suspendre les *Lettres sur quelques écrits.* Mais ce qui prouve que tous les gens d'esprit n'étaient point avec l'homme de France qui en avait le plus, c'est cette épigramme :

La larme à l'œil, la nièce d'Arouet
Se complaignait au surveillant Malsherbe,
Que l'écrivain, neveu du grand Malherbe (1),
Sur notre épique osât lever le fouet.
— Souffrirez-vous, disait-elle à l'édile,
Que chaque mois ce critique enragé
Sur mon pauvre oncle à tout propos distile
Le fiel piquant dont son cœur est gorgé?

(1) Fréron descendait par les femmes du poète Malherbe.

— Mais, dit le chef de notre librairie,
Notre Aristarque a peint de fantaisie
Ce monstre en l'air que vous réalisez.
— Ce monstre en l'air? Votre erreur est extrême,
Répond la nièce; eh! monseigneur, lisez;
Ce monstre-là, c'est mon oncle lui-même!

S'il faut en croire certain pamphlet du temps, c'est à Voltaire lui-même que Fréron aurait dû de pouvoir reprendre la plume. Voltaire en effet se vanta d'avoir « demandé sa grâce à M. de Malesherbes (1). » Rien ne paraît plus vraisemblable pour qui connaît Voltaire. Il n'est point d'esprit sublime qui n'ait été plus souvent troublé et obscurci par les fumées d'un tempérament presque toujours semblable à un volcan en éruption; mais, à la première éclaircie, la raison et le cœur de ce grand homme reprenaient le dessus, dominaient le tumulte des passions déchaînées et découvraient la justice à la pure lumière de l'amour.

Les *Lettres* de Fréron reparurent au bout de quelques mois. Le critique connaissait trop bien Voltaire pour croire à une longue trêve. J'estime même qu'il eût été fâché de le voir amender ses défauts, pardonner les offenses et aimer ses ennemis, car le portrait qu'il avait fait n'eût plus été ressemblant. Fréron ne désarma pas; il attaqua même, toujours avec une grande modération dans la forme, mais avec plus de fermeté et de résolution que par le passé. Les jésuites, le roi de Pologne Stanislas, la petite cour du dauphin et de Mesdames, le poussèrent dans une voie fausse et qui n'était pas la sienne. Le siècle devenait philosophe, c'est-à-dire incroyant, déiste ou athée; le libre examen ébranlait les fondemens du trône et de l'autel; dans les salons comme dans les cafés, au Palais-Royal et dans Versailles même, on s'occupait bien plus de métaphysique et de théories économiques que de petits vers et de tragédies. L'Encyclopédie, c'est-à-dire la science, avait détrôné la littérature. Dans les livres comme dans les lettres, il n'était plus question que de philosophes et d'encyclopédistes. Voilà l'ennemi qu'on avait signalé au critique.

Fréron eût préféré d'autres adversaires. Ainsi que les gens de goût de l'ancienne école, il se piquait d'ignorer les sciences. La philosophie était pour lui une discipline d'école. Il lui semblait aussi indécent de parler de telles choses devant les personnes du monde que de physique ou de médecine. Quand on discutait devant lui de l'origine de l'univers, des êtres et des sociétés, il demeurait stupide. Il pensait en lui-même que ceux qui prenaient à cœur de résoudre de pareils problèmes pourraient bien être fous à lier. La solution, Fréron l'avait trouvée dès ses plus jeunes ans, lorsqu'il

(1) *Correspondance générale*, 22 juillet 1752.

étudiait au noviciat de la rue du Pot-de-Fer. Depuis il avait grandi et oublié son rudiment. L'étrange manie qu'avaient les gens de vouloir refaire le catéchisme! Il y a un peu d'ahurissement dans l'attitude de Fréron devant Diderot, D'Alembert et les autres encyclopédistes. Il en convient lui-même : « Je vois évidemment, écrivait Fréron dès 1760, qu'une nouvelle manière de penser et d'exister s'est emparée de toutes les têtes françaises, et que les idées que j'ai eues jusqu'à présent sont d'une absurdité à me faire regarder comme un imbécile, un ostrogoth, un être digne de mépris, ou tout au moins de commisération (1). » C'est bien cela, et Fréron ne savait pas si bien dire; mais voilà précisément ce qui le fâchait.

A l'égard des encyclopédistes et des philosophes, sa critique est des plus simples : il les trouve obscurs et ne peut les entendre. Il laisse le fond de leurs écrits et ne s'attache qu'à la forme; mais l'ordonnance et l'économie du discours lui paraissent aussi incompréhensibles que la matière. Contraint de plier son esprit à ce dur labeur, il semble qu'on le voit et l'entend soupirer, poser et reprendre le livre, lire, relire vingt fois la même phrase sans pouvoir s'en tirer, et finalement s'endormir sur quelque in-folio de l'*Encyclopédie*. Le réveil est terrible : c'est celui d'un magister qui se sent pris en faute devant ses écoliers et qui à tort et à travers distribue des pensums et des punitions. Prenons, par exemple, le discours de réception de D'Alembert à l'Académie française. Le philosophe avait remarqué, à propos de Descartes et de Newton, si éloquens lorsqu'ils parlent de Dieu, du temps et de l'espace, que « ce qui nous élève l'esprit ou l'âme est la matière propre de l'éloquence. » L'ancien régent de collége se réveille ici et croit se retrouver sur son terrain : il s'agit de définir l'éloquence. Fréron objecte à D'Alembert que « le propre de l'éloquence est non pas d'élever l'esprit ou l'âme, mais de persuader et de toucher, de convaincre l'esprit et d'émouvoir le cœur. Que ne s'en tient-on, continue-t-il, aux anciennes définitions de l'éloquence, qui sont très bonnes, sans en aller chercher de neuves qui ne sont pas justes! » Voilà ce que c'est que d'avoir conservé ses cahiers de rhétorique! Dans cet article, comme en son compte-rendu des *Pensées sur l'interprétation de la nature*, de Diderot, Fréron ne manque pas de reprocher au philosophe « un peu d'entortillage et d'obscurité. » La faute en est surtout à l'étude de la philosophie, qui commence à prévaloir sur la belle littérature. Or « l'amour de la philosophie poussé à l'excès, répétait le critique, nuit aux beaux-arts et au bon goût. » Qui se trompe de Fréron ou des philosophes? D'Alembert voit une cause d'élévation pour l'âme humaine dans « le contraste entre le peu

(1) *L'Année littéraire*, 1760, III.

d'espace que nous occupons dans l'univers et l'étendue immense que nos réflexions osent parcourir en s'élançant, pour ainsi dire, du centre étroit où nous sommes placés. » Cette pensée, qui est très belle et très claire, n'a que le tort de rappeler une des pensées les plus sublimes et les plus justement célèbres de Pascal. Fréron, qui n'avait sans doute pas lu Pascal chez les jésuites, n'a pas l'air de connaître le passage classique dont nous parlons. Il se trouve encore arrêté par « l'obscurité » du texte et avoue que ses lumières naturelles ne la sauraient percer. « Je n'entends pas trop, dit-il, la pensée de l'auteur, lorsqu'il dit que ce qui nous anéantit nous élève, que ce qui nous rapetisse nous rend grands. »

Il y voyait plus clair quand il avait à examiner quelque ouvrage purement littéraire sorti de la plume d'un philosophe. Le goût très fin et très classique de Fréron était surtout blessé par le pathos, le ton déclamatoire et lyrique qui domine en tant de pages, d'ailleurs fort éloquentes, de Diderot et de Rousseau. On est trop enclin à juger, par ces écrivains célèbres, de la nature véritable du style au XVIIIe siècle. Montesquieu, Voltaire, Grimm, D'Alembert, Mme du Deffant, n'ont rien de cette emphase sentimentale qui n'offense pas moins notre goût que celui de Fréron. Le critique représentait donc la pure tradition des lettres françaises lorsqu'il écrivait, dans son examen du *Discours sur l'origine et les fondemens de l'inégalité parmi les hommes :* « Après un exorde diffus, où M. Rousseau se suppose modestement *dans le Lycée d'Athènes, ayant les Platon et les Xénocrate pour juges, et le genre humain pour auditeur,* il élève la voix et, de ce ton qu'affecte ridiculement et en toute occasion une certaine bande anséatique de prétendus philosophes, il s'écrie : *O homme, écoute; voici ton histoire* (1). » Qui n'en dirait autant de l'exorde emphatique des *Pensées* de Diderot *sur l'interprétation de la nature :* « Jeune homme, prends et lis! »

Mais, à l'époque où il écrivait, Fréron devait user de tant de prudence et de ménagement envers les amis des maîtresses du roi et les puissans maîtres de l'opinion, qu'il y perdait beaucoup de ses avantages. On avouera en effet que ce n'est pas précisément par le génie épique ou dramatique que les encyclopédistes se recommandent de la postérité. Aussi, dès que l'un d'eux publiait un poème ou une tragédie, Fréron taillait sa meilleure plume et s'apprêtait à lui dire la vérité. Justement, en 1757, Diderot donna au public une grosse tragédie en cinq actes et en prose, un drame larmoyant, *le Fils naturel,* que Fréron trouve « détestable » et considère comme un attentat « contre le bon sens et le bon goût. » Voilà sa pensée vraie, non pas telle qu'il l'eût exprimée dans ses feuilles, car il ré-

(1) *L'Année littéraire,* 1755, VII, 37.

pugnait à se servir d'expressions aussi fortes, mais telle qu'il la révélait à Malesherbes dans une lettre particulière (1).

On avait déjà imprimé seize pages de la critique du *Fils naturel;* Fréron avait lu l'article à mesure qu'il le faisait, et le public attendait, lorsqu'il apprit que M. de Malesherbes voulait le réconcilier avec Diderot! Ce jour-là Fréron dut croire que le chef de la librairie était aussi devenu fou. Il proteste à M. de Malesherbes qu'il est trop jaloux de lui plaire pour avoir un instant balancé sur le parti qu'il avait à prendre : « Il suffit que vous désiriez que nous vivions en bonne intelligence, M. Diderot et moi, pour que je m'y prête de bonne grâce. » Mais il ne peut croire que, de la part des encyclopédistes, ce désir de rapprochement soit sincère. Il soupçonne un piége et se flatte même d'avoir éventé le complot : Diderot vise à l'Académie; on ne pouvait empêcher Fréron de parler du *Fils naturel,* « le seul ouvrage que Diderot ait écrit du genre de l'Académie; » qu'ont fait les encyclopédistes? Ils ont imaginé de le rendre l'ami de passage de Diderot, uniquement pour que sa comédie ne fût point tournée en ridicule, « bien déterminés, ajoute Fréron, après qu'ils auront obtenu ce qu'ils veulent pour le moment, à rire de ma simplicité d'avoir donné dans ce piége. » Et Fréron énumère à M. de Malesherbes toutes les raisons qu'il a de se plaindre de ces philosophes qui l'ont fait mettre à la Bastille, qui lui ferment toutes les voies aux récompenses littéraires, qu'il « croit mériter aussi bien qu'eux pour le moins, » et qui le flétrissent dans le monde par mille infâmes calomnies. Si l'on pensait qu'il a fait les premières avances, on lui prêterait une lâcheté à laquelle il ne s'abaissera jamais. « Je ne crains, s'écrie fièrement le critique, je ne crains ni M. Diderot ni aucun de ces messieurs (2). »

Ce qui faisait reculer Fréron devant la pensée d'un rapprochement avec Diderot et ses amis, c'était bien moins l'hérésie religieuse ou politique que l'hérésie littéraire. « Diderot et les siens, disait Fréron à M. de Malesherbes, sont des novateurs très dangereux en matière de littérature et de goût, pour ne parler que de ces sujets, les seuls qui soient de ma compétence; c'est sur eux principalement que doivent tomber les traits de la critique. » Peut-être n'eût-il pas tenu un langage aussi peu chrétien, aussi dégagé des intérêts supérieurs de la foi et des bonnes mœurs, devant la reine ou le dau-

(1) Cette lettre inédite, très belle et très curieuse, vient d'être publiée et commentée par M. Étienne Charavay, avec le savoir exact et minutieux, le tact achevé et délicat dont cet archiviste est coutumier. Voyez *Diderot et Fréron, documens sur les rivalités littéraires au dix-huitième siècle.* Paris, Lemerre 1875.

(2) En répondant à une lettre de La Condamine (vers 1754?), Fréron disait déjà : « ... Et vous verrez qu'un Breton n'est point fait pour sacrifier à un vil intérêt *ses sentimens* et ses amis. » *Mémoires et correspondances historiques et littéraires inédits,* publiés par M. Charles Nisard (Paris 1858), p. 140.

phin de France, — mais c'est qu'alors il eût été moins sincère. Nous touchons ici au fond de sa pensée : comme tous les purs lettrés, il s'inquiétait peu de la qualité des doctrines et ne considérait que la façon dont les choses étaient dites. Or l'auteur du *Fils naturel*, qui était déjà le père d'un gros livre érudit et ennuyeux au gré de Fréron, l'*Encyclopédie*, venait d'exposer sur le théâtre de Corneille et de Racine une sorte de monstre sans nom, en dépit de La Chaussée, un drame bourgeois, une comédie larmoyante, dont Boileau eût purgé la scène française! On juge de sa douleur quand, son article écrit, — un article auquel il avait travaillé « plus de huit jours, » — il crut voir se dresser tout à coup à ses côtés, souriant et lui tendant la main, le détestable auteur d'une pièce plus détestable encore! La fortune lui épargna cette honte et ce chagrin. Diderot et Fréron ne se réconcilièrent point. Seulement le critique, par égard pour M. de Malesherbes, consentit à se taire quelques mois sur *le Fils naturel*. Quand on n'en parla plus, il publia son examen. Il le fit avec une modération et une discrétion qu'il faut bien reconnaître, et qui ne sont plus guère dans nos mœurs. « Je suis bien sûr, disait-il en parlant du *Fils naturel*, de ne point blesser, dans l'examen que j'en vais faire, les égards que mérite M. Diderot. Je suis certain encore, d'après tout ce qu'on m'a dit de son caractère et de sa façon de penser, qu'il est moins fait qu'un autre pour s'indigner avec hauteur d'une critique juste, honnête et polie. »

Dans ces derniers mots, Fréron fait allusion à la susceptibilité de Voltaire ou peut-être de D'Alembert. Sainte-Beuve, dans un article sur Malesherbes, a cité une lettre où ce savant demande « justice » au chef de la librairie d'une note dans laquelle Fréron a osé citer un de ses ouvrages. L'outrage était sanglant en effet et criait vengeance. D'Alembert paraît ici et ailleurs encore (1) comme un de ces apôtres de la liberté qui seraient les pires tyrans de l'humanité s'il leur était jamais donné de la gouverner. En attendant, ces amis du droit et de la justice persécutent leur famille (quand ils en ont une), dénoncent leurs adversaires à l'autorité et trouvent tout naturel d'envoyer leurs censeurs à la Bastille. Voici cette lettre de D'Alembert, « qui, dit Sainte-Beuve, voulant toute liberté et toute licence pour lui, n'en souffrait aucune chez les autres : »

« Monsieur,

« Mes amis (2) me forcent à rompre le silence que j'étais résolu de

(1) Voyez, dans *l'Espion anglais*, le plaisant démêlé qu'eut D'Alembert, en 1755, avec le père Tolomas, régent de rhétorique au collége de Lyon, et la lettre, d'une vanité si ridicule, qu'il écrivit à la Société royale de Lyon.

(2) Sainte-Beuve ajoute ici entre parenthèses : « Les amis servent toujours à merveille en ces occasions-là. »

garder sur la dernière feuille de Fréron. L'auteur des *Cacouacs* (1), en attaquant l'*Encyclopédie* en général et quelques-uns des auteurs en particulier, avait jugé à propos de ne rien dire nommément contre moi; il a plu à Fréron de ne pas suivre cet exemple. Dans un endroit des *Cacouacs*, il est parlé de la géométrie : Fréron, en rapportant cet endroit, *a ajouté une note dans laquelle il cite un de mes ouvrages,* pour faire connaître que l'auteur a voulu me désigner en cet endroit, quoique la phrase qu'il rapporte ne se trouve dans aucun de mes ouvrages. Mes amis m'ont représenté, monsieur, que les accusations de l'auteur des *Cacouacs* étaient trop graves et trop atroces pour que je dusse souffrir d'y être impliqué nommément; je prends donc la liberté de vous porter mes plaintes du commentaire que Fréron a fait à mon sujet, et de vous en demander justice. »

Malesherbes, qui était l'ami des philosophes, mais qui l'était encore plus de l'équité et de la tolérance littéraire, refusa de punir Fréron. C'était un des principes les plus fermes de ce sage en matière de presse, que la critique littéraire devait être permise, et que l'examen d'un livre dans lequel l'auteur n'est jugé que d'après son œuvre est critique littéraire. Il fit pourtant quelques remontrances à Fréron, qui répondit, au jugement de Sainte-Beuve, « avec toute sorte d'esprit et de justesse (2). »

« Monsieur,

« Il m'est impossible de vous envoyer la note des articles encyclopédiques où je suis directement ou indirectement attaqué. Je n'ai jamais lu toute l'*Encyclopédie* ni ne la lirai jamais, à moins que je ne commette quelque grand crime, et que je ne sois condamné au supplice de la lire. D'ailleurs ces messieurs me font venir à propos de botte dans les articles les plus indifférens et où je ne soupçonnerais jamais qu'il fût question de moi. On m'a dit qu'à l'article *Cependant*, par exemple, il y avait deux traits, l'un contre Dieu, l'autre contre moi; mais l'article où ils se sont le plus déchaînés sur mon compte, c'est l'article *Critique;* il y en a mille autres que je ne me rappelle pas et mille autres que je n'ai pas lus. »

Puis Fréron recommence la kyrielle de ses récriminations contre les encyclopédistes qui l'ont fait mettre à la Bastille, qui se sont efforcés de lui ôter la protection du roi de Pologne, qui ont pensé le faire chasser de l'académie de Nancy, qui ont écrit mille horreurs sur son compte à la cour de Lunéville, etc. Ce qui est piquant, c'est qu'à cette date (27 janvier 1758), il y avait quatre ans que le roi

(1) Plaisanterie de Moreau contre les encyclopédistes.

(2) Sainte-Beuve n'avait publié qu'une partie de la réponse de Fréron. M. Étienne Charavay a donné la lettre tout entière dans l'excellent opuscule déjà cité.

de Prusse avait agréé Fréron pour être de l'académie de Berlin. « Lorsque Diderot et D'Alembert le surent, prétend l'illustre critique, ils signifièrent à M. de Maupertuis qu'ils renverraient leurs patentes si j'étais reçu. » Il faut avouer que Fréron avait de justes sujets de n'aimer pas les encyclopédistes. En tout cas, il était dans son droit : il avait le beau rôle ; mais vers la fin de sa lettre à Malesherbes il s'exalte trop lui-même et s'échappe à écrire :

« Ils ont beau écrivailler, s'exalter réciproquement, faire les enthousiastes, mettre dans leur parti des femmes et des petits-maîtres ; ils ne seront jamais que d'insolens médiocres. Je crois que je m'y connais un peu, monsieur ; je sais ce qu'ils valent, et je sens ce que je vaux. Qu'ils écrivent contre moi tant qu'ils voudront, je suis bien sûr qu'avec un seul trait je ferai plus de tort à leur petite existence littéraire qu'ils ne pourront me nuire avec des pages entières de l'*Encyclopédie*. Ils le sentent eux-mêmes, et c'est parce que leur plume ne sert pas bien leur haine qu'ils ont recours à d'autres moyens pour se venger. A cet égard, ils auront toujours l'avantage sur moi. J'ignore l'art des intrigues sourdes et des basses manœuvres. »

C'est presque du délire ; mais le toréador serait mal venu à se plaindre de la fureur du taureau qu'il excite. Fréron d'ailleurs se livre ici à tout son ressentiment dans l'intimité, dans le secret d'une lettre confidentielle. Sa colère apaisée, la tête refroidie, il va reprendre sa plume de critique et discuter, souvent avec une mordante ironie, mais du meilleur ton, les qualités et les défauts littéraires des livres de Voltaire, de D'Alembert et de Diderot. On n'en peut dire autant de ceux-ci. A la distance où nous sommes de cette époque, et avec nos préjugés, nous avons peine à comprendre l'acharnement qu'ont mis ces grands hommes à poursuivre Fréron *per fas nefasque*. C'est qu'il n'y a pas de grands hommes pour les contemporains, il n'y en a que pour la postérité. L'idée que nous nous faisons du grand homme est aussi erronée que celle qu'on avait autrefois du génie ou de la sainteté. Il n'est rien de tel pour dissiper les préjugés à cet égard que de lire la *Correspondance* de Voltaire. Je nomme Voltaire, parce que c'est le plus beau génie de notre XVIIIe siècle, l'esprit le plus vif et le plus lumineux de tous les siècles. Ce n'était pourtant qu'un homme, — c'est-à-dire un être pétri de vertus et de vices, d'astuce et de franchise, de vanité et d'humilité, de malice et de bonté, d'avarice et de générosité, d'hypocrisie et de sincérité, tour à tour d'une cruauté et d'une tendresse que rien n'égale, digne ou rampant selon l'occasion, apôtre qui par momens laisse percer les griffes du tigre, Protée rompu à

toutes les métamorphoses, réunissant en soi tous les contrastes comme la nature elle-même, et, comme elle aussi, au-dessus de tous les petits jugemens étroits, relatifs et bornés d'une morale mesquine.

Contre Fréron, Voltaire s'est tout permis, sans scrupules, sans remords. « Il semble que cet homme, a-t-il dit en parlant du critique, soit le cadavre d'un coupable qu'on abandonne au scalpel des chirurgiens. » Deux ans après la lettre de Fréron à Malesherbes que nous venons de citer, on voit paraître coup sur coup la satire du *Pauvre Diable*, où Fréron, une trentaine de vers durant, est fouetté jusqu'au sang; *l'Écossaise*, où le critique est mis au pilori en plein Théâtre-Français; les *Anecdotes sur Fréron*, que la *Correspondance* de Grimm elle-même appelle un « tas d'ordures détestables; » enfin le XVIIIe chant de *la Pucelle*, où Voltaire a mis ses ennemis en capilotade, où il nous les montre, Fréron en tête, enchaînés deux à deux, traversant la forêt d'Orléans : ils sont en route pour Marseille, où ils rameront sur les galères de l'état. Voltaire a dit et écrit cent fois que Fréron avait été aux galères; il a dû finir par le croire.

L'Écossaise fut représentée le 26 juillet 1760. On connaît le sujet et la fortune de cette comédie larmoyante, une des plus médiocres de Voltaire. La toile se lève sur un café de Londres; dans un coin, auprès d'une table sur laquelle il y a une écritoire, Frélon (1) lit la gazette. Il est là comme chez lui; il donne audience aux auteurs et rédige ses feuilles en causant de la pièce nouvelle avec les habitués du café. Il sèche d'envie. On donne des places aux gens de lettres, des pensions aux officiers, des récompenses à des inventeurs de machines. A lui, rien. « Cependant, s'écrie-t-il, je rends service à l'état; j'écris plus de feuilles que personne, je fais enchérir le papier... Je voudrais me venger de tous ceux à qui on croit du mérite. Je gagne déjà quelque chose à dire du mal. Si je puis parvenir à en faire, ma fortune est faite. » Et il fait comme il dit. Il sert la jalousie d'une mégère, surprend les secrets d'une famille, dénonce les gens à la police, joue le rôle d'un espion, d'un bravo, d'un vil entremetteur. Dès la seconde scène, un personnage s'étonne qu'on ne l'ait pas encore montré en public, « le cou décoré d'un collier de fer de quatre pouces de hauteur. »

On le voit, ce n'est pas la satire d'un critique que Voltaire a mise sur la scène. C'est un homme, Fréron, qu'il a voulu exposer au pilori. Or, cet homme, nous le connaissons. Malesherbes lui écrit

(1) A la représentation, d'après la volonté de Voltaire (*Correspondance*, 25 mai 1760), au lieu de Frélon on prononça le mot anglais *wasp*, « frelon, » « guêpe. » Le critique avait, dit-il, prié les comédiens de conserver le nom de Frélon, et même de mettre celui de Fréron, « s'ils croyaient que cela pût contribuer au succès de la pièce. »

avec bonté et le défend contre l'intolérance et l'injustice de ses adversaires; le duc de Choiseul l'emploie et le protége; le roi de Pologne, le dauphin, Mesdames, lui donnent maintes preuves de leur estime; la reine enfin, Marie Leczinska, jette un moment les yeux sur Fréron pour en faire son secrétaire des commandemens. Entre cet homme-là, que nous voyons passer fier et le sourire aux lèvres dans les galeries du palais de Versailles, — et la risible marionnette, taillée à coups de serpe, qui se démène et gesticule sur le théâtre au milieu d'une troupe d'autres *fantoccini*, — le contraste est trop grand, et toute illusion dramatique s'évanouit devant tant d'invraisemblance. Palissot, la même année, avait donné l'exemple de ces tristes personnalités en mettant sur la scène, dans sa comédie des *Philosophes*, Diderot, D'Alembert et Jean-Jacques Rousseau. Mais Palissot a écrit une bonne pièce, quoiqu'un peu froide, pleine de vers bien venus, légers et spirituels. *L'Écossaise*, que Voltaire se vante d'avoir « barbouillée en moins de huit jours, » n'est qu'une pochade dans le genre anglais. Si l'on excepte Fabrice, le maître du café, et Polly, la suivante de Lindane, tous les autres personnages sont dignes des tréteaux de la foire.

Je conçois que Fréron, qui avait le courage de son état, n'ait pas craint de venir à la première représentation de *l'Écossaise*. Ce n'est certes point à son déshonneur qu'il assista ce jour-là. Un plus grand que lui venait de s'abaisser, de descendre à la platitude des farces du boulevard. On dit que Fréron s'amusa fort, encore qu'il fût outré dans le fond; mais, la pièce finie, il fallait la juger. Fréron était en verve; il fit œuvre de maître ouvrier. La copie terminée fut envoyée au censeur; on la renvoya au critique couverte de ratures, et l'on sait sur quelles parties portent d'ordinaire les corrections des censeurs. Fréron passa par une de ces crises qu'ont traversées presque tous ceux qui font métier d'écrire pour le public. Il fut indigné, hors de lui; à son tour il demanda justice, écrivit lettres sur lettres à Malesherbes.

« C'est bien la moindre des choses, disait Fréron, que je réponde par une gaieté à cet homme qui m'appelle *fripon, coquin, impudent*... J'ai recours à votre équité, monsieur; on imprime tous les jours à Paris cent horreurs; je me flatte que vous voudrez bien me permettre un badinage. Le travail de mon *Année littéraire* ne me permet pas de faire de petites brochures détachées; mon ouvrage m'occupe tout entier... Mes feuilles sont mon théâtre, mon champ de bataille; c'est là où j'attends mes ennemis et où je dois repousser leurs coups...

« Quoi! il sera permis à ce malheureux Voltaire de vomir la calomnie, il sera permis à cet infâme abbé de La Porte de me déchirer dans ses feuilles, il sera permis à ce tartuffe de Diderot, à ce

bas flatteur Grimm, d'aller au parterre de la Comédie, le jour de la première représentation de *l'Écossaise,* exciter leur cabale et leur donner le signal de l'applaudissement, et je ne pourrai jeter sur mes vils ennemis un ridicule léger! » (31 juillet 1760.)

A la fin Malesherbes céda. Il comprit, comme il l'écrivait au censeur, que « le pauvre Fréron était dans une crise qui exigeait quelque indulgence. » La haute équité du directeur de la librairie nous a ainsi conservé un des meilleurs articles de journal qui se puisse lire en notre langue : je veux parler de la *Relation d'une grande bataille* (1). Fréron, qui n'a jamais eu plus d'esprit, je dis du meilleur, du plus brillant et du plus fin (2), que dans ces pages, a caractérisé sous des noms légèrement travestis les principaux chefs de l'armée philosophique qui, à la première de *l'Écossaise,* envahit le parterre de la Comédie-Française.

L'avant-garde était conduite par une espèce de *savetier,* appelé *Blaise,* qui faisait le *diable à quatre,* c'est-à-dire par Sedaine, auteur des opéras-comiques connus sous ces titres. Le redoutable Dortidius (Diderot) était au centre de l'armée : « Son visage était brûlant, ses regards furieux, sa tête échevelée, tous ses sens agités comme ils le sont, lorsque, dominé par son divin enthousiasme, il rend ses oracles sur le trépied philosophique. » Là, au centre de l'armée, était l'élite des troupes, tous ceux qui travaillent à ce grand dictionnaire *dont la suspension fait gémir l'Europe* (3), les typographes qui l'ont imprimé, les libraires qui le vendent et les garçons de boutique. A l'aile droite se tient le prophète de Boëhmisbroda ou Grimm; la gauche a pour chef le pesant La Morlière. Un corps de réserve, formé de laquais et de savoyards en redingote, recevait l'ordre d'un « petit prestolet » (l'abbé de La Porte), que Fréron déchire avec tout l'entrain d'un ancien collaborateur.

Après chaque acte, le général Dortidius dépêche un courrier aux graves sénateurs de la république des philosophes, à Tacite et à Théophraste, c'est-à-dire à D'Alembert et à Duclos, qui n'avaient point voulu exposer dans la mêlée leurs augustes personnes et attendaient, tourmentés d'une noble inquiétude, dans le jardin des Tuileries. L'aide-de-camp chargé du message était Mercure, « Mercure exilé de l'Olympe et privé de ses fonctions périodiques » (entendez Marmontel à qui l'on venait de retirer le brevet du *Mercure*). Bientôt l'armée victorieuse déboucha par le pont Royal au bruit

(1) *L'Année littéraire,* 1860, V, 200 et suiv.

(2) Je le dis après Sainte-Beuve, qui, quoiqu'il n'ait jamais écrit d'étude sur Fréron et qu'il paraisse même partager plus d'un préjugé vulgaire à l'endroit de ce critique, n'a pas laissé de le louer et de lui donner le beau rôle en toute cette affaire de *l'Écossaise.* Voyez *Causeries du Lundi,* II, 108-9.

(3) Cette phrase malheureuse est de Voltaire.

des trompettes et des clairons (le nom de la grande actrice, de l'amie de Voltaire et de Marmontel, ne pouvait manquer à la fête!). Le sénat philosophique fut entouré des vainqueurs couverts de sueur et de poussière, qui criaient : Victoire! victoire! Dortidius raconte la bataille, « d'un style sublime, mais inintelligible ». Après commence la distribution des récompenses aux guerriers qui se sont le plus distingués : les sénateurs tendent la main à l'un, sourient agréablement à l'autre, promettent à celui-ci un exemplaire de leurs œuvres, à quelques-uns des places de courtier dans l'*Encyclopédie*, à tous des billets pour aller encore à *l'Écossaise* gratis. Le soir il y a banquet, feu d'artifice, concert de musique italienne, intermèdes bouffons, illuminations à la façade de tous les hôtels des philosophes et bal philosophique qui dure jusqu'au matin. En se retirant, les sénateurs ordonnent qu'on ait à s'assembler aux Tuileries, sur les six heures du soir, pour chanter un *Te Voltarium*.

III.

Voltaire ne rit pas longtemps. Ce n'était pas son compte que Fréron s'amusât à *l'Écossaise*. Il ne connut qu'assez tard à Ferney la nouvelle de la première représentation. Quelques jours après, il écrivait à Mme Du Deffant, en la raillant sur son goût pour les feuilles de Fréron : « On dit que l'Écossaise, en automne, amène la chute des feuilles (1). » Le mot était joli, mais il n'était pas d'un prophète. Jamais les feuilles de Fréron ne furent plus lues, et l'on voit que ce n'était pas seulement par les dévots. D'Alembert témoigne aussi qu'il a été plus d'une fois témoin du goût très vif de Mme Du Deffant pour les articles de Fréron : elle en citait surtout avec éloge les méchancetés qui regardaient Voltaire. « Est-il possible, écrivait l'auteur de *la Henriade* à Marmontel, qu'il y ait *encore* quelqu'un qui reçoive Fréron chez lui? Ce chien, fessé dans la rue, peut-il trouver d'autre asile que celui qu'il s'est bâti avec ses feuilles? » Or il était vrai que l'on continuait à recevoir Fréron dans la plus haute société et chez les ministres; le critique allait souvent à Versailles pour faire sa cour à la reine, à la dauphine et à Mesdames, qui l'honoraient de leur bonté. Le duc de Choiseul, qui protégeait décidément le journaliste, s'était adressé à lui pour répondre à une ode de Frédéric contre le roi. Enfin, loin de rentrer sous terre, ce gazetier maudit venait, toujours en se jouant, et par manière de badinage, de porter un coup terrible au patriarche.

Voici à quelle occasion. Au commencement de l'année 1760, Fréron avait sollicité des comédiens français une représentation d'une

(1) *Correspondance*, 6 auguste 1760.

des pièces de Corneille en faveur d'un héritier obscur de ce grand nom, dont toute la ressource était un emploi de 50 francs par mois. Cet homme avait une fille unique âgée de seize ans qu'il mit en pension à l'abbaye de Saint-Antoine, grâce au produit de la représentation de *Rodogune*. Mais, la pension n'ayant plus été payée, la jeune fille fut recueillie chez Titon du Tillet, en attendant que l'occasion se présentât de lui faire un sort honnête. C'est dans cette maison que la connut le poète Le Brun. Il en écrivit à Voltaire, qui s'empressa d'appeler auprès de lui la petite-nièce (et non la petite-fille, comme le répète volontiers Voltaire) du grand Corneille. Il est impossible de déployer plus de bonne grâce, de montrer plus de cœur et de sensibilité qu'en fit paraître Voltaire. Cette jeune fille, il ne la traita pas seulement en galant homme, il l'entoura de soins délicats et veilla sur elle avec une sollicitude et une tendresse de père; mais enfin il n'était pas fâché d'avoir recueilli chez lui la petite-nièce de Corneille. Ce que Fréron avait fait pour le descendant du poète disparaissait dans l'éclat du sacrifice qu'offrait le patriarche aux mânes du grand tragique. En outre il faisait pièce aux jésuites, aux dévots, aux ministres, à l'Académie, à cette France ingrate, oublieuse de ses plus beaux génies.

Le Brun adressa une ode à Voltaire, *l'Ombre du grand Corneille*, où les éloges se montaient à un ton vraiment pindarique. Malheureusement il règne en toute cette ode un désordre de pensées et une incohérence de langage non moins pindariques. Fréron consacra une Lettre de son *Année littéraire* de 1760 à l'examen de cette pièce lyrique, qui parut en brochure, avec des lettres de Le Brun et les réponses de Voltaire en faveur de la petite-nièce de Corneille. Je ne citerai qu'une remarque critique de Fréron pour montrer l'utilité de l'office qu'il a si vaillamment rempli : « Le poète veut peindre la triste situation de Mlle Corneille (1); il dit entre autres choses :

Et d'un astre d'airain l'inflexible vengeance
Lui versant l'indigence
Trempa ses jours amers dans l'urne des malheurs.

« *L'inflexible vengeance d'un astre d'airain qui verse l'indigence et qui trempe les jours amers de Mlle Corneille dans l'urne des malheurs!* Si ce n'est pas là du beau, c'est du moins du neuf; mais admirez avec moi, monsieur, l'admirable combinaison de toutes ces idées. *Un astre d'airain!* Cet astre ne doit pas être fort lumineux; d'ailleurs, si cet astre est d'airain, il ne doit rien verser, etc. »

Je ne sais si beaucoup de poésies lyriques résisteraient à une

(1) *Ode et lettres à M. de Voltaire en faveur de la famille du grand Corneille et la réponse de M. de Voltaire.* Genève et Paris, Duchesne, 1760. Réimprimé à la suite de la seconde partie de *la Wasprie*, Berne, 1761.

critique aussi exigeante et raisonnable. Je veux le croire ; mais ce qui n'est point douteux, c'est que l'ode de Le Brun était détestable. Il fallait le dire, et il y avait à cela quelque courage, puisque Voltaire louait publiquement, dans une lettre imprimée, les vers de ce poète, qu'il décriait en secret : « Je vous ferais attendre ma réponse quatre mois au moins (il est vrai que l'ode avait trente-trois strophes !), si je prétendais la faire en aussi beaux vers que les vôtres. » Ce sont là de ces complimens obligés qui ne tirent pas à conséquence. En réalité, Voltaire était de l'avis de Fréron. Au cours d'une lettre à M[me] d'Argental, il avoue que « l'ode est bien longue » et « qu'il y a de terribles impropriétés de style. » M. Le Brun est son ami, donc Fréron est « un infâme, » un « chien enragé qu'en bonne police on devrait étouffer, etc. » *Sacer esto.*

Voltaire désirait très fort de lire la critique de Fréron sur l'ode de Le Brun (1). Il la demande sans cesse et presse tous ses amis de Paris de la lui envoyer. « N'aurai-je point la feuille contre M. Le Brun, contre M[lle] Corneille et contre moi ? » Il ne la reçut que le 30 janvier, et ce fut Le Brun qui la lui fit tenir. Voici ce qu'il y lut :

« Vous ne sauriez croire, monsieur, le bruit que fait dans le monde cette générosité de M. de Voltaire. On en a parlé dans les gazettes, dans les journaux, dans tous les papiers publics, et je suis persuadé que ces annonces fastueuses font beaucoup de peine à ce poète modeste, qui sait que le principal mérite des actions louables est d'être tenues secrètes. Il semble d'ailleurs par cet éclat que M. de Voltaire n'est point accoutumé à donner de pareilles preuves de son bon cœur, et que c'est la chose la plus extraordinaire que de le voir jeter un regard de sensibilité sur une jeune infortunée ; mais il y a près d'un an qu'il fait le même bien au sieur L'Écluse, ancien acteur de l'Opéra-Comique, qu'il loge chez lui, qu'il nourrit, en un mot qu'il traite en frère. Il faut avouer qu'en sortant du couvent M[lle] Corneille va tomber en bonnes mains. »

Tout cela, il faut en convenir, est touché à point et de ce tour

(1) Le Brun, sûr de l'impunité (il était secrétaire des commandemens du prince de Conti), se déchaîna avec une incroyable violence contre Fréron dans deux gros pamphlets aujourd'hui oubliés : *la Wasprie ou l'Ami Wasp* (en deux parties, Berne, 1761) et *l'Ane littéraire, ou les âneries de maître Aliboron dit Fréron* (1761). *La Wasprie*, que j'ai lue d'un bout à l'autre dans l'espoir d'y découvrir quelques traits de mœurs ou de caractère concernant Fréron, n'est qu'une longue invective, un torrent d'injures grossières où le critique est appelé filou, bipède, chiffonnier littéraire, cuistre hybernois, etc., le tout enjolivé d'innombrables citations grecques et latines à l'effet de prouver que les poètes d'Athènes et de Rome ont tous dit avant Le Brun ce que Fréron s'est permis d'appeler du galimatias double.

qui fait tout passer. Si ç'avait été un autre que Fréron, si ç'avait été Voltaire lui-même, par exemple, qui eût écrit contre un adversaire cette page d'une ironie si vive et d'une médisance si achevée, le patriarche l'eût trouvée de bonne guerre; mais il n'est plus question de littérature. Cette fois Fréron mérite bien « le carcan. » Voltaire bondit de joie à l'idée que son ennemi est enfin dans ses mains. Un libelle diffamatoire! Il n'a que quatre lignes; mais n'importe. Fréron s'est attiré une affaire qui va le conduire devant le lieutenant criminel. Voltaire le croit; c'est chose assurée. Vite, une procuration du père de Marie Corneille, une autre procuration du sieur L'Écluse, le dentiste persécuté, calomnié, qui tantôt est bien un ancien acteur de l'Opéra-Comique, et tantôt n'est plus que le cousin de celui qui a monté sur le théâtre de la foire (1). Voltaire est si préoccupé qu'il présente L'Écluse à Le Brun dans ces deux personnages, et cela à deux jours de distance (2)! Voltaire se promet d'intervenir au procès. On va écrire au chancelier et faire agir tous les ministres, le parlement, le comte de Saint-Florentin, le prince de Conti, le lieutenant de police Sartine, etc. Voici déjà un éloquent certificat de Mme Denis, cette « respectable veuve d'un gentilhomme mort au service du roi, » que Fréron (qui s'en serait douté?) a désignée comme une danseuse de corde! La nièce de Voltaire, cette grosse personne qui se piquait de littérature, comme on sait, a rédigé d'un bout à l'autre une éloquente protestation. Cela commence ainsi : « Je me joins au cri de la nation contre un homme qui la déshonore, » et finit par ces paroles mémorables : « Si cette insolence n'était pas réprimée, il n'y aurait plus de familles en sûreté! »

Quelle comédie! Elle ne pouvait finir d'une façon tragique. Malesherbes protégeait « le monstre. » A Paris, rien ne bougeait. La Tournelle criminelle tenait ses trois audiences par semaine, on exposait en place de Grève force misérables condamnés au carcan, le fer rouge du bourreau marquait de fleurs de lis des troupeaux de galériens; mais il n'y avait pas d'apparence que Fréron fût au nombre de ces malheureux. Bientôt Voltaire lui-même désespère d'obtenir justice. « Plus j'y fais réflexion, écrit-il au poète Le Brun (19 février 1761), plus je suis sûr, monsieur, que nous ne trouverons personne à Paris qui prenne intérêt à Mlle Corneille et à son nom. » C'est une chose « honteuse » que M. de Malesherbes sou-

(1) Les pièces de l'Opéra-Comique étaient représentées sur deux théâtres situés, l'un dans le cul-de-sac des Quatre-Vents, faubourg Saint-Germain, à côté de la foire, et l'autre dans le préau de la foire Saint-Laurent, du côté du faubourg Saint-Martin : ils n'étaient ouverts que pendant le cours de ces deux foires.

(2) *Correspondance*, 30 janvier (cf. 16 janvier) et 2 février 1761.

tienne Fréron; mais il le protége, il faut s'y résigner. Dans les premiers jours d'avril, Voltaire n'exige plus qu'une « rétractation, » un simple « désaveu » de la part de Fréron. Le critique ne rétracta rien et n'avait rien à rétracter. Voltaire avait bien choisi son heure, en vérité! En ce moment, il répandait, par milliers d'exemplaires, un pamphlet des plus injurieux contre Fréron, ces *Anecdotes sur Fréron écrites par un homme de lettres à un magistrat qui voulait être instruit des mœurs de cet homme.* J'ai déjà dit que Grimm lui-même appelle ce plat libelle « un tas d'ordures. » Voltaire, qui en rougissait un peu, l'attribuait tantôt à Thieriot, tantôt à La Harpe (1). Son impuissante colère contre le gazetier tournait en aigreur contre Malesherbes. Dans la rancune comme dans la haine, il lui arrive souvent de perdre toute mesure. Il osait écrire que, s'il hésitait à lui rendre justice, le chef de la librairie « partagerait l'infamie de Fréron, » et que, si le nom de Fréron était celui du dernier des hommes, le nom de Malesherbes serait à coup sûr l'avant-dernier (2).

Quelques années plus tard, après la réhabilitation de Calas, le feu de la discorde se ralluma. Fréron, avec une malice vraiment diabolique, s'amusa du ton et des prétentions de Voltaire en cette affaire. Il remarqua finement que le patriarche était de cette famille de justiciers (elle existe encore) qui croient toujours à la vertu des accusés, jamais à celle des juges! Certes Fréron est enchanté, avec toute l'Europe, que les Calas soient réhabilités. Il parle même, toujours avec l'Europe, de la bonté et de la naïveté des sentimens de Voltaire, mais il n'y croit guère. Qu'est-ce que le patriarche a vu dans cette affaire? Un sujet tragique. « Voilà d'abord sa tête poétique qui s'échauffe; qu'on ne s'y trompe pas, ce n'est pas tant un sentiment d'humanité que celui de ranimer son existence et de faire parler de lui qui l'a transporté dans cette occasion (3). »

On imagine la fureur de Voltaire quand ces lignes furent mises sous ses yeux. A quelles extrémités ne se serait-il point porté contre Fréron, s'il avait seulement eu le crédit du plus mince courtisan de Versailles! Peut-être est-il bon que les hommes de génie, ces mortels irritables, soient d'ordinaire impuissans et désarmés. S'ils trouvent jamais la fameuse formule qui doit leur livrer le secret de l'univers et les élever au rang des dieux, c'en sera fait de la critique et surtout des critiques. Mais non; Voltaire n'eût point écrasé Fréron, dont malgré tout il estimait le jugement littéraire. On connaît d'ailleurs sa célèbre boutade contre Jean-Jacques. Fréron ju-

(1) Elles doivent avoir été, sous une première forme, l'œuvre de l'abbé de La Porte.
(2) *Correspondance*, 6 avril 1761.
(3) *L'Année littéraire*, 1765, III, 156.

geait bien Voltaire quand il se persuadait que, s'il lui fût arrivé quelque accident fâcheux, le patriarche lui eût donné le couvert; « bien plus, il n'en dirait rien, à condition toutefois que le journaliste s'engagerait à ne plus outrager dans sa personne le génie, la raison, les lumières, le bon goût, la vertu, les talens, etc. »

Cette ironie, pour être cruelle, en est-elle moins légère et de cette finesse aiguisée qui rappelle l'aimable persiflage de Lucien? Qui donc, au dernier siècle, a mieux connu Voltaire? qui l'a pénétré plus avant (1)? Ce n'est pas que Fréron fût un psychologue accompli. Il avait trop peu réfléchi : il est superficiel et n'a aucune idée des mystères de l'âme humaine; mais il a des instincts presque infaillibles : il chasse de race. On peut trouver qu'il incline trop à chercher dans des vues intéressées le principe de nos actions. Je le veux bien, mais à la condition qu'on nous démontre qu'il a tort. La conduite de Voltaire dans l'affaire de Calas n'était pas inspirée par des motifs aussi simples que Fréron se le figurait : il était pourtant plus près que personne de la vérité, et cela par une sorte d'intuition inconsciente.

IV.

Fréron, qui avait perdu sa première femme en 1762 (2), songea à se remarier. Il se rappela qu'il avait en Bretagne, dans la famille des Royou, à laquelle il était allié par sa mère, une jeune et aimable cousine qui pourrait élever ses deux enfans et tenir sa maison. Anna ou Annétic Royou, comme il l'appelle, n'avait que seize ans; elle était fille du procureur fiscal de la baronnie de Pont-l'Abbé, petite ville maritime à quelques lieues de Quimper-Corentin. Il y avait loin en ce temps-là de Paris aux côtes de l'Armorique. Fréron annonçait chaque semaine sa prochaine arrivée à Pont-l'Abbé, mais, dans le temps où il se disposait à partir, les affaires (quelquefois aussi d'horribles coliques d'entrailles) semblaient se donner le mot pour le retenir dans la capitale.

Ainsi, en juillet 1766, Fréron était tout occupé de corriger un mémoire important que le duc de Choiseul lui avait fait porter. Ces « occupations extraordinaires » lui rapportaient autant et quelquefois plus que son travail périodique (3), comme il le mande lui-

(1) Il faut surtout lire le portrait de Voltaire qui parut dans *l'Année littéraire* de 1760.

(2) Voyez la curieuse lettre de condoléance de Piron à Fréron, qui lui avait envoyé un billet d'enterrement, et la réponse du critique au poète. *OEuvres inédites de Piron*, p. 200.

(3) *L'Année littéraire* paraissait tous les dix jours, c'est-à-dire le 10, le 20 et le dernier jour de chaque mois, par cahier de trois feuilles d'impression ou de 2 pages; il y

même à M. de Kerliézec, beau-frère de M. Royou : « Mon voyage de Bretagne de l'année dernière et ma maladie, lui écrivait-il, m'ont fait perdre plus de trois cents louis d'or. » On lit en effet dans la *Correspondance* de Grimm (1) que Fréron avait été recueillir en Basse-Bretagne la succession d'une nièce. Cet héritage passait pour être assez considérable, « vu le trafic lucratif que la défunte faisait de ses charmes dans les ports les plus fréquentés de la province. » Néanmoins Fréron regrettait la perte de ses trois cents louis d'or. Et cela se conçoit lorsqu'on songe qu'il avait à Paris une maison montée sur le plus grand pied, avec laquais, chaise de poste et maison de campagne. Il est vrai qu'il eut pendant quelques années un revenu d'environ 40,000 livres de rente. Il demeurait toujours dans cet appartement de la rue de Seine où il avait dépensé pour plus de 30,000 livres en dorures (2). Il y tenait table ouverte, comme un fermier-général, et donnait dans un luxe ruineux. « C'était une profusion, un désordre, un gaspillage incroyable : il est vrai que rien n'était si gai que ces soupers, dit un contemporain (3). J'ai vu quelqu'un qui a été longtemps un convive assidu de ces orgies, et qui avoue que c'est le temps le plus heureux de sa vie. En effet, tous étant gens de beaucoup d'esprit, un sot n'aurait pu se plaire en pareille compagnie, et les femmes même qui y étaient admises et en faisaient l'âme devaient nécessairement avoir une tournure analogue à celle de la société. » Je dois dire que sur ce dernier point on ne sait rien. Ce qu'on sait mieux, c'est le tour de licence que prenaient parfois les amusemens de cette société. On peut lire dans *l'Espion anglais* le récit d'une mystification (au sens étymologique du mot) un peu écœurante que Fréron et son monde firent subir au petit Poinsinet, comme on appelait le cousin du traducteur d'*Anacréon*. Je sais bien qu'il s'agissait de Poinsinet, le plus vain et le plus naïf des petits auteurs du siècle. Mais la farce rabelaisienne dans laquelle Fréron joua ce jour-là le principal rôle n'était guère plus alors qu'aujourd'hui dans le goût de la bonne compagnie.

avait tous les trois mois un double cahier, soit, au bout de l'année, 40 cahiers ou huit volumes complets. La liste des collaborateurs de Fréron est fort longue. Outre l'abbé de La Porte, on cite l'abbé Du Port du Tertre, Palissot, de Caux, Louis, d'Arnaud de Baculard, Bret, Bergier, Patte, Poinsinet, Le Roi, etc.

(1) A la date du 1er octobre 1765.

(2) Fréron était locataire du sieur Le Lièvre, apothicaire distillateur du roi, et inventeur de ce *Baume de vie*, qu'il a vingt fois célébré en vers et en prose dans son *Année littéraire*. Voyez 1755, V, 25; 1756, II, 67; IV, 262, etc. Il ne se peut rien imaginer de plus burlesque que ces annonces du *Baume de vie*, qui guérissait tous les maux comme certains remèdes, mais qui était moins inoffensif quand, à l'exemple de Fréron, on en prenait avec excès.

(3) *L'Espion anglais*, III, 168.

Le samedi 23 août 1766, Fréron s'échappe enfin de Paris, se jette dans un chaise de poste à deux places, son domestique à côté de lui et Thérèse entre eux deux, passe par Quimper, où il arrive le jeudi 28, vers cinq heures du soir, pour prendre une cousine, la met dans sa voiture en même temps que le domestique monte à cheval et court devant les trois chevaux de la chaise, et arrive enfin à Pont-l'Abbé. La noce eut lieu dans les premiers jours de septembre. Dès le 10 de ce mois, Fréron est à Quimper avec sa jeune femme. Le père et la mère du critique étaient certainement morts, car il n'est point question d'eux. Le pauvre joaillier et sa femme n'ont pas même un souvenir de leur enfant. Cependant Fréron possédait toujours cette maison de la rue Obscure où s'étaient passées ses premières années. Il la louait et sans doute la visita. Il décrit dans le plus grand détail l'accueil vraiment très bon, très empressé et très brillant que lui firent ses compatriotes. Ce ne sont, durant huit jours, que grandes mangeries, fêtes, dîners, soupers, où assiste tout Quimper, chez l'évêque, chez le procureur du roi, au collége des jésuites.

Fréron est enchanté de sa femme : elle réussit très bien dans le monde; elle a le maintien le plus honnête et le plus aimable. Mais sait-on ce qui dans son Annétic lui plaît par-dessus tout, ce qui paraît même l'avoir agréablement surpris, comme s'il n'y comptait pas? Le voici : « Je suis encore bien content d'elle par rapport au manger; elle s'est modérée dans tous ces grands repas, et n'a pas eu *jusqu'à présent* la plus légère incommodité. » On sent que Fréron admire une si haute vertu et désespère d'atteindre à tant de perfection. Au reste, il n'y a plus lieu d'être surpris des « coliques d'entrailles » qui le torturaient sans doute à Quimper comme à Paris, lorsqu'on sait ce qu'il mangeait entre les repas sans nombre qu'on lui faisait faire dans sa ville natale. Il représente naïvement à sa belle-mère qu'elle lui a envoyé de Pont-l'Abbé des crêpes qui n'étaient pas bonnes : il les avait trouvées trop épaisses, trop grasses et pas assez sucrées. « Nous vous serons bien obligés, écrit-il, si vous voulez bien nous en envoyer vingt-quatre douzaines et recommander à la crêpière qu'elles soient meilleures! » Fréron retourna à Pont-l'Abbé, puis revint à Paris.

Tous ces faits, qui sont de la plus grande exactitude, puisqu'ils sont tirés des lettres mêmes de Fréron, publiées par M. Du Chatellier, mettent à néant les calomnies insensées de l'avocat Royou contre Fréron, son beau-frère. Il fallait être aussi aveuglé par la haine que l'était Voltaire pour accueillir sérieusement le mémoire que cet homme lui envoya de Londres au commencement de l'année 1770. On y voit Fréron, trois jours après son mariage, dissiper à Brest avec

des bateleuses les 20,000 livres de dot d'Annétic. Il revient à Pont-l'Abbé dans un assez fâcheux état et implore de son beau-père quelques écus pour se rendre à Paris; mais il n'était pas à Alençon que déjà sa bourse était vide. Il dut faire « le reste de la route jusqu'à Paris comme les capucins, et ne donna pour toute voiture à sa femme qu'une place sur un peu de paille dans le panier de la voiture publique! » Plaintes de l'infortunée Annétic. Arrivée du frère à Paris pour s'informer si sa sœur était aussi cruellement traitée qu'elle le marquait. Noire trahison de Fréron qui, sachant que son beau-frère a été compromis dans l'affaire de La Chalotais, obtient une lettre de cachet pour le faire enfermer et vient l'arrêter lui-même, escorté d'un commissaire. Le seigneur de Ferney, qui, comme il le répétait sans cesse, ne pouvait s'accoutumer à voir « un Fréron protégé, » et qui trouvait d'ailleurs fort mauvais que ce gazetier n'eût pas encore été pendu (1), éprouva une vive joie à la lecture de cet incroyable factum d'avocat. Il le communiqua sur-le-champ à D'Alembert et à quelques autres, afin d'avoir l'avis de Duclos avant de rien faire. Duclos s'informa d'abord auprès de diverses personnes de Bretagne qui étaient à Paris : toutes lui assurèrent que ce Royou était, à la vérité, un homme de beaucoup d'esprit, « mais un très mauvais sujet (2). » On écrivit en Bretagne pour avoir plus de détails. Dans l'intervalle, D'Alembert et Duclos exhortaient Voltaire à aller, comme on dit, bride en main. Le 27 avril, Duclos avait terminé son enquête, et Voltaire savait à quoi s'en tenir sur le compte de Royou : il n'en parla plus.

Ce mémoire, s'il est bien authentique, est un de ces coups de tête, véritables accès de délire, qui ne sont pas rares dans la vie de Corentin Royou. Je dois ajouter que ce personnage épousa la fille de Fréron en 1791. Le fils du critique, Stanislas Fréron, l'ami de Camille Desmoulins, qui fut député à la convention, qui vota la mort de Louis XVI, qui terrorisa Marseille et Toulon et alla mourir obscurément à Saint-Domingue, à la suite de Pauline Bonaparte, était une sorte de fou du même genre. On pourrait citer vingt actions qui témoignent d'une dégénérescence intellectuelle et morale fort avancée chez les Royou et chez le dernier des Fréron.

L'illustre critique commençait lui-même à se survivre. Ses feuilles, qui avaient eu longtemps un cours prodigieux à Paris et dans les provinces, étaient déjà moins lues. Les numéros de *l'Année littéraire* paraissaient moins régulièrement encore qu'autrefois. Le public criait à la négligence, devenait exigeant, se plaignait. La len-

(1) *Correspondance*, 16 juillet 1770, 11 auguste 1770 et *passim*.
(2) *Correspondance avec D'Alembert*, 12 avril 1770.

teur d'esprit bien connue du critique n'était peut-être pas la seule cause de ces retards. En tout cas, Fréron révélait à ses lecteurs un secret bien curieux dans les premières pages de *l'Année littéraire* de 1772. Il prétend que, désespérés de ne pouvoir faire supprimer son journal, les philosophes avaient formé le projet de le faire tomber. Voici comment. Il avait été convenu, entre Fréron et le chef de la librairie, que le critique ne connaîtrait pas le nom de son censeur. Fréron remettait ses articles à une personne chargée de les porter au censeur. Pendant plusieurs années, l'Aristarque s'applaudit de cet arrangement; mais, l'officieux médiateur s'étant démis de son emploi, un autre prit sa place. « J'ignorais, dit Fréron, qu'il fût l'ami de mes ennemis; ils lui firent part d'un moyen neuf et admirable qu'ils avaient imaginé pour dégoûter le public de mon ouvrage : c'était de me renvoyer tous les articles un peu saillans sans les faire voir au censeur, en me marquant que ce dernier leur refusait son approbation. » Ainsi toutes les fois que Fréron s'avisait de s'égayer aux dépens de quelque grand ou petit philosophe, le nouveau facteur lui rapportait ses extraits en lui confiant d'un air touché que le censeur ne voulait pas en entendre parler. Fréron rassembla tous les articles qu'on avait impitoyablement proscrits; il les porta au chef de la librairie en le suppliant de lui faire rendre justice. Le censeur protesta que jamais il n'avait vu ces articles, et qu'il n'y trouvait rien de répréhensible. Cette histoire paraîtra sans doute bien extraordinaire; elle n'est pas invraisemblable. Les philosophes avaient plus d'un Damilaville dans l'administration, et surtout au département de la librairie. Plus on approche de la révolution, plus la secte des philosophes, si j'ose dire, se répand et s'organise en silence à la manière d'une autre compagnie de Jésus. Le but était le même au fond : il s'agissait d'instruire et de convertir. Il serait facile d'indiquer dans l'une comme dans l'autre société des profès, des coadjuteurs, des scolastiques, des novices et même des facteurs, s'il fallait en croire Fréron. Ce qui donne du poids à son témoignage, c'est que ses révélations ont passé sous les yeux du censeur avant que d'être publiées, et qu'elles mettaient directement en cause le directeur de la librairie.

Peut-être aussi, avec la vieillesse qui s'approchait et les longues souffrances d'un état valétudinaire, Fréron ressentait-il plus vivement les humiliations, les avanies auxquelles il était chaque jour exposé comme le premier folliculaire venu. On se représente difficilement ce qu'était, il y a un siècle, la condition sociale d'un critique, d'un précurseur de Sainte-Beuve. Ce n'est pas seulement Voltaire qui, dès qu'on ne loue point les mauvaises tragédies de ses amis, estime que la critique littéraire est « un procédé lâche

et méchant que les magistrats devraient réprimer. » Si Fréron ne partage pas l'enthousiasme du public pour le vengeur de Calas, Grimm écrit que « cette bassesse mériterait une punition exemplaire. » Fréron pense-t-il que Fontenelle a été un « corrupteur de tous les genres dans l'art d'écrire, » il se rencontre une M[me] T..., une puissante amie du philosophe, pour menacer le journaliste d'une lettre de cachet (1). De même, si Walpole n'est pas traité dans les feuilles de *l'Année littéraire* au gré de M[me] Du Deffant, la « belle philosophe » signale sur-le-champ cette « impertinente licence » au duc de Choiseul. Il s'agit de « faire dire un mot » à Fréron par M. de Sartine (2), en d'autres termes, de l'envoyer en prison. La duchesse de Choiseul abonde dans le sens de sa bonne amie; mais elle n'y met pas tant de façons : « Je vous demande, écrit-elle au duc, de faire mettre M. Fréron au cachot pour lui apprendre à écrire, et je crois que vous ferez bien de vous *en faire un mérite* auprès de l'ambassadeur d'Angleterre. » Notez que Walpole ne voulait pas du tout être vengé; cette affaire le fâchait. Il reconnaissait qu'il avait commencé et qu'il était injuste d'empêcher les autres de prendre avec lui la même liberté. Mais c'était un Anglais, un « ami de la liberté de l'imprimerie » qui parlait à des Françaises une langue inconnue. Le duc de Choiseul dut condescendre à la volonté de ces nobles caillettes et faillit se rendre ridicule en servant leurs mesquines susceptibilités. Il avoue à M[me] Du Deffant qu'il ne voyait guère de reproche à faire au critique, mais comme en France la galanterie ne perd jamais ses droits, il parle de « corrections secrètes » pour Fréron et pour le censeur. Après les marquises, les actrices. Ce ne fut pas trop de la double égide du roi de Pologne et de la reine de France pour sauver deux fois l'infortuné critique des fureurs de la Clairon. On souffre à lire la lettre si humble qu'il dut écrire au maréchal de Richelieu pour « se justifier de l'horrible imputation qu'on a faite d'un article de ses feuilles, » où l'on prétendait qu'il avait voulu désigner M[lle] Clairon. « Je prends avec confiance la liberté de réclamer de nouveau votre justice et votre bonté, disait Fréron en terminant, pour faire cesser l'inquiétude affreuse que l'ordre du roi ajoute à mes maux (3). » Mais il était trop malade; l'exécution fut suspendue. La reine intervint, et le critique n'expia point dans un cachot « l'horrible imputation » d'avoir laissé échapper peut-être une maligne allusion à M[lle] Clairon.

Une pareille existence n'était pas sans amertume. Si, comme

(1) Piron, *OEuvres inédites*, p. 202.
(2) *Correspondance* de la marquise Du Deffant, 27 décembre 1766.
(3) Correspondance extraite des archives de la Comédie-Française, dans la *Revue rétrospective*, 2[e] sér., X, 143 et suiv.

on l'a vu et comme l'a écrit Palissot, Fréron avait reçu de la nature, avec beaucoup d'esprit, un caractère facile et gai et des mœurs très douces, il faut admirer que les hommes n'aient pas détruit chez lui cette belle égalité d'humeur, cette rare et forte complexion, et prouvé une fois de plus, dans la personne d'un adversaire de Rousseau, la vérité des théories sociales du philosophe genevois; mais la santé du critique, depuis longtemps dérangée par des excès de table, était gravement atteinte. Dès 1773, le bruit avait couru que Fréron était mort. On se figure l'allégresse de Voltaire à cette nouvelle : il fait toujours bon survivre aux gens que l'on déteste; c'est la seule vengeance que nous laisse la constitution de notre société civilisée. Fréron pourtant ne mourut que trois ans plus tard, dans les premiers jours du mois de mars de l'année 1776. Le roi Stanislas, la reine Marie Leczinska, le dauphin, la dauphine, presque tous ceux qui lui avaient fait du bien n'étaient plus. Le crédit des encyclopédistes et de la cabale de Voltaire grandissait chaque jour, et déjà la philosophie gouvernait le royaume. Il paraît que la suppression de *l'Année littéraire* avait été décidée en haut lieu pour 1776. Fréron reçut cette nouvelle à la Comédie. Il avait copieusement dîné, à son ordinaire; il suffoqua, chancela et tomba, on peut le dire, à son poste de critique, devant cette arène de la scène française où il avait été juge de tant de luttes glorieuses pour l'esprit humain. Il râlait quand on l'emporta de la Comédie. Pendant ce temps, Mme Fréron était à Versailles, aux genoux de Mesdames de France; elle priait, suppliait ces princesses de ne pas souffrir qu'on ordonnât la suppression des feuilles de son mari. Elle triompha de l'insensibilité et de l'égoïsme de ces vieilles filles; elle les toucha, les intéressa; *l'Année littéraire* était sauvée. En effet, ce recueil a continué de paraître durant de longues années encore; mais celui qui l'avait fondé n'y devait plus écrire. Quand Mme Fréron revint à Paris, le laborieux critique était déjà délivré de l'existence et entré dans la paix éternelle.

JULES SOURY.

LE JOURNALISME

AUX ÉTATS-UNIS

L'exposition universelle de Philadelphie, en inaugurant dans le Nouveau-Monde ces grandes fêtes de l'industrie dont l'Europe a pris l'initiative, nous a permis de juger des progrès accomplis par les États-Unis dans tous les domaines de l'activité humaine. On peut mesurer le chemin parcouru par cette nation, qui ne compte encore qu'un siècle d'existence, et le sentiment qui domine est celui de l'étonnement. Des critiques de détail ont pu être formulées; mais, pour qui s'attache à la réalité des choses, les résultats obtenus sont prodigieux et de nature à faire réfléchir l'homme d'état et l'économiste.

Si l'on se reporte par la pensée à ce qu'étaient les colonies anglaises et à ce que sont les États-Unis aujourd'hui, on se demande quels puissans engins de civilisation ont pu favoriser, précipiter cet essor si rapide d'un peuple dont l'histoire, pour être courte, n'en est pas moins bien remplie, et à qui n'ont été épargnées ni les épreuves de l'adversité, ni celles, plus difficiles peut-être à supporter, d'une éclatante prospérité. L'exposition de Philadelphie a répondu à ces questions. En assignant à la presse à imprimer de Hoe la place d'honneur dans la galerie des machines, les commissaires américains ont voulu rendre hommage à cette force dont Napoléon Ier disait qu'elle était plus à redouter que des centaines de mille baïonnettes. Elle l'a prouvé aux États-Unis; elle y est parvenue à un tel degré de puissance et d'influence, elle a, sous un régime de liberté complète, donné des résultats parfois si inattendus qu'il nous a paru utile de résumer ici l'ensemble de nos études et de nos observations personnelles sur le journalisme américain.

Cette histoire de la presse a été faite et bien faite pour la France

et pour l'Angleterre. En ce qui concerne ces deux pays, les livres et les documens abondent. M. Hatin, dans son savant ouvrage: *Manuel de la liberté de la presse en France*, nous a retracé les débuts et les tâtonnemens de nos devanciers, les luttes soutenues depuis François I[er] jusqu'à la chute du second empire par les journalistes contre les divers pouvoirs qui se sont succédé. M. Germain nous a donné *le Martyrologe de la presse de 1789 à 1864*. Le même sujet a été traité par M. Fernand Girardin dans son livre : *la Presse périodique de 1789 à 1867*. En Angleterre, F. Knight Hunt a publié *the Fourth Estate*, Alexander Andrews *the History of British journalism*, James Grant *the Newspaper press, its origin, progress and present position*. Aux États-Unis, les documens sont rares, et ce n'est que tout récemment qu'un écrivain consciencieux, Frédéric Hudson, a publié sur l'histoire du journalisme en Amérique un livre curieux, plein de faits intéressans, mais groupés sans ordre et d'une lecture fatigante. Avant lui, Isaïah Thomas avait écrit, en 1810, une *Histoire de l'imprimerie aux États-Unis*, et Joseph Buckingham un ouvrage intitulé : *Buckingham's reminiscences*, dans lequel il parle incidemment de la presse dans les états de la Nouvelle-Angleterre. Ce dernier ouvrage parut en 1852; l'édition en est épuisée depuis longtemps. C'est à l'aide de ces matériaux divers et des écrits récens de Bennett, d'Henri Raymond et d'autres journalistes éminens qui nous ont laissé dans leurs mémoires les résultats de leurs travaux et de leur expérience personnelle, que nous essaierons de retracer l'histoire du journalisme aux États-Unis, depuis ses débuts jusqu'à nos jours.

I.

C'est en 1438 que l'imprimerie fut découverte à Mayence. Le premier journal connu ne parut que dix-neuf ans plus tard à Nuremberg en 1457. En 1499, Ulrich Zell imprima la *Chronick* à Cologne. Ces premiers essais informes rappellent les *acta diurna* qui circulaient de main en main à Rome sous forme de manuscrits, et rendaient compte des incendies, des jugemens, exécutions, phénomènes atmosphériques et autres nouvelles locales. L'Italie dispute à l'Allemagne l'honneur de l'avoir devancée dans cette voie, et réclame la priorité pour Venise. *La Grazetta*, — ainsi nommée suivant les uns parce qu'elle se vendait une *grazetta*, petite pièce de monnaie d'alors, suivant d'autres du mot *grazza*, commérage, bavardage, — fut imprimée en 1570. On affirme qu'il en existe des copies dans une ou deux collections particulières à Londres. D'autre part, le catalogue de la collection du British Museum indique un

numéro d'une feuille imprimée sous le titre de *New Zeitung aus Hispanien und Italien*, qui porte la date du mois de février 1534. Ce journal, publié à Nuremberg, et dont on ne possède qu'un exemplaire unique, je crois, contient la nouvelle de la conquête du Pérou. C'est le premier écrit périodique qui rende compte d'un fait extérieur. Voici comment il s'exprime : « Le gouvernement de Panumyra (Panama) a écrit à sa majesté Charles V qu'un navire venait d'arriver du Pérou avec une lettre du régent Francisco Piscara (Pizarro), annonçant qu'il s'était emparé du pays; avec 200 Espagnols, infanterie et cavalerie, il avait attaqué un grand seigneur nommé Cassiko (cacique). Les Espagnols avaient été vainqueurs et lui avaient pris 5,000 *castillons* (pièces d'or), et 20,000 marcs d'argent. Enfin on avait fait payer au même Cassiko 2 millions en or. »

Des journaux que nous venons de citer, si tant est qu'on puisse leur donner ce nom, il ne reste qu'un souvenir confus et quelques rares numéros enfouis dans des collections peu faciles d'accès. A mesure que nous avançons, l'obscurité disparaît, les faits et les dates se précisent. En 1615 paraît à Francfort *die Frankfurter Oberpostamts-Zeitung*, qui fut le premier journal quotidien et qui existe encore. Jusqu'ici l'Angleterre ne figure pas sur cette liste chronologique. Ce n'est qu'en 1622 qu'elle prend le cinquième rang avec l'apparition du *Weekly Newes*, journal hebdomadaire, comme son nom l'indique, et qu'elle précède la France de neuf années. En 1631, *la Gazette de France* est publiée à Paris. La Suède, l'Écosse, la Hollande, inaugurent successivement l'ère du journalisme en 1644, 1653 et 1656.

C'est en 1690 que paraît à Boston le premier journal publié aux États-Unis sous le titre de *Publick Occurrences*. On a cru longtemps que le *News Letter*, publié quatorze ans plus tard, était le doyen des publications périodiques américaines. Il n'en est rien : les recherches faites par le rév. J.-B. Felt constatent que la priorité appartient sans conteste à Benjamin Harris, éditeur du *Publick Occurrences*. J'ai sous les yeux une copie de son premier numéro, daté Boston, 25 septembre 1690. L'éditeur débute modestement : « Mon intention, dit-il, est de fournir au public une fois par mois un compte-rendu de ce qui pourrait se passer d'important. Si, *par extraordinaire*, il venait à ma connaissance quelque nouvelle sérieuse dans l'intervalle, je publierai une feuille extra. Je prie toutes les personnes honorables de Boston de me tenir au courant. Considérant surtout qu'il importe de faire la guerre à l'esprit de mensonge, je n'imprimerai rien dont je n'aie contrôlé l'exactitude, et si je commets quelque erreur involontaire, je la rectifierai dans le numéro suivant. »

Il n'en eut ni le temps ni le loisir. Ce programme hardi, ou du moins qui parut tel aux autorités anglaises, attira sur la tête de l'éditeur la censure administrative; dans les vingt-quatre heures, les exemplaires furent saisis, et Benjamin Harris invité à s'occuper d'autre chose que de renseigner, une fois par mois, ses concitoyens sur ce qui pouvait se passer à Boston ou ailleurs. Ce début était peu encourageant. Harris quitta Boston, se rendit à Londres et y fonda en 1705 le *Post*, qui vit encore et occupe un rang distingué dans la presse anglaise.

Pendant quatorze ans, aucune nouvelle tentative ne fut faite. De temps à autre, on recevait quelques feuilles imprimées à Londres; on les lisait à haute voix sur les places publiques, elles circulaient ensuite de mains en mains jusqu'à ce qu'elles tombassent en morceaux, ou qu'un riche individu s'en rendît propriétaire. Maculées, à peine lisibles, elles se vendaient encore une livre sterling. Le génie pratique des Américains ne pouvait longtemps s'accommoder d'un pareil état de choses, et la presse allait faire son apparition définitive; dans quelles conditions et dans quel milieu politique et social? C'est ce que nous allons examiner. Pour avoir une idée du chemin parcouru, il importe de se rendre un compte exact du point de départ. Le contraste est tellement grand entre les colonies anglaises de l'Amérique en 1690 et la puissante république qui achève de célébrer l'anniversaire séculaire de son indépendance qu'aucun pays à aucune époque de l'histoire n'en a offert de pareil.

Les colonies anglaises comptaient alors près d'un million d'habitans de race blanche et de nègres, la plupart esclaves. Cette population, dispersée sur la côte et sur les rives des grands fleuves, était comme perdue dans un espace immense. Peu de grandes villes, quelques villages, beaucoup de fermes très éloignées les unes des autres, et çà et là sur la frontière française ou indienne quelques campemens de hardis colons, pionniers, chasseurs, trappeurs, ainsi se groupaient dans les colonies du nord les occupans du sol. Boston et Philadelphie étaient alors les villes principales; elles renfermaient chacune environ 8,000 habitans. New-York, qui naissait à peine, en avait 6,000, et offrait l'aspect d'un grand village. On tirait tout d'Angleterre : en fait de commerce, celui du cabotage existait seul, mais déjà les populations des côtes s'exerçaient à la pêche et préludaient par de timides essais aux entreprises hardies qui devaient les entraîner plus tard à la poursuite des cachalots jusqu'aux régions du pôle. L'argent était rare, presque inconnu; on avait recours aux échanges. En 1635, les achats se soldaient au moyen de balles de fusil; une balle équivalait à un sou. En 1652, on frappa quelques pièces de monnaie; pendant

trente ans, on se servit de la même matrice et les pièces ainsi frappées portèrent toutes la même date. Les routes étaient rares. Une diligence reliait New-York à Philadelphie et mettait deux jours à faire ce trajet; aussi l'avait-on surnommée l'*Éclair*. Le système postal était des plus primitifs; on expédiait les lettres de New-York à Boston une fois par mois. Benjamin Franklin fut un des premiers directeurs de la poste; il raconte que, pour développer le système postal, il visita, avec sa fille Sally, les diverses stations, et qu'il mit cinq mois à ce voyage, que l'on peut accomplir aisément aujourd'hui en cinq jours.

Par contre, l'éducation fit de bonne heure de grands progrès. Les puritains émigrans avaient apporté avec eux et implanté dans ce continent à peine connu deux idées fortes et vivaces : le sentiment religieux auquel ils avaient tout sacrifié, et comme complément direct le culte de la Bible. Cela impliquait la lecture assidue des livres saints : aussi vit-on, dès le début, partout où se groupaient quelques colons, s'élever le temple, construction aussi grossière et primitive que les cabanes de troncs d'arbres, et la maison d'école. Si pauvres qu'ils fussent, ils ne reculaient devant aucun sacrifice de temps et de travail pour satisfaire à ces deux besoins de leur nature. A Boston, où fut fondée la première école, chaque famille donnait par année un boisseau de maïs ou 1 fr. 25 c. en argent pour le soutien de l'école et de l'instituteur. En 1700, dix pasteurs se réunirent dans une salle d'école et déposèrent sur une table une dizaine de volumes chacun, en disant l'un après l'autre : Je donne ces livres pour aider à la fondation d'un collége dans le Connecticut. Telle fut l'origine du *Yale College*.

Alors comme aujourd'hui l'instituteur était entouré d'une grande considération. Il était, après le ministre, l'homme le plus estimé et le plus influent de la communauté. Il jouissait de priviléges particuliers et exerçait une juridiction spéciale sur les parens, qu'il pouvait même contraindre à envoyer leurs enfans à son école.

Si des colonies du nord nous passons à celles du sud, le contraste est frappant, et nous retrouvons en germe ces divergences de vues et d'idées qui devaient aboutir, le 12 avril 1861, au premier coup de canon tiré par les confédérés sur le fort Sumter, et à la guerre civile la plus longue et la plus sanglante des temps modernes. L'esprit puritain dominait d'une manière absolue dans les états de la Nouvelle-Angleterre. La vie sociale était gouvernée par les préceptes de la loi religieuse, dont la loi civile n'était que le reflet et la consécration. Cette vie grave, austère, condamnait l'homme à lutter contre les penchans de sa nature dans l'ordre moral, de même que le climat et les difficultés de la vie matérielle l'obli-

geaient à un labeur incessant. Le plaisir sous toutes ses formes, même les plus modestes, était banni. La musique était condamnée comme un instrument de Satan, le chant dans les temples devait être sans accompagnement. Amos n'avait-il pas écrit : « Je ne veux pas entendre la mélodie de tes violes? » L'élément puritain, fortifié par l'élément hollandais, qui colonisa New-York, réussit, dans les premières années, à faire dominer ses vues et ses tendances dans les colonies du sud; mais, bien que la race fût la même, le milieu était changé. Les conditions de la vie étaient autres, autres aussi le climat, les productions du sol. La grande divergence des peuples du nord et des peuples du midi s'accusait et s'accentuait, en attendant l'heure de la lutte inévitable, lutte aujourd'hui terminée en apparence.

Le point de départ de ces deux civilisations parallèles est le même. Chez toutes deux, nous retrouvons les mêmes traits caractéristiques : l'amour de l'indépendance, le sentiment religieux. Mais dans le nord la nature même du sol et du climat limite l'indépendance excessive et facilite le groupement de la population; dans le sud, au contraire, tout favorise et développe le premier au détriment du second. Dans les états de la Nouvelle-Angleterre, l'église est le centre autour duquel se construisent les habitations. Constamment en lutte avec la nature, l'homme a besoin de se rapprocher de l'homme, l'isolement est un danger et une difficulté nouvelle ajoutée à tant d'autres.

Les conditions de la vie sont bien différentes dans la Virginie, dans la Caroline du sud. Les colons qui s'y fixent se recrutent dans une autre classe de la population anglaise que les émigrans du nord. Les modestes ressources de ces derniers les contraignent au travail aussitôt débarqués et ne leur permettent pas les dépenses nécessitées par un long et coûteux voyage pour se rendre de New-York ou de Boston dans les colonies du sud. De grandes concessions de terres ont d'ailleurs précédé les colons. Certaines familles de l'aristocratie anglaise ont reçu de la couronne, à titre d'apanage ou de don, de vastes espaces incultes qu'elles abandonnent aux fils cadets. Ces derniers viennent demander à ce nouveau continent la fortune que leur enlève le droit de primogéniture, et la vie large et facile à laquelle ils sont habitués. Des plantations se fondent, isolées les unes des autres; le sol, puissamment riche, donne en abondance le nécessaire et bientôt le superflu.

Si la vie est rude et simple, si le luxe et le confort n'existent pas encore, les élémens qui les constituent ne font pas défaut : d'abord la grande propriété, puis un nombreux personnel de serviteurs ou d'esclaves; les travaux d'une plantation l'exigent. Les chevaux im-

portés d'Angleterre se multiplient rapidement sous ce climat où l'hiver est presque inconnu. Le planteur du sud, à cheval dès le matin, parcourant son *estate*, dirigeant ses nombreux travailleurs, retrouve ici la vie anglaise du *gentleman farmer*. Il sait commander et se faire obéir. Souverain absolu de tout ce qui l'entoure, il peut donner à ses goûts, plus athlétiques qu'intellectuels, pleine satisfaction. Combats de taureaux, courses, chasse, tels sont les seuls plaisirs à sa portée, et ce sont ceux que les puritains du nord ont le plus en horreur. Çà et là quelques rares églises s'élèvent dans le voisinage des plantations, mais elles sont peu fréquentées, les distances sont grandes, et les plus proches voisins s'y rendent seuls. Pour aller d'une plantation à l'autre, il faut remonter ou descendre en bateau les grands cours d'eau, ou parcourir à cheval, par des chemins à peine tracés, de vastes espaces. La vie sociale est à peu près nulle au début, et le sentiment de l'individualité se fortifie de tout ce que perd l'instinct de sociabilité.

Dans de pareilles conditions, il est difficile de fonder et de maintenir des écoles; aussi n'y songe-t-on guère. On va plus loin même, et ici s'accentue de plus en plus la divergence de vues. Le gouverneur anglais Berkeley, fidèle représentant des idées du temps, disait en 1700 : « Je remercie Dieu de ce qu'il n'y a en Virginie ni écoles libres ni imprimerie, et j'espère qu'il en sera de même pendant des siècles. » Bien que ce vœu n'ait pas été exaucé et que la Virginie ait occupé et occupe encore un rang distingué dans les états du sud au point de vue de l'instruction publique, les progrès ont été lents et contrariés par la tendance aristocratique qui répugne à donner aux classes inférieures une instruction dont elle sent le prix et qu'elle entend réserver à ses membres. Habitués de bonne heure au commandement, aux exercices corporels, excellens cavaliers, chasseurs infatigables, les colons du sud devaient être et furent les chefs de l'insurrection qui affranchit les colonies du joug de la mère patrie. Ils devaient être et ils furent aussi les chefs de la nouvelle république, chefs politiques et militaires, présidens, hommes d'état, officiers. L'intérêt commun, la nécessité, firent taire longtemps les dissentimens particuliers; mais les mœurs, les idées du sud, étaient antipathiques aux habitans de la Nouvelle-Angleterre, l'esclavage surtout leur inspirait une répulsion profonde et bien justifiée. Puis le nord était manufacturier, et le sud agricole. L'un voulait des tarifs protecteurs pour ses fabriques naissantes, l'autre était partisan du libre-échange, condition essentielle de sa prospérité. Longtemps on se fit des concessions mutuelles, on essaya de nombreux compromis, jusqu'au jour où, consciens de leur force, sûrs du nombre et impatiens d'affirmer et d'appliquer leurs idées, les états du nord

déclarèrent l'institution de l'esclavage condamnée par la conscience, incompatible avec un gouvernement républicain, et appelèrent Abraham Lincoln à la présidence des États-Unis pour appliquer et faire triompher leur programme. En même temps, par l'adoption du tarif Morill, ils déclaraient la guerre aux intérêts du sud. On vit alors cette même force, qui avait fondé et créé l'Union, se retourner contre elle. La rupture du nord et du sud désorganisa les cadres de l'administration, de la diplomatie, de l'armée et de la marine, où les officiers étaient presque tous des hommes du sud. On sait le résultat de cette lutte gigantesque, la victoire du nord, la ruine du sud et les haines profondes qui subsistent.

De cet exposé rapide se déduisent certaines conclusions. Il est évident que le nord a dû être et a été le foyer du journalisme. La presse naît de la diversité des intérêts et des tendances. Elle tarde à paraître là où cette diversité tarde à se produire. L'antagonisme de vues entre le nord et le sud s'est accentué surtout dans le nord, où l'éducation était plus répandue, où les grands centres se créaient et se peuplaient plus rapidement, où les idées républicaines dominaient et où les intérêts commerciaux, politiques et sociaux appelaient la libre discussion et demandaient des renseignemens exacts et précis. L'histoire de la presse aux États-Unis est donc surtout l'histoire de la presse des états du nord, et ce ne sera qu'incidemment et accessoirement que nous aurons à en suivre le développement dans le sud.

II.

Nous avons constaté que le premier journal américain avait paru le 25 septembre 1690, qu'il avait vécu un jour, et que l'éditeur avait dû émigrer en Angleterre. L'insuccès d'Harris avait découragé ceux qui pouvaient être désireux de l'imiter; aussi de 1690 à 1704 aucune tentative ne fut faite pour remplacer le *Publick Occurrences*. Le 24 avril 1704, John Campbell, directeur des postes à Boston, tenta de nouveau l'aventure. Sous le titre de *Boston news Letters*, il publia sous un petit format une sorte de feuille d'avis hebdomadaire. Le premier numéro ne contenait que des annonces de maisons à louer ou à vendre, des signalemens de domestiques qui avaient quitté leurs maîtres, des indications de navires en partance.

Si dépourvue d'intérêt qu'elle nous paraisse, cette publication causa une profonde émotion dans la ville de Boston. Le premier numéro fut porté en hâte par le magistrat au président de l'université d'Harvard comme une des plus étonnantes curiosités que l'on pût

voir dans la colonie. Enhardi par le succès, Campbell ne s'enferma pas longtemps dans le cadre étroit de son premier numéro. Timidement d'abord, il donna quelques rares nouvelles commerciales, maritimes, puis enfin politiques. Il se sentait surveillé; mais l'opinion publique l'appuyait et le poussait à marcher en avant. Il reproduisit quelques extraits de la *Gazette de Londres;* cependant il faut croire que les exemplaires lui parvenaient avec irrégularité, car dans un de ses numéros il s'excuse modestement auprès de ses lecteurs d'être en retard de *treize mois* sur les nouvelles d'Europe. Est-ce là ce qui nuisit à son succès pécuniaire? Nous ne savons; en tout cas, ce ne fut pas la concurrence. Quoi qu'il en soit, après quinze ans d'existence le *News Letter* n'était pas dans une position brillante, à en juger par un appel que Campbell adressa à ses lecteurs. Il leur dit que la vente hebdomadaire atteint à peine 300 numéros, qu'il est obligé d'augmenter le prix de l'abonnement de 6 shillings par an, et qu'encore à ce prix il couvrira seulement ses frais matériels et ne recevra aucune rémunération pour son travail personnel.

Ce second début n'était pas encore encourageant; pourtant il y avait progrès. Un journal, prenons ce titre ambitieux à défaut d'autre, avait pu vivre quinze années. La carrière était ouverte, de nombreux concurrens allaient entrer en lice.

Campbell ne les vit pas avec plaisir. Le *Boston Gazette* publia son premier numéro le 21 décembre 1719. « Je plains les lecteurs de cette nouvelle feuille, écrit-il dans le numéro qui suivit la publication de son rival, on y sent l'odeur de la bière bien plus que celle de la lampe. C'est une lecture malsaine pour le peuple. Pour moi, voici près de seize ans que je publie mon journal, et je puis dire que c'est à lui que l'on doit d'avoir si peu de fausses nouvelles en circulation. » Vraies ou fausses, il est certain que Campbell en mettait peu en circulation, et on ne saurait accuser ses contemporains d'ingratitude pour l'accueil qu'ils firent à son rival d'abord, puis en 1721 au *Courant* publié par James Franklin, frère de l'illustre Benjamin Franklin, qui n'allait pas tarder à entrer en scène et à donner un vigoureux essor au journalisme américain. James Franklin releva vivement les attaques de Campbell et le réduisit au silence. Le pionnier de la presse de Boston abdiqua et rentra dans la vie privée, non sans prédire toutes les catastrophes possibles à ses concurrens. Ces discussions personnelles n'étaient guère de nature à intéresser longtemps le public. Il importait d'élargir le champ des débats. Les circonstances s'y prêtèrent, et Benjamin Franklin débuta dans le journalisme en se constituant l'avocat et le défenseur de la vaccine. Lady Wortley Montague venait d'importer d'Angleterre

la découverte nouvelle. Le clergé se déclara contre l'innovation; les Franklin et leurs adhérens furent dénoncés comme libres penseurs, athées, inspirés du diable. La polémique américaine naissante s'affirmait par cette liberté de langage et d'injures qui la caractérise encore aujourd'hui et qui ne laisse pas de nous étonner par sa violence. Les Franklin répondirent avec la même vivacité, et James, l'éditeur en nom, fut, comme d'ordinaire, arrêté et mis en prison. C'était une solution, mais cela ne prouvait pas qu'il eût tort et que la vaccine fût une idée diabolique.

Cette première mésaventure fut suivie d'une autre. En juin 1722, un pirate fit son apparition en vue de Block Head. Le *Courant* gourmanda la lenteur des autorités à envoyer des vaisseaux. Le lendemain, James Franklin retournait à la prison de Boston, et un ordre en conseil lui interdisait à l'avenir de parler dans son journal de ce qui pouvait, de près ou de loin, concerner le gouvernement, l'administration, le clergé et les colléges. Il fallait bien de l'habileté pour continuer à publier un journal dans ces conditions; mais ce n'était ni l'habileté, ni l'énergie qui manquaient aux Franklin. Benjamin n'était alors âgé que de seize ans, mais il y avait en lui l'étoffe d'un homme, et les difficultés, loin de les abattre, développent des natures comme la sienne.

Des mesures arbitraires prises contre des journaux aussi peu lus ne pouvaient provoquer un vif mouvement d'opinion publique, ni soulever des passions bien violentes. Il fallait, pour en arriver là, que le gouvernement fournît un autre aliment à l'irritation, et que la presse pût prendre en main une cause vraiment populaire. La maladresse des autorités anglaises lui fit beau jeu. Pour s'assurer le concours de l'église anglicane, on proposa de lui donner le rang de religion d'état. C'était s'aliéner les nombreux dissidens des colonies du nord. Les Franklin venaient de fonder la première fabrique de papier. Les autorités anglaises affirmèrent que les colonies ne pouvaient en aucune façon s'affranchir de l'importation de la mère patrie. Pitt lui-même, l'ami de l'Amérique, déclarait « que les colonies n'avaient pas le droit de fabriquer même un fer à cheval. » En 1750, interdiction de travailler le fer, défense de scier le bois et de le débiter en planches, de faire usage des cours d'eau comme force motrice, d'élever des fabriques ou manufactures. Les colons devaient se borner à la culture des terres et tirer d'Angleterre tout ce qui leur était nécessaire. Dans les colonies du sud, la canne ne pouvait être convertie en sucre ou en mélasses, le coton ne pouvait être travaillé. Les taxes enfin, votées par le parlement, où les colons n'étaient pas représentés, pesaient sur une population active, énergique, dont elles gênaient la production, et qui sentait sa

force croître avec ses griefs. La presse se fit l'écho, timide d'abord, indigné bientôt, d'une pareille oppression. Ces phrases brèves et incisives, qui précèdent une révolution et en deviennent le mot d'ordre, circulèrent. « L'impôt sans le droit de représentation est une tyrannie, » écrivait James Otis.

La lutte commençait; nombre d'esprits ardens et aventureux se jetèrent dans la mêlée. Les rares journaux publiés à Boston, New-York, Annapolis, Charleston, virent s'augmenter considérablement le nombre de leurs lecteurs. D'autres se fondèrent. Samuel Adams lança le premier à l'Angleterre le mot attribué depuis à Napoléon Ier : *nation of shopkeepers* (nation de boutiquiers). On le retrouve dans l'*Independent Advertiser* de 1748. A ses côtés, Hugh Gaine, Philip Freneau, le poète de la révolution, James Otis, John Adams, Samuel Cooper, Joseph Warren, Benjamin Austin, combattant les prétentions de l'Angleterre, prêchaient la résistance à l'oppression, et Benjamin Franklin répondait hardiment aux menaces des autorités : « Quiconque peut, comme moi, vivre de pain et d'eau n'a besoin de personne et ne craint personne. »

Devant ces symptômes, le gouvernement anglais s'émut. Des troupes furent envoyées aux colonies; les journaux, menacés d'abord, suspendus ensuite, se publièrent en cachette. Le *Stamp act*, dirigé surtout contre eux, vint mettre le feu aux poudres. Il imposait un droit de timbre de 5 à 20 centimes par exemplaire et de 2 shillings (2 fr. 50 cent.) par annonce. C'était la ruine de la presse, et cela au moment où la presse devenait le symbole et le palladium des droits des colonies. « Le soleil de la liberté s'est couché, écrivit Benjamin Franklin, il ne reste plus aux Américains qu'à allumer les lampes de l'industrie et de l'économie. » — « Soyez assuré, lui répondit le colonel Thompson dans son journal, que nous allons allumer des torches et non des lampes. » La foule acclama, envahit les résidences des autorités anglaises, les saccagea, aux cris de « vive la liberté, pas de timbre! » Dans l'assemblée de la Caroline du nord, le président John Ashe répondit au gouverneur Tyron : « Nous résisterons à cette loi jusqu'à la mort. » Le premier navire qui apporta d'Angleterre la cargaison de papier timbré destiné aux colonies reçut ordre du colonel Ashe, soutenu par la population, de s'éloigner sous peine de voir son chargement jeté par-dessus bord. Les autorités hésitèrent, et cette hésitation raviva le courage des hommes politiques plus clairvoyans qui ne cessaient, dans le parlement, de défendre la cause des colons. Camden, Pitt, Barre, provoquèrent une enquête, et la formation d'une commission spéciale. Benjamin Franklin, mandé à la barre de la chambre des communes, plaida éloquemment les droits de ses compatriotes. Ses

réponses énergiques et brèves aux questions qui lui furent posées impressionnèrent vivement la majorité, et le ministère, convaincu enfin que le droit de timbre ne pourrait être perçu que par la force, se décida à le supprimer.

Cette nouvelle fut accueillie en Amérique avec une joie dont les journaux se firent l'écho retentissant. Ils la célébrèrent comme une victoire personnelle. C'étaient eux que cet impôt menaçait surtout, c'étaient donc eux qui triomphaient. Après avoir vaincu pour leur compte il leur incombait, maintenant que leur existence était assurée, de revendiquer les droits communs, l'affranchissement du commerce des colonies et la consécration du principe posé par eux : « Pas de taxe sans droit de représentation. » C'était au nom de ce principe même que l'Angleterre avait fait sa révolution. Ses colonies d'Amérique s'en emparaient à leur tour et paralysaient sa force en ébranlant sa conviction dans son droit.

Organe des revendications populaires, la presse voyait son rôle grandir et son existence s'identifier avec celle des colonies. Elle avait combattu, pour elle-même il est vrai, mais elle avait vaincu. C'était un journaliste, Benjamin Franklin, qui le premier avait fait entendre la voix de l'Amérique dans le parlement anglais, c'étaient les journaux qui ralliaient en un faisceau commun les volontés, les énergies et les passions. Ils portaient à la connaissance de tous les faits d'oppression, les actes de résistance, les excès de la soldatesque : ils prêchaient l'union, la confédération des colonies, signalaient les dangers de l'isolement et lançaient aux masses encore disséminées, mais déjà exaspérées, leur nouveau mot d'ordre : « *Join or die*, unissez-vous ou périssez. »

On les lisait, on les approuvait, et, le 5 septembre 1774, 53 délégués représentant les provinces, sauf la Georgie, se réunissaient à Philadelphie. Dans cette réunion solennelle, qui décida des destinées de l'Amérique, Patrick Henry électrisa l'assemblée par son éloquence. On décréta la formation de compagnies de volontaires; ils affluèrent, et dans toutes les colonies on se mit à fondre des balles, à fabriquer des cartouches, à exercer les hommes au maniement des armes. La presse, qui jusqu'ici n'avait été que l'écho des sentimens populaires, les devançait : elle indiquait le but à atteindre, les moyens d'y parvenir. Inconsciente encore de sa force, elle l'apprenait en s'en servant, et devenait une puissance en parlant au nom de toute une population dont elle allait être un des plus puissans instrumens d'affranchissement.

Nous sortirions du cadre restreint de ce travail, si nous suivions pas à pas les péripéties de cette lutte, qui devait aboutir le 25 novembre 1783 à l'évacuation des colonies américaines par les troupes

anglaises et à la naissance de la grande république des États-Unis. Lorsque lord North reçut la nouvelle de la capitulation de l'armée commandée par Cornwallis, et de la reddition des armes et des drapeaux entre les mains de Washington et de Rochambeau, il s'écria : « Il me semble que j'ai reçu une balle dans la poitrine. Grand Dieu ! tout est perdu. » Il disait vrai. Il eût pu ajouter que cette balle, qui portait un coup si terrible à l'influence anglaise, avait été fondue dans un atelier d'imprimerie et qu'un fragment de journal avait servi de bourre.

La guerre était terminée; la victoire complète. Les divergences de vues avaient disparu devant un danger commun, mais avec la paix elles allaient reparaître. Il ne s'agissait plus de combattre, il fallait organiser. Si l'on s'entendait sur le but, on n'était pas d'accord quant aux moyens. La presse et la population se scindèrent en deux grands partis politiques, représentés par deux hommes éminens : d'un côté les fédéralistes, dirigés par Alexander Hamilton; de l'autre les démocrates, qui reconnaissaient comme chef Thomas Jefferson. Pendant la guerre, l'énergie populaire avait pu suppléer à la faiblesse du lien fédéral créé par les représentans réunis à Philadelphie, mais cette ébauche de constitution ne pouvait suffire à la situation nouvelle. Les journaux fédéralistes en réclamaient le maintien avec quelques légères modifications, ils se déclaraient partisans des droits des états, droits qu'il importait pourtant de limiter, si l'on voulait constituer une véritable Union. Leurs adversaires, faisant bon marché des droits des états, réclamaient une Union intime, absolue, seule garantie, disaient-ils, de force et de durée, sans laquelle la nationalité américaine succomberait infailliblement dans une nouvelle lutte avec l'Angleterre. On s'arrêta à un moyen terme, qui pour le moment suffisait aux nécessités de la situation et devait en effet assurer à la république de longues années d'une éclatante prospérité. C'est pourtant à l'origine et aux conditions de ce pacte fédéral que devaient en appeler les états du sud lors de la guerre de sécession. Comme toutes les constitutions, celle-ci portait en elle des germes de conflit et laissait la porte ouverte à des interprétations différentes.

Quelle était l'importance et quel était alors le nombre des journaux aux États-Unis? Nous avons constaté qu'en 1704 il ne se publiait qu'un journal. Il paraissait une fois par semaine, et cela suffisait et au-delà aux besoins d'une population urbaine de 8,000 habitans. En 1725, 4 journaux représentent à eux quatre un tirage annuel de 170,000 exemplaires. La population est de 1 million. Au début de la guerre d'indépendance en 1775, la presse est représentée par 37 journaux. Leur tirage total annuel est de 1,200,000 exemplaires.

La population a plus que doublé, elle est de 2,800,000 habitans. En 1800, nous trouvons 359 journaux, un tirage annuel de 22,321,700 exemplaires pour une population de 7,239,814. Le nombre des journaux est presque décuplé, leur tirage est dans la proportion sur la période précédente de 20 à 1 pour une population triplée. On peut juger par ces chiffres de l'influence que les événemens exercèrent sur la presse américaine et de l'incroyable essor qu'ils lui permirent de prendre. Nous sommes loin du temps où Campbell pouvait à peine tirer à 300 exemplaires sa feuille hebdomadaire et faisait à ses rares lecteurs un appel aussi pathétique qu'inutile.

La presse traversa, non sans encombre et sans bon nombre de faillites, la période critique de 1783 à 1790. Les journaux paraissaient, publiaient quelques numéros, puis succombaient, quitte à renaître quelques semaines ou quelques mois plus tard sous un titre nouveau. Vers 1790, l'horizon s'éclaircit un peu; sous la main ferme et sage de Washington, la confiance renaissait, et quelques feuilles mieux rédigées, mieux renseignées que les autres groupaient autour d'elles des sympathies, des lecteurs et des appuis financiers. Un homme de talent et d'énergie, qui avait joué un rôle dans la guerre de l'indépendance, le major Bursell, fonda à Boston la *Centinel*, feuille dévouée à l'administration de Washington et qui lui prêta en mainte occasion un concours aussi intelligent que désintéressé. Ce fut le premier journal aux États-Unis qui gagna de l'argent; il en fit un noble emploi : Bursell publia gratuitement tous les actes du congrès, et lorsque le secrétaire des finances lui fit demander son compte, il l'envoya acquitté. Par l'organe de son président, le congrès répondit : « Lorsque M. Bursell a généreusement offert de publier les lois et actes du congrès sans rémunération, nous étions pauvres et nous avons accepté sa proposition; maintenant nous pouvons payer nos dettes, et ceci est une dette d'honneur. » Un mandat de 7,000 dollars accompagnait cette réponse.

A l'époque où Bursell publiait son journal, deux personnages qui devaient jouer un grand rôle dans notre histoire se trouvaient à Boston. L'un, Louis-Philippe, duc d'Orléans, appelé à régner un jour sur la France, donnait des leçons dans une école; l'autre était Talleyrand, le futur ministre de l'empire. Tous deux alors (1795) avaient quitté la France pour se soustraire aux fureurs révolutionnaires. Ils fréquentaient assidument les bureaux du journal la *Centinel*, surtout à l'arrivée des journaux d'Europe, rares alors, et apportés par des navires voiliers. Bursell leur communiquait avec obligeance les numéros du *Moniteur*. Pour le remercier, Louis-Philippe se dessaisit en sa faveur d'un atlas qu'il possédait, livre rare

aux États-Unis. C'est à l'aide de ces cartes que Bursell put tenir ses lecteurs au courant de la marche des armées françaises, et retracer les étonnantes campagnes d'Italie. Le modeste cadeau du duc d'Orléans fit la fortune de la *Centinel*, qui avait sur ses rivaux le précieux avantage de pouvoir préciser là où ils en étaient réduits aux conjectures. Bursell continua d'éditer la *Centinel* jusqu'en 1828. Il vendit son journal à Adams et Hudson, et se retira des affaires avec une fortune considérable pour l'époque.

Boston avait alors le privilége d'être la ville la plus peuplée et la plus intelligente des États-Unis. Il s'y publiait plusieurs journaux; l'un des plus influens était le *Chronicle*, qui comptait parmi ses rédacteurs John Prentiss, qui vient de mourir âgé de plus de quatre-vingt-quatorze ans, et qui a joué dans le congrès un rôle important. Le *Chronicle* avait pour éditeur Benjamin Austin. Une de ces discussions si fréquentes entre journalistes américains surgit, en août 1805, entre lui et Selfridge, collaborateur du *Boston Gazette*, et se termina par l'assassinat en pleine rue et en plein jour du fils d'Austin, âgé de vingt et un ans, par Selfridge. Ce dernier en fut quitte pour quelques mois de prison. Il y a soixante-dix ans que le revolver a pour la première fois joué son rôle dans le journalisme aux États-Unis. Depuis il n'a cessé de figurer comme un des objets indispensables d'un cabinet de rédaction, et plus d'une fois cet argument a servi, non à convaincre peut-être, mais à faire taire un adversaire. L'histoire de la presse aux États-Unis est pleine de faits pareils, et l'on ne saurait trop flétrir cette brutalité des mœurs politiques qui a envahi le congrès et l'a parfois transformé en une arène de combattans.

Si Boston jouissait d'une supériorité incontestée au point de vue intellectuel, d'autres villes grandissaient aussi. New-York, Salem, Providence, voyaient s'augmenter, avec le chiffre de leurs habitans, leur importance commerciale et politique. De nouveaux états obtenaient leur admission dans l'Union. Vermont en 1791, Kentucky en 1792, Tennessee en 1796, portaient à 16 le nombre des états. Alors, comme aujourd'hui, aussitôt qu'un nouveau *settlement* se formait, on voyait s'élever le temple, l'école et le bureau du journal. Beaucoup de ces feuilles éphémères ne faisaient que paraître et disparaître, mais la semence était jetée, le germe devait lever plus tard. Nous avons vu, de nos jours, la presse faire plus encore et devancer la civilisation dans les vastes solitudes qui séparent de la Californie les états de l'ouest. Le *Frontier Index*, publié pendant la construction du grand chemin de fer du Pacifique, se déplaçait à mesure que les travaux avançaient, et précédait de quelques jours les rails et la locomotive. On peut ne voir là qu'un tour de force

d'originalité, mais si l'on se reporte à l'époque dont nous parlons, si l'on tient compte de ce qu'étaient alors ces états nouveaux où le colon disputait le sol aux animaux féroces et aux Indiens, on conviendra que les journaux qui paraissaient dans ces villages naissans étaient bien les ancêtres du *Frontier Index*. Eux aussi étaient les fanaux mouvans qui précédaient et éclairaient la marche des pionniers et des colons qui, partis de l'Atlantique, ne devaient s'arrêter qu'aux rives de l'Océan-Pacifique.

III.

La période comprise entre 1810 et 1820 est marquée aux États-Unis par un développement constant que ralentissent parfois, sans l'arrêter, les guerres avec les tribus indiennes, la rupture avec l'Angleterre, la bataille de la Nouvelle-Orléans, les dissensions intérieures qui aboutissent au compromis du Missouri, la crise financière, la guerre des banques. En 1802, le président Jefferson nous achète pour 80 millions la Louisiane. La presse est unanime pour approuver cet achat, qui inspirait aux deux parties contractantes des réflexions qu'il est utile de relever ici : « Nous sommes parvenus à un âge avancé, écrivait Monroe, négociateur du traité, mais nous n'avons pas vécu en vain, et ce traité est le plus grand service que nous ayons rendu à notre patrie. » Napoléon, de son côté, disait : « Cet accroissement de territoire consolide à jamais la puissance des États-Unis. J'ai suscité à l'Angleterre un rival sur les mers qui tôt ou tard abaissera son orgueil. »

L'épreuve ne devait pas tarder à se faire, mais les circonstances étaient peu favorables aux États-Unis, dont la marine naissante ne pouvait encore lutter avec celle de l'Angleterre. Les difficultés qui surgirent en 1807 et qui aboutirent à la guerre en 1812 trouvèrent l'opinion publique divisée. La presse se partagea en deux camps, dont l'un, organe du parti démocratique et représentant des états de l'ouest, voulait la guerre, et dont l'autre, écho des opinions des fédéralistes de la Nouvelle-Angleterre et notamment de Boston, la déclarait impolitique et désastreuse. Les premiers l'emportèrent. Le danger commun fit taire ces dissidences, et la presse, en surexcitant puissamment les passions patriotiques, apporta à l'administration un concours énergique et décisif. La bataille de la Nouvelle-Orléans, gagnée le 8 janvier 1815 par le général Andrew Jackson, et la prise, par la frégate américaine *Constitution*, de deux bâtimens de guerre anglais permirent aux États-Unis de négocier une paix honorable qui non-seulement consacrait à nouveau leur indépen-

dance, mais forçait l'Angleterre et avec elle les états européens à compter avec la jeune république. Un autre résultat de cette guerre fut de donner à la presse antifédéraliste la consécration du succès, d'augmenter son prestige auprès de l'administration et dans le congrès et de faire élire président son candidat James Monroe, qui reçut 183 votes présidentiels contre 34 donnés au candidat fédéraliste Rufus King.

De cette époque date l'influence considérable exercée par la presse sur les élections, et la pratique, depuis consacrée par l'usage, de distribuer au parti victorieux les places et les emplois conquis par le vote sur le parti vaincu et dépossédé. Le cadre de ce travail ne nous permet pas d'étudier les conséquences qu'a eues pour les États-Unis l'application de cette théorie absolue, vivement critiquée par les uns, qui y voient une destruction systématique et périodique des rouages administratifs, préconisée par les autres, qui n'admettent pas que l'administration laisse aux mains d'adversaires politiques le maniement des affaires.

La paix était à peine conclue que la presse républicaine, représentée par ce que l'on a appelé le triumvirat des journaux, l'*Enquirer*, le *Globe* et l'*Albany Argus*, organisa dans tous les états une coalition puissante, dirigée par Martin van Buren, William Marcy, John A. Dix, qui devaient tous trois jouer un rôle considérable dans l'histoire de leur pays. Cette coalition ne tarda pas à dominer le président et son cabinet. Van Buren, Marcy et Dix étaient désignés dans la presse sous le nom de *régence d'Albany*. Ils faisaient et renversaient les ministres; leurs journaux, tout-puissans, exigeaient et obtenaient le renvoi de leurs adversaires de toutes les places, les plus élevées comme les plus modestes, et désignaient au pouvoir exécutif leurs candidats, aussitôt acceptés. Ce n'était pas seulement le pouvoir fédéral qui était obligé de compter avec eux; dans chaque état, ils exercèrent la même inquisition et rencontrèrent la même obéissance. En quelques mois, les fédéralistes furent exclus de toutes les positions officielles et remplacés par les candidats proposés par les journaux du parti vainqueur.

A aucune époque, l'intervention de la presse dans les questions de personnes et de politique générale ne fut aussi dictatoriale. C'est la presse qui souleva la question de l'acquisition de la Floride à l'Espagne et décida le vote par le congrès d'une somme de 25 millions de francs, prix auquel l'Espagne consentit à céder sa colonie. « L'Amérique aux Américains » devenait le mot d'ordre national. Il a reçu depuis de nombreuses consécrations par la conquête de la Californie et du Texas, l'annexion de l'Orégon, l'achat d'Alaska à la Russie et les démonstrations menaçantes faites à di-

verses reprises sur les frontières du Mexique et sur celles du Canada.

Au début de cette étude, nous avons précisé les causes principales auxquelles était due la colonisation de l'Amérique par l'Europe, les mobiles auxquels obéissaient les émigrans : l'amour de l'indépendance et les convictions religieuses. La presse politique répond au premier de ces besoins : par elle et avec elle, le colon a ébranlé, puis secoué le joug de la métropole; par elle et avec elle, il a vaincu, proclamé son indépendance politique, fondé une république, créé une constitution, concilié dans une assez juste mesure les droits de l'état et ceux de l'individu. Examinons maintenant quelle satisfaction a été donnée aux deux autres besoins de sa nature. A côté de la presse politique, il y a la presse religieuse; résumons en quelques mots son histoire et les résultats obtenus.

Le premier journal exclusivement consacré aux questions religieuses parut à Boston le 3 janvier 1816. L'éditeur était Nathaniel Willis, qui a raconté dans une autobiographie très curieuse comment, après de longues années d'épreuves, de perplexités et de difficultés, il réussit enfin, avec l'appui du docteur Morse, à fonder le *Recorder*, qui subsiste encore, et qui a tracé le chemin où depuis se sont engagés nombre de rivaux. Presque simultanément parurent le *Congregationalist*, puis le *Watchman*, organe des *baptists*, qui compte 21,000 abonnés, le *New-York Observer*, qui tire à 60,000 exemplaires, le *Zion Herald*, journal des méthodistes, le *Christian Register*, oracle des unitairiens. L'église presbytérienne est représentée par l'*Evangelist*, primitivement publié par une association de jeunes gens réunis dans un dessein commun, celui de favoriser les progrès de l'éducation, de soutenir la cause de la tempérance et de combattre l'institution de l'esclavage. L'*Independent*, organe des congrégationalistes, une des feuilles les plus répandues de la presse religieuse, doit également son existence à trois négocians de New-York, Chittenden, Hunt et Bower, qui consacrèrent des sommes considérables à assurer le succès de cette publication. Henry Ward Beecher, le célèbre prédicateur, fut un de ses premiers éditeurs et y soutint, avec une vigueur et une âpreté de langage qui n'avaient rien à envier aux feuilles politiques, de nombreuses controverses avec l'*Evangelist* et d'autres publications rivales. On se passionne aussi vivement aux États-Unis pour les discussions religieuses que pour les discussions politiques, et la modération de la forme et du langage fait également défaut aux unes et aux autres. Le catholicisme compte de nombreux adhérens et, dans la presse, des partisans zélés; rédigés avec talent, ses journaux ont des lecteurs nombreux et assidus, et soutiennent avec leurs

adversaires des controverses dans lesquelles de part et d'autre on fait preuve d'une incontestable érudition. Les juifs possèdent deux journaux. Les *spiritualistes*, au nombre de 1,500,000, ont également plusieurs organes, dont le *Spiritualist* est le plus important.

La presse exclusivement religieuse compte peu de journaux quotidiens : d'ordinaire ils paraissent le samedi ou le dimanche matin; leurs abonnés les lisent le dimanche après le service divin. Les controverses théologiques, les récits de conversion, les progrès des missionnaires et la reproduction des sermons des principaux prédicateurs en remplissent les colonnes. Il est rare qu'ils empiètent sur le terrain de la politique, mais au début de la guerre de sécession, et pendant toute la durée de cette lutte, ils ont joué un rôle des plus importans. Adversaire passionnée de l'esclavage, la presse religieuse a contribué tout autant, si ce n'est plus, que la presse politique à précipiter les événemens. Dès le début, elle s'est déclarée hostile à toute tentative de compromis. Sans défaillance aucune, même dans les plus mauvais jours, elle a soutenu le courage et l'ardeur du parti républicain et de l'administration de Lincoln. Divisée sur tant de points, elle s'est trouvée unanime pour conseiller et soutenir la résistance. Les feuilles catholiques, très influentes sur la population irlandaise, parlaient et agissaient dans le même sens que leurs rivales de toutes sectes. On peut affirmer sans exagération que la presse religieuse a joué, pendant cette période critique de l'histoire des États-Unis, le premier rôle. Les attaques dirigées contre l'esclavage sont venues d'elle, et deux de ses hommes les plus éminens, Henry Ward Beecher et Wendell Philipps, ont exercé sur l'opinion publique une véritable dictature.

C'est en grande partie à ces deux hommes que la presse religieuse est redevable de l'immense développement qu'elle a pris dans ces derniers temps. Quelques chiffres permettront de s'en faire une idée. Il se publie aux États-Unis 420 journaux exclusivement religieux. Leur tirage annuel est de près d'*un milliard et demi* d'exemplaires, le chiffre de leurs abonnés dépasse 9,000,000. Ce n'est pas tout. L'Association de la presse évangélique et, après elle, d'autres associations analogues, représentant des sectes diverses, se sont assuré le concours de nombreuses feuilles politiques et ont obtenu d'elles, en échange de l'appui qu'elles leur apportent, de consacrer chaque semaine un certain nombre de colonnes à l'examen et à la discussion des questions religieuses. C'est ainsi que le *New-York Herald*, un des journaux les plus répandus aux États-Unis, publie chaque lundi un résumé des sermons prononcés la veille dans les principales églises de New-York. Plus encore, recourant aux services coûteux du câble transatlantique, il se fait télégraphier

un extrait des prédications les plus importantes des églises de Rome, de Londres et de Paris.

Revenons maintenant à la presse politique. Nous l'avons laissée à l'apogée de son pouvoir et de son influence; elle vient de les affirmer par une révolution dans les mœurs politiques, et, posant en principe que les emplois et les places de tout ordre appartiennent au parti victorieux, elle a passé de la théorie à la pratique, chassé les fédéralistes vaincus de l'administration et inauguré le règne des *politicians*. Du moment où le fait d'appartenir au parti qui triomphe donne un droit incontestable aux dépouilles, la vie politique devient une carrière comme une autre, et, plus que d'autres, de nature à tenter des esprits aussi aventureux que peu scrupuleux. L'influence, et partant le droit, se mesure au nombre d'électeurs que l'on peut entraîner. Un siége dans le cabinet revient à celui qui, dans une élection présidentielle, peut entraîner les suffrages d'un ou plusieurs états, et les subordonnés qui manipulent la matière électorale dans les villes et villages ont en perspective un emploi dans les douanes ou dans les bureaux de l'administration.

Les conditions nouvelles de la vie politique aux États-Unis devaient amener une révolution dans la presse. De 1820 à 1832, elle devient exclusivement l'organe des partis qui se disputent le pouvoir. Contrôlée, dominée par une poignée de *politicians*, elle menace de tomber dans le discrédit. L'opinion publique, qu'elle cesse de représenter, s'éloigne d'elle et attend pour la diriger des hommes nouveaux et des organes plus indépendans.

D'un autre côté, les progrès rapides du commerce demandaient qu'une part plus large fût faite aux annonces, que le prix d'abonnement fût réduit, que des renseignemens plus précis sur les marchés étrangers fussent fournis. Les journaux inféodés aux partis n'avaient ni le temps ni les moyens de satisfaire à ces besoins nouveaux. Il fallait créer une presse nouvelle, ce que l'on a appelé depuis la presse indépendante : elle date de 1832.

Un homme dont le nom est bien connu en Europe, le fondateur et le propriétaire du *New-York Herald*, J. Gordon Bennett, l'incarnation du journalisme aux États-Unis, est entré le premier dans la voie nouvelle. L'immense fortune qu'il a réalisée, l'éclatant succès de sa tentative hardie, prouvent la puissance d'une idée juste, saisie à temps et suivie avec persévérance. L'histoire de J. Gordon Bennett et du *New-York Herald* peut être considérée comme l'histoire du journalisme américain. En étudiant la carrière de cet homme remarquable, qui a refusé les fonctions d'ambassadeur pour rester journaliste, nous assisterons à la naissance, aux progrès et aux transformations de la presse moderne aux États-Unis, et nous

verrons comment, en s'appliquant à donner une légitime satisfaction à tous les intérêts et à tous les besoins, elle est devenue ce qu'elle est aujourd'hui.

IV.

James Gordon Bennett débuta dans le journalisme sous les auspices de la régence d'Albany. Il fut un des partisans déclarés de Jackson et de Martin van Buren, et fit ses premières armes dans le *Courier*, l'organe le plus accrédité du parti. Jeune, actif, énergique, il ne devait pas servir longtemps en sous-ordre; ses velléités d'indépendance et surtout de réformes dans l'organisation de la presse amenèrent des tiraillemens auxquels il crut se soustraire en fondant un nouveau journal. En 1832, il publia le *New-York Globe*. Le prix d'abonnement était réduit de 10 dollars à 8.

Cette première tentative échoua. Une réduction de 2 dollars n'était pas suffisante pour rallier de nombreux abonnés; d'autre part les chefs et les organes accrédités du parti voyaient avec inquiétude se fonder une feuille nouvelle qui, tout en se déclarant fidèle, entendait s'affranchir dans une certaine mesure d'un contrôle sévère. Bennett hésitait à rompre, à se déclarer franchement indépendant. Son journal, en tant que feuille de parti, était terne, comparé à ses rivaux; sans satisfaire personne, il mécontentait tout le monde: Bennett comprit son erreur et suspendit sa publication. Il essaya alors de renouer avec ses anciens amis; mais ses exigences rendirent toute négociation impossible, et la rupture fut complète.

Libre désormais de toute attache de parti, ne comptant plus que sur lui-même, Bennett partit pour New-York aussi léger d'argent que riche d'espoir. Il allait enfin tenter de réaliser son rêve. Créer une feuille indépendante en dehors et au-dessus des partis, une feuille qui ne fût ni fédéraliste, ni républicaine, ni démocratique, mais purement américaine et dévouée à l'intérêt national, quitter le terrain de la polémique pour celui des faits, renseigner exactement ses lecteurs en leur laissant la tâche de se former à eux-mêmes leur opinion, mettre cette feuille à la portée de tous par un prix d'abonnement très réduit, demander à l'annonce, encore peu pratiquée et dont il prévoyait le développement, les ressources nécessaires, tel était le plan du futur éditeur du *New-York Herald*, et c'est avec un capital de 500 dollars qu'il songeait à le réaliser.

Pour tenter aujourd'hui une entreprise pareille à New-York, il faudrait un capital minimum de 300,000 dollars (1,500,000 fr.). Le compte-rendu soumis récemment aux actionnaires d'un journal qui n'occupe dans la presse new-yorkaise qu'un rang inférieur constate

en effet que le comité d'administration a dû sacrifier 200,000 dollars du fonds social (1 million) pour le maintenir pendant une année.

Le premier numéro du *New-York Herald* parut le 5 mai 1835. Dans ce premier numéro, qui se composait de douze colonnes de texte et de quatre d'annonces, Bennett expose son programme à ses lecteurs. Tout d'abord le prix de l'abonnement est réduit à 3 dollars par an (15 francs). C'est aux annonces qu'il entend demander le plus clair de ses recettes. Quant à sa ligne politique, il déclare nettement n'en pas avoir. « Notre seul guide, dit-il, sera le bon sens appliqué aux affaires. Nous n'appartenons à aucun parti, nous ne sommes l'organe d'aucune faction ou coterie et nous ne soutiendrons aucun candidat, pas plus pour la présidence que pour le plus mince emploi. Notre but est de recueillir et de donner des faits exacts, des renseignemens précis sur tout ce qui se passe. Notre journal s'adresse aux masses, au négociant comme à l'ouvrier, au banquier comme au commis. Chacun d'eux trouvera dans nos colonnes ce qui peut l'intéresser, lui servir, et tirera lui-même ses conclusions des faits que nous mettrons sous ses yeux. »

Fidèle à son programme, il supprimait les articles politiques et les remplaçait par les documens officiels, par les résultats des élections, s'abstenant de toute appréciation, de tout commentaire. Cette tentative originale fut accueillie avec le sourire de l'incrédulité. On n'admettait pas encore qu'un journal indépendant de tout parti politique pût se maintenir quelque temps, bien moins encore prospérer. Aucune feuille jusqu'ici ne s'était occupée des affaires financières; Bennett fut le premier qui publia une cote des fonds publics. C'est dans son numéro du 13 mai 1835 qu'elle parut. Il y rendait compte des ventes et achats effectués à la bourse de la veille et des prix obtenus par les valeurs diverses. Cette innovation fut fort mal accueillie. Les banquiers et courtiers contestèrent son droit à rendre compte de leurs opérations; c'était, affirmaient-ils, intervenir dans leurs affaires privées. Le *New-York Herald* fut assailli de réclamations, de menaces, de procès, l'éditeur lui-même fut injurié et maltraité à la Bourse; mais le bruit qui se faisait autour de la feuille nouvelle attirait sur elle l'attention et lui amenait des abonnés et des acheteurs.

La crise financière de 1837 assura son succès : prédite par lui, annoncée jour par jour dans son bulletin financier, elle lui donna une autorité telle qu'on cessa de contester l'utilité de ses renseignemens. Son exemple trouva promptement des imitateurs : ses concurrens, qui avaient été les plus ardens à le blâmer, suivirent son exemple, et la masse du public sut gré au *Herald* d'avoir ré-

solûment persévéré dans la voie nouvelle dont l'utilité n'était plus contestable.

Bennett fut également un des premiers à se rendre compte des progrès immenses que devait amener, tant dans l'industrie que dans le mode de locomotion, l'application pratique de la vapeur. « Une des tentatives les plus grandioses du siècle, écrit-il en 1835, est celle qui consiste à relier l'ancien au Nouveau-Monde par un service de bâtimens à vapeur. » Sans cesse ni trêve, il développa cette thèse pendant des mois, ralliant des adhérens, gourmandant la lenteur du congrès à voter une subvention et lui prédisant, ce qui arriva en effet, que l'Angleterre, plus intelligente et plus soucieuse des intérêts commerciaux, prendrait l'initiative et ferait de la compagnie projetée une compagnie essentiellement anglaise.

Un an après la publication de son premier numéro, Bennett avait pu rembourser les avances consenties par ceux qui lui avaient fait crédit pour le papier, les types, etc. Le nouveau journal pouvait équilibrer ses recettes et ses dépenses. L'éditeur, sans plus attendre, décida d'agrandir son format et affirma une fois de plus son programme. « Dans une ville comme New-York, écrivait-il, il n'y a pas de limite à l'esprit d'entreprise; le travail, la capacité et le talent peuvent tout oser. L'année dernière, quand je commençai la publication de mon journal, sans capital et sans amis, on se moquait de moi, j'étais un fou, un cerveau fêlé. A force de travail, d'économie et de détermination, je me suis maintenu, j'ai eu raison de mes adversaires, et j'inaugure aujourd'hui dans le journalisme une ère nouvelle dont les résultats étonneront un jour l'Amérique entière. »

Ce n'est pas, on le voit, par la modestie que brillait l'heureux éditeur du *New-York Herald;* mais on ne saurait lui refuser un coup d'œil juste, une indomptable persévérance et une remarquable intelligence des transformations que la société moderne était appelée à subir, des besoins nouveaux qui allaient se manifester et du rôle que la presse était destinée à jouer. Les chemins de fer et les bateaux à vapeur, en abrégeant les distances, en facilitant les transports, ouvraient à son ambition un champ immense dans l'avenir et, pour le présent, devaient, d'après ses calculs, décupler, centupler le nombre de ses lecteurs. Aussi fut-il le premier à s'assurer, partout où cela lui fut possible, des correspondans intéressés à la vente de sa feuille. Lorsqu'en 1836 le général Houston quitta New-York pour prendre le commandement des troupes américaines qui allaient envahir le Texas, il invita Bennett à l'accompagner. Le *Herald* commençait à peine à percer, mais son éditeur n'en répondit pas moins : « Qu'irais-je faire au Texas? New-York n'est même pas assez vaste pour moi. »

En 1838, le petit vapeur *Sirius*, venant d'Angleterre, entra dans le port de New-York, salué par les applaudissemens frénétiques de la population. Les magasins fermèrent, les affaires furent suspendues, on ne parlait que du *Sirius* et de la perspective brillante de la navigation à vapeur. Le *Herald* en avait le premier signalé les avantages et prédit le succès. Bennett n'hésita pas à s'embarquer et à venir en Europe. En quelques mois, il parcourut l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie, choisissant dans chacune des capitales des correspondans à même de le bien renseigner, organisant un service de dépêches régulières. A son retour, il fit construire toute une flottille de bateaux chargés d'aller au-devant des paquebots avant leur temps d'arrêt forcé à la quarantaine et de lui rapporter en toute hâte les lettres et les journaux d'Europe.

Ses concurrens devaient l'imiter sous peine de succomber dans la lutte. Il suffisait en effet de quelques heures, de quelques minutes pour décider du succès. Aux portes des principaux journaux stationnaient des armées de *news-boys* impatiens qui se disputaient les feuilles humides pour les porter jusque dans les quartiers les plus reculés de la ville. C'était à qui des éditeurs publierait le premier l'*extra* contenant les nouvelles. Le second se vendait à peine, le dernier ne trouvait plus d'acheteurs. Bennett triomphait toujours. Semblable à un général d'armée, il dirigeait tout son monde, surveillait le tirage, répartissait à chacun sa tâche. Les chevaux les plus rapides attendaient au quai l'arrivée des sacs de dépêches, les transportaient au bureau du journal, où une nuée d'employés découpaient, traduisaient, composaient la copie aussitôt livrée aux typographes.

Constamment battus par leur heureux rival, ses concurrens imaginèrent de faire cause commune contre lui, de réunir leurs ressources. Ils organisèrent des relais plus fréquens, des bateaux plus rapides. Rien n'y fit; la lutte fut acharnée, mais courte. Le sang-froid de Bennett, son coup d'œil juste et prompt, l'admirable organisation de son état-major, l'amour-propre surexcité de ses employés, largement payés, triomphèrent de toutes les résistances. On raconte encore dans les bureaux des journaux de New-York les principaux incidens de ces luttes de vitesse, ces *extra* publiés d'heure en heure, à mesure que les nouvelles d'Europe arrivaient, les piéges tendus aux concurrens. On se passionnait, on engageait des paris comme on le fait pour les courses de chevaux, et des sommes importantes servaient d'enjeu. Le *Herald* était le favori, et un riche négociant de New-York offrit un jour de parier 3,000 dollars contre 500 en sa faveur sans trouver preneur.

Ce n'était pas seulement son habileté à devancer ses rivaux et son indépendance avérée qui assuraient à Bennett la faveur pu-

blique. Bien que formé à l'école du journalisme politique, il en répudiait comme écrivain les procédés et la forme, et lorsqu'il fonda le *Herald*, il adopta une manière à lui, qu'il appelait dans l'intimité le « genre français, » et qu'ont imitée depuis les journalistes américains. Avant lui, on copiait exactement les écrivains anglais. Les articles de fond, les *editorials*, s'étalaient amplement et lourdement en colonnes serrées, coupées par de rares alinéas, et se prolongeaient de numéro en numéro jusqu'à complet épuisement du sujet traité. Une érudition indigeste en faisait le fond, un style pompeux et solennel constituait la forme. Les argumens, longuement développés, se liaient les uns aux autres par des transitions pesamment amenées. Lus séparément, ces articles étaient inintelligibles, il fallait relire toute la série ou n'avoir pas oublié, en ouvrant son journal, ceux de la veille et des jours précédens. Ces longues et pénibles élucubrations étaient signées invariablement des noms de *Honestus*, *Scævola*, *Americus*, *Publius*, *Scipio*.

Bennett introduisit le premier dans la presse américaine l'article court, nerveux, précis, l'entrefilet, le paragraphe découpé en alinéas, le bulletin résumé des nouvelles du jour. Il abandonna le moule anglais emprunté à Addison, Junius, Swift, et conservé précieusement comme une tradition des grands maîtres. Cela lui était facile. Contrairement à ses rivaux, il n'avait ni thèse à développer, ni parti à soutenir, ni système politique à étayer laborieusement par des argumens. Il ne se préoccupait que des faits, il les donnait le plus souvent sans commentaire aucun, parfois avec un commentaire sobre et précis. « Je ne vous vois lire que le *New-York Herald*, » disait un de ses amis à un ministre anglais accrédité près du cabinet de Washington. « C'est le seul de vos journaux qui soit intelligible, » répondit-il. Et il avait raison alors.

Bennett portait, il y a peu d'années, sur notre presse française un jugement curieux : « Les journaux français, disait-il, sont très en retard quant au format, aux annonces et aux nouvelles étrangères; mais ils ont au suprême degré l'art de la forme. Un journal en France qui saurait s'affranchir des partis politiques, se borner comme le mien à donner des nouvelles sur tout ce qui se passe dans le monde, et laisserait ses lecteurs tirer leurs propres conclusions, réussirait comme j'ai réussi. »

Où Bennett fut vraiment sans rival, ce fut dans le parti qu'il sut tirer de l'annonce. Avant lui les feuilles politiques, les seules qui existassent alors, consacraient à l'annonce la quatrième page, comme nos journaux. On la lisait à peine; mal rédigée, maintenue sans changement pendant des semaines et des mois dans le même cadre loué à l'année, souvent même à crédit, elle rapportait peu

au négociant, moins encore au journal. Le prix élevé de l'abonnement, en limitant à un petit nombre de lecteurs la circulation de la feuille, paralysait l'annonce. On tournait dans un cercle vicieux, car on ne pouvait élever le prix de cette dernière qu'à la condition d'augmenter le tirage et de réduire le prix de vente. Bennett, en mettant son journal à la portée de tous au prix réduit de 15 francs par an, s'assurait une circulation considérable, mais ruineuse, à moins de combler et au-delà le déficit par une extension considérable donnée à l'annonce. Il y réussit en remaniant le système en usage, en y introduisant la variété et la clarté.

Aucune annonce ne pouvait paraître plus d'une fois, à moins d'être modifiée ou renouvelée. Insérée sous des rubriques spéciales, elle ne pouvait en rien se distinguer des autres, le type était uniforme, le prix le même. Les offres et les demandes étaient classées par catégories où chacun, suivant sa convenance, savait trouver ce qu'il cherchait. Lorsqu'en 1845, Bennett fut sollicité par l'administration fédérale de reproduire les avis officiels, il s'y refusa péremptoirement, alléguant qu'il ne reconnaissait pas à l'état le droit de fixer lui-même le prix qu'il lui convenait de payer, et n'admettant pas, disait-il, que le gouvernement jouît d'une faveur refusée aux simples particuliers. L'annonce est en effet tellement entrée dans les mœurs aux États-Unis, que le gouvernement lui-même y a constamment recours, et se sert de ce moyen pour soutenir les journaux qui lui sont dévoués. Bennett déclara qu'entendant maintenir son indépendance et la mettre à l'abri de tout soupçon, il n'insérerait aucune annonce ministérielle.

Il pouvait s'en passer. Ce mode de rapports entre le consommateur et le producteur joue aux États-Unis et en Angleterre un rôle dont nous n'avons aucune idée. L'annonce est, pour la race anglo-saxonne, le premier et le dernier mot, l'âme même du commerce. Elle envahit tout, on la retrouve partout; nouveau Protée, elle emprunte toutes les formes; mais c'est surtout dans les journaux qu'elle se produit comme un des rouages essentiels et organisés de la vie de tous les jours. Le grand négociant qui offre en vente un chargement entier y a recours aussi bien que la modeste maîtresse de maison à la recherche d'une « bonne pour tout faire. » Appartemens à louer, chevaux et voitures à vendre, mobiliers à céder, offres d'association, tout s'y trouve. Sous le titre *personal* s'établit une correspondance secrète dont les seuls intéressés ont la clé. On y coudoie drames et comédies, romans d'amour, plaintes touchantes, avis grotesques. Le tableau est complet.

En parcourant ces colonnes serrées, on peut, mieux et plus facilement que par tout autre moyen, se faire une idée des mœurs, cou-

tumes, civilisation, de ce peuple nouveau, dont les uns ont fait le type achevé du progrès moderne, dont les autres accusent la corruption et prédisent la ruine prochaine, que l'on accable de louange et de blâme également peu mérités, et que l'on juge sans le bien comprendre.

Les chiffres donneront une idée de ce qu'est l'annonce. Nous avons sous les yeux un numéro du *New-York Herald*, feuille quadruple dans laquelle nous constatons *huit* colonnes d'articles divers, *trente-huit* colonnes de nouvelles télégraphiques et autres, et *cinquante* colonnes d'annonces, en tout *quatre-vingt-seize* colonnes. Notons que tout a été composé à nouveau, que pas une ligne, même des annonces, n'a paru dans le numéro de la veille et ne paraîtra dans celui du lendemain. Pour imprimer ce numéro, on a employé en tout 849,550 lettres. Le tirage a absorbé plus de *onze* tonnes de papier. La composition seule a coûté 600 dollars. Joignons à cela le traitement des rédacteurs et des correspondans, celui des plieuses et des vendeurs, le coût des télégrammes de toutes les parties de l'Union, les dépêches d'Europe à 11 fr. par mot, et on se rendra compte de cette immense machine qui s'appelle le *New-York Herald*. Le *Times* de Londres est loin d'en approcher, et pourtant il publiait il y a peu d'années l'avis suivant : « Notre édition d'aujourd'hui se composera de 24 pages. Il y a cinquante ans, nos annonces s'élevaient à 150 par exemplaire, aujourd'hui elles atteignent 4,000. » Les chiffres que nous relèverons plus loin constateront combien l'Angleterre est dépassée par les États-Unis tant par le nombre des journaux que par l'importance de leur tirage.

Bennett fut également le premier à signaler le conflit inévitable qui se préparait entre les états du nord et ceux du sud, et à résister à la pression exercée par les hommes politiques du parti républicain pour déterminer la crise. La guerre déclarée, il organisa immédiatement dans ses bureaux un bureau spécial du sud où se dépouillaient les journaux, les dépêches, les lettres de ses correspondans répartis dans les différens états confédérés. Il affecta aux dépenses de ce travail une somme de *deux millions cinq cent mille francs*, et débuta par donner une liste exacte des différens corps d'armée du sud, avec leurs forces en cavalerie, infanterie, artillerie, l'indication précise de leurs dépôts, les noms des commandans et officiers. Les détails étaient si précis que ses ennemis l'accusèrent d'avoir des intelligences dans le camp ennemi. Rappelant habilement son opposition à la guerre, sa partialité apparente pour le sud, on insinua qu'il continuait par cet exposé formidable à soutenir la cause de l'esclavage et à trahir le nord; mais où le déchaînement ne connut plus de bornes, ce fut deux jours après la fatale

bataille de Bull's Run. L'opinion publique, mal renseignée par le gouvernement, considérait cette première bataille rangée comme indécise, lorsque parut un *extra* du *Herald* annonçant que les troupes fédérales avaient été battues complétement et donnant une liste complète et nominative des tués et des blessés.

Les bureaux du ministère de la guerre furent assiégés par une foule inquiète. Le ministre fit répondre qu'il n'avait pas de détails et ne comprenait pas comment le *New-York Herald* avait pu en donner d'aussi complets. Accusé hautement de connivence avec l'ennemi et de publication de nouvelles fausses, Bennett provoqua la nomination d'une commission d'enquête. Il mit sous les yeux des membres les lettres et dépêches de ses correspondans, les listes partielles envoyées par eux, soigneusement contrôlées; il dépouilla et résuma devant eux le travail énorme de son bureau spécial où s'agitait jour et nuit une armée d'employés; il les congédia émerveillés et parfaitement édifiés sur l'authenticité des pièces et sur la manière dont il se les était procurées. Le ministre de la guerre constata officiellement ce résultat et écrivit à M. Bennett pour le remercier et le féliciter de ses *efforts patriotiques*.

La circulation du *Herald* doubla presque instantanément, et l'on vit pendant toute la durée de la guerre ce curieux spectacle d'un journal renseignant le public et l'administration elle-même sur la marche, les revers et les succès de ses troupes, devançant les informations officielles, osant dire toute la vérité dans les circonstances les plus critiques. Ce fait constate combien est entière la liberté de la presse aux États-Unis : aucune entrave administrative, aucune loi spéciale ne la limite. Si ce régime, ou plutôt cette absence de régime, offre des inconvéniens, il présente aussi d'immenses avantages; c'est à lui que les États-Unis ont dû de s'affranchir du joug de l'Angleterre, c'est à lui aussi qu'ils sont en partie redevables de leur prospérité de 1775 à 1861. Pendant la crise terrible de la guerre de sécession, ils lui ont dû de connaître toute la vérité, de mettre leurs efforts à la hauteur du péril. Lorsque le président Lincoln fit le premier appel de 75,000 hommes pour briser la résistance du sud, les journaux dénoncèrent cette levée comme insuffisante. « Trois cent mille hommes ne suffiront pas, » osèrent-ils dire. Pendant la guerre, nous les voyons railler le prétendu mouvement tournant de Mac-Clellan. « Appelons les choses par leur nom, disait le *New-York Herald*, ce prétendu mouvement est une retraite devant des forces supérieures. » Constamment tenue en éveil, surexcitée par la presse, l'opinion publique ne s'égara pas : elle entendit la vérité et sut la comprendre; elle ne s'endormit pas dans ce calme menteur d'où un peuple ne sort qu'exaspéré contre

son gouvernement et sans confiance en lui-même. Nous en avons fait une triste et douloureuse expérience. Le silence imposé à la presse est aussi fatal au pouvoir qui l'impose qu'au peuple qui le subit.

La guerre civile terminée laissait le nord vainqueur, mais épuisé d'hommes et d'argent. La dette fédérale s'élevait à plus de 14 milliards de francs. En quatre années le gouvernement avait demandé au crédit plus de 13 milliards, sans compter les impôts. L'or était monté jusqu'à 285, c'est-à-dire que l'on donnait 285 dollars en papier-monnaie pour 100 dollars en numéraire. La ruine absolue du sud entraînait celle de nombreuses maisons de commerce, de banques et de particuliers du nord, créanciers des planteurs pour des sommes considérables et dont les créances ne reposaient plus que sur des ruines fumantes et un sol sans valeur depuis que l'émancipation des esclaves le laissait sans culture. Le pays était inondé de papier-monnaie, le numéraire avait disparu. A la fin de 1864, la circulation des *greenbacks* dépassait 3 milliards 1/2.

Le gouvernement et la presse abordèrent l'examen des questions financières avec la même liberté d'allures. Toutes les opinions se produisirent librement, furent examinées, discutées dans les journaux, et, quoi qu'on ait dit et pu dire de la corruption administrative aux États-Unis, il n'en est pas moins vrai qu'en quelques années le crédit fut rétabli sur des bases solides, et qu'aujourd'hui les fonds publics américains constituent un placement de premier ordre. Le cours du 5 pour 100 fédéral consolidé est de 105 à 108. Sans doute on peut relever à la charge de l'administration actuelle nombre de faits scandaleux. On a vu un ministre de la guerre spéculer sur les contrats, trafiquer de son influence. Il n'est pas le seul, et la presse américaine ne s'est pas fait faute d'étaler au grand jour toutes les plaies honteuses de l'administration; mais il faut aussi tenir compte du droit qu'elle possède de tout dire, droit dont elle use et abuse. Pourtant les plaies dévoilées sont les moins dangereuses; celles que l'on ignore ou que l'on cache par crainte du scandale n'en existent pas moins, et, comme un cancer dissimulé, elles s'étendent, se propagent et causent d'incalculables ravages.

En 1866, Bennett céda à son fils la direction de son journal. Nous avons vu qu'il avait débuté dans sa carrière d'éditeur avec 500 dollars (2,500 francs). Il se retira avec une fortune personnelle de *vingt-cinq millions de francs*. Un de ses amis lui demandait alors s'il était vrai, comme le bruit en courait, qu'il songeait à vendre le *Herald*. « Il n'y a pas de capitaliste à New-York assez riche pour l'acheter, » répondit-il. Il avait raison, et lorsque son fils en prit possession, l'estimation faite fut de 20 millions de francs.

James Gordon Bennett J[r] continue à marcher sur les traces de son père et à maintenir le *Herald* au premier rang de la presse américaine. Actif et énergique, il s'est signalé lui aussi par certains faits que ses adversaires qualifient de gigantesques réclames. Nous en citerons quelques-uns : au lendemain de la bataille de Sadowa et de la paix conclue avec l'Autriche, le roi de Prusse prononça un discours important à l'ouverture du *Reichstag*. Le correspondant à Berlin du *New-York Herald* se présente au bureau du télégraphe quelques heures après et remet à l'employé étonné le discours du roi, en le priant de le télégraphier à New-York. « A New-York, répond celui-ci; mais il me faut le temps de calculer ce que cela coûtera, c'est une somme énorme. — Télégraphiez toujours, dit le correspondant, déposant 50,000 francs sur le bureau, nous compterons après. » Tout compte fait, la dépense était de 36,000 francs, mais le *Herald* publiait le discours à l'heure même où il paraissait dans les journaux de Berlin.

En 1868, il fit mieux encore : il envoya Stanley, devenu fameux depuis, en qualité de correspondant à la suite de l'armée du général anglais Napier, qui entrait en Abyssinie. On attendait avec une vive émotion à Londres les nouvelles de cette expédition hasardeuse. Stanley, à la disposition duquel le journal avait mis des sommes considérables, trouva moyen de gagner de vitesse, à l'aide de relais organisés d'avance, les courriers du général en chef. Le *Herald* fut le premier à annoncer les succès obtenus et à envoyer de New-York au gouvernement anglais, par le télégraphe, les nouvelles impatiemment attendues. On n'a pas oublié enfin que, sur l'ordre de son éditeur, Stanley se rendit en Afrique, retrouva Livingstone, et devança si bien l'expédition anglaise envoyée à la recherche de l'illustre voyageur, qu'il revenait à Zanzibar, son but atteint, au moment où les explorateurs se mettaient en marche pour pénétrer dans l'intérieur de l'Afrique. Ce résultat extraordinaire, dû à l'initiative d'un simple journaliste, parut si peu vraisemblable, que l'on commença par révoquer en doute les récits de Stanley, et que l'on n'y ajouta foi que le jour où il remit à la Société géographique de Londres les lettres et le journal de Livingstone lui-même. Réclame pour réclame, celles-là ont du moins le mérite d'une incontestable utilité.

Si nous avons choisi le *New-York Herald* pour en faire l'objet d'une étude particulière, c'est que son histoire résume mieux qu'aucune autre celle du journalisme moderne aux États-Unis. Il nous a paru curieux aussi de constater les résultats d'une entreprise aussi hardie qu'originale : fonder dans un milieu moderne un journal indépendant de tout parti politique, ne relevant d'aucun, ne

professant aucune opinion, ne s'attachant qu'à fournir des faits exacts et laissant ses lecteurs dégager eux-mêmes leurs impressions et tirer leurs conclusions. Le succès éclatant du *Herald* prouve qu'aux États-Unis tout au moins la réussite est possible dans ces conditions, et qu'un journal peut vivre et prospérer sans lier son existence à celle d'un parti politique quelconque.

Une étude analogue sur la presse politique nous mènerait trop loin. Bornons-nous à constater qu'à côté du *Herald* vivent et prospèrent également, bien qu'à un moindre degré, nombre de journaux appartenant à cette catégorie. Parmi les plus célèbres, nous citerons le *New-York Tribune*, fondé en 1841 et dirigé pendant trente et un ans avec un incontestable talent par Horace Greeley, qui disputa en 1872 la présidence des États-Unis au général Grant, et n'échoua que de quelques voix. Le *New-York Times*, édité par Henry J. Raymond, le *Ledger*, fondé par Banner, le *World*, occupent dans la presse américaine le second rang.

Nous avons sous les yeux le relevé statistique de la presse aux États-Unis en 1870; nous en extraierons quelques chiffres qui ont leur éloquence. A cette date, il se publiait 5,871 feuilles, comptant 20,842,475 abonnés. Le tirage annuel de tous ces journaux réunis dépassait 1 milliard 1/2 d'exemplaires, pour une population de 38,555,000. Si nous comparons maintenant la presse des États-Unis à celle des autres pays, nous arrivons aux résultats suivans : en 1870, l'Angleterre comptait 1,456 journaux, la France environ 1,700, la Prusse 809, l'Autriche 650, la Russie 337, l'Italie 723. Un calcul *approximatif* portant sur le monde entier donne un total, moins les États-Unis, de 7,642 journaux et publications périodiques de toute nature. Si l'on rapproche ce total de celui des États-Unis, on se rendra compte de l'immense développement de la presse chez ce peuple, qui vient de célébrer le premier anniversaire séculaire de son indépendance. C'est en parlant de cette presse que William Thackeray écrivait : « Voyez-la, elle ne repose jamais. Ses ambassadeurs parcourent le monde entier, ses messagers sillonnent toutes les routes, ses correspondans marchent à la suite des armées, ses courriers attendent dans l'antichambre des ministres : elle est partout. Un de ses agens intrigue à Madrid, un autre relève la cote de la Bourse de Londres. La presse est reine. Gardienne des libertés publiques, son sort est lié au leur; elles vivront ou périront ensemble. »

C. DE VARIGNY.

LA

VIE DE PROVINCE

EN GRÈCE

III.[1]

EXCURSIONS EN ACHAÏE ET EN ARCADIE.

Le printemps en Grèce commence à la fin de février. Pendant que les hommes, soumis aux rigoureuses prescriptions du carême, vivent tristement, durant deux mois, dans l'abstinence et le recueillement, la nature au contraire s'éveille et présente en face du silence et de la paix des villes le tableau charmant de la campagne en fleurs, retentissante de bruit, exubérante de vie et de gaîté. — C'est la saison laborieuse où chacun, surveillant son champ, ses vignes, ses oliviers, prépare les fruits de la récolte prochaine. Ce sont les mois bénis du voyageur qui parcourt sans fatigue, sous un ciel clément dont les rayons réchauffent, sans brûler encore, des plaines renouvelées sous leur jeune verdure, les montagnes couvertes de bois, de mousses, de plantes odorantes, de forêts en pleine végétation. Pour qui ne connaît pas la Grèce, ce n'est que le printemps avec toute sa fraîcheur, le printemps d'Italie, le mois d'avril de France; mais quand, pendant de longues suites de jours, les yeux fatigués d'une lumière trop vive n'ont eu pour horizon que des

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars et du 15 septembre 1876.

cimes desséchées, un ciel ardent ou pâle, des arbres au feuillage toujours brûlé, puis dépouillés avant l'hiver, le spectacle de cette métamorphose presque subite étonne et ravit en même temps; il semble que l'on soit brusquement transporté dans une autre contrée ou que l'on découvre tout d'un coup, comme par miracle, quelque nouvelle terre promise.

Lassé du repos monotone de la ville, je choisis cette époque pour parcourir seul, presque toujours à pied, les sites les moins connus de la campagne d'Achaïe, et visiter successivement les monastères ou les villages des environs d'Aigion, réservant pour la fin du printemps une excursion plus lointaine au monastère de *Mégaspiléon*, et à la vallée légendaire des *Chutes du Styx*.

I.

Les couvens sont très nombreux en Grèce, et si différens les uns des autres à tous les points de vue, qu'il serait difficile au voyageur d'en faire l'objet d'une observation commune; ils apparaissent plutôt comme autant de petites cités isolées qui ont chacune leur population toute distincte, soumise à des règlemens, à des coutumes qui lui sont propres et qui n'ont plus d'existence en dehors des murs où ils ont pris naissance. Le plus grand couvent d'Achaïe, après le Mégaspiléon (grande grotte), est le monastère de *Taxiarque*, appartenant, comme toutes les corporations religieuses grecques, à l'ordre de saint Basile. Il est situé dans l'intérieur des terres, à quatre heures d'Aigion; 200 moines environ l'habitent. Quelques misérables, les fous, y sont recueillis par charité; on les emploie à de grossiers travaux. *Pépélénitza*, village assez proche de Taxiarque, est un couvent de femmes.

Prenant ces deux monastères comme but de ma première excursion, je partis seul, un matin, d'Aigion, avant le jour. Une grosse pluie était tombée pendant la nuit et cessait à peine; la terre était toute mouillée. Traversant vers le sud la ville encore obscure, j'avais franchi les quelques milles qui la séparent des montagnes, et quand les premières lueurs de l'aurore jaunirent l'horizon, j'entrais dans les taillis épais et dans les bois du Mavrithioti. La matinée était fraîche; mais le soleil en se levant attiédit l'atmosphère, la nature brilla bientôt verdoyante et gaie sous ses rayons d'or. Les senteurs puissantes des branches et des feuilles trempées d'eau me pénétraient tout entier; les fleurs des arbres à fruits sauvages, s'entr'ouvrant au jour encore humides, exhalaient ces parfums légers qui montent au cerveau. Les gouttes de pluie ramassées en perles au bout des feuilles, scintillaient comme des diamans, et quand

un souffle de vent balançait en passant la cime des arbres, elles tombaient toutes ensemble, colorées aux reflets du soleil doré, comme une pluie d'étincelles de mille couleurs, et, dégouttant sur le sable ou de feuille en feuille, faisaient, dans la solitude des grands bois, un petit bruit imperceptible, comme un frissonnement. Plus loin, la verdure pressée étalait sur la route déjà séchée ses larges ombrages : à peine cachés dans les châtaigniers ou volant d'arbre en arbre, les merles et les grives s'agitaient en sifflant joyeusement pour saluer le matin. Une foule d'insectes aux brillantes couleurs, aux ailes transparentes, bourdonnaient dans l'air, secouant la rosée, et mêlaient le bruissement léger de leur vol au chant babillard des oiseaux.

J'avais suivi je ne sais quel sentier, marchant au hasard devant moi, oublieux de l'heure et du monastère que je voulais gagner, quand je m'avisai que je ne connaissais pas ma route, et que je m'étais égaré. Un enfant que je rencontrai se mit à rire en me voyant, et répondait à toutes mes questions : « Je ne sais pas, je ne sais pas. » Comme tous les petits Grecs, qui sont par la finesse et la malice les vrais frères de nos gamins de Paris, l'enfant ne découvrait dans notre rencontre qu'une occasion pour lui de se moquer d'un étranger, et il m'aurait vu radieux prendre un chemin tout opposé à celui que je cherchais. Désespérant d'obtenir de lui la moindre indication, je dus prendre le parti de l'attacher solidement par la taille à l'aide de ma ceinture, dont je conservai l'extrémité dans la main, et de ne le délivrer que lorsqu'il m'aurait guidé. L'entêté se mit à crier, à me battre, puis à pleurer; enfin il se lassa et céda. En moins d'une heure, nous pouvions apercevoir du haut d'une colline le chemin qui serpentait jusqu'au pont.

L'enfant jugea que c'était l'instant de la séparation et s'arrêta : je voulus lui donner quelque monnaie, je lui offris de partager mon repas; — mais ni l'argent, ni l'occasion si rare pour un paysan de manger du caviar ne séduisirent ce digne descendant de Lycurgue, et, dès que je l'eus détaché, il détala comme un lièvre en se retournant par instans pour me jeter des pierres. — Les arbres me dérobèrent en descendant la vue du torrent; le sentier s'encaissait peu à peu dans un ravin où le soleil ne pénétrait plus. Un bruit sourd répété par l'écho sous la voûte des bois m'annonçait seul le voisinage des eaux furieuses quand j'atteignis le pont : de construction vénitienne, en pierre, il est jeté d'une seule arche, en dos d'âne, comme un toit; ses assises sont formées de deux énormes rochers qui s'avancent l'un vers l'autre. Au-dessous, étranglé entre les blocs sombres de granit qui écrasent ses rives, le fleuve roule en grondant l'écume de ses eaux grossies par la fonte des neiges; des

roches détachées du bord surgissent noires au milieu des vagues qu'elles brisent, et le vent jette jusqu'à moi la poussière blanche de l'eau.

Une végétation abondante se presse au-dessus du torrent. Les chênes verts, les pins, des arbres à baies rouges, des merisiers sauvages se confondent enlacés dans des lianes. La solitude est complète, on n'entend plus les oiseaux chanter; le soleil les appelle, et le grondement des flots qui heurtent les rives et qui roulent des pierres les effraie sans doute.

Plus loin, le sentier moins obscur est tout encombré de rosiers, de jasmins sauvages, d'églantiers, de clématites en fleurs. L'ombre reparaît de nouveau avec les grands arbres, le sentier est plein de mousse; tout à coup, à un détour, une longue vallée profondément encaissée s'étend à mes pieds, inondée de soleil entre deux hautes montagnes boisées. Le fleuve, tout à l'heure étroit et furieux, coule ses eaux paisibles et transparentes sur un large lit de sable au milieu des lauriers-roses. Des orangers, des peupliers aux sommets touffus, des trembles, d'immenses platanes aux troncs argentés, le pied dans l'eau, poussent le long de ses rives. En face de moi, à droite du torrent, sur un plateau à mi-côte, le monastère, construction carrée aux lourdes murailles blanches, apparaît entouré de verdure dans un jardin planté de cyprès, de mûriers, de figuiers, de jasmins, de rosiers géans. Vers le sud, une terrasse naturelle s'avance plongeant sur le torrent : deux moines en robe noire s'y promènent.

Je descendis, suivant le même chemin, devenu plus facile, et je me trouvai avant le soir au bord du Selinus, large en cet endroit comme un lac. La vallée que les montagnes protégent une partie du jour contre les rayons du soleil était fertile et en partie défrichée. De temps à autre j'apercevais, occupés à tailler leurs vignes, des diacres et de jeunes moines. Quelques-uns suivaient, en sens inverse, la même route que moi; ils m'adressaient en passant, sans me connaître, un signe amical et mettaient la main sur leur cœur.

Un moinillon d'une douzaine d'années qui venait derrière moi me rejoignit. Il m'avait vu sans doute à Aigion, et me connaissait comme l'hôte d'une famille qui protégeait son couvent. — Vous allez à Taxiarque? me demanda-t-il; — il était posé devant moi, incertain, les yeux baissés, retenant à son épaule un fagot et une faucille qui pendaient sur sa robe de lin bleue, pâlie par les lavages et le soleil; sa figure dorée comme une pêche mûre était encadrée par de longs cheveux châtains bouclés sous son bonnet bleu; il répéta deux ou trois fois : — C'est bien, c'est bien ;... mais je veux les prévenir, reprit-il tout à coup, — et il se mit à courir pour me devancer.

Le monastère est construit entre quatre murs de pierre grossièrement crépis à la chaux, contre lesquels sont adossés tous les bâtimens intérieurs. Quelques fenêtres grillées, percées au nord, éclairent les chambres qui donnent sur la vallée. Un jardin bien cultivé, planté d'une infinité de rosiers et de jasmins rouges, s'étend devant la grande porte couronnée de pampres déjà verts et de vignes sauvages, et se prolonge à l'ouest jusqu'à la terrasse, en face du couvent de femmes, Pépélénitza, dont on distingue sur le versant opposé, au milieu des arbres et des rochers, les différentes maisons. La porte à peine franchie, le spectacle change brusquement : l'horizon est fermé; plus de verdure, à peine un coin du ciel au-dessus de nos têtes. Autour d'une cour, carré régulier dont le centre est une église, suspendues à des bâtimens élevés sans ordre, percés d'une infinité de petites portes et de fenêtres irrégulières, courent de longues galeries construites en bois blanc ou en vieux chêne finement sculpté; les unes, au nord, n'ont qu'un étage et serpentent le long des murs en faisant une ligne presque droite, tandis que les autres, à l'est, en ont deux et jusqu'à trois, selon que les constructions sont plus ou moins élevées. Appliquées devant les portes de chacune des chambres, elles remplacent les escaliers qui font défaut à l'intérieur, et, suivant le caprice des architectes qui ont élevé chaque cellule sur un plan différent, elles montent, descendent, remontent, toujours reliées entre elles, pour permettre aux moines de sortir de chez eux et de communiquer les uns avec les autres. Ajoutez que toutes ces galeries ont été construites à différentes époques comme les logis dont elles dépendent, qu'il est à peine deux portes ou deux fenêtres qui se ressemblent, et que le rez-de-chaussée est formé d'énormes voûtes en pierre qui servent de greniers et de cave, vous vous représenterez à peine encore l'aspect du couvent de Taxiarque. Des robes noires ou bleues, des draps, des couvertures, des linges sales ou mouillés pendent aux balustrades des balcons et sèchent au soleil. Des moines ouvriers travaillent sur une galerie, tandis que d'autres se promènent gravement au-dessus d'eux sans rien faire. Devant un bâtiment neuf, au sud, un vieillard à la barbe blanche, couché dans un fauteuil d'osier, fume son chibouk et reçoit sur un plateau des confitures et du café. A chaque instant, une tête vieille ou jeune apparaît derrière une porte, regarde et se retire, ou bien des moinillons bleus regagnent sans rien dire leur chambre ou leur école et passent comme des ombres suivant en courant le labyrinthe des galeries.

Précédé des moines qui m'avaient fait à l'entrée les honneurs du couvent, je montai chez l'higoumène (supérieur). C'était le moine le plus riche de Taxiarque; il venait de se faire bâtir au midi trois

chambres planchéiées en sapin blanc; je le trouvai qui m'attendait dans la première. Fort âgé, peu causeur, il m'exprima en quelques mots d'une voix chevrotante qu'il m'offrait de grand cœur l'hospitalité; on m'apporta le café avec les fameuses confitures de roses que chaque moine fait au printemps et qui jouissent en Achaïe d'une réputation incontestée; je vis l'higoumène donner des ordres pour qu'on eût soin de me préparer une chambre, et, après quelques complimens échangés de part et d'autre, je le quittai pour visiter ainsi successivement tous les personnages importans du monastère. Chacun me fit le même accueil; les uns, plus curieux ou plus bavards, prolongeaient par mille questions notre conversation; d'autres, plus graves, me parlaient de leur fortune, de leur bien-être, de l'état de Taxiarque; quelques-uns, insoucians, ressemblaient à des gens qu'on éveille brusquement, et qui, l'esprit encore engourdi, maugréent de se voir dérangés et ne demandent qu'à se rendormir. Ce qui me frappa surtout, c'est la parfaite quiétude, la satisfaction placide qu'exprimaient les visages de tous ces êtres voués à un éternel repos. Pas une plainte, pas un regret. Chaque moine est gras, souriant; sa vie s'écoule sans intérêt, mais sans secousse, dans une innocente torpeur : logé, nourri, vêtu, il n'a plus rien à désirer. Les révolutions du monde, les inventions nouvelles, les découvertes les plus inattendues, rien ne le trouble, rien ne l'émeut, il vit avec lui-même, occupé du seul souci d'augmenter sa fortune pour être assuré d'une existence toujours tranquille, et si quelque railleur s'avisait de vouloir faire entendre qu'il n'y a rien de beau, de grand dans la vie que l'action, il verrait chacun secouer la tête d'un air incrédule, et tous les yeux béatement entr'ouverts traduire pour toute réponse cette vieille maxime : « Le bonheur est le contentement de son état. »

Comme je sortais d'une chambre fort sale (où je venais de faire ma dixième visite), un beau moine noir, grand, mince, au regard clair, m'arrêta au passage et me demanda courtoisement en italien de venir chez lui. « Je suis le *grammateus* (secrétaire), me dit-il; si vous voulez venir me voir, ma chambre est au-dessous de celle-ci; je vous montrerai des livres, vous me ferez grand plaisir. » Celui-là ne ressemblait pas aux autres : d'une taille élégante, que sa longue robe dessinait à peine, il était soigné dans sa mise, son col et ses manches laissaient passer du linge blanc. Sa barbe noire, longue et soyeuse, était coquettement étalée en éventail sur la poitrine, es cheveux détachés couvraient de boucles brillantes ses épaules et son cou, et ses grands yeux franchement ouverts brillaient pleins d'intelligence, éclairant sa figure très pâle.

« Je pourrai vous montrer le couvent, l'église, la bibliothèque,

me disait-il pendant que nous descendions; il y a des manuscrits anciens que vous déchifferez peut-être, car moi je ne suis pas très savant. » Il me fit entrer dans sa chambre sur ces mots, que je croyais avoir mal entendus : moi, je ne suis pas très savant! Un Grec, un moine, un *grammateus*, dire un pareil mot, se montrer modeste! Certes celui-ci ne ressemblait à personne, et je pouvais m'attendre avec lui à plus d'une surprise. Je remarquai que, soit en grec, soit en italien, il mettait une certaine élégance dans ses paroles et choisissait ses expressions; il ne se servait pas d'images pour exprimer des idées nouvelles, et sa langue n'avait pas la simplicité enfantine, quelquefois poétique, plus souvent grotesque, que j'avais trouvée chez les autres caloyers (bons moines). Il savait la valeur des termes qu'il employait et parlait de temps à autre de choses qui dénotaient des connaissances sérieuses. Sa chambre était très propre et plus ornée que celle des autres; il avait collé des gravures, des cartes modernes à côté d'images religieuses; devant la fenêtre, une table en bois blanc tachée d'encre était couverte de livres et de papiers; c'était la demeure d'un homme qui tenait à s'entourer de tout ce qu'il ne connaissait pas et qui voulait voir, du moins par l'imagination, ce que sa réclusion lui interdisait d'aller chercher. Je lui fis compliment de son installation et je ne lui cachai pas ma surprise. Il en parut charmé.

« Vous êtes bien heureux, reprit-il, vous retournerez à Paris; moi je n'irai probablement jamais. Je ne me plains pas d'être ici, puisque j'y fais ce que je veux, mais je suis très seul, et bien souvent l'ennui me prend. Je voudrais pourtant connaître un peu le monde par moi-même, je voudrais voyager. Il y a près de dix ans que j'amasse de l'argent; peut-être un jour en aurai-je assez pour partir, mais ce sera bien tard. »

Et il me faisait mille questions sur le prix du voyage de Patras en France, sur le temps qu'on pouvait demeurer à Paris en vivant petitement avec 1,000, 1,500 drachmes. « Vous voyez ce plan de Paris, disait-il en me montrant une carte faite en 1856, je le connais comme vous; voici la rue de Rivoli, la place de la Concorde, le fleuve, les ponts, » et il récitait par cœur les noms de toutes les rues qui aboutissaient sur la rive gauche de la Seine. — C'est à Paris, disait-il, que vont tous les étrangers, c'est là que sont les savans; c'est là que sont les universités où l'on entre sans rien payer. On peut y apprendre toutes les langues et les parler, car chaque nation y est représentée par des voyageurs; on peut lire des livres de toute sorte. Paris, reprenait-il en s'animant, il me semble que c'est une montagne d'où on découvre le monde entier.

Il s'interrompit un instant considérant le plan d'un œil plein de

regret; puis, se tournant vers moi et me lançant un regard malin, il dit ces quelques mots, qui me rappelèrent à la réalité : — J'irais,... et je reviendrais évêque.

Cette saillie me fit rire en me révélant que dans ce monastère du sommeil un ambitieux intelligent veillait.

Pendant qu'il parlait, j'avais remarqué près du lit une caisse de fer soigneusement fermée, à peu près semblable à d'autres caisses sur lesquelles j'avais vu chaque moine s'asseoir de préférence aux chaises. — Que faites-vous de cette caisse, lui demandai-je; est-ce un coffre-fort?

— Oui, me répondit-il avec le plus grand sérieux, c'est mon coffre-fort!

— Mais vous avez chacun le vôtre alors, car j'en ai vu de pareils dans presque toutes les chambres?

— Cela vous étonne; il est vrai, reprit-il, vos monastères sont loin d'être organisés comme les nôtres. Chez vous, ce sont des communautés; ici, c'est bien différent. Vous avez déjà pu voir que chacun de nous vit chez lui, séparé des autres, — ce n'est pas un règlement qui l'ordonne : — si vous aviez visité tout le couvent, vous sauriez que plusieurs des nôtres se sont associés et demeurent en commun; mais c'est que par-dessus tout nous tenons à conserver notre indépendance, et que la plupart d'entre nous pensent qu'on n'en jouit réellement qu'en vivant seul. Chacun en venant ici apporte sa fortune, ses biens, qu'il garde en sa possession; le plus souvent, il achète autour du couvent des vignes qu'il fait valoir et dont il vend la récolte comme il l'entend. Quelques-uns qui sont venus pauvres ont aujourd'hui assez d'argent pour se faire construire un appartement et vivent fort à leur aise; d'autres, qui ont fait de mauvaises affaires, sont tombés dans une situation difficile. En fait, notre couvent est une ville, une commune, si vous aimez mieux, mais d'où les femmes sont exclues. Nous avons notre gouvernement, nous choisissons notre président, nos représentans au conseil; chacun de nous, par des contributions, paie sa part de la dépense générale, mais quant aux bénéfices, il n'en est pas de communs. Chacun vit et travaille pour soi; on prête, on emprunte à grosse usure, on vend, on achète, et vous n'ignorez pas qu'une grande partie des raisins secs qui sont exportés d'Aigion en Angleterre vient de Taxiarque. — Cela serait bien sans doute, continuait-il, et quand le coffre-fort est plein, chacun est ainsi maître de faire ce qu'il veut, mais à quoi leur sert tout ce travail et tant d'économie? Ils meurent comme tout le monde; leur richesse leur échappe sans qu'ils en aient profité pour autre chose que pour se construire une chambre plus ou moins belle et s'acheter des robes

d'un grand prix. Au reste, ils n'en ont pas conscience, — et il prit plaisir à laisser percer toute la rancune et le mépris que lui inspirait la société où il était condamné à vivre, — ils n'en ont pas conscience, et chacun d'eux se croit content quand il peut reposer tranquille dans ce monastère comme s'il dormait déjà dans la tombe.

Il me parlait encore quand on vint me prévenir que l'higoumène m'invitait à partager avec lui le repas du soir. On me conduisit ensuite à ma chambre, qui était celle que j'avais remarquée à mon arrivée. Nouvellement bâtie, son plancher, ses murs, ses armoires, le lit, les portes, les fenêtres, tout était en sapin blanc. Un balcon donnait à l'ouest sur la vallée en face du couvent de femmes. Le *grammateus* et deux ou trois jeunes diacres vinrent me tenir compagnie jusqu'à ce que je fusse couché et me quittèrent en me répétant que le lendemain, qui était un jour de fête, ils me feraient visiter complétement le couvent. J'aurais bien dormi dans mon nouveau lit, si un tremblement de terre comme on en ressent si souvent à Aigion n'était venu secouer le monastère. Au premier bruit des clés sautant dans les serrures, tout le monde s'était précipité dans la cour : deux cents spectres blancs couraient, gesticulaient en faisant de grandes ombres noires au clair de la lune; c'est tout ce que j'aperçus : cinq minutes ne s'étaient pas écoulées que chacun était rentré chez soi et s'était rendormi.

Je fus de nouveau réveillé, mais cette fois le matin, par un bourdonnement étrange dont je ne pus venir à bout de me rendre compte : on eût dit des roulemens d'un tambour couvert d'un crêpe ou le tintement lointain d'une cloche fêlée. Un petit moine qui m'apportait le café m'apprit que c'étaient les cymbales (cloches en bois), et que je les entendrais toute la journée. Je pris mon parti de me lever; le moinillon revint avec deux serviettes sur le bras et me présenta une aiguière d'argent à long col et au bec finement ciselé, dont le pied reposait sur le double fond percé à jour d'un grand plat également en argent. Il versait lentement au-dessus du plat son eau parfumée d'essence de roses, et je n'avais pas achevé ma toilette, que le *grammateus* était déjà venu me rejoindre.

Je passai la journée avec lui; il me montra la bibliothèque, que je trouvai pauvre et en piteux état; puis, l'office du matin terminé, nous descendîmes à l'église. Elle est construite au milieu de la cour, bâtie en pierre tendre de la montagne, peu élevée, peu spacieuse, et ne produit aucun effet. Cinq piliers carrés soutiennent une voûte devant la porte; sous les deux cintres latéraux sont suspendus deux croissants en bois sec et un tambourin en fer, analogue au gong des Chinois : ce sont les cymbales dont le son pénétrant et

sourd m'avait éveillé et que les moines frappent à certaines heures, avec des baguettes ou une batte. A l'intérieur, l'église, richement ornée, mais sans goût, est couverte d'images et d'offrandes précieuses de toute sorte; de petites niches où logent des saints de bois grossièrement sculptés sont percées le long des murs.

En sortant, le *grammateus* engagea conversation avec deux fous qui rentraient du bois dans les bûchers; l'un était un ancien avocat, l'autre un paysan inoffensif qui payait pension pour être assez maltraité par les moines. L'avocat s'était pris à Taxiarque d'une passion pour l'horticulture; il vint avec nous dans le jardin, où il se mit à couper de longues tiges de jasmin qu'il perça pour en faire des tuyaux de pipe et me faire honneur en me les offrant. Le *grammateus*, qui savait fort bien ce que faisait notre compagnon en récoltant sans façon dans la propriété d'autrui le produit le plus apprécié, se contenta de me dire avec un sourire de satisfaction mal dissimulée : — Ne les prenez pas au moins, les moines ne veulent pas qu'on coupe leurs jasmins. — Mais ils sont coupés, repris-je. — Ce n'est pas nous, c'est celui-ci, et il me montrait le pauvre fou qui s'en allait tout triste de notre refus, emportant ses tuyaux. — Mais s'il rentre avec ses tuyaux dans le couvent, ils vont le battre! — Je le crois, dit simplement le *grammateus*. — Je rappelai le malheureux et je pris les jasmins. — Nous ne pouvons pas nous montrer avec cela, s'écria-t-il quand le fou fut parti, on croirait que c'est moi qui les ai coupés; ce serait une mauvaise affaire;... mais, attendez, — et souriant à mes scrupules, il alla sans hésitation replanter au milieu des buissons le corps du délit. — Venez, maintenant, dit-il.

Mon *grammateus* perdait ainsi dans cette malheureuse promenade une partie de son prestige. La pensée de ma complicité involontaire me fit craindre de prolonger mon séjour à Taxiarque, et je partis le lendemain matin. Aucun moine ne voulut rien accepter en échange de l'hospitalité qu'on m'avait largement offerte; chacun me fit ses adieux, et je m'éloignai dans la direction du couvent de femmes, Pépélénitza, que j'avais entrepris de visiter.

II.

Je dus revenir sur mes pas et suivre d'abord sur la rive droite du torrent le chemin que l'on prend pour arriver à Taxiarque. Le pont une fois traversé, je changeai de route, remontant vers le sud-ouest, pour me diriger de mon mieux à travers des montagnes et des bois que je ne connaissais pas, cherchant un monastère que j'avais à peine vu de loin.

Tout en cheminant, je songeais au moyen de mener à bien mon

expédition, et mes réflexions n'étaient pas de nature à me faire espérer que je réussirais. En Grèce comme en France, il n'est pas bienséant qu'un homme visite seul un couvent de femmes, et je le savais assez pour n'avoir parlé de mon projet à personne en quittant Aigion. J'en avais dit quelques mots à Taxiarque au *grammateus*, que ma prétention avait fait rire, et qu'il avait refusé de prendre au sérieux. J'étais donc parti sans aucun renseignement, sans conseil, ne sachant rien de ce que je voulais voir, sinon que c'était un couvent de femmes, et qu'il s'appelait Pépélénitza. On m'avait dit qu'il jouissait d'une assez mauvaise réputation; quelques-unes des recluses avaient donné l'année précédente matière aux médisances en augmentant d'une façon inattendue la population du couvent. Les moines de Taxiarque, si voisins de Pépélénitza quand le torrent est à sec, avaient été quelque peu soupçonnés d'être les complices de cette faute; l'affaire s'était ébruitée, on en avait causé jusqu'à Athènes, le gouvernement s'en était ému, et il fut question de supprimer Pépélénitza. Les pénitentes perdaient ainsi leur établissement, leurs biens, et se voyaient rendues tout à coup à une société où elles couraient le risque d'être fort mal accueillies. Elles firent si bien qu'une des puissantes familles du pays, les X.., tout dévoués au clergé, prirent soin de leur cause et sauvèrent le couvent. C'étaient ces racontars qui m'avaient fait arrêter mon projet; je comptais me présenter comme l'hôte des X... et prendre ainsi ma part de la reconnaissance qui leur était due. Ces réflexions en amenaient d'autres, toutes riantes, et je m'imaginais déjà l'accueil de ces infortunées plus faibles que criminelles, heureuses de recevoir un étranger compatissant qui leur avait presque rendu la vie, car au milieu de toutes mes rêveries, je n'étais pas éloigné de croire que, puisque j'étais l'hôte des X.., j'étais leur sauveur moi-même.

J'avais marché toute la journée sous bois; avant le soir, j'étais sur les crêtes arides que domine Pépélénitza. Une quinzaine de maisons, construites sur deux rochers séparés par un précipice que traversait un mauvais pont en planches, s'élevaient, adossées à un énorme roc d'où s'échappait une petite source. J'aperçus un chemin très raide qui montait vers le sud au village, et en quelques minutes je l'avais gravi.

Le soleil encore chaud éclairait la petite place où je me trouvais, — trois maisons à un étage, irrégulières, construites en pierre, percées de quelques fenêtres, se dressaient devant moi. — A mes pieds, de l'autre côté de la vallée, je voyais Taxiarque, dont les murailles blanches, dorées par le soleil couchant, brillaient au milieu des cyprès.

Je cherchai des yeux autour de moi un visage humain; les mai-

sons semblaient désertes, le village inhabité. Les portes et les fenêtres étaient hermétiquement fermées, aucun bruit ne troublait le silence du soir, et je me sentis rempli d'une impression de tristesse profonde à la vue de la misère et de la malpropreté qui régnaient partout. Des linges noirs, des hardes informes séchaient, suspendus d'une fenêtre à une autre; la terre du chemin était semée de débris de toute sorte et d'ordures accumulées.

Le cœur plein de dégoût, incertain de ce que je devais faire, je me décidai à appeler. Personne ne répondit. Un instant, je crus que tout le couvent s'était barricadé à l'approche de l'étranger et qu'il me faudrait retourner de nuit à Aigion ou à Taxiarque. Je donnai de mon fusil quelques coups contre une porte; deux têtes de femmes à la mine sauvage et renfrognée apparurent, pour se retirer aussitôt. J'avançai vers une autre maison, et comme j'allais appeler de nouveau, je vis sortir d'un jardin un être informe, hideux, que je pris d'abord pour je ne sais quelle bête fantastique : c'était une vieille femme complétement nue. Des cheveux ternes, d'un noir mat, tombaient en désordre sur son corps, si sale et si brûlé qu'il avait la couleur d'une orange; sa figure, contractée par un sourire répugnant et coupée de mille rides, montrait des yeux presque fermés, malades, sans cils, aux paupières rouges. Sa bouche, pendante, cachait un menton fuyant et semblait tomber sur sa poitrine abattue; elle poussait en remuant la tête une sorte de grognement inintelligible et se dandinait en plein soleil, sans me voir, tenant de chaque main des débris de vaisselle qu'elle frappait l'un contre l'autre. Mon premier mouvement fut de prendre la fuite, et j'eus peur; mais deux femmes, qui avaient sur celle-ci l'avantage d'être vêtues, sortirent après elle, et, la poursuivant à coups de bâton, la firent rentrer au logis : c'était une folle.

J'avais compris d'après l'accueil que l'on m'avait fait qu'aucune femme ne consentirait à me parler, encore moins à me donner un abri; je songeais que je m'étais embarqué dans une mauvaise affaire quand je pensai qu'il devait y avoir au moins un aumônier pour l'église de cet étrange couvent, et que lui seul pourrait me venir en aide. Une des *calogriai* (religieuses, littéralement bonnes vieilles), plus traitable, voulut bien m'indiquer du doigt sa maison.

Le prêtre n'était pas rentré; ses filles, deux enfans qui m'avaient ouvert la porte, allèrent le prévenir qu'un étranger l'attendait; il accourut aussitôt, et je n'ai pas oublié l'accueil qu'il me fit. C'était un homme de trente ans, grand, très maigre; sa figure, longue et osseuse, en partie couverte par une barbe et des cheveux roux, trahissait les fatigues et les privations d'une existence d'ascète. Ses yeux bruns, au regard timide comme celui d'un enfant, exprimaient

à la fois la bonté, le calme, la résignation; à peine vêtu sous sa grossière robe de lin, cet homme si misérable, qui s'avançait gauchement embarrassé de deux bras trop longs, et que le moindre mot rendait confus, inspirait cette admiration respectueuse que donne la foi absolue observée par un être qui se dévoue tout entier à sa croyance et qui poursuit jusqu'à la fin avec conséquence le but qu'il a donné à sa vie.

Dès les premières paroles, quand il se fut excusé de la froideur que m'avaient montrée les *calogriai*, il me témoigna la reconnaissance que Pépélénitza conservait à ses sauveurs. — J'espère que vous ne prendrez pas mauvaise opinion de notre couvent, me dit-il ensuite, nous allons sortir ensemble, et je vous montrerai ce que vous voudrez voir. Seulement nous sommes bien pauvres, et si vous passez une nuit ici, j'ai honte de l'hospitalité que je vous offrirai. — Je vis que ce scrupule l'affectait réellement, et, comprenant que sa misère était complète et que mon arrivée la lui faisait sentir davantage, je le rassurai de mon mieux en lui répétant que je ne demandais qu'un abri sous son toit jusqu'au lendemain matin et que je serais heureux de demeurer chez lui. Alors, plus confiant, avec un regard où se peignaient le contentement et ses regrets : — Nous allons d'abord nous occuper de votre dîner, me dit-il.

Il alla prendre au fond d'une petite armoire creusée dans le mur un plat d'olives noires, du fromage de chèvre et un flacon d'huile, qu'il plaça sur l'appui d'une des fenêtres, puis incertain, troublé, il vint dire à voix basse quelques mots à l'oreille de sa fille, qui sortit sans parler. Elle revint bientôt radieuse avec deux œufs qu'elle tendit à Panaïoti (c'était le nom de son père), et que celui-ci mit sous la cendre. Ces préparatifs me rendirent confus à mon tour, et je me faisais un scrupule d'être venu mettre à contribution la délicatesse de cet homme pauvre qui m'offrait ainsi tout ce qu'il possédait. Notre repas terminé, comme le soleil se couchait, Panaïoti me proposa de sortir pour visiter le couvent avant la nuit.

Mes impressions furent les mêmes que lors de mon arrivée; même silence, même tristesse, même misère partout. Les maisons étaient à peu de chose près toutes semblables, mais à mesure que nous avancions dans l'intérieur du village elles paraissaient plus sales et plus pauvres que celles qui m'avaient frappé en entrant. Seule une petite église creusée dans le rocher, à droite du précipice, me parut très propre et religieusement entretenue : c'était la cure de Panaïoti. Il prit plaisir à me la présenter dans tous ses détails et me fit admirer un vieux crucifix de bois finement sculpté, le pied presque enfoui dans un buisson de myrte sauvage et d'aneth, qu'il avait placé au-dessus de l'autel, puis quelques vases modernes

pleins de fleurs de la montagne; deux petits tableaux, des icones, tout cet humble trésor dont le soin lui prenait une partie de ses journées. Nous traversâmes en sortant la passerelle de bois vermoulu jetée sur le précipice, et qui relie entre elles les deux parties du couvent; elle tremblait légèrement sous nos pieds et n'avait pas de parapet. Panaïoti, répondant à mon étonnement, me dit que c'était la cause d'accidens qu'il serait facile d'éviter, et qu'il voudrait voir cesser ce danger de tous les jours; deux folles, à six mois de distance, s'étaient ainsi laissées tomber et s'étaient tuées; pareil sort devait arriver à celle que j'avais rencontrée.

De ce côté du précipice, les maisons plus grandes formaient de petits bâtimens carrés qui servent d'ateliers de tissage. Nous entrâmes dans le plus proche : une vingtaine de femmes en robes bleues étaient assises chacune devant un métier et tissaient, sans parler, sans lever la tête, des pièces de coton semblables à leurs vêtemens. Quelques-unes, les plus adroites, avaient en face d'elles des métiers plus compliqués, chargés de fil de coton ou de soie de différentes couleurs, et disposaient dans la trame de l'étoffe des dessins variés. Celles-ci travaillaient soit pour elles, soit pour d'autres *calogriai* plus riches qui leur fournissaient le fil; le produit de leur travail, vendu aux marchands d'Aigion, constitue un petit revenu pour Pépélénitza.

Plus encore qu'à Taxiarque, chacun vit pour soi dans cette singulière communauté. Les règlemens qui astreignent à certains devoirs journaliers les *calogriai* laissent à celles-ci l'indépendance la plus complète pour tout ce qui touche à leur habitation, leur nourriture, leur travail et l'emploi de leur temps en dehors des offices qu'elles ont coutume d'entendre deux fois par jour. Une seule chose importe, c'est que chacune soit en état de subvenir à sa propre existence, et ne soit jamais exposée à devenir une charge pour ses compagnes. La plupart ont de quoi vivre, et demeurent oisives; celles qui sont dénuées de ressources travaillent pour les autres qui les paient en conséquence. Rien ne ressemble plus à une petite ville dont les habitans auraient fait vœu de ne jamais sortir que ce couvent de femmes; ce n'est qu'en le considérant à ce point de vue que l'on comprend son organisation. Une chose seulement étonne plus que les autres, dans un pays comme la Grèce, où les croyances sont fermes, mais calmes, et où le sentiment de la foi ne s'exalte jamais jusqu'au mysticisme, c'est qu'il est presque impossible de découvrir quel motif a pu pousser ces femmes à la retraite. D'autre part, si on se rappelle que les femmes en Grèce vivent trop dépendantes, trop effacées pour songer jamais à prendre un parti aussi grave que celui de se dérober au monde, et qu'elles ont toutes,

pour les détourner d'une résolution qui est antipathique aux mœurs grecques, une famille toujours nombreuse, on concevra avec peine comment se recrute Pépélénitza.

Quelques habitans d'Aigion m'en ont pourtant donné plus tard une explication plausible : la plupart des *calogriai* sont des paysannes; jeunes filles qui renoncent à s'établir ou veuves sans famille, toutes viennent des villages, aucune ne sort des villes. Ce qui les attire, c'est à la fois le repos et une sécurité qui leur fait défaut dans la société où leurs parens les abandonnent. Celles qui sont depuis longtemps dans le monastère et qui se sont amassé quelque argent par leur travail, ou encore celles qui y sont arrivées avec une petite fortune, celles-là ont vraiment atteint leur but. Chacune se fait élever à son gré, sans qu'aucun règlement y mette le moindre obstacle, une maison qu'elle habite seule ou avec une autre *calogria*, si elle a pris une associée. Cette maison est complétement distincte des autres; un jardin, un mur même l'en séparent, et la propriétaire peut à son choix frayer avec ses voisines ou vivre à l'écart. Le plus souvent elle a des champs près du couvent, des vignes ou du coton qu'elle surveille et qu'elle fait valoir; c'est sur ce revenu que vivent les calogriai qui sont arrivées sans ressources. Toute idée de charité mise de côté, les riches qui ont besoin de bras pour défricher, planter ou ensemencer leurs terres, pour en faire travailler et vendre le produit, ne pouvant s'adresser aux *ergatès*, qui sont le plus souvent des hommes, et qu'on paie relativement fort cher, prennent le parti d'engager à leur service ces compagnes misérables. On sait qu'en Grèce les femmes travaillent autant et mieux à la terre que les hommes; les calogriai ont donc ainsi sous la main de bons ouvriers tout trouvés qu'elles admettent en proportion de l'ouvrage qui est à faire. De la sorte, une partie du couvent fait vivre l'autre, jusqu'à ce que la nouvelle génération, enrichie à son tour par son travail ou par des legs, jouisse d'un repos bien mérité en se faisant servir par d'autres novices.

J'avais à plusieurs reprises aperçu, avant d'arriver à Pépélénitza, comme des points bleus piqués au milieu des champs qui s'étendaient sur le versant de la montagne; c'étaient ces mêmes travailleuses que je rencontrai en revenant à la maison de Panaïoti. Elles s'étaient réunies pour le retour au coucher du soleil, et nous les voyions venir au-dessous de nous, marchant de distance en distance, deux à deux ou par groupes, courbées sous les sacs qu'elles portaient sur leur dos; les plus vieilles ou les plus faibles marchaient en arrière sans se parler, sans s'attendre, et les plus valides passaient déjà devant nous que les dernières s'apercevaient

encore dispersées comme un chapelet dénoué le long du chemin, les unes avançant lentement, les autres s'arrêtant essoufflées au milieu d'une pente trop rude.

Les propriétaires assez riches pour se reposer se mirent à leurs portes pour les voir passer ou pour les recevoir, et je regardais successivement ces ouvrières dociles, prenant des chemins différens, se diriger par groupes de quatre ou cinq femmes vers les maisons où elles étaient attendues et où elles devaient rendre compte du travail de la journée. Chacune, en passant sous la porte, laissait glisser son sac et le rentrait devant la calogria jusqu'à ce que les retardataires, arrivées à leur tour, fussent rentrées au logis. Alors tout se referma, le silence se rétablit, et le village offrait sous les teintes roses du crépuscule le même aspect triste qu'il présentait en plein midi.

Panaïoti m'apprit que ces malheureuses payaient ainsi par leur travail le droit de vivre sous un toit qui n'était pas le leur, et que chaque calogria aisée logeait d'ordinaire cinq de ses compagnes, qu'elle employait à la fois aux soins de son intérieur et à la culture de ses terres. C'est à cette coutume, plus encore qu'à ce besoin d'oppression et de vexations si naturel entre les femmes, qu'il faut attribuer le caractère aristocratique de la petite société de Pépélénitza. Avoir une maison, des terres, de l'argent à soi, n'étant là que le privilége d'un petit nombre, celles qui sont ainsi favorisées forment tacitement une classe distincte dans le couvent, un parti dont tous les membres se jalousent et se haïssent, mais qui, se sentant fort et nécessaire, use et abuse de son autorité envers le parti le plus faible. C'est une oligarchie composée de despotes également puissans, qui ont toutefois l'esprit de s'entendre pour conserver entre leurs mains tout le pouvoir. Le gouvernement de Taxiarque était bien différent à ce point de vue : chacun y vit pour soi, mais respecte en même temps l'indépendance d'autrui.

Panaïoti m'avait donné son lit; il voulut, malgré mes prières, passer la nuit par terre, couché à côté de ses filles. A peine éveillé, je parlai de partir pour ne pas lui rester plus longtemps à charge, mais il m'engagea à venir avec lui à la messe du matin, qu'il disait environ une heure avant le lever du soleil.

Nous sortîmes ensemble, traversant ce petit village où les maisons noires étaient encore confondues dans la brume. Une pluie d'été faisait entre les maisons de véritables lacs; pas une lumière n'apparaissait aux fenêtres, pas une voix ne faisait deviner que les calogriai étaient éveillées. Nous trouvâmes l'église bien éclairée à la lueur de quelques lampes de cuivre à cinq becs, et des cierges de résine qui brûlaient autour du crucifix. Toutes les religieuses

étaient là, silencieusement agenouillées devant leurs bancs de bois. J'allai me placer dans l'ombre, près de la porte, pendant que Panaïoti, tout ruisselant d'eau, entrait du côté de l'autel pour dire la messe. Elle ne dura qu'un quart d'heure; le pappas entonna en terminant un étrange cantique que les assistans reprirent en chœur, et je me hâtai de sortir pour ne pas me trouver sur le passage des calogriai, qui se dispersèrent dans le village.

Panaïoti vint me rejoindre et voulut me faire partager un déjeuner que ses petites filles avaient préparé pendant notre courte absence. Je vis de nouveau défiler en troupe serrée, à la lueur pâle du matin, sous la pluie, ces mêmes travailleuses que j'avais vues revenir la veille, et je dus attendre pour me mettre en route qu'elles fussent rendues à leurs champs. J'arrivai moi-même à Aigion dans l'après-midi.

III.

Environ un mois après, au milieu d'avril, je me préparais à parcourir l'est de l'Achaïe et à pousser mon excursion jusqu'aux sources du Styx en Arcadie, quand j'appris que trois Français, dont deux élèves de l'école française d'Athènes, en quête de monumens anciens, viendraient au mois de mai explorer les environs d'Aigion. Je préférai les attendre, et c'est avec eux que je visitai d'abord les quelques ruines qui subsistent encore dans cette contrée naguère si riche en monumens de toute sorte, mais qui vit disparaître successivement sous les secousses des tremblemens de terre, depuis son antique capitale Hélicé, jusqu'à ses plus pauvres bourgades. Les habitans se servent, pour construire, des pierres des édifices renversés et dissimulent soigneusement sous une couche de plâtre les débris d'inscriptions qui se trouvent placés sur la façade de leur maison; ils ont ainsi la double satisfaction de posséder un mur très net, qui paraît neuf, et de s'éviter en même temps les investigations des archéologues, et ces opérations de grattage et de lavage qui sont particulièrement désagréables aux propriétaires. On trouve cependant deux beaux morceaux de plafond en marbre, à caissons, étalés dans un champ au soleil, sur le bord de la route poudreuse de Théméni. Ce sont les restes d'un tombeau romain probablement enfoui, qu'on a respecté parce qu'il est assez éloigné de la ville; — une dalle épaisse, qui se trouvait peut-être au seuil, sert aujourd'hui de garde-fou à un petit pont jeté sur un ruisseau à sec, et montre aux passans son inscription profonde et bien conservée.

M. Lebègue a publié un mémoire sur un temple plus important

qu'on distingue vers l'ouest, à trois lieues d'Aigion, et dont on cherche aujourd'hui à reconstituer l'histoire. Les habitans l'appellent la *Trapeza* (table), parce qu'il est situé sur un plateau, au sommet d'une montagne élevée. On n'y trouve pas d'inscriptions, mais il subsiste un grand nombre de débris de marbre et une enceinte de murs de construction cyclopéenne. Un troupeau de chèvres paissait au milieu des ruines, quand nous le visitâmes un soir, au coucher du soleil; le golfe de Corinthe, avec sa couronne de montagnes toutes colorées de teintes diverses, s'étendait à nos pieds, et ce merveilleux spectacle nous rappelait, pour la centième fois, quel soin religieux, quelle intelligente attention apportaient les Grecs à choisir la demeure de leurs dieux.

Ce n'est qu'après ces différentes promenades que nous résolûmes de faire tous ensemble l'excursion que j'avais projetée. Escortés de guides et d'agoyates, montés tant bien que mal sur les petits chevaux du pays, nous partîmes un matin en caravane, à la grande joie des habitans d'Aigion, tout émus de voir défiler à la fois tant d'étrangers dans leurs petites rues. Les femmes se mettent aux fenêtres; les hommes, sortant de leurs maisons ou du café, nous saluent d'un « bon voyage » ironique; les enfans courent autour de nous, les chiens aboient et mordent nos chevaux, qui se cabrent, jusqu'à ce que, sortis de la ville, nous atteignions, vers le sud-est, le village de *Zevgalatio*, que nous traversons, grâce à Dieu, sans éveiller une aussi vive curiosité. Ce petit bourg, à peine peuplé de 300 habitans, est un des plus riches d'Achaïe; il rivalise avec Théméni, son voisin, pour la production des raisins de Corinthe, et il a sur celui-ci l'avantage d'offrir aux voyageurs fatigués par le soleil l'ombrage de ses vieux arbres, au pied desquels semblent enfouies de petites maisons. Zevgalatio est tout proche du torrent que j'avais si difficilement traversé pour aller à Taxiarque; mais cette fois nous sommes plus près de la mer, et suivant notre route nous trouvons bientôt un pont sur lequel nous avons soin de nous engager en longue file, un à un, pour venir plus facilement à bout de nos chevaux, qui se défient des architectes de leur pays et font mine de rebrousser chemin. Les braves bêtes savent mieux que leurs conducteurs ce qu'est ce pont, étroit, long de 100 mètres environ, ondulé comme la lame d'une scie usée, sur lequel pareille cavalcade ne passe pas une fois l'an. C'était en effet le résultat d'un plan assez élémentaire; une douzaine de piles, en galets du torrent, ont été élevées à la suite les unes des autres; chaque pile est reliée à l'autre par un petit pont dont la voûte forme un angle obtus très prononcé. Le voyageur monte le premier versant de ce petit pont jusqu'au sommet, puis redescend pour gravir de nouveau la seconde

arche, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il ait atteint l'autre rive. Le premier cavalier était déjà passé que les autres, échelonnés de distance en distance, montant, descendant, remontant, se dessinaient encore sur la surface ondulée du pont, comme ces figures qu'on voit éternellement paraître et disparaître au fond de ces anciens tableaux à mécanique qui faisaient les délices de nos grands-pères.

Le fleuve traversé, nous quittâmes la route pour entrer dans la montagne vers le sud-est. Un petit chemin rempli de pierres se dessinait en lacet au milieu des genêts dorés et des hautes bruyères disparaissant par place sous des buissons de chênes verts ou d'arbousiers. C'est un sentier à peine praticable pour un piéton; nos chevaux le gravissent sans broncher : au-dessus de nous, à mesure que nous avançons, se dressent d'énormes rochers aux formes fantastiques, dentelés, troués à jour, escarpés, parsemés çà et là d'arbustes sauvages. Peu à peu le chemin s'encaisse, les chevaux pénètrent dans un charmant fourré d'églantiers, d'aubépines roses; les arbres de Judée déjà flétris ont secoué leurs longs bras fleuris et couvert la terre d'une épaisse couche violette; nous nous croirions égarés dans le dédale de quelque bois enchanté, si, par un brusque détour, le sentier ne nous ramenait pas sur le flanc de la montagne. Toute la route que nous avons parcourue s'étend à nos pieds : le Sélinus coule paisible au milieu de son lit de pierres pendant que, descendant pêle-mêle de l'autre rive, un troupeau de moutons s'échelonne le long de l'eau pour boire.

Ce spectacle nous faisait envie; le soleil devenait brûlant, la chaleur accablante, et nous appelions depuis longtemps l'instant de la première étape quand nous arrivâmes à Mamouscha. Quelques cabanes en bois, abritées sous d'immenses platanes, près d'une source vive, en font la halte habituelle des caravanes et des bergers. Pendant que nos chevaux à peine essoufflés broutaient autour de nous l'herbe protégée par une ombre toujours épaisse, on nous servit une grande jatte de lait que nous dûmes partager avec deux jeunes Grecs qui s'étaient arrêtés comme nous dans leur voyage et qui parurent trouver tout simple cet intelligent procédé de notre hôte, qui devant l'affluence inaccoutumée des cliens transformait son maigre repas en déjeuner de table d'hôte. L'un des deux voyageurs était un soldat en congé qui regagnait Calavryta, l'autre un jeune berger de seize à dix-sept ans, encore imberbe, le teint bronzé, qui suivait la même route que nous et proposa de nous accompagner à pied. Sa physionomie nous avait déjà frappés; sous son vêtement pittoresque qui découvrait son col, ses bras et ses jambes aux formes grêles, mais pures, il présentait le type exact de ces gracieux adolescens que les anciens excellaient à modeler et

dont la beauté semble toujours faite de la réunion de ces trois qualités : la souplesse, la force, la santé. Il avait de grands yeux noirs, doux et audacieux, de longs cheveux bouclés, et, pour donner plus de vraisemblance encore à cette vision de l'antique, sa démarche et son costume rappelaient d'une façon frappante ces vers de Théocrite :

« Lycidas était son nom, son état chevrier; — tout l'indiquait : la dépouille d'un bouc aux poils jaunissans et portant encore l'odeur du lait épaissi couvrait ses épaules, une large ceinture serrait son vieux manteau autour de ses reins, et sa main s'appuyait sur une houlette d'olivier sauvage. »

Il fallut reprendre la route après une demi-heure de repos; le petit berger voulait nous conduire à l'église de son village, *Klapatzouna,* que les Achaïens vont parfois visiter; si elle n'est pas grande et si l'architecture laisse à désirer, elle a du moins le rare mérite d'être creusée tout entière dans un tronc d'arbre : c'est un platane gigantesque qui abrite ainsi dans son sein l'officiant, l'autel et les fidèles. La légende lui attribue un caractère sacré; chacun le respecte et le vante dans la province, et confond sous une même dénomination l'arbre et la chapelle, qu'il appelle *église de la Vierge au platane.* Nous avons eu l'occasion de parler ici même d'un autre platane non moins célèbre qui servit de prison après 1821 (1). Un détour et le moindre retard auraient compromis le succès de notre excursion en nous exposant à nous voir refuser l'entrée du couvent dans la nuit; nous dûmes poursuivre et presser notre marche en ligne directe, sous un soleil de plomb, trouvant cependant une distraction et un plaisir dans la compagnie de notre petit chevrier, qui dissipait par ses réflexions inattendues et toujours originales l'accablement que la chaleur faisait peser sur la conversation générale.

Avant le soir, nous commencions à descendre, et notre charmant compagnon nous quittait comme nous prenions un sentier qui domine d'abord une vallée profonde au fond de laquelle coule un maigre torrent. Nos chevaux, pressentant le terme du voyage, firent mine de hâter leur pas toujours égal jusqu'au moment où, s'arrêtant au milieu de l'eau qui nous mouillait les jambes, nous dûmes attendre qu'ils eussent bu et soufflé. Cette halte forcée était la dernière. Bientôt nous pûmes voir au-dessus de nos têtes se dresser Mégaspiléon, l'édifice le plus singulier, la construction la plus étrange que j'aie rencontrée. L'impression que nous ressen-

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars 1876.

times tout d'abord tenait de la surprise et de la frayeur que pourrait inspirer la vue d'un immense château de cartes de toutes couleurs collé contre une roche, habité par des êtres humains.

Dominant de vastes jardins pleins d'ombrage qui forment une colline en pente douce jusqu'au fond de la vallée, une série de petits étages irréguliers couverts de peintures criardes, sales et toutes différentes, s'élèvent les uns sur les autres dans le creux d'un énorme rocher. Tous ces étages ajoutés successivement, sans toit, au-dessus des premières constructions, ont formé peu à peu un haut bâtiment sans profondeur qui semble plaqué sur le granit et ne tenir que par un miracle d'équilibre. Le sommet, inégal par le fait des constructions élevées au gré de chaque propriétaire à diverses hauteurs, semble composé de mansardes superposées, les unes élancées et dépassant les autres comme des nids de vautours attachés au rocher, les autres plus basses et paraissant inachevées. Au lieu de s'agrandir en profondeur ou en largeur, cette étrange cité, que peuplent près de quatre cents moines, resserrée d'une part au nord contre la montagne, arrêtée de l'autre au sud par un vallon rapide, s'est développée en hauteur. C'est une ville dont les habitans, augmentant insensiblement, n'ont pour s'établir que les quelques mètres carrés occupés par les fondateurs et prennent le parti de bâtir leurs maisons les unes au-dessus des autres, jusqu'à ce que l'immense roche qui soutient tout l'édifice soit complétement couverte de cette nouvelle mosaïque. Une infinité de petites fenêtres de toutes les formes, larges ou étroites, percées au hasard et selon l'époque des constructions successives, apparaissent de loin comme des trous noirs sur cette haute façade que le temps, l'incurie et le mauvais goût des moines ont revêtue des teintes les plus sales. Nous nous étonnions en avançant que les tremblemens de terre, si fréquens et si terribles dans le nord du Péloponèse, ébranlant ce fragile entassement de cellules, ne l'eussent pas déjà fait rouler pêle-mêle dans un éboulement jusqu'au fond de la vallée.

Suivant en file indienne un petit chemin ombragé qui serpentait sur la colline, nous fûmes bientôt doucement surpris en nous trouvant au milieu des jardins que nous distinguions d'en bas, encore fleuris, tout embaumés de ces chauds parfums que ramène le soir. D'épais massifs d'églantiers, de rosiers, dominés par les cimes pleines de fruits mûrs des merisiers, des figuiers, des orangers, des néfliers du Japon, tendaient et enlaçaient leurs branches au-dessus de notre sentier; des bandes d'oiseaux chanteurs frissonnaient dans les feuilles et se dispersaient sous le ciel à notre approche pour se reformer derrière nous. Mais nous n'avions pas fait cent pas que peu à peu des monceaux d'ordures, des débris de toute

sorte provenant des cuisines, des linges pourris, des ruisseaux de boue grise, souillant jusqu'à la terre de ce charmant jardin, vinrent nous rappeler à la réalité. Ce paradis servait d'égout, et la saveur des fruits que portaient ses arbres était due aux vertus des eaux sales et des immondices dont les moines se debarrassent en les jetant par les fenêtres.

Les têtes pâles de quelques caloyers avertis par le hennissement des chevaux apparaissent aux lucarnes; ils regardent, insoucians, avec des yeux où perce pourtant une évidente malveillance, ces étrangers curieux qui viennent surprendre la comédie de leurs intrigues et troubler la monotonie de leur impassible repos. La chaleur est tombée, c'est l'heure de la promenade : nous trouvons en grand nombre les moines groupés sur une longue terrasse bordée de grands arbres qui s'avance en face du couvent vers l'est. Malgré tout le fracas de notre arrivée, c'est à peine si on semble nous avoir vus : les uns nous regardent sans rien dire, d'autres détournent la tête et reprennent en se promenant la conversation interrompue; pas un ne s'avance, ils attendent. « Où est l'higoumène? suis-je obligé de demander à celui qui se trouvait le plus près de mon cheval. — L'higoumène est malade, reprit-il; est-ce que vous venez pour coucher ici? — Sans doute; nous venons d'Aigion, et nous avons marché la journée entière. — Vous venez pour coucher, répétait-il avec un regard défiant; mais vous êtes trop de monde, je ne sais pas si on pourra vous loger. Du reste voilà son frère, le prohigoumène, parlez-lui; c'est lui qui sait ce qu'il pourra faire. » Et il me quitta.

Je transmis ce dialogue à mes compagnons, et, bien résolus à ne pas perdre le fruit de notre expédition, nous mîmes pied à terre, laissant nos chevaux aux hommes de l'escorte, pour nous diriger tous les quatre vers le prohigoumène, qui semblait de son côté venir à nous. « Ils veulent visiter le couvent? me dit-il dès que nous fûmes réunis; ce n'est pas le moment, nous sommes dans les élections, et vous êtes nombreux; il fallait venir le matin. »

« Nous ne demandons qu'un abri, repris-je, une salle où nous puissions passer la nuit : laisse-nous seulement entrer, nous paierons. — Oui, vous paierez, un thaler chacun, sans compter ce que vous mangerez; mais qui sont ces gens-là, demanda-t-il plus bas en désignant mes compatriotes, es-tu allé dans leur pays? — Oui, une fois, repris-je, pensant qu'il était prudent qu'un de nous du moins passât pour être Grec; mais ils savent parler le grec, » continuai-je pour prévenir de sa part toute réflexion inopportune.

La conversation devint alors générale; quelques moines se rapprochèrent, et nous nous dirigions déjà vers la porte du monastère

quand le prohigoumène, montrant nos fusils : « Oh ! il faut laisser vos armes, toutes vos armes, on ne peut pas entrer comme cela ici. » Cette injonction inattendue nous décontenança; il est toujours sage en Orient de se tenir sur la défensive, et l'accueil que nous recevions ne nous encourageait pas à donner aux moines cette preuve d'excessive confiance; cependant ils étaient chez eux, nous ne pouvions pas changer une règle aussi formelle : il fallut céder.

L'ancien portail, aux battans couverts de symboles religieux à demi effacés, s'ouvrit devant nous et, passant sous une voûte en maçonnerie, nous pénétrâmes dans une salle assez vaste, un peu sombre, dont le plafond cintré était supporté par de lourdes colonnes en granit. Une large porte ouverte au fond donnait accès à la chapelle, et nous apercevions, perçant dans l'obscurité, ses riches ornemens, qu'éclairait la lueur des veilleuses de cuivre. A gauche, une antique fenêtre à vitraux s'ouvrait sur la vallée. Nous étions dans la salle d'attente du couvent, également qualifiée d'oratoire par les caloyers. On nous montra l'église, ses murs et l'autel couverts d'images et d'offrandes du plus mauvais goût; des reliques et le trésor modeste de ce monastère, où chacun ne professe à vrai dire de culte que pour soi-même.

En rentrant dans l'oratoire, les moines qui nous accompagnaient allumèrent des cierges et se placèrent devant nous. Pensant que c'était la coutume et qu'on traitait ainsi les étrangers qu'on voulait honorer, nous allions remercier le prohigoumène quand, se tournant vers nous : « C'est pour monter, dit-il, voici l'escalier, je vous suis. » Nous aperçûmes en effet une voûte noire qui donnait également sur la salle où nous étions, en face de la fenêtre. Les premières marches taillées dans le rocher nous apparurent bientôt, noires, inégales, humides, conservant après des siècles la crasse et la boue amoncelées sous chaque génération. Les parois de granit, auxquelles nous devions nous appuyer pour ne pas tomber, étaient devenues grasses sous les mains sales et sous le frôlement des robes de tous ceux qui passaient. En même temps, à mesure que nous montions, une odeur fade, écœurante, se dégageait des cellules sordides qui donnaient sur chaque palier et, mêlée aux émanations répugnantes que produit une ombre éternelle, remplissait l'étroite cage de cet escalier, qu'un rayon de soleil n'avait jamais pénétré.

La tête nous tournait quand nos conducteurs s'arrêtèrent; le prohigoumène, ouvrant une porte, nous fit entrer dans une chambre qui nous parut lumineuse après notre ténébreuse ascension, et nous déclara que nous y pourrions demeurer jusqu'au lendemain matin. — C'était d'ailleurs la plus belle, ajoutait-il, celle qu'on réserve

aux étrangers de distinction : mon frère l'higoumène l'habitait autrefois; mais à présent qu'il est malade il ne l'a plus, continua-t-il avec un méchant sourire. — Nous ne faisions attention ni à ses paroles qui pourtant avaient un sens, ni à la chambre : le mur qui se trouvait sur la façade était pris tout entier par une large fenêtre vitrée; chacun de nous, le corps penché en dehors, aspirait à pleins poumons le grand air, cette richesse du pauvre dont ne jouissaient même pas ces tristes moines. Quand il fut question de dîner, le dégoût que nous inspirait tout ce qui passait par la main des caloyers faillit nous faire attendre à jeun jusqu'au matin; on nous apporta cependant des œufs durs et des cerises que nous hésitions à laver, tant l'eau qu'on nous présentait rappelait cette odeur fétide qui nous poursuivait partout.

Cependant il fallut descendre et passer de nouveau par l'escalier; nous n'avions pas vu les caves; c'est la partie du couvent dont les moines sont le plus fiers. Ils sont en effet les seuls habitans d'Achaïe qui tirent parti du vin qu'ils récoltent en le conservant sans y ajouter de résine; quelques négocians de Patras ont imité cet exemple et s'en trouvent bien, mais la plupart des propriétaires restent encore attachés à l'ancien usage et diminuent des trois quarts la valeur de leurs vins pour ne pas vouloir construire de caves. Celles de Mégaspiléon sont spacieuses, profondes, bien aménagées; le produit de chaque vendange est versé non plus dans des outres de peau de bouc, mais dans d'énormes tonneaux qui sont célèbres dans toute la Grèce, tant leur taille est invraisemblable : un seul de ces tonneaux, longs de 4 à 5 mètres, ne tiendrait dans aucune de nos caves. Le prohigoumène nous fit la gracieuseté de nous offrir de goûter son vin, qui était bon et très différent du breuvage noir qu'on sert dans la campagne grecque. Après quoi nous montâmes à la bibliothèque qui se trouvait près de la chapelle : les caloyers la croient pleine de trésors et de manuscrits inédits; nous avions trop peu de temps à nous pour ne pas les croire sur parole.

Nous avions été frappés en visitant les souterrains où s'étendent les caves d'une inscription assez ancienne fixée sur la paroi d'un mur; elle était très lisible et semblait rappeler une légende locale. Il y était surtout question d'une image de cire qui devait être conservée à jamais comme une sainte relique. Un des moines répondant à nos questions nous fit entrer de nouveau dans l'église et nous montra, soigneusement encadrée, une sorte de tablette tellement noircie, qu'on ne pouvait distinguer ni la composition ni le dessin qu'elle présentait à l'origine.

Vous avez pu voir dans les caves, nous dit notre compagnon, quand il nous eut ramenés à notre chambre, une source d'eau vive

qui coule avec assez d'abondance. Nous l'appelons *Vrysis tis koris*, — source de la jeune fille. C'est la découverte de cette source qui a fait élever notre monastère; l'inscription que vous avez remarquée tout à l'heure le rappelle chaque jour à notre souvenir, et nous apprenons tous ici cette histoire, parce qu'elle est très vraie et qu'elle explique bien l'origine de Mégaspiléon. Si vous ne la connaissez pas déjà, je vous la conterai :

« Il y a longtemps, très longtemps, alors que les montagnes et les vallées étaient désertes et couvertes de bois, une jeune fille qui conduisait un troupeau de chèvres devait faire chaque jour beaucoup de chemin pour les mener boire, car il n'y avait pas d'eau dans le pays avant ce torrent ombragé de platanes que vous avez traversé pour venir ici. — Un soir elle remarqua que, bien avant d'arriver à la rivière, le bélier conducteur avait déjà la barbe mouillée, et bientôt elle observa que chaque fois il en était ainsi. — Elle se promit de l'épier, et un jour elle le suivit sa quenouille à la main, jusqu'à ce qu'elle le vît arriver dans une grotte, au pied de ces rochers, boire à une source qui était cachée par de grands buissons, mais qui est bien celle que vous avez vue. Aussitôt la jeune fille voulut boire à son tour et se mit à genoux au bord de l'eau, mais, comme elle allait pencher la tête, la grotte s'éclaira tout à coup, et une voix s'éleva qui lui dit : « Il existe une image de moi cachée dans la forêt. Mettez le feu à cette forêt; un serpent si grand qu'il a des os, s'y cache; tuez-le, prenez l'image, et construisez une église. » La jeune fille s'écria : « Mais comment me croira-t-on? » La voix lui répondit : « Frappe la terre de ta quenouille, il en sortira un cyprès, » et elle se tut. — La jeune fille retourna au village, elle fit ce que la Vierge lui avait dit, et les hommes, mettant le feu au bois, se postèrent à l'entour; le plus adroit des paysans tua le serpent géant d'une flèche, on construisit une chapelle, et peu à peu le monastère s'éleva. — Nous conserverons toujours cette image, c'est l'œuvre de l'apôtre saint Lucas; elle est en cire et en mastic, et ce n'est pas le temps qui l'a noircie, mais le feu : un miracle a fait qu'elle n'a pas été fondue, et c'est le signe que la Vierge protégera toujours notre couvent. »

Le moine, terminant par un grand signe de croix, nous laissa seuls sous l'impression de cette poétique légende; nous restions accoudés devant la fenêtre ouverte et nous écoutions encore silencieux dans l'ombre du soir les bruissemens indistincts de la vallée, quand le prohigoumène, qui s'habituait à notre société, fit de nouveau son entrée. Il était suivi de quelques moines et paraissait dans l'intention de passer la soirée avec nous. Nous n'avions encore échangé aucune impression à son sujet, mais cet homme nous déplaisait instinctivement à tous; sans nous en rendre compte, nous

ressentions en sa présence ce sentiment de dégoût et d'indéfinissable malaise qu'on éprouve en face d'une nature foncièrement basse, à la fois vicieuse et inintelligente, qui puise son unique ressort dans l'astuce et ne connaît d'autre but que la satisfaction de son intérêt. Il était d'une taille élevée et paraissait encore dans la force de l'âge, bien qu'un embonpoint malsain alourdît sa démarche; sa figure, à demi cachée sous une barbe grisonnante et de longs cheveux plats, présentait un profil correct, mais la peau jaunie et gonflée sous la graisse détruisait la régularité de ses traits. Il n'aurait jamais paru qu'insignifiant avec son sourire obséquieux et sa parole qu'il avait rendue doucereuse, sans des yeux qui le trahissaient malgré lui : deux yeux de chat, verts, glauques, à la pupille dilatée. De gros sourcils gris leur faisaient parfois une ombre, et on ne distinguait plus sous la paupière qu'une lueur fauve; mais quand ces yeux s'ouvraient, ils révélaient successivement et jusqu'au fond tout ce que cachait ce corps maladif.

La pensée de cet étrange personnage, nous l'apprîmes plus tard, par les conversations indiscrètes de quelques moines jaloux : il était ambitieux du pouvoir. Tout en lui s'agitait et rampait sans cesse à la poursuite de ce but, et il allait, couvrant d'un éternel voile d'hypocrisie ses moindres actes, jusqu'à ce qu'il pût se croire enfin arrivé au dénoûment de cette pitoyable comédie. Son frère était supérieur du monastère; au moment où couvait le feu des élections, l'avant-veille de notre arrivée, quelques jours avant le vote, il était tombé subitement malade. Le prohigoumène avait voulu prendre sur lui seul de le soigner, et sous ce prétexte le tenait enfermé, séparé du monde, tandis que, faisant pressentir sa mort, il travaillait sourdement à le renverser et à lui succéder. Nous ne sûmes jamais le dénoûment de ce vilain drame, mais quand nous insistâmes le lendemain matin pour saluer avant notre départ l'higoumène, que nous n'avions pas pu visiter, chacun des moines nous renvoyait à son frère, qui refusa toujours en disant : « Il souffre, il ne faut pas qu'il parle; » et il agissait prudemment : la vue d'un être humain aurait été pour le malade un secours inespéré, et bien qu'étrangers au monastère, nous aurions pu nous faire l'écho de ses plaintes.

Le prohigoumène à peine entré, sans paraître se soucier de l'ennui marqué que nous éprouvions à le revoir, s'était assis et demandait des renseignemens sur nos coutumes, qui, disait-il, l'intéressaient vivement. L'un de nous, impatienté, s'était levé et chantonnait en marchant de long en large : les moines se turent peu à peu, le silence se fit, mais nous n'étions pas maîtres de la place; leur silence était de l'admiration. Notre compagnon avait commencé je ne sais quel refrain d'une chansonnette parisienne, et comme il s'in-

terrompait, étonné de l'attitude recueillie que nos visiteurs avaient prise, le prohygoumène le supplia de continuer. Il n'avait jamais entendu de musique européenne, et l'harmonie de ces couplets vulgaires, qu'il prenait pour des cantiques pieux, le surprenait autant que s'il eût entendu parler une langue inconnue. La soirée se passa de la sorte; il fut impossible de faire lâcher pied à aucun de nos visiteurs, et malgré l'épouvantable cacophonie que nous arrivâmes à produire en hurlant tous les quatre chacun un air différent, les moines restèrent toujours fervens, toujours attentifs, jusqu'à ce que époumonés, tombant de fatigue, nous renonçâmes à les lasser : ce fut notre silence qui les fit partir.

Cette chambre, où ils nous laissaient enfin libres de coucher, avait pour tout meuble une table; autour des quatre murs courait un divan assez large où nous nous étendîmes tout habillés les uns à la suite des autres. En moins d'un quart d'heure, nous nous sentîmes envahis dans l'obscurité par une telle quantité de puces et de punaises, vermine éclose dans le divan, que nous nous retrouvâmes tous les quatre sur pied au milieu de la chambre. Après avoir secoué par la fenêtre nos vêtemens littéralement noirs d'insectes, nous tirâmes la table à la courte paille : le plus heureux coucha dessus, les autres installés tant bien que mal dessous. Dans le courant de la nuit, n'y pouvant plus tenir, je voulus sortir un peu, marcher, chercher de l'air; les moines nous avaient enfermés. Ce n'est qu'à la pointe du jour qu'un moinillon, répondant à nos cris et au bruit que nous faisions, vint enfin nous ouvrir la porte.

Il est difficile de peindre l'aspect nouveau, plus répugnant encore, que présentait l'intérieur du couvent au matin : des têtes blafardes, les cheveux en désordre, les yeux à demi fermés et sans regard, apparaissaient glissant dans l'ombre de l'escalier, éclairé par leurs cierges : c'étaient le plus souvent des enfans en robe bleue, des jeunes gens que les moines emploient comme domestiques et qui commençaient leur insipide journée. Quand ils passaient devant notre chambre, les lueurs indécises de l'aube donnaient à leur visage une teinte livide : les lèvres pâles, les yeux rougis, les mains longues et maigres pendant le long du corps, ils allaient sans tourner la tête, présentant déjà dans leur regard, dans leur sourire, par leur démarche honteuse sous une enveloppe malpropre, les germes de tous ces vices que la Grèce flétrit du nom de *coutumes turques*.

Nous nous hâtâmes de descendre et de faire seller nos chevaux. Le prohigoumène vint nous rejoindre en courant : il avait peur que nous partissions sans payer. Nous nous plûmes à débattre avec lui le prix de son hospitalité; le matin lui avait rendu toute sa présence d'esprit; plus féroce qu'un aubergiste suisse, il n'écoutait rien

et répétait toujours : « Vous le devez, il faut payer. » Nous cédâmes pourtant, trop vite à notre gré, pour ne pas retarder davantage notre départ, et nous suivîmes un autre chemin longeant la terrasse vers l'est, sous le regard inquiet des moines, qui voyaient disparaître avec joie cette troupe d'étrangers.

Pour moi, qui avais conservé l'impression de l'accueil des moines de Taxiarque et du chapelain de Pépélénitza, cette visite au Mégaspiléon était le renversement de nombreuses illusions. Au lieu d'une société paresseuse, mais inoffensive, j'avais trouvé là des hommes sans intelligence, sans foi, sans caractère, mais non pas sans passions. La dépravation flagrante qui s'étale dans ce couvent a laissé au fond de tous ces cœurs deux sentimens profonds bien qu'exercés dans une sphère étroite : l'ambition et l'envie troublent sans cesse d'une agitation sourde, mais effrénée, le silence du cloître. Chacun hait et jalouse son voisin comme un rival, — tout ce qui n'est pas opprimé, anéanti, ne respire que dans la cabale et pour l'intrigue; le plus humble travaille à ruiner le plus fort; les meilleurs doivent demeurer sans cesse dans une éternelle défiance, et cet asile créé pour le repos n'est qu'un petit théâtre où de vilaines passions se dissimulent, mais agissent, où l'homme se fait l'ennemi de l'homme, et n'a d'autres jouissances que celles qu'il tire de l'abaissement d'autrui.

La cause de cette corruption si profonde, ou de ce retour à l'état primitif, est tout entière dans l'isolement des moines, quand on songe à ce que sont ces moines. Dénués pour la plupart de toute éducation, ne sachant même pas lire, parlant à peine leur propre langue, ce sont des paysans paresseux attirés là par l'espoir de vivre à leur aise. Ils sont loin des villes, — n'entretenant aucun commerce avec l'extérieur, livrés complétement à eux-mêmes par un gouvernement qui ne leur peut demander que la tranquillité au dehors, ils ne voient pas le monde au-delà de leur étroite vallée; — sentant qu'ils échappent aux lois communes, trop inintelligens pour y suppléer par de bons règlemens ou une vie austère, ils s'abandonnent à leur nature et nous donnent l'exemple d'une société vivant dans la société sans en faire aucunement partie. Un but, une distraction puissante, pourraient seuls les changer. Toutes ces volontés paresseuses, qui se laissent aller au mal faute de savoir trouver autre part une émotion, auraient besoin d'être dirigées : leur cours une fois changé, elles se tourneraient avec autant de facilité, peut-être avec moins d'insouciance, vers un passe-temps nouveau, et s'appliqueraient à bien agir. Ce que leur instinct appelle malgré eux, désir que l'oisiveté rend impuissant, mais plus ardent encore, c'est l'action : tous, sans y songer, ils se souviennent de leur nature créée pour le mouvement, leur esprit se révolte

contre cette éternelle torpeur; tout leur est un prétexte pour en sortir, le vice plutôt que la vertu, parce que le vice signifie action et excès, tandis que la vertu est le plus souvent faite de résistance et d'abstention. Qu'une circonstance imprévue se présente, offrant l'occasion de poursuivre un but noble, non plus d'une façon passive, mais efficace, ils saisiront tous cette occasion. C'est ainsi qu'en 1821 ce prodigieux élan de patriotisme et de courage que la soif de l'indépendance inspira aux Grecs fut aussi imprimé aux moines eux-mêmes, aux moines surtout, qui s'étaient faits avec enthousiasme les partisans de cette grande cause et qui furent les premiers à la servir. L'insurrection éclata dans cette partie même de l'Achaïe, à Calavryta; c'est de là qu'elle s'étendit à toute la Grèce, enflammant l'Europe entière d'enthousiasme au récit des premiers exploits de ses héros. Les moines montrent encore au sommet du rocher qui abrite le monastère, dominant toute la vallée, un vieux canon qu'ils ont conservé; c'est le seul débris qui rappelle, au milieu de cette société qui a perdu dans l'inertie jusqu'au dernier des sentimens généreux, le passé glorieux d'une génération disparue.

IV.

L'impression pénible que nous avait laissée à tous ce court séjour au Mégaspiléon se dissipa vite, grâce à la nouveauté du chemin que nous suivions pour gagner les chutes du Styx. Nous étions partis avant quatre heures; le soleil n'était pas encore levé. Rendus plus frileux après la nuit que nous avions passée, nous nous serrions d'abord sans rien dire, chacun dans notre manteau, grelottant sous la fraîcheur des bois que nous traversions. Peu à peu, le ciel gris s'éclaira; chaque fois que la silhouette inégale des montagnes qui s'étendaient devant nous laissait voir l'Orient, nous découvrions l'horizon délicatement teinté, selon l'expression incomprise d'Homère, d'un voile de safran (*krokopeplos*); les buissons s'animaient du chant matinal des oiseaux. Bientôt le ciel, devenu pourpre, apparut lamé de lignes d'or, le soleil se leva.

Nous avions un long trajet à faire : il nous fallait gagner avant le soir le village de Solo, bâti dans la vallée du Crathis, au pied du Chelmos, immense rocher d'où se précipitent les eaux noires du Styx et dont nous espérions pouvoir faire l'ascension avant la nuit. Nos chevaux gravissaient avec peine une pente très raide, mais à mesure que le soleil monte et devient plus ardent, les bois se pressent, l'ombre s'épaissit, nous nous trouvons en pleine forêt. Plus loin le sentier s'adoucit, et son inclinaison devient insensible; il serpente au fond d'un charmant vallon où le pin, le cèdre, le bouleau entremêlent leur feuillage; un torrent d'eau claire coule au bord

du chemin sur un lit de pierres. Au-dessus de nous, rien d'aride, rien de brûlé; la vue, bornée par des collines, ne porte que sur des bois verts, vigoureux, aux cimes toutes fraîches, et il ne tenait qu'à nous de nous croire transportés en France, tant ce paysage différait de ce que nous voyions tous les jours en Grèce et ressemblait à nos belles vallées d'Auvergne.

Le soleil nous gagna comme nous atteignions le sommet d'un second vallon plus vaste, inondé de lumière. En face de nous, sur un petit plateau au bord du torrent devenu plus large, une troupe de Vlaques, que les Grecs appellent indistinctement Bohémiens, nous apparut au milieu de son campement. Ils étaient venus du nord, par la Roumélie, et, passant par l'isthme de Corinthe, continuaient leur immigration jusqu'à la mer. La Grèce est un pays du reste si pauvre en pâturages qu'il est rare de leur voir pousser leur marche jusque-là; c'était la première fois que nous les rencontrions réunis en tribu, et, sortant du vallon tout ombragé pour surprendre cette scène qu'éclairait un soleil ardent, nous regardions curieusement à nos pieds : une infinité de moutons, quelques bœufs, une cinquantaine de chevaux broutaient l'herbe nouvelle, dispersés au fond de la vallée. Les femmes et les enfans au bord du torrent lavaient du linge, et, l'étendant sur des pierres, le faisaient sécher, tandis que les hommes, groupés en cercle sur un petit plateau, dansaient et chantaient autour d'un grand feu où rôtissait un agneau (le classique *arni* à la palikare). La bande nous reçut avec des cris de joie et des bravos, et nous dûmes suspendre un instant notre route pour répondre à la politesse de ces braves gens, qui nous firent boire à tour de rôle un grand verre de vin blanc.

Après cette halte, nous laissons la vallée, et, gravissant le coteau au sud-est, nous entrons dans la montagne, montant avec le soleil qui nous brûle et que nous aurons à supporter jusqu'à Solo. Autour de nous tout était déjà desséché; le sentier se perd au milieu de la poussière et des pierres, et quand nous atteignîmes le sommet, nos guides, craignant de se fier à un pareil chemin, nous firent suivre pendant plusieurs lieues, de l'ouest à l'est, la crête de la montagne. Un nouveau panorama se déroulait à notre gauche, au nord; au-dessous de nous de hautes montagnes toutes dépouillées, sauf une qui est couverte de sapins, s'échelonnent jusqu'à la côte; le golfe étend ses eaux dormantes et bleues jusqu'au rivage opposé, que nous distinguons avec ses mille découpures : un port plus grand, presqu'au pied du Parnasse, se creuse et découvre une tache blanche, c'est la ville de Galaxidi. A notre droite, au sud, ce sont des sommets, des pics, des arêtes à l'infini, toutes les cimes des monts d'Arcadie, couvertes çà et là de glaciers étince-

lans; le fond du tableau est fermé par une montagne grise, régulière, unie comme un marbre, la tête couronnée de neiges éternelles, spectacle saisissant sous ce ciel de feu. Le Chelmos et les eaux du Styx nous étaient cachés par cette immense silhouette, nous étions encore loin de notre but.

Cependant la descente commença, rapide, dangereuse, tant les chevaux, entraînés eux-mêmes par la raideur de la pente, glissaient et roulaient à chaque pas sur les pierres. Bientôt nous fûmes obligés de mettre pied à terre; poussant devant nous nos montures, nous nous laissions aller, tombant les uns sur les autres, nous relevant pour retomber de nouveau, quand nous découvrîmes enfin, étalée à nos pieds, la délicieuse vallée du *Crathis*. Le chemin devint plus difficile encore, mais nous savions que nous touchions à la fin, et dans les intervalles que nous pouvions mettre entre nos chutes ridicules, nous contemplions ce tableau que nous appelions depuis si longtemps de nos vœux.

Une triple ceinture de montagnes brûlées encaisse comme dans un cadre jaune la vallée la plus verdoyante qu'il soit possible de voir. Le Crathis d'un côté, le Styx (aujourd'hui l'*Eau noire*) de l'autre, roulent leurs flots relativement abondans au milieu d'un fouillis d'arbustes jusqu'à ce que, réunis en un seul fleuve, ils séparent ainsi la vallée en trois parties. Au milieu, entre le Crathis et les eaux bouillonnantes du Styx, le village de Solo s'élève. Des toits d'un beau rouge vif, tous séparés les uns des autres, surgissent irrégulièrement entre des massifs où se dressent de hauts châtaigniers à la tige droite, au front large et épais, des sycomores à l'ombre noire, des cerisiers, des mûriers et des figuiers couverts de fruits.

Seul le fond de la vallée est sombre; l'esprit, frappé de ces contrastes successifs, obsédé de ces souvenirs banals et incomplets que nous conservons du collége, cherche là l'entrée des enfers; notre imagination rappelle peu à peu la fable gracieuse qui, de l'union de Thétis à l'Océan, fait naître la nymphe Styx, dont le nom redouté devient le symbole de la foi jurée. Et pendant que nous reconstituons dans le passé cette contrée mystérieuse, berceau de tant de légendes, les yeux suivent au sud l'*Eau noire*, qui descend par saccades en faisant mille circuits; on la voit se perdre au loin sous les rochers jusqu'au Chelmos, ancien Nonacris, dont le flanc escarpé, droit comme une falaise, semble se retirer devant la nappe d'eau qui tombe de son sommet inaccessible pour se disperser d'abord en pluie fine et se reformer dans la vallée. Ce sont les chutes du Styx. La poussière humide que le vent balaie noircit tous les rochers d'alentour, et l'eau qui se précipite en ligne droite semble de loin

un mince filet d'argent brodé sur un fond noir; aux deux côtés du Nonacris, de hautes cimes désolées, semées çà et là d'épaisses couches de neige, achèvent de fermer l'horizon.

Un petit pont jeté sur le Crathis nous permit d'atteindre le village après huit heures d'une marche pénible. Un enfant nous indiqua la maison d'un médecin auquel nous étions recommandés, et dont la cordialité nous fit oublier l'accueil, exceptionnel en Grèce, que nous avions reçu à Mégaspiléon. Ce médecin parlait français comme nous; il était encore jeune et n'exerçait sa profession que depuis quatre ou cinq années. J'ai rencontré peu d'hommes qui eussent plus justement que lui raison de se dire malheureux.

L'esprit indépendant des Grecs les porte à faire donner à leurs fils, aussitôt qu'ils en ont les moyens, une éducation libérale, et les jeunes gens n'ont devant eux que deux carrières, la médecine ou le barreau; les autres leur sont le plus souvent antipathiques, ils les considèrent comme des pis-aller. Notre hôte était le fils d'un cultivateur aisé de ce petit village, qui trouva juste assez d'argent sur ses économies pour envoyer l'enfant au gymnase d'Athènes, puis à l'université, d'où il ne sortit que pour suivre les cours de la faculté de médecine. Son diplôme obtenu, il vint, comme fait chaque année le plus grand nombre des étudians grecs, parachever ses études par un séjour de deux ou trois ans à Paris. Son esprit s'est ouvert, son intelligence s'est faite, il a appris à vivre au sein même de la ville où l'on vit le plus vite et le mieux, il s'est créé mille besoins qu'il ignorait, après quoi, à la fleur de l'âge, trop tôt pour être las de rien, il revient se fixer pour jamais à Solo, village perdu dans les montagnes, que la Grèce même ne connaît pas, où rien ne pénètre du dehors, où l'existence s'éteint, où chacune de ces facultés qu'il est allé développer en courant le monde s'anéantit successivement faute d'aliment dans un milieu pire que la solitude, car il demeure constamment auprès de gens qu'il voit heureux par leur ignorance même.

L'infortuné sentait trop bien l'amertume et le vide de sa vie, et notre visite, qui survenait pour lui comme un rayon de soleil dans une cave, ne dura pas assez longtemps à son gré; après le déjeuner qu'il nous avait fait soigneusement servir, nous dûmes repartir pour aller visiter les chutes du Styx (*ta hydata tis Stygos*) et tenter, s'il était possible, l'ascension du mont Chelmos. Il eut soin de nous procurer un guide, et, sous l'ardent soleil de l'après-midi, nous partîmes, comptant revenir le soir à Solo et passer une partie de la nuit chez le médecin.

Après une heure de marche, nous dûmes abandonner nos chevaux, qui nous avaient permis de franchir impunément plus de vingt fois les eaux mortelles du Styx. Mes compagnons, fatigués de

longues excursions dont je n'avais fait que la dernière partie, me laissèrent monter seul avec le guide, un jeune berger de dix-sept ans, qui n'avait jamais pensé faire cette ascension. Le versant que nous voulions gravir était formé de petites pierres accumulées et sèches qui faisaient sous le pied un terrain mobile sur lequel il était impossible de marcher. Nous roulions sans cesse en arrière, entraînés par notre propre poids, glissant pendant une dizaine de mètres, obligés de recommencer encore le même effort en nous servant des pieds et des mains pour avancer de quelques pas. Il nous fallut une heure pour atteindre le sommet de ce premier coteau, qui n'avait pas 100 pieds de haut. Le reste du chemin nous parut facile après un pareil début. Quelques touffes de thym et de plantes sauvages poussaient entre les pierres, nous nous en servions pour nous y accrocher; à chaque instant, de petits serpens analogues à ceux que nous appelons en France aspics sortaient à notre approche, et mon guide, qui m'appelait déjà par mon petit nom, me criait de ne pas les frapper : « Ils te sauteront au cou, disait-il, si tu les manques! »

Enfin nous atteignîmes les premières neiges, et, tout brûlé par le soleil, j'eus la surprise de pouvoir passer sous une grotte de glace. Nous montâmes encore, mais la nuit tombait, il était neuf heures; nous étions arrivés le plus près possible de la chute; le roc d'où tombait le torrent se dressait à pic au-dessus de nos têtes. « Il faut descendre, me cria mon guide, qui s'était assis pendant que, Pausanias à la main, je vérifiais l'exactitude de ce consciencieux géographe; si nous tardons, nous nous perdrons, nous ne pouvons déjà plus revenir par le même chemin. » Nous résolûmes de nous laisser glisser le long des rochers si pittoresques qui s'échelonnent au pied du Chelmos et entre lesquels se précipite le Styx. Jamais ascension en Suisse ou en Écosse ne me coûta pareils efforts : en un quart d'heure, nous étions arrivés en bas de ce sommet, que nous avions mis quatre heures à atteindre. Dix fois nous nous crûmes perdus, mais quand nous nous retrouvâmes, tous les deux épuisés, assis au bord du Styx, je n'avais à déplorer que la perte de ma toque et de mon épieu; mon guide regrettait davantage son fez et ses souliers, qu'il avait vus tomber et disparaître l'un après l'autre.

La nuit était venue, nous allions droit devant nous, traversant et retraversant le Styx, dont les eaux sombres frémissaient contre les rochers; je m'expliquai seulement alors l'origine du nom de « Eau noire, » qui a remplacé celui de Styx. Le torrent coule durant tout son parcours sur un lit de rochers polis et veinés comme du marbre; sèches, ces pierres ont une belle couleur verte, comme celle d'une turquoise mouillée; mais, quand on les trempe dans l'eau, l'humidité leur donne une teinte si foncée qu'elles paraissent noires;

c'est ainsi qu'on voit le Styx roulant au milieu de roches claires colorer ses flots de la nuance de son lit, qui est sombre. Le nom de « fleuve noir » n'a donc rien d'imaginaire, il exprime un fait très réel et qui explique peut-être à lui seul cette superstition des anciens, qui faisaient du Styx le fleuve de la Mort.

Mes compagnons et le médecin, inquiets de notre retard, nous attendaient sur le chemin; il était plus de dix heures. Nous arrivâmes enfin à la maison, où, sans avoir le courage de me sécher, je m'endormis aussitôt. — Au milieu de la nuit, le médecin nous éveilla. — Puisque vous voulez partir si vite, dit-il, il est temps; les chevaux sont sellés, une heure a déjà sonné. — Notre excursion était terminée; nous trouvâmes les chevaux et les agoyates rangés dans la cour, au clair de la lune, dessinant autour d'eux de grandes ombres, et pendant que notre hôte nous adressait encore de la main de tristes adieux, nous suivions tout engourdis la route bordée de saules et de grands châtaigniers que nous avions parcourue le matin; elle s'étendait maintenant ombragée ou toute blanche à la clarté de la nuit, et le pas pressé de nos chevaux, les aboiemens des chiens de garde éveillés sur notre passage troublaient seuls le silence du petit village endormi.

Bientôt nous abandonnâmes la route pour nous diriger vers le nord, suivant le cours du Crathis, qui sert de chemin jusqu'à la mer. Je devais me séparer de mes compagnons; ils allaient à Corinthe, je retournais à Aigion; au point du jour, nous nous quittâmes. Un vieux Grec, notre guide, resta seul avec moi, prit à son tour un autre chemin pour gagner *Phtéri*, son village, au pied du Mavrithioti. Je m'arrêtai de mon côté, dans la matinée, à *Diakophto*, petit bourg assez riche, où je trouvai des gens que je connaissais et qui m'accueillirent bien. Après quoi, sans attendre le soir, je repris le sentier qui serpentait au bord du golfe, au milieu de rochers moussus au-dessous desquels je voyais la mer à mes pieds, toujours limpide et bleue. Dans l'après midi, sous un soleil de plomb, qui m'ôtait jusqu'à la faculté de penser, je traversais ces plaines fertiles qui s'étendent au sud de Théméni; tout semblait engourdi dans une même torpeur. Seul un essaim de grosses mouches criardes s'agitait sans cesse autour de moi; j'allais les yeux fermés, la tête basse. A cinq heures, j'entrais dans les rues de la tranquille Aigion, qui s'éveillait à peine du sommeil de la sieste.

PAUL D'ESTOURNELLES DE CONSTANT.

LES

POISONS DE L'INTELLIGENCE

II[1].

LE HACHICH. — L'OPIUM. — LE CAFÉ.

I.

Tandis que le chloroforme et l'alcool sont d'un usage général en Europe et qu'on en connaît très bien les effets, le hachich est presque complétement ignoré. Cependant l'ivresse qu'il procure est très agréable, et présente des particularités qui seraient fort appréciées peut-être à Paris ou à Londres, comme elles le sont au Caire ou à Damas; mais le hachich n'existe guère qu'en Orient. Il y a quarante ans environ, M. Moreau (de Tours) l'a révélé pour ainsi dire aux savans européens dans un livre remarquable. Quelques écrivains, Balzac, Théophile Gautier, Gérard de Nerval, firent à cette époque, à l'hôtel Pimodan, des *agapes* dans lesquelles le hachich jouait le principal rôle. En somme, c'étaient des expériences qui avaient non-seulement l'attrait de l'inconnu, mais encore tout le charme d'une ébriété purement psychique, bien plus spirituelle et plus active que celle du vin. Il y eut un moment où le hachich était à la mode; mais ce moment est passé, et aujourd'hui ce n'est qu'exceptionnellement qu'il se rencontre encore çà et là quelques amateurs.

Le hachich est l'extrait du chanvre indien. Cet extrait, mélangé à des aromates de toute espèce et à des huiles végétales, constitue

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

le *dawamesc*, sorte de confiture nauséabonde qu'on prend avant le repas. Il y a encore le hachich qui se fume soit dans des pipes, soit dans des cigarettes : c'est celui qui est le plus usité en Orient. L'extrait aqueux se nomme *hafioun* et est plus actif que les deux autres préparations. Il faut à peu près quatre parties de dawamesc pour une partie de hafioun. Il est très difficile d'en savoir plus long sur la manière dont les Orientaux préparent le hachich, et on est réduit à le prendre comme ils le préparent; mais, si on n'a que des renseignemens pharmaceutiques insuffisans sur cette substance, on en connaît beaucoup mieux les effets psychiques.

Ce n'est pas seulement d'après les renseignemens que m'a donnés M. Moreau ou d'après les remarquables observations rapportées dans son livre que je parlerai du hachich; j'en ai moi-même pris assez souvent et à des doses différentes, j'en ai fait prendre à plusieurs de mes amis, et c'est surtout d'après mes remarques personnelles que je décrirai les propriétés de cette substance. A doses modérées, l'ébriété qu'elle donne est très agréable, très instructive pour la juste connaissance des phénomènes intellectuels, et n'a pas d'inconvéniens sérieux. Un léger trouble de la digestion, un peu de lourdeur de tête et d'excitation cérébrale, voilà tout ce qu'on a à craindre si on prend des quantités convenables soit de dawamesc, soit de hafioun.

Quand on n'est pas prévenu, les premiers effets du hachich passent inaperçus. C'est une certaine excitabilité motrice et sensitive de la moelle épinière. On sent des élancemens dans la nuque, dans le dos, dans les jambes; des frissons parcourent le corps. On a comme des bouffées de chaleur ou de froid qui montent à la tête; avec tout cela règne un certain bien-être qu'on ne sait à quoi attribuer, et ce même sentiment de satisfaction générale que tout le monde a éprouvé plus ou moins après l'absorption d'une certaine quantité d'alcool. Peu à peu l'excitation de la moelle épinière produit des effets plus caractéristiques. On s'agite, on se promène de long en large, on s'étire dans tous les sens; on a envie de danser, de remuer, de soulever des poids énormes, et au milieu de cette excitation simplement musculaire l'intelligence reste calme; mais tout d'un coup, pour un mot dit au hasard par quelque assistant, pour une remarque toute naturelle qu'on vient de faire, on est pris d'un rire presque involontaire, rire prolongé, nerveux, convulsif, qu'on ne saurait justifier, et qui semble interminable. Quand cet immense éclat de rire a cessé, on sent qu'il était ridicule; on reprend ses sens et on comprend que, si l'on a ri ainsi, c'est que l'on vient de subir les premières atteintes du poison.

A partir de ce moment, les idées deviennent de plus en plus pressées. C'est un feu d'artifice perpétuel, une gerbe de feu qui éclate

dans toutes les directions. L'idée succède à l'idée avec une rapidité vertigineuse. Les pensées vont, viennent, se pressent en désordre, sans lois apparentes, en réalité suivant les lois fatales de l'association des idées et des impressions. On parle avec agitation, presque avec fureur, et on s'étonne de voir autour de soi des personnes ne partageant pas l'ivresse qu'on ressent : on s'indigne de la lenteur de leurs conceptions. En vain on voudrait exprimer tout ce qu'on éprouve, le langage n'est pas assez rapide pour rendre la rapidité de la pensée. Les idées, tristes ou joyeuses, fières ou humbles, généreuses ou lâches, sont toujours exagérées. Comme dans l'ivresse, on ne connaît plus les bornes et ces justes limites

Quos ultra citraque nequit consistere rectum.

De même que les médecins disent en parlant d'un tissu qui a augmenté de volume et d'épaisseur qu'il est hypertrophié, de même on pourrait dire qu'il y a hypertrophie des idées. Ce qui à l'état normal nous causerait un léger ennui devient une douleur écrasante qui nous fait verser des larmes, et nous apitoyer sur notre sort. Les choses les plus simples deviennent des effets de théâtre, et c'est avec des accens tragiques qu'on annonce qu'il est tard ou qu'il fait du vent. Toutes ces billevesées donnent une joie enfantine qu'on ne cherche pas à dissimuler. On passe du rire aux larmes sans transitions. L'amour-propre s'exagère au point qu'on a toujours peur d'apercevoir le mépris sur les figures des assistans, et cependant on est tenté de les mépriser pour leur ignorance, tant l'homme qui a pris du hachich est devenu supérieur aux autres hommes.

Ainsi, sans parler encore des altérations des sensations, la personne morale est complétement transformée. Je ne sais si on a déjà remarqué à quel point tous ces phénomènes ressemblent à ceux qu'on observe dans l'hystérie. En général, les femmes hystériques sont fort intelligentes; elles ont des conceptions brillantes, une imagination vive et féconde; mais, quelque élevée que soit leur intelligence, elle est défectueuse pour deux raisons principales, l'exagération des sentimens et l'absence de volonté. Or ce double caractère se retrouve également dans le hachich.

L'exagération des sentimens fait que pour les hystériques comme pour les personnes qui ont pris du hachich, toutes les idées, tous les sentimens sont démesurés; la joie aussi bien que la tristesse. Leur amour-propre est exalté à ce point qu'on ne peut faire sans les blesser amèrement la plus petite remarque. Souvent même elles prennent pour une offense une observation qui n'a rien d'offensant. Elles tendent à dramatiser la vie. L'existence régulière, simple, que la nécessité des faits leur impose, ne les empêche pas de satis-

faire ce penchant théâtral qui les domine. Elles sont sans cesse à jouer avec un égal succès la comédie ou la tragédie dans les scènes plates de la réalité. Terreur, joie, douleur, colère, tout chez elles devient du drame, et ces passions surviennent presque sans cause, à l'improviste pour ainsi dire, surprenant tout le monde par leur brusquerie, leur mobilité et leur intensité. Pour le hachich, ainsi que je l'ai dit déjà, on observe cette même transformation des sentimens. Je me rappelle qu'un de mes amis ayant pris du hachich et étant arrivé à l'état d'ébriété, je voulus explorer sa sensibilité avec une épingle; la vue de cette épingle lui inspira une frayeur profonde. Il se sauva en criant, comme si je voulais lui faire une grave blessure, puis il se jeta à mes genoux, en me suppliant, au nom de l'amitié et de tout ce que j'avais de plus cher, de ne pas lui infliger ce cruel supplice, et pour exprimer sa frayeur, ou pour implorer ma pitié, il trouvait des gestes et des accens tragiques qui faisaient l'effet le plus risible du monde.

L'impuissance de la volonté est très remarquable chez les hystériques; elles sont incapables de se contenir et de dominer leurs sentimens. Suivant une expression consacrée par l'usage et fort juste, comme les termes populaires, elles disent *tout ce qui leur passe par la tête*; à peine ont-elles conçu une pensée qu'immédiatement elles l'expriment tout haut, sans se préoccuper des conséquences de leur langage, en sorte que le débordement de paroles et d'insanités tient non pas seulement à l'exagération des idées, mais encore et surtout à ce que toutes les idées sont exprimées. Aussi, si l'on cause un peu de temps avec une hystérique, on saisit sur le fait les contradictions, les mensonges, les bizarreries de la pensée, le jugement ou la volonté n'intervenant pas pour rectifier ce qu'elles ont de défectueux. Par la même raison, un accès de colère, de tristesse ou de joie ne peut être maîtrisé : les sentimens règnent en souverains absolus. Cette sorte de puissance pondérative, qui nous fait juger que telle chose est bonne à dire et telle autre bonne à taire, est inconnue des hystériques.

Or, dans le hachich, cette puissance sur soi-même a aussi tout à fait disparu. On ne peut plus se maîtriser, on ne s'appartient plus, et on est livré sans frein aux conceptions plus ou moins raisonnables de l'intelligence. Un jour, ayant pris une faible dose de hachich, et n'en éprouvant jusque-là aucun effet, je me rendis à une soirée intime, et j'écoutais tranquillement une conversation assez sérieuse, quand tout à coup, à une remarque que fit quelqu'un, je me mis à sauter de joie et à exprimer mon enthousiasme sur l'originalité de la pensée qu'on venait d'émettre; mon idée n'était pas absurde, elle n'était qu'exagérée, et à peine l'avais-je

conçue qu'elle s'était traduite malgré moi, *sans moi*, pour ainsi dire, par un geste extérieur et des paroles exprimant ce que j'éprouvais; mais aussitôt, reprenant mes sens, je fus tout honteux de mon emportement, et je ne sais, à vrai dire, ce que pensent encore de moi ceux qui ont assisté à cette fâcheuse scène. Certes je ne me serais pas exposé à une semblable inconvenance, si j'avais pris une dose plus forte de hachich, car alors on comprend très bien qu'on n'est plus son maître. Il se fait une sorte de dédoublement de la pensée, grâce auquel on se rend compte qu'on n'est plus l'acteur conscient et volontaire des paroles qu'on dit ou des gestes qu'on fait. On se méfie de soi-même, on a peur de sa pensée. Aussi a-t-on hâte de se soustraire au public, on veut être seul ou avec des personnes intimes pour ne pas se donner en spectacle. Un de mes amis ayant pris une certaine quantité de hachich s'agitait convulsivement et demandait avec instance à être ramené chez lui. « Je ne sais pas ce que je ferais, disait-il; je pourrais faire des sottises. » Chaque fois que sa lucidité lui revenait, cette crainte, assez justifiée d'ailleurs, s'imposait à lui de nouveau. Cette conscience de l'impuissance de la volonté se retrouve aussi dans certains cas pathologiques, et assez souvent les médecins des asiles d'aliénés voient venir à eux des malheureux qui les supplient de les enfermer, disant qu'ils sentent leur folie revenue et qu'ils pourraient se livrer à quelque acte funeste.

Ces phénomènes psychiques ne sont cependant pas les plus caractéristiques du hachich. Il y en a deux autres, qu'on ne retrouve qu'incomplètement dans toutes les autres intoxications, c'est l'altération des notions de temps et d'espace. Le temps paraît d'une longueur démesurée. Entre deux idées nettement conçues, on croit en concevoir une infinité d'autres, mal déterminées et incomplètes, dont on a une conscience vague, mais qui remplissent d'admiration par leur nombre et leur étendue. Il semble donc que ces idées sont innombrables, et, comme le temps n'est mesuré que par le souvenir des idées, le temps paraît prodigieusement long. Par exemple, imaginons, comme c'est le cas pour le hachich, que dans l'espace d'une seconde nous concevions cinquante pensées différentes; comme en général pour concevoir cinquante pensées différentes il faut plusieurs minutes, il nous semblera que plusieurs minutes se sont passées, et ce n'est qu'en faisant à l'inflexible horloge qui nous marque les heures la constatation régulière du temps écoulé que nous nous apercevrons de notre erreur. Avec le hachich, la notion du temps est complétement bouleversée, les secondes sont des années et les minutes des siècles; mais je sens l'insuffisance du langage à exprimer cette illusion, et je crois qu'on ne la

comprend bien que pour l'avoir éprouvée soi-même. Il semble qu'on assiste à la chute lente et cadencée des heures dans le sablier du temps.

Rien ne peut être identifié à cette illusion; cependant, dans le rêve, ou plutôt dans cet état intermédiaire qui n'est plus la veille et qui n'est pas encore le sommeil, on éprouve parfois quelque chose de semblable. Il me souvient qu'un soir, travaillant avec un de mes amis, et accablé de sommeil, je le priai de me laisser dormir quelques minutes; quand je me réveillai, il m'assura que j'avais fermé les yeux à peine une seconde, pour me réveiller aussitôt. Cependant dans ce court espace de temps, qui m'avait paru très long, j'avais pu faire un rêve très compliqué, très détaillé, et, grâce à la multiplicité de mes conceptions, la durée du temps écoulé m'avait paru considérable. De même encore un individu endormi est réveillé en sursaut par le baldaquin de son lit qui tombe. Le choc fait aussitôt naître une série de songes plus longs à raconter qu'à concevoir. Notre homme se voit transporté sur une haute montagne, et il est environné par une foule hostile. On le précipite du haut d'un rocher, et après une chute qui lui paraît durer des siècles, il va se briser la tête dans un ravin : toutes ces conceptions ont duré une demi-seconde à peine, le temps qu'il faut pour être réveillé par une pièce de bois qui tombe. On peut même assez facilement provoquer, par une sorte d'expérience psychologique, une illusion semblable. Ainsi, par exemple, quand on fait une course en voiture, si l'on est pris de sommeil et qu'on s'efforce d'y résister, on ouvrira et on fermera les paupières à de fréquens intervalles, et l'espace parcouru, comme le temps écoulé, pendant que les yeux sont fermés, nous paraîtront énormes. Il n'est même pas besoin de sommeil pour faire naître cette illusion sur la durée du temps. En fermant les yeux, le chemin qu'on parcourt, c'est-à-dire le temps pendant lequel on le parcourt, semblera interminable. Quelqu'un qui connaît la route, et sait qu'elle n'est pas très longue, se croira toujours arrivé, et chaque fois qu'il ouvrira les yeux, ce sera une nouvelle déception. C'est qu'en effet, à rester ainsi concentré en soi-même, sans voir, sans entendre, on n'a qu'une notion très imparfaite du temps réel. Au contraire, quand tous nos sens sont éveillés et attentifs, ils corrigent sans cesse l'appréciation fondée uniquement sur des données psychiques. Nous ne savons que très inexactement les services que nous rendent ainsi, à chaque instant, tous nos sens, et ce n'est que par la réflexion et l'analyse des faits psychologiques que nous arrivons à nous en bien rendre compte.

Quoi qu'il en soit, dans le rêve et le sommeil, cette illusion sur la durée du temps est vague et peu marquée. Au contraire, avec le

hachich, elle devient d'une netteté surprenante. Tout aussi étonnante est l'illusion de la vue qui nous fait paraître immenses des distances fort courtes; je ne sache pas que cette illusion ait été observée dans d'autres conditions que l'empoisonnement par le hachich, et je ne saurais guère en donner d'explication rationnelle. La description même en est assez difficile. L'illusion fait qu'un pont, une avenue, paraissent n'avoir pas de fin et se prolonger à des distances inouies, invraisemblables. Quand on monte un escalier, les marches semblent s'élever jusqu'au ciel. Un fleuve dont on aperçoit la rive opposée paraît aussi large qu'un bras de mer. Vainement on se rend compte de l'erreur dont on est victime. Le jugement ne peut rectifier cette apparence, et on dit : Voilà un pont qui a 100 mètres, mais il me paraît aussi long que s'il avait 100,000 mètres,

Outre ces deux illusions de l'espace et du temps, qui sont très tenaces et persistent souvent plus de vingt-quatre heures après l'ingestion du poison, il y a d'autres illusions aussi étranges qu'on pourra le supposer. Au contraire, les hallucinations sont rares, quoique M. Moreau en ait observé un remarquable exemple.

La distinction entre l'illusion et l'hallucination est parfois assez difficile à faire, mais il existe cependant une différence entre ces deux manifestations morbides de l'activité psychique. Quand un aliéné voit à côté de lui un spectre qui marche et qui parle, c'est une hallucination. Si au contraire quelqu'un, la nuit, dans une forêt sombre, devant un tronc d'arbre à formes étranges, croit reconnaître un spectre, c'est une illusion. L'illusion suppose une sensation vraie dont la perception est exagérée et fausse, tandis que l'hallucination arrive spontanément sans qu'une sensation préalable soit nécessaire pour l'éveiller. Or, dans le hachich, les sensations sont tellement exagérées qu'elles donnent lieu à des illusions innombrables. Les personnes qui sont autour de nous prennent des figures grimaçantes, semblent nous railler, nous mépriser. On lit sur leurs traits la terreur, la colère, le mécontentement, tous sentimens qu'en réalité ils sont loin d'éprouver, et, par une bizarre illusion, nous croyons voir changer à chaque instant les visages grimaçans qui nous entourent. Le plus léger bruit retentit avec fracas, ce sont des chutes d'eau, des cataractes monstrueuses, des fanfares ou des harmonies éclatantes. Quelques notes de musique deviennent un concert aux accords célestes qu'on écoute avec recueillement ou avec passion. J'ai vu des gens ordinairement assez peu sensibles à la musique être plongés, par quelques sons musicaux, dans un état de béatitude indescriptible, tout à fait semblable à l'extase qu'on décrit dans les livres saints; le cerveau est dans un état d'éréthisme tel que la moindre excitation venant du dehors le fait, pour ainsi dire, vibrer tout entier. D'ailleurs, pour décrire

toutes ces sensations, je ne saurais mieux faire que de renvoyer aux pages brillantes que Théophile Gautier, grand amateur de hachich, lui a consacrées dans le récit intitulé *le Club des Hachichins*.

Après Théophile Gautier, tout essai descriptif serait périlleux ; aussi nous contenterons-nous d'insister sur un autre point psychologique. Supposons que l'illusion soit plus puissante que dans tous les exemples précédens ; au lieu d'être un simple trouble de la perception, elle deviendra l'origine d'un trouble de la conception. Dans la vie ordinaire, les impressions extérieures éveillent en nous des idées multiples; outre l'association des idées entre elles, il y a l'association des impressions avec ces idées : par exemple une saveur, une odeur, un bruit, font naître une infinité de conceptions qui se succéderont suivant le sens qu'il nous plaira de leur donner. Ici encore la faculté de l'attention subsiste tout entière; grâce à elle, nous pouvons entraver l'essor des conceptions que provoquent une saveur, une odeur ou un bruit. Souvent, quand l'attention est fixée sur un autre objet, nous n'entendons rien, nous ne voyons rien de ce qui se passe au dehors : en réalité, nous entendons et nous voyons; mais immédiatement, sans même que nous en soyons avertis, la volonté et l'attention éliminent et détruisent cette sensation nouvelle, en sorte qu'elle passe dans l'intelligence sans y laisser de trace. Avec le hachich, grâce à la perte de la volonté, grâce aussi à l'intensité des perceptions et à l'excitation cérébrale qui nous a envahis, une impression extérieure fait naître une série de conceptions délirantes : rien ne peut plus y mettre un frein. De même qu'une pierre tombant du haut d'une montagne ne peut être arrêtée dans sa chute et rebondit de roc en roc en entraînant avec elle des avalanches de neige et de poussière, de même une sensation va en grandissant et se transformant dans ce mystérieux laboratoire des facultés intellectuelles. Ainsi par exemple, pendant le sommeil, la piqûre d'une épingle nous fait rêver qu'on nous poignarde dans les circonstances les plus bizarres, et un ébranlement du lit nous fait songer non-seulement à un tremblement de terre, mais à tout ce qui s'y rattache. Je pourrais citer des exemples analogues pour le hachich. Les élancemens qu'on ressent dans les membres et dans le dos sont souvent le point de départ d'une foule d'idées absurdes. Un jour, à l'hôtel Pimodan, je crois, M. X... se trouvait à table ayant pris du hachich. Derrière lui était suspendue une gravure reproduisant ce magnifique tableau de Salvator Rosa qui est au Louvre et qui représente une bataille. Au premier plan est un grand cheval blanc et noir, dont on aperçoit en pleine lumière la croupe vigoureuse, et qui se redresse brusquement devant la lance d'un milicien. A un moment, M. X... ressentit un élancement douloureux dans le cou,

et aussitôt, par une conception rapide et involontaire, il s'imagina que c'était le cheval placé derrière lui qui lui avait donné un coup de pied à la nuque. Ainsi une sensation réelle avait été l'origine d'une conception manifestement fausse : si la dose de hachich avait été plus forte, il n'est pas douteux que cette erreur eût continué; mais M. X... n'était qu'au début, et l'idée délirante fut promptement rectifiée par le jugement, resté encore à peu près intact.

M. Moreau a beaucoup insisté sur la ressemblance qui existe entre ces illusions du hachich et le délire systématique des aliénés. Chez la plupart des fous, l'idée délirante a un point de départ réel, une sensation, une douleur, une impression venue du dehors; les fous partent de là comme d'un principe pour concevoir, par une sorte d'induction, très logique dans la plupart de ses points, tout un système d'erreurs. Par exemple ils ont des nausées et des douleurs gastriques, ils concluent qu'on les a empoisonnés, qu'on veut les tuer, que de tous côtés s'agitent leurs ennemis, qui mélangent le poison à tous les alimens. Les meilleurs raisonnemens du monde échouent devant la fixité de ce délire, et il serait inutile d'en entreprendre la réfutation, car à chaque instant ils répètent qu'ils ont la preuve de ce qu'ils disent et qu'ils s'aperçoivent bien qu'on les empoisonne. C'est précisément ce qui se retrouve dans l'ivresse du hachich. Chaque sensation fait aussitôt naître une pensée folle, ou plutôt un millier de pensées folles. Il semble alors véritablement qu'un voile se déchire, et qu'il nous soit, par cette précieuse substance, accordé le don d'assister au travail même de l'intelligence. Cet enfantement mystérieux et silencieux qui à l'état normal produit nos pensées et nos jugemens n'a plus ni mystère ni silence : on voit comment tout se relie et tout s'enchaîne, on est témoin de l'éclosion de ses idées; malheureusement on n'en est plus le maître, et on est forcé de les suivre dans leur course désordonnée. Aussi les trois états de rêve, de folie et d'intoxication par le hachich sont-ils tellement analogues qu'on ne peut établir entre eux de différence essentielle. Les impressions extérieures deviennent toutes-puissantes, et l'intelligence est soumise sans frein à l'excitation des sens. Il est très certain que dans l'état de veille les excitations extérieures transforment certaines idées et en éveillent d'autres; mais nous n'en n'avons conscience qu'autant que nous y consentons : l'attention et la volonté couvrent d'un voile épais tout ce travail inconscient, et, au milieu de l'activité confuse des opérations intellectuelles, l'intelligence ne voit que ce qu'elle veut voir.

Ce qui distingue l'ivresse du hachich de celles de l'alcool et du chloroforme, c'est que la mémoire reste intacte. On se souvient avec une exactitude étonnante de tout ce qu'on a vu, fait et dit. Cependant, si la dose de poison est plus forte, la perte de mémoire est

complète; alors aussi il y a délire, et délire furieux. A cette dose, le hachich a ses dangers, quoique je ne croie pas qu'un seul cas de mort ait été signalé en Europe. Cependant on a vu dans quelques circonstances le délire persister pendant plusieurs jours et prendre des proportions inquiétantes. Comme d'ailleurs, quand on prend du hachich, on ne sait jamais précisément quelle dose de substance vraiment active on absorbera, il est prudent de se faire surveiller par quelqu'un qui doit conserver toute sa raison, et il en aura besoin pour empêcher ses amis de se jeter par la fenêtre, car on se sent si léger et si alerte qu'on croit volontiers posséder des ailes, et on serait victime de cette illusion. Outre cette forme de délire qui est assez commune, il en est encore beaucoup d'autres aussi bizarres qu'on peut l'imaginer et pouvant, à un moment donné, entraîner de graves conséquences.

En Orient, le hachich est d'un usage très général. Presque toujours on le fume dans de grandes pipes qui passent à la ronde. La fumée en est fort agréable, et exhale une odeur aromatique particulière. Lorsqu'au Caire ou à Damas on entre dans certains cafés arabes, on sent cette odeur pénétrante qui prend à la gorge, et qui enivre doucement même ceux qui ne fument pas. A cette faible dose, le hachich procure une sorte de somnolence, pendant laquelle les objets extérieurs prennent des aspects fantastiques, et passent comme un rêve devant l'intelligence engourdie. La musique monotone et nasillarde berce doucement dans ce sommeil. Aux murs sont figurées grossièrement des formes bizarres, bleues ou rouges, de chameaux, de bonshommes grotesques, de *karagheuz*, ou même simplement des lignes, des carrés, des triangles entrecroisés. Pour les fumeurs, ces dessins rudimentaires éveillent des illusions délicieuses, et ils se croient transportés dans le paradis de Mahomet : cependant, pour charmer par des contes l'oisiveté des assistans, un chanteur psalmodie un long récit, moitié religieux, moitié héroïque; ce récit est composé de couplets, et entre chaque couplet, la musique recommence son rhythme interminable. Parfois un des fumeurs se lève en titubant, et, en hurlant, s'extasie sur un objet fantastique qu'il vient d'apercevoir dans son ivresse, et exalte le bonheur de l'ivresse par le hachich. Tous les autres se mettent alors à rire bruyamment, et aussitôt, avec ce profond sentiment religieux qui n'abandonne jamais les Orientaux, et qui est inconnu chez nous : Qu'Allah soit avec toi! Louange à Allah! disent-ils à celui qui a parlé. Souvent le chanteur, désireux de partager le bienfait commun, demande à fumer à son tour; on lui passe la bienheureuse pipe, et c'est avec délices qu'il en aspire quelques bouffées : parfois même, pour égayer l'assistance, il fait, en fumant ainsi, des gestes grotesques dont se pâment d'aise tous

les fumeurs; puis le chant recommence, toujours entrecoupé de musique, sans que ni le chant, ni la musique, ni le hachich ne paraissent lasser personne. Jamais je n'oublierai ce spectacle, qui, dans un coin obscur des bazars tumultueux de Damas, à la lueur d'une lampe fumeuse, au son du tambourin et de la guitare à trois cordes, m'a fait comprendre un des côtés de l'Orient.

II.

On pourrait presque dire que l'opium est au hachich ce que l'Océan est à la Méditerranée. Le hachich n'est guère connu que sur la côte syrienne et dans la Basse-Égypte, tandis que sur les immenses rivages du Pacifique et des mers de Chine, le commerce de l'opium a pris une extension effrayante. Ce qui nous importe plus encore, à nous Européens, c'est que l'opium est de tous les médicamens le plus précieux et le plus employé, et que, suivant la parole du vieux Sydenham, si on ne possédait l'opium, il faudrait renoncer à la médecine. Sans vouloir entreprendre l'étude complète de cette substance, nous allons rapidement en décrire les effets sur le système nerveux.

L'opium est le suc du pavot, et comme il y a plusieurs variétés de pavot, il y a aussi plusieurs variétés d'opium; mais c'est toujours de la même manière qu'on le récolte. En Égypte, en Syrie ou dans l'Inde, les trois pays où se fait la culture de l'opium, on pratique des incisions demi-circulaires multiples à la capsule du pavot, et on recueille avec soin le suc qui s'en écoule. Ce suc, desséché au soleil, noircit, s'épaissit, et prend la forme d'une pâte brune, consistante, qui est l'opium. Ce que l'on appelle le laudanum est une solution de cet opium dans un vin composé. Aussi les propriétés du laudanum et de l'opium sont-elles semblables. On doit les considérer comme un mélange de plusieurs corps ayant des propriétés analogues, mais non identiques. Depuis Derosne (1804) et Robiquet (1817), qui ont isolé les premiers la narcotine et la morphine, les chimistes ont étudié avec le plus grand soin les différens composés chimiques mélangés dans l'opium. C'est ainsi qu'on a découvert la codéine, la narcéine, la thébaïne, la papavérine, et d'autres substances encore, qui sont toutes des bases, c'est-à-dire des corps capables de s'unir à des acides pour former des sels cristallisables, et qui, au point de vue chimique, sont probablement des ammoniaques composées extrêmement complexes.

Ces différentes bases n'agissent pas sur les fonctions organiques de la même manière. Ainsi la puissance soporifique de la narcotine est presque nulle; on peut ingérer jusqu'à 2 grammes de cette substance sans en éprouver d'effets sensibles, tandis qu'un centi-

gramme de morphine, c'est-à-dire une dose deux cents fois plus faible, agit d'une manière très suffisante pour provoquer des effets thérapeutiques ou physiologiques. La thébaïne ne donne pas le sommeil et excite chez les animaux des convulsions ressemblant à celles de la strychnine, tandis que la morphine, à dose égale, produit un sommeil comateux profond. Un autre point non moins remarquable dans cette action des alcaloïdes de l'opium, c'est que sur l'homme ils n'agissent pas de la même manière que sur les animaux; c'est un fait très intéressant que Claude Bernard a mis en lumière. Ainsi l'homme est particulièrement sensible à l'action de la morphine, tandis que la thébaïne agit à peine sur son système nerveux : au contraire les animaux ne ressentent qu'à très forte dose les effets de la morphine, tandis que la thébaïne est pour eux un poison violent; 2 grammes de morphine ne font pas mourir un chien, que 10 centigrammes de thébaïne tueraient infailliblement. On pourrait presque faire l'expérience inverse sur l'homme; 10 centigrammes de morphine ingérés et absorbés rapidement seraient probablement mortels, tandis que 2 grammes de thébaïne auraient une action moins redoutable. En physiologie générale, cette différence de résistance aux agens toxiques est encore inexplicable. On sait que la belladone et l'atropine, qui est la substance active contenue dans cette plante, sont pour l'homme un poison terrible; tandis que le lapin y est presque réfractaire. La même dose d'atropine qui tuerait dix personnes robustes est à peine suffisante pour tuer un lapin. Pour la morphine, cette différence est loin d'être aussi marquée; cependant il y a antagonisme entre l'homme et les animaux, en sorte que la morphine agit surtout sur l'homme. Si donc nous nous occupons surtout de la morphine, c'est qu'elle est, pour l'homme, la principale et la plus énergique substance contenue dans l'opium : aussi décrire les effets de la morphine, c'est presque décrire les effets de l'opium, la codéine et la thébaïne étant peu abondantes et moins actives. De fait, dans la pratique médicale, on prescrit presque indifféremment la morphine et l'opium : aussi peut-on les comprendre dans une description commune.

Quand, dans *le Malade imaginaire,* on demande au bonhomme Argan, affublé d'un bonnet et d'une robe, pourquoi l'opium fait dormir, Argan répond naïvement : *Quia habet proprietatem dormitivam.* Aujourd'hui on est devenu plus exigeant, et, comme on cherche à connaître la raison des phénomènes, on a essayé de trouver la raison de la propriété dormitive de l'opium dans l'état de la circulation cérébrale. Il n'est pas certain qu'on ait encore trouvé la vraie cause, mais n'est-ce pas déjà beaucoup que de chercher, et le doute n'est-il pas le premier pas de la science?

Chacun sait qu'il y a dans le cerveau une infinité d'artères et de

veines, et de vaisseaux plus petits dits capillaires, qui portent à la substance nerveuse le sang envoyé par le cœur. Ces vaisseaux ne sont pas des tubes inertes; ils ont leur activité propre, leur autonomie pour ainsi dire, en sorte qu'à certains momens ils se dilatent, et à d'autres momens se rétrécissent. Lorsqu'on fait à un chien ou à un lapin l'opération qu'autrefois on faisait si souvent sur l'homme et qu'on appelle le trépan, on voit la masse cérébrale à nu et sillonnée par de nombreux vaisseaux; mais, selon le diamètre de ces vaisseaux, l'aspect du cerveau est tout différent; tantôt il est violacé, boursouflé, parcouru par des vaisseaux très gros qui le recouvrent en tous sens : c'est la congestion du cerveau. Tantôt au contraire il est pâle, affaissé, revenu sur lui-même : c'est à peine si on y peut distinguer de petits ramuscules sanguins; c'est la privation de sang ou l'anémie du cerveau. Or, par suite de dispositions anatomiques spéciales, il se trouve que la circulation de l'œil est l'image de la circulation cérébrale, de sorte que, quand le cerveau est congestionné, l'œil est congestionné aussi et réciproquement. On comprendra sans peine qu'il est bien plus facile de savoir si l'œil est congestionné que d'ouvrir le crâne pour aller reconnaître l'état de la circulation cérébrale. Il y a d'ailleurs un moyen facile de juger de l'état des vaisseaux de l'œil. Cette ouverture circulaire et contractile de l'iris, qu'on nomme la pupille, qui se rétrécit à la lumière et se dilate dans l'ombre, est toujours rétrécie quand le cerveau est congestionné, et toujours dilatée quand le cerveau est anémié, pourvu qu'on ne se place ni à une lumière éblouissante ni dans une obscurité trop profonde. On a donc songé que, puisque dans le sommeil normal comme dans le sommeil par l'opium la pupille était très rétrécie, le cerveau se trouvait congestionné dans l'un et l'autre cas, et que le sommeil était la conséquence de cette congestion cérébrale.

Malheureusement cette théorie n'est qu'une hypothèse, et bien des faits tendent à prouver qu'elle n'est pas exacte. Plusieurs physiologistes anglais, entre autres MM. Durham et Hammond, ont cru prouver par de nombreuses expériences que pendant le sommeil il y avait anémie du cerveau. Selon eux, on ne pourrait comprendre que l'afflux de sang dans un organe déterminât un repos de cet organe, et toutes les fonctions physiologiques doivent être ralenties par le ralentissement de la circulation sanguine, pour le cerveau aussi bien que pour tous les autres organes vasculaires.

Ainsi, malgré bien des travaux, on n'en est pas arrivé à juger définitivement si l'opium anémie ou congestionne le cerveau, et on n'en sait guère plus que ce qu'en savait Argan, c'est-à-dire qu'il fait dormir. Ce sommeil n'est cependant pas le même que le sommeil ordinaire, et il en diffère par quelques points. Une demi-heure

ou une heure environ après qu'on a pris de l'opium, on ressent une légère excitation, un sentiment général de vivacité et de satisfaction, qui est bientôt remplacé par une véritable somnolence, et un état de *rêvasserie* plutôt que de rêve. On éprouve un certain plaisir à s'abandonner, et on se laisse envahir par une douce torpeur; les idées deviennent des images qui se succèdent rapidement, sans qu'on veuille faire d'effort pour en changer le cours. Tant que l'intoxication n'est pas profonde, cet effort est encore possible. On sent qu'on va s'endormir, mais que si on voulait secouer sa paresse, on pourrait triompher du sommeil. Peu à peu cependant les jambes deviennent de plomb, les bras retombent presque inertes, les paupières appesanties ne peuvent plus rester soulevées. On rêve, on divague, et néanmoins on ne dort pas : la conscience du monde extérieur qui nous environne n'a pas disparu. Les bruits du dehors, le tic-tac de la pendule, le roulement des voitures, sont obscurément perçus; mais il semble que tous ces bruits nagent dans le brouillard, et qu'une autre personne soit à les entendre. Le moi actif, conscient, volontaire, n'existe plus, et on s'imagine qu'un autre individu est venu le remplacer. Peu à peu tout devient plus vague, les idées se perdent dans une brume. confuse, on est devenu tout immatériel, on ne sent plus son corps, on est tout pensée; cette pensée va voltigeant pour ainsi dire, de plus en plus brillante, mais aussi de plus en plus confuse. Puis le monde extérieur disparaît; il n'y a plus qu'un monde intérieur, quelquefois tumultueux, délirant et provoquant une agitation fébrile, quelquefois au contraire, et le plus souvent, calme et tranquille, s'abîmant dans un délicieux sommeil. Ce qui fait le charme de ce sommeil, c'est qu'on se sent dormir. C'est un sommeil intelligent et qui se comprend lui-même. Aussi les heures passent-elles avec une merveilleuse rapidité. Le matin surtout, à cette heure où l'opium paraît avoir épuisé son action, tandis qu'en réalité il a conservé toute sa force, le sommeil a un charme incomparable. L'intelligence, dégagée de tout lien terrestre, semble régner dans un monde d'idées tranquilles et sereines. C'est là une ivresse toute psychique, bien supérieure à celle de l'alcool et à celle du hachich, car, si le hachich donne pour quelques heures la folie, l'opium donne le sommeil, et il n'y a pas de bienfait comparable à celui-là.

Il faut avoir souffert de l'insomnie pour apprécier l'opium ce qu'il vaut. Entendre successivement passer toutes les minutes de la nuit au milieu d'un silence écrasant, se retourner sur sa couche, ébaucher des idées confuses sans pouvoir en approfondir une seule, lutter contre une agitation invincible que la lutte ne fait qu'accroître, est un supplice que l'on ne peut comprendre si on ne l'a éprouvé. Macbeth s'en rendait bien compte, quand, après avoir as-

sassiné Duncan, il s'effrayait de l'insomnie que le remords allait lui donner. « Ne dormez plus, lui disait la conscience de son crime, Macbeth assassine le sommeil, l'innocent sommeil, le sommeil qui débrouille l'écheveau confus de nos soucis, le sommeil, mort de la vie de chaque jour, bain accordé à l'âpre travail, baume des âmes blessées, loi tutélaire de la nature, l'aliment principal du salutaire festin de la vie... » Avec l'opium, l'insomnie n'est plus à craindre; au bout d'une heure, deux heures tout au plus, l'agitation douloureuse fait place à une excitation confuse qui devient elle-même cette somnolence lucide dont nous avons parlé. La douleur physique n'existe plus : les cruelles névralgies, les plaies douloureuses, les spasmes ou les contractures des muscles, l'anxiété fébrile de certaines maladies générales, les souffrances morales et physiques de l'alcoolisme, peuvent toutes être victorieusement combattues par l'opium. S'il est vrai que le rôle du médecin soit surtout de combattre la douleur, l'opium est une arme toute-puissante. Combien de fois, pour guérir, l'art n'est-il pas vaincu? Devant un phthisique, devant un cancéreux, qu'y a-t-il à faire? Nul ne pourra espérer triompher du mal ou même entraver ses progrès; mais au moins, grâce à l'opium, on pourra donner, à ce malheureux qui souffre et qui va mourir, des nuits calmes et douces pendant lesquelles il oubliera ses souffrances. Aussi la médecine, qui dispose du chloroforme pour les opérations et de l'opium pour les maladies, est si puissante contre toutes sortes de douleurs, que l'on pourrait presque dire qu'on ne souffre plus que parce qu'on y consent.

C'est ainsi que l'opium, poison de l'intelligence, est aussi un des modificateurs les plus énergiques de la sensibilité. On ne sait guère si c'est par une action sur le nerf qui transmet l'excitation ou sur le cerveau qui la perçoit; mais, sans même procurer le sommeil, il a cette merveilleuse propriété de calmer l'excitabilité des nerfs et cet accroissement maladif de la sensibilité que les médecins ont nommé *hypéresthésie*. On a remarqué que lorsqu'il calmait l'hypéresthésie, il ne procurait pas le sommeil, en sorte qu'il semble épuiser toute sa puissance contre la douleur et qu'il ne lui en reste plus assez pour donner le repos. Chez les personnes qui souffrent de névralgies rebelles, l'opium apaise les souffrances, et il faudrait une dose plus forte pour amener le sommeil. Néanmoins n'est-ce pas assez que d'avoir calmé l'irritabilité d'un nerf malade? Certains individus sont arrivés à ne plus pouvoir se passer d'opium, et ils pourraient en prendre des quantités formidables sans en ressentir l'action. C'est qu'en effet l'opium est en cela tout différent de l'alcool. L'alcool accumule ses effets sur le même individu : plus on a l'habitude de boire, plus l'ivresse survient vite. On ne s'accoutume pas à l'ivresse du vin; on s'accoutume à celle de l'opium, et c'est ainsi

qu'on a vu des malheureux abuser de cette substance au point qu'ils buvaient par jour jusqu'à un litre de ce laudanum, dont vingt gouttes constituent déjà une dose médicamenteuse très suffisante. Quand on en est arrivé à ce degré d'intoxication, l'opium est devenu un stimulant nécessaire : on ne peut plus s'en passer, et on est aussi malade par l'absence de laudanum que par un excès de ce poison. J'ai vu des malades à qui on faisait chaque jour des injections sous-cutanées de morphine, et qui avaient fini par supporter très bien jusqu'à un gramme de morphine par jour. Si par hasard on diminuait la dose, et à plus forte raison si on oubliait de leur faire l'injection, ils étaient pris d'accidens graves qu'il était facile de rapporter à leur véritable cause, l'absence du stimulant dont leur organisme avait pris l'habitude.

En Chine, l'opium est devenu un des besoins de la population, comme en Europe l'alcool et le tabac. La consommation de l'opium ne date pas de bien longtemps, et c'est peut-être la seule innovation que la Chine ait acceptée de l'Occident : il n'y a pas lieu de l'en féliciter. Il ne faut pas non plus féliciter les Anglais qui cherchent par toute sorte de moyens à propager une habitude qui leur est aussi lucrative qu'elle est funeste aux Chinois. Voici des chiffres montrant la progression constante qu'a suivie le commerce de l'opium : en 1798, 300 tonnes de 1,000 kilogrammes; en 1863, 3,000 tonnes; en 1866, 3,903 tonnes, et dans les dix dernières années la consommation a encore grandi dans de plus fortes proportions. Tout cet opium vient de l'Inde, et les fonctionnaires comme les négocians des Indes réalisent des bénéfices de plus en plus considérables, à mesure que l'usage de l'opium se répand.

Il y a des mangeurs, mais surtout des fumeurs d'opium. On met l'extrait d'opium dans une pipe à long tuyau; en brûlant, l'opium se boursoufle, adhère aux bords de la pipe, et il faut à chaque instant introduire une aiguille dans la pipe même pour permettre le passage de l'air. De plus, comme l'opium ne brûle pas facilement, il faut avoir constamment une flamme à sa portée, celle d'une bougie ou d'une lampe par exemple, qui sert à empêcher la pipe de s'éteindre.

Le nombre des fumeurs d'opium est considérable; mais ceux qui en abusent sont loin d'être les plus nombreux. Les plus riches mandarins, les commerçans les plus intelligens, fument l'opium comme les derniers des coulies; c'est un plaisir analogue au plaisir du tabac chez nous, et qui ne fait guère plus de ravages, au moins parmi la classe aisée; mais dans le peuple il n'en est pas ainsi. Il y a des établissemens spécialement consacrés à l'opium, des sortes de *fumoirs* où, moyennant une somme modique, on

peut satisfaire cette passion. Il est rare qu'un fumeur en parte avant d'être complétement étourdi, de même qu'un ivrogne ne quitte le cabaret que lorsqu'il est ivre. Certes, compris ainsi, l'opium est un poison dangereux, et, au dire de tous les voyageurs, les malheureux qui font journellement ces excès tombent bientôt dans une effrayante dégradation morale et physique. Pâles, hâves, décharnés, se traînant à peine, ils ne retrouvent un peu d'énergie que si une nouvelle dose de poison leur rend une stimulation factice. Cependant il est très probable qu'on a exagéré les effets funestes de l'opium : le nombre de ceux qui meurent de cet abus est peu considérable; beaucoup de personnes fumant l'opium, et en fumant des quantités notables, conservent l'intégrité de leurs facultés intellectuelles. Il est vrai que les fonctions digestives restent rarement intactes. La dyspepsie et un amaigrissement général sont la conséquence de cette fâcheuse coutume; mais, quoi qu'il en soit, la Chine n'est pas encore sur le point de périr, et si elle est en décadence, ce n'est pas l'opium qu'on doit en accuser.

L'opium a un antidote; de même qu'on peut donner le sommeil, on peut aussi donner l'insomnie, et c'est un autre poison intellectuel dont les effets sont diamétralement opposés au premier : je veux parler du café. Le café a eu une fortune rapide, puisqu'il y a un siècle il était à peu près ignoré; aussi, comme tous les parvenus, compte-t-il des détracteurs et des partisans; mais ses partisans l'emportent, et il n'est guère de boisson plus répandue.

Tout le monde a pu juger des effets du café ; à certaines personnes il donne une excitation nécessaire au travail intellectuel. Chez d'autres cette excitation se traduit par une insomnie cruelle, en sorte que pour eux le café est un véritable poison qui les prive du plus précieux des biens. Pour peu qu'on en ait pris une dose un peu forte, il amène une agitation et une anxiété des plus pénibles, une sorte de fièvre d'activité, toute différente de l'activité paresseuse de l'opium, dans laquelle la volonté semble endormie et assister paisiblement aux ébats de l'imagination. Avec le café, l'imagination est à peine excitée, au contraire la volonté paraît l'être. On veut aller vite, on ne peut achever tranquillement la lecture qu'on a entreprise, on ne tient pas en place. Si je ne craignais de paraître céder au plaisir de justifier une théorie, je dirais que les facultés volontaires et conscientes semblent surexcitées; il y a comme un effort perpétuel de l'attention et de la mémoire, tandis qu'avec l'alcool, le hachich et l'opium, il y a comme un assoupissement de l'attention. Le café donne donc une véritable ivresse qui fatigue beaucoup plus que l'ivresse somnolente de l'opium, mais elle conduit au même résultat. En voulant trop faire, l'intelligence fait moins; à

force d'être excitée, la volonté se nuit à elle-même, et ce parfait équilibre des facultés intellectuelles est rompu aussi bien par l'excès que par le défaut de volonté.

On dit généralement que le café produit l'anémie du cerveau, tandis que l'opium et l'alcool amènent la congestion de cet organe; mais cette théorie physiologique est loin d'être fondée sur des bases indiscutables, et de nouvelles observations sont nécessaires. Cependant on connaît très exactement le rôle du café dans la nutrition générale : il ralentit les combustions organiques, en sorte que c'est un aliment d'*épargne*, ainsi qu'on l'a dit avec justesse. En effet, à l'état normal, il se passe dans l'intimité de nos tissus une infinité d'actions chimiques dont le résultat final est la production de chaleur et la mise en liberté d'acide carbonique. Cet acide carbonique passe dans le sang veineux, et le sang veineux, arrivant au poumon, se débarrasse de tout l'acide carbonique qu'il contenait. La quantité d'acide carbonique est donc, jusqu'à un certain point, l'expression de l'activité nutritive. Or avec le café, sans que les forces aient diminué, sans qu'il soit nécessaire de respirer plus d'oxygène, ou de consommer plus d'alimens, la quantité d'acide carbonique diminue, et les forces ne se trouvent pas amoindries. On cite toujours à ce propos le fait de ces mineurs de Belgique qui peuvent faire un travail considérable presque sans prendre d'alimens, soutenus seulement par l'absorption d'une grande quantité de café. C'est donc un aliment modérateur de la nutrition, puisqu'il diminue l'activité des renouvellemens chimiques incessans qui s'effectuent dans la trame de tous nos tissus. On pourrait encore citer d'autres substances analogues au café sous ce point de vue, notamment le thé et le coca. Il est probable que la caféine, la théine et la cocaïne, qui sont les principes actifs de ces alimens, ont entre elles une analogie à la fois chimique et physiologique, et que leurs effets sur les fonctions intellectuelles sont à peu près identiques.

Peut-être est-il encore d'autres poisons de l'intelligence, notamment la belladone et le tabac; mais les principes actifs contenus dans ces plantes, l'atropine et la nicotine, agissent surtout sur la fibre musculaire, et leur action sur les fonctions cérébrales semble être consécutive à l'action qu'elles exercent sur les fonctions de la moelle épinière.

Après avoir étudié isolément l'action de l'alcool, du chloroforme, du hachich, de l'opium et du café, il nous sera facile de résumer l'histoire des troubles que ces substances produisent dans les fonctions intellectuelles. De même que l'étude des troubles fonctionnels de la moelle épinière, sous l'influence de la strychnine, du

bromure de potassium ou de l'atropine, nous donne de précieux enseignemens sur les fonctions normales de cet organe, de même l'analyse des troubles fonctionnels de l'intelligence empoisonnée par des substances qui la pervertissent peut nous fournir sur le mécanisme de l'intelligence saine quelques notions incontestables.

Le fait essentiel et que nous avons cherché à mettre en pleine lumière, c'est que l'intelligence est toujours altérée dans le même sens. Les facultés volontaires et conscientes se paralysent; les facultés imaginatives et conceptives s'exaltent. De là une certaine dualité dans le moi. Il y a le moi qui conçoit, il y a le moi qui dirige les idées. Quand la direction manque, le désordre dans la conception est inévitable, et les illusions, les hallucinations en sont la conséquence nécessaire : c'est qu'en effet il y a un certain équilibre dans les forces intellectuelles qu'il n'est pas bon de déranger. Une fois que cette harmonie n'existe plus, l'homme est livré sans frein à une activité cérébrale désordonnée, qui ne lui permet plus ni travail, ni modération, ni réflexion, et qui en fait, non une bête brute, comme on l'a dit à tort, mais un maniaque et un fou.

Le langage, qui est l'expression la plus parfaite des expériences et des observations de plusieurs siècles, dit que le vin trouble la raison. C'est que la raison n'est pas l'imagination. Avoir sa raison, c'est être en pleine possession de soi-même, rectifier les conceptions par les sensations extérieures et juger souverainement. Ce moi qui juge, rectifie et dirige, c'est la volonté, c'est aussi l'attention. Cette volonté n'est pas un être fantastique ni une forme de langage, c'est quelque chose de réel, d'actif et de puissant. Elle est le résultat des habitudes antérieures, des forces héréditaires accumulées sur le fils d'une longue série d'ancêtres et des sensations recueillies de tous côtés pendant des années. Elle a un pouvoir indiscutable : elle force les idées à suivre une direction constante, elle élimine à son gré les impressions du dehors et donne aux conceptions un sens déterminé dont elle est maîtresse. Cependant il se passe dans le cerveau une infinité d'actes dont nous n'avons pas conscience, et qui, grâce à elle, passent inaperçus et ne viennent pas nous troubler. De même que parfois, dans une foule d'hommes se pressant autour de nous, il en est un que nous suivons du regard, que nous distinguons de la foule, auquel nous parlons, qui nous répond, sans que nous prenions souci des autres qui nous entourent, de même, dans la foule de nos pensées, il en est une que nous choisissons, que nous approfondissons, que nous étudions avec persévérance, sans que les autres pensées, bruissant sourdement autour de celle-là, viennent nous en détourner et nous faire oublier le but que nous poursuivons.

Voilà la grandeur de l'intelligence humaine; c'est que non-seulement elle conçoit, et conçoit plus richement que toutes les autres intelligences, mais elle est sa maîtresse et sa souveraine. Quand, par une substance toxique, on altère cette faculté de la réflexion et de la volonté, on altère l'intelligence dans ce qu'elle a de plus élevé et de plus puissant. Peut-être serait-on tenté de croire que pour les œuvres d'imagination l'excitation des conceptions est salutaire, et de dire que certains hommes ne produisent que dans ces conditions; mais ce serait une funeste erreur. On a trop à perdre en perdant le pouvoir de diriger sa pensée, tandis que par l'effort d'une volonté ferme, rendue plus ferme encore par l'habitude du travail et de la réflexion, on arrive à un résultat plus sûr et aussi brillant. On ne sait jamais assez tout ce que pourrait l'attention et tout ce que la volonté nous donnerait. Vouloir, c'est pouvoir. L'attention concentrée sur une idée la rend tellement éclatante, qu'elle peut, dans certaines circonstances et chez certaines personnes, la faire apparaître sous une forme imaginative avec autant de splendeur que si l'intelligence était surexcitée par l'alcool ou l'opium. Il n'y a donc pas à l'ivresse ces compensations qu'on a essayé d'y voir. Ce sont des maux sans avantages, et l'abus de ces poisons redoutables qui détruisent le corps et l'intelligence doit être combattu énergiquement par tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de l'humanité.

Mais l'homme n'est ni ange ni bête : il doit garder sa volonté intacte et ne pas l'anéantir par des poisons; mais il doit aussi respecter et cultiver ces facultés inconscientes, presque instinctives, qui sont une autre partie de lui-même. Livré à sa seule raison, il ne serait qu'un être imparfait, une sorte d'égoïste ridicule, isolé dans la création et l'humanité. La table rase que les stoïciens ont voulu faire des passions humaines est une œuvre qui n'est pas seulement chimérique, mais qui, si elle était possible, serait aussi funeste que l'oubli de la raison. Les sentimens, les passions, tous ces mouvemens spontanés de l'âme, toutes ces facultés conceptives brillantes qui dorment dans un coin de l'intelligence et que la volonté peut éveiller, ne sont pas des défauts de l'organisation humaine. La nature nous les a imposés, et, loin de les subir avec résignation, nous devons en être fiers, les développer et les accroître. L'intelligence parfaite est l'équilibre entre la volonté et la passion : il ne faut pas étouffer l'une au profit de l'autre; il faut les respecter toutes deux, les fortifier par l'habitude et la réflexion, afin de transmettre à nos fils les progrès que nous aurons faits sur nous-mêmes.

CHARLES RICHET.

ESQUISSES DRAMATIQUES

M. VICTORIEN SARDOU.

De toutes les branches de notre littérature d'imagination à l'heure qu'il est, la moins fertile, celle qui reverdit avec le plus de difficulté, est à coup sûr le théâtre. Tandis que le roman, presque entièrement rajeuni, s'est ouvert des voies nouvelles et conquis de nouveaux représentans pleins de séve et d'ardeur, l'art dramatique, plus stationnaire, se contente d'attester sa vitalité par quelques rares œuvres d'éclat et quelques recrues encore plus rares. Là du moins les talens de vieille date n'ont pas à craindre d'être expulsés de leur renommée par les victoires des jeunes rivaux ; deux noms nouveaux à peine depuis dix-sept ans, il n'y a pas là de quoi tellement charger la mémoire des générations contemporaines qu'elle en oublie les noms plus anciennement en possession de la célébrité. Ne nous hâtons pas cependant de crier trop vite à la décadence, et préférons à ce mot si gros de tristesses celui de décroissance, comme plus exact et plus équitable, car à vrai dire cette infertilité relative n'a rien qui nous étonne, et sans en chercher bien loin la raison, nous la trouverons dans les difficultés malaisément surmontables que l'art dramatique oppose aux téméraires qui lui demandent succès et profit.

Ils seront toujours peu nombreux, les heureux favoris de la nature qui sont capables de sortir victorieux de l'incroyable effort intellectuel qu'exige la production d'une véritable œuvre dramatique; nous disons *véritable*, parce qu'on n'ignore pas qu'au théâtre comme ailleurs, et plus qu'ailleurs peut-être, il existe des recettes et des procédés par la grâce desquels on peut produire des œuvres faciles et même capables de faire illusion. L'inspiration ne suffit pas, ni les idées heureuses, ni l'art de la composition, il y faut une in-

tensité de labeur et une condensation des facultés que l'on peut estimer la plus grande violence que l'esprit humain puisse accomplir sur lui-même. Pensez un peu : voici un personnage qui se présente devant vous, et sans qu'il s'annonce ni s'explique, il faut que vous compreniez quels sont sa nature, son caractère, sa situation morale présente, ses ressources pour lutter avec les difficultés de la vie ou réaliser ses espérances; quant à son histoire passée, il ne vous la racontera pas, et il faudra que vous la deviniez tout entière par les paroles qui lui échappent comme par hasard ou par les allusions discrètes de ses interlocuteurs. Ce n'est là qu'une première difficulté, et elle est cependant déjà si grande que la plupart de nos auteurs en vogue, y compris celui qui fait l'objet de la présente étude, l'ont jugée trop ardue, et qu'à l'imitation inconsciente du théâtre chinois, ils ont pris le parti de la tourner en permettant à leurs personnages de multiplier les longs récits explicatifs et soigneusement circonstanciés, au risque de mettre le spectateur en doute s'il assiste à une représentation dramatique, ou à une lecture de mémoires autobiographiques de l'acteur qui parle devant lui.

Ce personnage, une fois connu, entre en conflit avec d'autres personnages qui tous ont demandé le même effort d'esprit que nous venons de décrire, et il faut qu'il reste logique avec lui-même; il doit agir, et il faut qu'aucune de ses actions ne démente le caractère sous lequel il s'est présenté devant le spectateur. Enfin, dernière et suprême difficulté, le théâtre n'est qu'action, et cependant l'auteur dramatique n'a d'autre moyen de produire l'action que la parole; c'est une incarnation continue où tout verbe doit devenir chair. Combien la tâche du romancier est plus aisée et combien ses ressources sont plus variées! Lui n'a pas qu'un moyen de présenter et de créer ses personnages, il en trois : le dialogue, le récit, l'explication psychologique. Il prend parole à volonté, se substitue à ses personnages, distribue à son gré la lumière et l'ombre, suspend à son gré le dialogue ou le récit, et, en un mot, se tient toujours prêt à aider les enfans de son imagination de toutes les ressources de son esprit. Il peut se permettre toutes les hardiesses, car il est là pour éclairer ce qui semblerait obscur, et justifier ce qui paraîtrait faux et contradictoire; qu'un de ses personnages démente son caractère par une action illogique, il lui suffira pour le remettre d'aplomb d'avoir recours à l'analyse; la psychologie est science si commode et d'un si complaisant secours! C'est assez pour faire comprendre combien en tout temps les auteurs dramatiques sérieusement dignes de ce nom doivent être rares, et pourquoi il faut se garder de tenir cette rareté pour un signe d'affaiblissement intellectuel, car, si le mot de l'Écriture : « il y aura beaucoup d'appelés, mais peu d'élus, » trouve sa réalisation quelque part en ce monde, c'est bien

au théâtre, dont les difficultés sont si grandes qu'elles n'ont vraiment de comparables que celles du salut; encore même peut-on dire qu'elles sont plus grandes. L'art dramatique en effet ne tient compte ni de la bonne volonté ni des ouvriers de la onzième heure, et si quelques pages heureuses ont souvent suffi pour faire vivre un livre insuffisant, jamais belle scène ou passage éloquent n'a suffi pour sauver une pièce mal conçue.

M. Victorien Sardou est un de ces élus. Voici maintenant dix-sept ans bien comptés qu'il tient l'affiche, comme on dit dans le familier langage des coulisses, et le prodigieux succès de *Dora* prouve qu'il n'est pas à la veille de céder sa part de muraille. Acclamé à ses débuts comme un nouveau Molière par des amis trop complaisans, violemment attaqué par les envieux pour son adresse à découvrir les nids à idées dramatiques que leurs auteurs ont pondues sans les couver, sa fortune a triomphé également et de ces engouemens meurtriers et de ces perfides brutalités. Un bonheur si continu et si constant ne peut aller sans quelques qualités exceptionnelles qui l'expliquent et le justifient, et il constitue en tout cas un fait assez considérable pour mériter qu'on le discute et qu'on en cherche la raison d'être.

Cette qualité exceptionnelle, c'est une science très complète de la nature du spectateur, servie par une intelligence fine, souple, adroite et leste dans ses mouvemens. Personne parmi les écrivains dramatiques contemporains n'a mieux démêlé que M. Victorien Sardou les moyens par lesquels on peut réussir au théâtre, et n'a su les employer avec une plus juste tactique. Rien d'impérieux ni de cassant; il n'a pas essayé, comme tant d'autres, d'imposer brutalement ou cyniquement ses partis-pris au public, rôle que d'ordinaire les fortes volontés aiment assez jouer, au risque de se briser contre la résistance du goût général auquel il déplaît d'être pris à l'improviste; rien non plus de timide et de poltron, ce même public qui craint la violence ne haïssant rien autant toutefois que d'être traité avec trop de réserves, et se trouvant toujours disposé à réclamer un peu d'audace. Une ligne de démarcation bien difficile à maintenir et à observer que celle qui sépare la violence de l'audace; M. Sardou y a réussi. Risquez tout, mais ne choquez rien, telle est la presque paradoxale exigence que le spectateur inconsciemment ou en secret impose à l'auteur dramatique; cette exigence, M. Sardou l'a devinée, et crânement, résolûment, il l'a adoptée comme programme de ce qu'il peut et doit oser. De là ces amusantes comédies pleines de mouvement et de pétulance, où l'auteur réussit à produire l'illusion du scandale sans en présenter la réalité, et à faire crier au loup là où, vérification faite, il n'y a que d'honnêtes moutons et de dévoués chiens de garde. M. Sardou est-il franc-maçon comme il

était naguère adepte du spiritisme, je ne sais, mais en vérité je ne connais rien qui ressemble autant à ce qu'on raconte des réceptions franc-maçonniques avec leurs épreuves pour rire et leurs effrois simulés que ses comédies.

Voici un amant enfermé de nuit sur le balcon d'une femme mariée; il s'agit de sauter de ce balcon pour sauver l'honneur de sa maîtresse; bravement il se lance tête baissée dans l'abîme et tombe sur une touffe de dahlias qu'il écrase. Un autre, surpris dans la même position que le précédent, a l'héroïsme de se faire passer pour voleur; on mande le commissaire de police afin qu'il dresse son enquête pour une prochaine cour d'assises, et il arrive pour constater une promesse de mariage. Un vieux célibataire libertin s'avise de se placer en rivalité d'amour avec son fils naturel dont il n'a jamais pris souci et qui l'exècre d'instinct cordialement. Au moment d'être justement souffleté, il ouvre ses bras, et ce fils, en qui la nature outragée n'avait fait parler jusqu'alors que le mépris, dément en un clin d'œil son caractère et ses répugnances instinctives pour s'y précipiter. Un galant ivre s'introduit dans l'appartement de sa voisine, qui, pour s'en débarrasser, s'avise de lui donner de l'opium; l'ivrogne s'empare de la fiole, en avale le contenu et tombe inanimé; la dame, qui le croit mort, s'empresse de fuir ce cadavre accusateur, mais un médecin appelé en toute hâte le ressuscite par quelques fortes doses de café noir. Un mari découvre que sa femme est en correspondance et en relations clandestines avec un homme qui lui est inconnu; éclat, fureurs, menaces de séparation judiciaire. Ce n'était cependant qu'une fausse alerte; la dame n'avait eu que le tort de jouer trop gros jeu dans une ville d'eaux où elle avait perdu une somme excédant ses ressources, en présence d'un témoin bien appris qui avait eu la galante charité de la tirer d'embarras, d'où cette mystérieuse correspondance et ces relations secrètes. Un jeune homme est aperçu tournant autour de la maison d'une intéressante orpheline : les tuteurs s'en émeuvent et prennent la résolution d'aller droit au séducteur; on le fait entrer pour le démasquer et, après l'avoir poliment prié de s'asseoir, on entame avec lui une discussion fort bien conduite pour, contre et sur le progrès moderne. Il y a dans tout cela, il en faut convenir, plus de peur que de mal, et le drame menace plus qu'il ne frappe, mais c'est justement par là que l'auteur a prise sur son public et donne satisfaction aux exigences très particulières que le spectateur apporte au théâtre. L'auteur l'a ému un moment, juste le temps nécessaire pour que cette émotion reste un plaisir; puis, lorsqu'elle pourrait dégénérer en angoisse, il le replace rassuré dans son assiette habituelle et lui dit rieusement : « Ce n'était qu'un jeu, car, vous le savez, nous sommes au théâtre. »

Rien ne témoigne davantage de l'intelligence que possède M. Sardou des dispositions du spectateur que la transformation qu'il a fait subir au genre particulier de drame inventé par nos auteurs en vogue, M. Alexandre Dumas en tête. Les romantiques avaient découvert, à l'imitation de Shakspeare, que l'élément dramatique ne va jamais seul en ce monde, et ils lui avaient associé comme contraste l'élément comique; aussi hardis et plus hardis même que leurs devanciers, bien que leur hardiesse n'ait pas été aussi remarquée, nos modernes auteurs ont retourné la question et démontré que la comédie franche n'était pas dans la nature. C'est en cela que consiste avant tout la forte originalité du théâtre de M. Alexandre Dumas, dont toutes les pièces prises dans la réalité ordinaire et se présentant avec une physionomie de comédie dégénèrent rapidement en drames et se terminent en catastrophes.

Je ne puis dire que cette découverte de nos modernes auteurs soit fausse. Eh oui! la comédie n'est pas dans la nature, car il n'est pas une seule de nos actions qui ne soit grosse de conséquences dramatiques, car il n'est pas un seul de nos défauts, pour ne rien dire de nos vices, qui ne soit toujours menaçant de quelque péripétie terrible, et nos plus amusantes folies sont pareilles à la gaîté de l'ivrogne dont les hallucinations plaisantes font rire aux éclats les spectateurs indifférens tout en faisant pleurer dans l'ombre ceux qu'il ruine et déshonore. Il n'est pas de rire qui ne soit précurseur ou générateur de larmes, et il n'est pas de conduite, si plaisante qu'elle soit, que le destin, dieu susceptible et hautain s'il en fut, ne prenne en mauvaise part et ne soit toujours prêt à relever comme un défi. Eh oui! la comédie franche est une invention de l'art, rien que de l'art, et c'est précisément pour cela qu'elle est de si difficile exécution et qu'elle a tant de prise sur le spectateur. Il est si doux de rencontrer l'occasion de rire dans cette réalité qui ne nous donne que des sujets de pleurs, de nous moquer de l'avare qui nous affame, de déjouer l'hypocrite qui nous poignarde, de plaisanter de la coquette qui nous brise le cœur; il est si bon de se persuader un instant que tous ces vices de l'âme peuvent tourner au jeu, et qu'ils ne sont qu'amusans, tandis que nous les estimions tragiques.

La comédie franche possède une autre prise sur le spectateur, c'est qu'elle est de tous les genres dramatiques celui qui répond le plus exactement à la nature du plaisir qu'on demande au théâtre. Un théâtre n'est après tout qu'un lieu de récréation où l'on vient chercher une illusion de quelques heures. Le spectateur, en y entrant, sait que ce qu'il va voir n'est qu'un jeu, et il consent à l'illusion, pourvu qu'il n'en soit pas la dupe; il veut être ému, il veut même qu'on lui arrache des larmes, pourvu qu'il ne soit jamais amené à oublier

entièrement que tout cela n'est pas sérieux, et que son âme garde le sentiment qu'aussi loin qu'elle aille dans l'émotion, elle n'est pas coupée de sa ligne de retraite pour revenir à son équilibre ordinaire. Le secret de la résistance que rencontrent toujours plus ou moins les tentatives de M. Alexandre Dumas est précisément dans la violence qu'il exerce contre cette disposition du spectateur, et il n'a pas fallu moins que son grand talent et son impérieuse volonté pour lui imposer sa tyrannie dramatique, sous laquelle, — tous ceux qui ont assisté à quelques représentations de ses pièces en ont été témoins, — on le sent mal à l'aise et toujours prêt à la révolte.

Ce tempérament du spectateur, M. Sardou ne l'a jamais, au contraire, tenu en oubli à aucun moment de sa carrière, et ce que nous écrivons ici comme un éloge, les malintentionnés pourront, s'ils le veulent, le tourner en critique sévère, car c'est peut-être à ce souci trop constant qu'il doit de n'avoir jamais produit une œuvre où il se soit abandonné franchement et sans arrière-pensée à son inspiration, au risque de rester incompris et d'échouer lorsqu'il se présenterait devant le public. Le spectateur vient au théâtre pour son plaisir; mais le plaisir est chose complexe et qui comporte bien des variétés. Il y a du bonheur dans le rire, il y a de la douceur dans les larmes, et l'effroi même a sa volupté. Le spectateur, s'il était interrogé, répondrait qu'il veut être amusé, qu'il veut être ému, qu'il veut être consolé et partir sur une impression heureuse. Comment s'y prendre pour satisfaire à la fois à ces trois conditions contradictoires? Eh mais, en glissant légèrement et lestement sur chacune, en l'amusant passablement, en l'émouvant avec vivacité, mais peu de temps, et en arrêtant les quelques larmes très réelles qu'on lui aura fait répandre par une conclusion qui surgisse à l'improviste, comme un enfant joueur sort de sa cachette pour rassurer ceux qu'il vient d'alarmer. Pour réaliser ce difficile programme, M. Sardou a eu recours à une sorte d'éclectisme dramatique; il a demandé à tous les genres en vogue dans ce siècle de lui prêter quelques-unes de leurs ressources, et de cette fusion il est résulté un genre nouveau, tout personnel à l'auteur, qui n'est pas sans offrir quelque ressemblance avec ces chimères à face de femme, à ailes d'aigle, à corps de lion et à queue de serpent dont s'est amusée l'imagination des anciens poètes. Deux tiers de comédie, une scène de drame à la Dumas, une conclusion de vaudeville sentimental, et le tour était joué; M. Sardou tenait son spectateur par ses désirs les plus divers.

A vrai dire, nous ne conseillerions à personne une tentative du même genre, car il a fallu, pour qu'elle réussît, la ressource très singulière que M. Sardou a trouvée dans un certain don qui fait son originalité et que nous connaîtrions seul s'il eût obéi docilement et exclusivement à sa nature. A coup sûr, si quelqu'un était né pour

doter le théâtre français d'un genre dramatique analogue à la comédie d'imbroglio que les Espagnols ont si bien nommée *de cape et d'épée* pour indiquer qu'elle doit consister en deux choses, le cache-cache et la pétulance d'action, c'était M. Victorien Sardou. Qui sait mieux que lui embrouiller l'écheveau d'une intrigue, qui possède mieux que lui l'art des surprises, qui sait mieux jouer avec l'équivoque, prolonger un malentendu, faire soupçonner un secret là où il n'y en a pas, donner à une fausse interprétation l'apparence de la vérité, rendre à une énigme son obscurité au moment où elle va être découverte, renouveler un doute au moment où on le croit prêt de se dissiper, ouvrir une fenêtre ou fermer une porte à propos, et, pour tout résumer d'un mot, qui connaît plus profondément tout ce que l'incertitude renferme d'élémens dramatiques, de folles anxiétés, de comiques terreurs ou de cruelles lubies? C'est avec ces qualités seules qu'il s'est présenté à l'origine devant le public; point n'est besoin de rappeler ces amusantes comédies pleines de turbulence et de gai tapage par lesquelles il débuta dans la carrière dramatique. Eût-il persisté dans ce genre, qui était le sien propre, il aurait produit des œuvres moins retentissantes peut-être que celles qu'il a fait applaudir, mais à coup sûr plus tranchées, plus nettes et plus unes; il a préféré s'en éloigner, et nous ne saurions dire qu'il ait eu tort pour son succès et sa fortune. Ce qui est certain, c'est qu'il n'est jamais plus heureusement inspiré que lorsqu'il y revient; je n'en veux pour preuve que sa comédie d'*Andréa*, qui date des dernières années et qui est à mon avis une œuvre charmante, et celle peut-être où ce qui était son originalité propre apparaît le mieux purifié de tout alliage et mélange. Il n'a point renoncé cependant à ces qualités, seulement il les a détournées de leur fin et les a réduites à l'état de moyens. C'est grâce à elles qu'il a pu réaliser cet éclectisme dramatique où il a réussi à fondre des genres si divers. Sa vivacité lui a fourni les moyens de multiplier les incidens capables de conduire une intrigue de l'état d'honnête comédie à l'état de drame orageux, sa subtilité à faire tenir ce drame en si délicat équilibre qu'il puisse donner toutes les émotions du désespoir ou de l'anxiété sans les justifier en fait, et son adresse à faire glisser une situation d'Alexandre Dumas fils dans un dénoûment de Scribe.

Pour si habilement qu'il soit obtenu, cet éclectisme n'est pas sans faiblesse. Le grand défaut des pièces de Victorien Sardou, c'est qu'elles sont toujours construites en vue d'amener une scène capitale, avant laquelle le drame n'est pas, et après laquelle il n'est plus. L'exposition est d'ordinaire excellente, et la mise en train de l'action bien lancée; mais une fois lancée, le développement simple et naturel en est empêché par cette fatale scène

arrêtée d'avance; deux actes se passent à multiplier et à semer les incidens qui peuvent le produire et l'amener, et ces incidens se succèdent si rapidement et sont quelquefois de nature si ténue, qu'on a peine à les emmagasiner tous dans le souvenir, et qu'il en reste bon nombre en route. Arrive enfin la fameuse scène, qui est quelquefois fort belle, après quoi la pièce tombe dans un dénoûment heureux et qui trop souvent serait insignifiant par cela même, n'était une toute petite paille que nous allons y relever dans un instant. Il résulte de tout cela cette fâcheuse conséquence que les pièces de M. Victorien Sardou sont faites pour être jouées beaucoup plus que pour être lues, et que quiconque ne les voit pas au théâtre ne peut se rendre un compte exact de leurs réels mérites. Nous venons de leur faire subir l'épreuve de la lecture, elles la supportent mal. Ce n'est pas qu'elles soient défectueuses sous le rapport littéraire, elles sont au contraire écrites d'un bon style, très correct, parfois éloquent, sans grand relief cependant et sans empreinte de griffe léonine, mais aussi sans rien de brillanté ni de forcé, en somme des plus agréables et des plus coulans. C'est que le lecteur est dans de tout autres dispositions que le spectateur, et qu'il se dit qu'aux lieu et place de tous ces incidens qui cachent l'action ou la font voyager en zigzag dans un méandre sans fin, il préférerait de beaucoup une marche plus simple et plus constante, qui, dans sa lenteur progressive, permît aux caractères de se développer, et au drame de s'acheminer vers son point culminant par des péripéties véritables possédant chacune leur intérêt propre. Quant au dénoûment, que lui importe qu'il soit heureux s'il est en contradiction avec la logique et en désaccord avec le bon sens! Il n'éprouve nullement le besoin d'être rassuré, et la vraie satisfaction qu'il réclame, c'est une conclusion qui soit en harmonie avec les émotions qu'il vient de traverser solitairement.

Il y a parfois une paille dans les dénoûmens de M. Victorien Sardou, disions-nous il n'y a qu'un instant. Cette paille, c'est que ces dénoûmens, où les situations les plus difficiles et les plus cruelles se détendent comme par magie et se dissipent comme un rêve, sont parfois innocemment immoraux. Certes on ne peut reprocher à M. Sardou d'avoir jamais fait sciemment un accroc sérieux à la morale; mais, dans sa préoccupation de renvoyer son spectateur satisfait, il lui est arrivé trop souvent de retourner la moralité élémentaire des livres à l'usage de la jeunesse, et de présenter la bonne foi punie et le vice amnistié. J'indique tout de suite comme exemples les dénoûmens de *la Famille Benoiton*, des *Vieux Garçons*, de *Nos bons Villageois*, et de la charmante comédie de *Maison neuve*. La conscience du lecteur, sinon celle du spectateur, admet difficilement que des personnages qui sont allés aussi loin dans la

légèreté et dans le vice que ceux de ces diverses pièces s'en tirent à aussi bon compte, encore moins peut-elle admettre qu'ils soient aussi subitement guéris de leurs folies ou de leurs erreurs, et qu'il ne leur en reste rien après le pardon, l'excuse ou l'amnistie dont les bénit M. Sardou. En supposant même qu'ils soient guéris, les conséquences de leurs fautes restent, et il n'y a pas de dénoûment heureux qui puisse les effacer. L'excellent oncle de *Maison neuve* ouvre ses bras à ses neveux repentans, s'ensuit-il moins que ces neveux viennent de se souiller et presque de se déshonorer? Les demoiselles Benoiton sont guéries par une série de cruelles aventures de la manie du scandale, s'ensuit-il moins que ce scandale a eu lieu? Le célibataire des *Vieux Garçons* rencontre un fils dans son rival, s'ensuit-il moins qu'il vient de commettre un acte indigne? L'auteur a beau donner un dénoûment heureux à une conduite coupable, la conscience et la logique, protestant chacune de leur côté, crient que ce bonheur est immérité et qu'une conclusion où les personnages subiraient les conséquences de leurs fautes les satisferait davantage.

Ces dénoûmens ont encore un autre défaut, mais qui cette fois n'intéresse que l'art, c'est qu'ils sont d'ordinaire beaucoup trop brusqués, et qu'ils réalisent tout à fait le *deus ex machina* des pièces antiques. Nous connaissons bien la réponse : le dénoûment est chose secondaire, car enfin il faut finir, et il y a de très grands auteurs dramatiques, Molière en tête, dont les dénoûmens n'existent à peu près pas. Cela est vrai, mais la comédie de Molière n'est pas celle de M. Sardou. La comédie de Molière est la comédie de caractère, et le dénoûment y est chose indifférente, si dans le cours de la pièce les personnages ont montré leur nature au complet; une telle comédie pourrait même à la rigueur ne pas se terminer du tout et s'interrompre sur quelqu'une des situations dramatiques amenées par le vice ou le défaut du personnage principal, car elle dirait ainsi au spectateur : Voici jusqu'où peut aller un tel caractère et ce qu'il peut engendrer de malfaisant, en laissant au lecteur le soin de conclure. Il n'en va pas de même dans la comédie d'intrigue, où le dénoûment est une part essentielle de l'intrigue, ni dans le drame de passion, où les personnages, une fois entraînés, doivent aller jusqu'au bout d'eux-mêmes, et où il est inadmissible que l'âme, une fois mise hors de son équilibre, se calme subitement. Je n'indiquerai qu'un seul de ces dénoûmens brusqués, celui de *Fernande*. Dans cette pièce, l'auteur a très adroitement rajeuni et varié le célèbre épisode de Mme de La Pommeraye et du marquis Des Arcis du *Jacques le Fataliste* de Diderot. La modification qu'il a fait subir à la vengeance de la femme, qui se prétend outragée par l'abandon qu'elle a provoqué elle-même, est

excellente et se prête parfaitement aux conditions dramatiques; mais, avec la scène qui lui succède, le récit de Diderot reprend toute sa supériorité sur le drame moderne pour l'éloquence, la passion et l'entente du cœur humain. Chez M. Sardou, le marquis Des Arcis, en apprenant l'affreuse vérité, s'abandonne d'abord à un désespoir trop justifié, puis subitement il se calme, sans qu'on trouve rien dans les rares paroles de Fernande, effrayée et surprise, qui puisse motiver un si brusque rassérénement. C'est là ce qui s'appelle faire contre fortune bon cœur; mais le spectateur admet malaisément que le mari, si perfidement mystifié, consente à l'affront qu'on a fait à son honneur avec tant de docilité. Combien Diderot est autrement dans la logique des passions et le sentiment du pathétique lorsqu'il nous représente M[lle] d'Aisnon tombant aux pieds de son mari, le suppliant de la pardonner avec des torrens de larmes, et lui promettant d'être pour lui une épouse aimante et dévouée avec une éloquence qui ne peut tromper et qui est autrement convaincante que le plaidoyer de l'avocat Pomeyrol. Cette scène de désespoir devait donc avoir son complément dans une scène de supplication qui aurait ramené progressivement l'espérance dans l'âme du marquis, et le dénoûment devenait alors non-seulement véritablement heureux, mais encore pathétique, comme la situation même qui l'avait engendré.

On lit dans certains traités de rhétorique que la meilleure manière de juger un auteur est de le juger dans son propre style et à l'aide même des procédés qui lui sont familiers. Nous ne ferons donc qu'imiter M. Sardou en multipliant les observations comme il multiplie les incidens, et en revenant quelque peu sur nos pas, comme il lui arrive de reprendre si souvent quelqu'un des fils de son action que l'on croyait abandonné. La science que possède M. Sardou du tempérament du spectateur et son adresse à le ménager ne se manifestent pas moins dans le choix de ses sujets et dans la nature de son observation morale que dans la forme et la conduite de ses pièces. Ici encore l'éclectisme domine. M. Sardou n'a pas de parti-pris tranché ni d'opinion nettement résolue sur la nature humaine; ne lui demandez ni la franchise d'indignation d'Émile Augier, ni la misanthropie implacable de Dumas, ni le scepticisme railleur, mais optimiste au fond, de Scribe. Sans parti-pris décidé, que devient cependant la devise de la comédie : *Castigat ridendo mores?* Une comédie qui ne flagelle pas quelqu'un ou quelque chose, est-ce bien une comédie? Le spectateur, qui n'aime pas les exécutions trop cruelles et qui regimbe volontiers devant elles, veut cependant qu'on flagelle ou plutôt qu'on fustige à peu près jusqu'au premier sang. M. Sardou le sait, et il n'a garde de se refuser à cette exigence, il fustige donc, et d'une manière très pi-

quante; mais que fustige-t-il? N'y a-t-il pas dans notre société, entre les gros péchés mortels et les insignifians péchés véniels, quelques vices intermédiaires, produits plus ou moins passagers de la mode ou épidémies d'imitation qui se prêtent pour une moitié à l'indignation, pour l'autre à la raillerie, qu'on puisse invectiver éloquemment dans une scène tout en s'en amusant dans la suivante, et qui permettent à l'auteur dramatique de prendre le masque de justicier en conservant ses fonctions d'amuseur? Les folies de toilettes des demoiselles Benoiton sont un de ces sujets qui permettent à la fois la raillerie et l'indignation, ou encore la rage des modernes bourgeois de vouloir faire maison neuve et d'échanger une vieille et honorable enseigne contre une enseigne toute reluisante d'un or menteur, ou les rabachages politiques des ganaches retardataires dont l'intelligence s'est arrêtée avec la chute de celui de nos nombreux régimes politiques qu'ils ont servis, ou les outrances de dévotion d'une belle pécheresse sur le retour qui fait payer en jeûnes et en mortifications à son honnête mari le tort qu'elle lui a fait en lui méritant une épithète perdue dans la langue écrite depuis Molière, ou les déloyautés taquines et les mesquines jalousies des amis prétendus intimes qui empoisonnent votre bonheur sous prétexte de dévoûment; sur tout cela, on peut frapper juste assez fort pour répondre au besoin de sévérité que le public apporte au théâtre, et pas assez fort pour lui déplaire et le faire se récrier.

Non-seulement les sujets ont été toujours habilement choisis de manière à permettre à l'auteur de se tenir en juste équilibre entre ces deux exigences contraires du spectateur, la sévérité et l'indulgence, mais ils ont toujours été choisis à l'heure précise où ils répondaient à quelque préoccupation du public. Rarement M. Sardou s'est privé des ressources que lui offrait l'actualité. Le luxe de toilettes des femmes avait atteint son point culminant sous le second empire, et soulevait presque autant de blâmes dans le public que le chômage des ouvriers lyonnais y soulève aujourd'hui de tristesses, lorsque M. Sardou mit à la scène *la Famille Benoiton*. On venait à peine de livrer à l'admiration de la foule le Paris nouveau de M. Haussmann, et plus d'un bourgeois, pris de la fièvre urticaire du progrès, se sentait la démangeaison de fuir les obscurs quartiers où s'était édifiée sa fortune pour aller porter ses lares commerciaux dans quelqu'une de ces voies somptueuses encore désertes, lorsque, reprenant la donnée du *Bourgeois gentilhomme* et la coulant dans les formes nouvelles de nos mœurs présentes, notre auteur écrivit cette piquante comédie de *Maison neuve*, une des meilleures qui soient sorties de sa plume. Nous nous rappelons tous le moment où l'empire, sorti victorieux de la longue épreuve d'isolement que lui avait créée le coup d'état et assis dans une sécurité

qu'il croyait définitive, essayait de vaincre les dernières résistances des anciens partis et les conviait à se rapprocher du trône par un mélange de railleurs reproches et de flatteuses avances; *les Ganaches*, pour qui les relit aujourd'hui, font revivre encore avec vivacité le sentiment politique de cette heure passagère. On commençait bien à s'alarmer quelque peu des menées du radicalisme, encouragé par la durée déjà longue du régime impérial, lorsque parut cette parodie des coteries politiques provinciales qui a pour titre : *Nos bons Villageois*, et il y avait bien quelque mésintelligence entre le gouvernement d'alors et messieurs du clergé, refroidis par les affaires italiennes, lorsque la comtesse Séraphine vint présenter au Gymnase le spectacle de ses tardives dévotions. De même *les Merveilleuses* ne pouvaient choisir un temps plus opportun que la troisième république pour étaler sur la scène les folles mœurs de la première, et il est remarquable que *Rabagas*, satire d'ailleurs peu cruelle des républicains, a choisi pour faire son entrée un des très rares momens d'indécision où la fortune a fait semblant de ne pas vouloir sourire à ces heureux prédestinés, terreurs du passé, mais maîtres du présent et peut-être de l'avenir. Comme tout réussit aux habiles, quand ce n'est pas la volonté de l'auteur qui choisit l'heure de ses productions, le hasard se charge de ce soin et s'en acquitte à merveille. Le drame de *Patrie!* on en conviendra, ne pouvait arriver en meilleur temps qu'à la veille de la terrible guerre de 1870, et le remarquable tableau des discordes civiles qui porte pour titre *la Haine*, venant dans les années qui ont suivi la commune aux durables souvenirs, ne pouvait certes être accusé de manquer d'actualité.

Ces deux derniers titres, *Patrie!* et *la Haine*, rappellent la plus haute et la plus hardie des ambitions qu'ait eues M. Sardou; il a voulu se mesurer avec le drame historique, et son adresse est telle qu'on ne peut dire que la tentative lui ait été fatale. Certainement, s'il relit aujourd'hui l'imparfait tableau qu'il a essayé de tracer de la révolte des Flandres, il doit s'avouer qu'une succession de scènes rapidement enlevées et courant pour ainsi dire les unes après les autres ne suffit pas pour faire un drame où revive l'âme d'une époque aussi pleine de mâles sentimens que celle qu'il a mise au théâtre, que quelques traits excellens ne suffisent pas pour composer une figure comme celle du duc d'Albe, qu'il est parfaitement inutile d'introduire un personnage tel que le Taciturne pour le faire entrevoir à peine, et que lui faire prononcer quelques paroles insignifiantes est plutôt une parodie qu'une imitation de ses habitudes silencieuses. Il n'en est pas moins vrai que ce drame défectueux de *Patrie!* contient une des plus belles scènes qu'il y ait

dans le théâtre moderne; nous voulons parler de la scène finale où Karloo poignarde sa maîtresse coupable d'avoir voulu le sauver en dénonçant ses complices de conspiration. Cet assassin qui frappe en aimant et comme d'un bras mou de tendresse, cette mourante qui se ranime au sein de l'agonie pour se reprendre à l'amour de son meurtrier, cette passion qui n'abdique pas même devant la tombe et qui voit son ciel dans l'enfer qui s'ouvre pourvu que le bien-aimé le partage, tout cela enlève l'âme à des hauteurs peu communes et lui fait retrouver des émotions dont la littérature contemporaine la tient sevrée depuis trop longtemps. « Monsieur, disait naguère un vétéran des luttes littéraires de la restauration à un poète qui lui avait remis un volume de vers audacieux, vous avez rajeuni en moi les sensations romantiques; » je me permettrai de présenter le même compliment à M. Sardou. Ah! que voilà donc cette fois un dénoûment original et bien trouvé, et que la place de M. Sardou serait grande si son aimable bagage contenait nombre de scènes de cette valeur!

Le drame de *la Haine* est dans son ensemble fort supérieur à celui de *Patrie!* Les mobiles d'action des citoyens de la hargneuse Sienne et les sentimens irréconciliables qui divisaient les diverses classes dans cette plus démocratique des cités italiennes ont été mieux rendus, et semble-t-il mieux pénétrés par l'auteur que les mobiles d'action et les sentimens des honnêtes citoyens des Flandres du XVIe siècle. Que de beaux traits pris sur le vif de la nature italienne! Comme la familiarité menaçante de la nourrice Uberta, lorsqu'elle s'aperçoit que Cordelia cherche à sauver le meurtrier de son fils, donne un juste sentiment de cette égalité que les Italiens ont toujours su trouver dans l'excès de la passion, et que l'élan de véhémence qui porte la fille des Saraceni à étancher la soif de l'homme même qui l'a déshonorée et qu'elle vient de frapper il n'y a qu'un instant est bien de son temps et de son pays! Un vigoureux christianisme passé dans le sang à l'égal de l'orgueil de race, et poussant à la charité avec autant de fougueuse spontanéité que la nature à la vengeance, voilà bien l'Italien du moyen âge. La pièce a subi de nombreuses critiques; on lui a entre autres choses reproché l'amour de Cordelia pour Orso, amour qui, né d'un élan de charité, germe et grandit spontanément au sein de ce même sentiment du déshonneur qui avait armé son bras. Nous ne saurions partager cet avis. M. Sardou, dont la faculté d'observation, pour si fine qu'elle soit, aime d'ordinaire à s'arrêter aux sentimens aisément saisissables, n'a peut-être regardé qu'une fois tout au fond de la nature humaine, et c'est le jour où il a écrit les deux derniers actes de *la Haine*. Ni la psychologie ni même la physiologie n'ont encore tout

expliqué des obscurités de la nature. L'amour de Cordelia tire sa force du viol même dont l'horreur l'égare. Involontairement son âme s'est mêlée au sein du crime à celle du meurtrier de son honneur, elle sent et dit que, quoi qu'il arrive, elle ne sera plus que la veuve d'Orso. Nous n'insisterons pas davantage; les passions du genre de celle de Cordelia devant toujours être exceptionnelles sont par conséquent difficilement appréciables par l'expérience commune, et rentrent dans cet ordre de choses qu'il suffit de comprendre par intuition et qui ne peuvent se discuter. Quant à la scène finale où Cordelia et Orso, mariés dans l'église comme pestiférés, trouvent dans la mort l'union qui les aurait fuis dans la vie, elle est d'une tendresse désespérée et d'un coloris sombre vraiment superbes. Cela est sérieusement beau, il m'étonnerait que ceux qui ont accordé leur admiration au tableau où M. Laurens a présenté d'une manière si saisissante les effets de l'excommunication au moyen âge la refusassent à la scène du dramaturge.

Il nous reste à mentionner une dernière faculté, la première en ligne peut-être parmi celles qui l'ont aidé à mener depuis tant d'années déjà sa laborieuse et fertile carrière, nous voulons parler de la faculté d'assimilation qu'il possède à un degré remarquable. Nul mieux que lui n'excelle à s'emparer d'une idée dramatique déjà présentée sous une autre forme, à la repenser de nouveau, à la faire passer dans sa propre substance, et à la transformer au point de la rendre méconnaissable. Cette faculté, presque singulière tant elle est complète, ne se borne pas aux données dramatiques, elle s'étend aux procédés et aux formes mêmes de ses rivaux, et de ce fait sa nouvelle comédie, *Dora*, est une preuve des plus convaincantes.

Est-ce une pièce de Sardou ou une pièce d'Alexandre Dumas que ce drame de *Dora*, que nous venons de voir représenter sur la scène du Vaudeville avec une perfection que bien peu d'œuvres ont obtenue? On pourrait aisément s'y tromper. D'ordinaire, nous l'avons dit, M. Sardou se contente d'une situation et d'une scène à la Dumas dans cet éclectisme habile qui compose son genre dramatique; mais cette fois l'assimilation est complète, sujets, caractères, passions, intrigues, dénoûment même, tout cela pourrait être de M. Dumas aussi bien que de M. Sardou. Et tout cela est en effet en partie de M. Dumas, car il a collaboré inconsciemment à ce drame; il est certain que le M. de Maurillac et le député Favrolles de *Dora* sont proches parens du M. de Nanjac et de l'Olivier de Jalin du *Demi-Monde;* il est certain que l'espionne Zicka refait, sans trop y songer, les narrations autobiographiques de l'affreuse Américaine de *l'Étrangère;* il est certain que Favrolles, tendant sa souricière pour prendre la malfaisante petite bête qui fait de tels ra-

vages dans le ménage de son ami Maurillac, rappelle quelque peu les ruses d'Olivier de Jalin au dénoûment du *Demi-Monde;* il est certain enfin que les personnages épisodiques de la princesse Bariatine et du député dijonnais ont tout à fait le ton et les allures de ces comparses amusans faits pour les arrière-plans du drame, et que M. Dumas aime d'ordinaire à confondre sur le premier plan avec les personnages principaux. Eh bien! nous ne nous en plaignons pas, car la pièce de M. Sardou a gagné à cette assimilation si complète une unité d'action et de ton, une simplicité de plan, une logique de déduction que ses œuvres précédentes n'ont jamais présenté à ce degré. L'intrigue a marché cette fois sans dévier, se ralentir et se reprendre, pas de mesquines surprises, à peine quelques incidens parasites ou inutiles. Chaque partie du drame possède son intérêt propre et se suffit à elle-même; la matière a été heureusement coupée et intelligemment distribuée de manière qu'aucune ne nuise trop à une autre dans le souvenir du spectateur. Il n'y a plus là des actes entiers employés à préparer la situation capitale; cette situation, à la fois naturelle et imprévue, éclate à sa place logique, c'est-à-dire au troisième acte, par les moyens les plus aisés du monde, sans que rien dans l'exposition, qui est excellente, et dans le second acte, qui est plus languissant, ait pu la faire soupçonner, tant l'auteur a mis d'habileté à la masquer. Une fois créée cette situation est poussée jusqu'à ses dernières limites avec une violence extrême, et cependant avec une minutie d'analyse et un souci des nuances qui sont des plus remarquables. On a là au complet le spectacle d'une âme en proie au sentiment de l'incertitude, sentiment des plus dramatiques assurément, mais des plus dangereux à prolonger longtemps, à cause des saccades contradictoires, et des alternatives de défaillance et d'espoir qui le composent, et qui font éprouver au spectateur quelque chose de la sensation pénible que donne un voyage sur une route u pavé inégal. Enfin arrive le dénoûment, que cette fois on n'a pas envie de trouver brusqué et qui est accueilli avec bonheur, car la situation a donné tout ce qu'elle contenait de passions, et il est temps d'en finir. Une des scènes de ce drame, celle qui donne naissance à la situation capitale, a été rapidement célèbre; mais à mon avis cette célébrité mérite de s'étendre aux deux actes entiers qui sont consacrés au développement de cette situation, car ils sont au nombre des plus émouvans qu'il y ait dans le théâtre contemporain. *Dora,* c'est M. Dumas sans ses puissans défauts, M. Dumas moins ses tirades misanthropiques, son pessimisme meurtrier, ses boutades amères, en sorte que c'est vraiment tant pis pour lui si la pièce n'est pas signée de son nom.

Nous n'avons pas à entrer dans l'analyse de cette œuvre, que tout

Paris a vue à l'heure présente. Suivre le développement de l'action scène par scène nous fournirait d'ailleurs peu d'occasions de critiques, car c'est surtout par l'ensemble que vaut *Dora*, et cet ensemble a été coulé dans le moule dramatique en une seule fois et d'un jet heureux. Nous nous bornerons à présenter à l'auteur deux observations. Il nous semble qu'il n'a pas fait de son espionne Zicka tout ce qu'il en pouvait faire. Il tenait, s'il l'eût voulu, un caractère, il n'a présenté qu'un instrument d'action. Zicka pouvait et même devait être le personnage capital de la pièce, elle n'en est que le principal ressort. On voit agir Zicka, mais on ne la voit pas penser, on ne la voit pas sentir, on n'assiste pas aux orages et aux conflits de sa vie morale intérieure, car nous comptons pour rien ou peu de chose la narration quelque peu sèche et concise qu'elle fait au troisième acte de son affreux passé et les déclamations devenues passablement banales qu'elle lance à l'adresse de la société marâtre. C'était cependant un caractère curieux à pénétrer et tout naturellement fertile en grands effets dramatiques que celui de cette femme homicide par métier et presque par devoir, couverte par le secret contre les conséquences de ses manéges, et qui partout où elle passe porte le deuil avec elle par cela seul qu'elle a passé. Pour n'être qu'un instrument passif, Zicka n'est-elle donc pas une personne vivante? Si elle est sans responsabilité, est-elle donc sans remords, et si elle est sans moralité, est-elle sans conscience? Zicka aimait en secret M. de Maurillac, l'époux de l'innocente Dora; pourquoi n'avoir pas insisté davantage sur cet amour condamné au silence forcé, pourquoi ne nous en avoir pas montré le désespoir profond et continu coupé çà et là de vains rêves et d'illusions rapides que le sentiment de la réalité replonge bien vite dans la nuit? Cet amour était le vrai moyen d'éclairer en pleine lumière la sombre et infernale situation dans laquelle Zicka se débat au sein des ténèbres, et alors, en place d'une marionnette perverse, nous nous trouvions en présence d'un personnage vraiment dramatique parce qu'il devenait moral et humain.

Notre seconde observation a trait au caractère même de Dora. Il nous semble que, pour si Espagnole qu'elle soit, cette intéressante personne manque quelque peu d'une certaine fierté et d'une certaine délicatesse. On dirait vraiment qu'elle n'a pas confiance en sa valeur, car il lui échappe trop fréquemment des paroles d'où l'on peut induire que le prix dont elle s'estime n'a rien de fort élevé. Elle ne dit pas : Je suis pauvre, mais que l'homme qui me prendrait s'enrichirait en m'épousant! elle dit : Je suis pauvre, mais que je saurais gré à l'homme qui me ferait la charité de m'épouser! Lorsque M. de Maurillac lui annonce qu'il l'épouse, — car il ne prend pas garde qu'il ne lui demande pas si elle veut accepter sa main, il

lui déclare d'emblée qu'il prend la sienne, — quel est le premier cri que lui arrache la joie de ce bonheur inespéré? « Ah! que voilà une bonne action dont vous ne vous repentirez pas! » Ah! dirons-nous à notre tour, que voilà une parole déplaisante et qui sonne mal! Il nous semble qu'à la place de M. de Maurillac nous ne pourrions nous empêcher de répondre : « Une bonne action, mademoiselle? dites une heureuse action. » Ce sont là de ces nuances qui se sentent ou ne se sentent pas, mais les sentimens vivent précisément de nuances, et pour un cœur hautain et susceptible, cette parole de quasi-déférence, aimante sans doute, mais trop peu fière, serait capable de renouveler les soupçons qui coûtèrent jadis si cher à la pauvre Griselidis, et de donner envie de refaire la cruelle expérience du marquis de Saluces. Elle l'a dit, penserait ce cœur, c'est une bonne action; l'amour qu'elle prétend avoir n'est que de la reconnaissance; ce qu'elle aime en moi, c'est de l'avoir arrachée à la vie de misère et d'expédiens, c'est d'avoir entouré sa vie de sécurité, mais l'amour persisterait-il si ces biens matériels que je lui prodigue étaient retirés? Encore une fois ce n'est qu'une nuance, mais elle déteint sur tout le caractère de Dora et lui enlève une partie de son intérêt.

Nous avons maintenant achevé de résumer les impressions que nous a laissées une lecture récente et attentive des œuvres de M. Sardou, aidée de nos souvenirs plus anciens. En somme, notre littérature dramatique possède des talens plus vigoureux, d'une portée d'esprit plus grande, d'une audace plus fière, elle n'en possède pas qui aient une plus parfaite intelligence de la scène, une connaissance plus fine du public, et qui soit plus assurée contre l'insuccès ou la déchéance. Si ses armes ne sont pas de la trempe la plus forte, son escrime est excellente, et, grâce à elle, il est toujours sûr de protéger les défauts qui pourraient se trouver dans sa cuirasse et de rétablir l'égalité du combat, c'est-à-dire de maintenir sa réputation contre n'importe lequel de ses rivaux. Il ira longtemps, perfectionnant et agrandissant toujours davantage sa manière par cette intelligente faculté d'assimilation qui lui permet de faire profit des innovations de ses confrères sans épouser du même coup leurs défauts comme il arrive à ceux qui ne sont que de vulgaires imitateurs, et plus tard, dans bien des années, quand, sa carrière close, la génération qui suivra la nôtre voudra rechercher et étudier les caractères divers du théâtre contemporain, elle en trouvera dans ses œuvres le résumé le plus ingénieux et le plus vivant microcosme.

ÉMILE MONTÉGUT.

LES MÉMOIRES

DU

PRINCE DE HARDENBERG

I.

AVANT IÉNA.

Les quatre beaux volumes qui viennent de paraître à Leipzig sous le titre de *Mémoires du chancelier d'état prince de Hardenberg* (1), et dont la publication est célébrée par la presse allemande comme un événement littéraire, contiennent à la fois beaucoup plus et beaucoup moins que la plupart des ouvrages appartenant au genre des mémoires. On se flatterait vainement d'y trouver l'autobiographie détaillée et complète de l'homme d'état qui, né en 1750 dans l'électorat de Hanovre, entra en 1790 au service de la maison de Brandenbourg, négocia la paix de Bâle, remplaça par intérim le comte Haugwitz comme ministre des affaires étrangères, déposa ce pesant portefeuille quelques mois avant la bataille d'Iéna, le reprit pour peu de temps dans les derniers jours de 1806, reparut sur la scène en 1810 comme chancelier d'état et pendant les douze dernières années de sa vie ne cessa plus de jouer en Prusse le premier rôle. Le prince de Hardenberg n'a jamais songé à mettre le public dans le secret de son histoire intime; il estimait, nous dit-il, « qu'il ne convient pas de mener le lecteur à la garde-robe. » Jamais non plus il n'a pensé à raconter aux curieux tous les incidens de sa

(1) *Denkwürdigkeiten des Staatskanzlers Fürsten von Hardenberg*, herausgegeben von Leopold Ranke; Leipzig, Duncker et Humblot, 1877, 4 vol. in-8°.

longue carrière politique, toutes les affaires auxquelles il a pris part. Ses soi-disant mémoires, qui n'embrassent qu'un espace de quatre années, n'en sont pas moins un ouvrage de grand prix. On y trouvera des renseignemens de première main et du plus haut intérêt sur l'histoire intime du gouvernement prussien depuis la rupture de la paix d'Amiens jusqu'au traité de Tilsitt; à ces renseignemens sont jointes toutes les pièces à l'appui, dont la plupart étaient demeurées inédites.

Ce fut à Tilsitt même, où il séjourna du 21 février au 7 novembre 1808, que Hardenberg entreprit de recueillir ses souvenirs et de narrer pour la postérité les événemens qui venaient de se passer sous ses yeux. Il avait rapporté de Riga une provision de papiers diplomatiques qu'on y avait mis en dépôt pour les dérober à la dangereuse curiosité du vainqueur. Son écrit était principalement destiné à prouver qu'il n'était point responsable des désastres que venait d'essuyer la Prusse, que le système de conduite qui avait prévalu n'était pas le sien. Ce mémoire justificatif fut trouvé après sa mort parmi d'autres papiers cachetés et transporté avec eux aux archives de Berlin, pour n'être publié qu'après cinquante ans accomplis. Quand le terme fut échu, ce fut M. de Bismarck qui brisa les sceaux et qui commit aux soins de M. Ranke ce précieux dépôt, en le chargeant de la publication. C'était une bonne fortune pour les *Mémoires* du prince de Hardenberg que d'être confiés à de telles mains. M. Ranke ne s'est pas contenté de les publier, en y pratiquant quelques coupures; il les a accompagnés de deux volumes de commentaires, qui renferment l'histoire suivie de la politique prussienne de 1793 à 1813, et dans lesquels on retrouve cette impartialité magistrale, cette hauteur de vues et de raison, cette finesse d'aperçus, ce style ferme, élégant et lumineux, qui sont la marque distinctive de l'illustre historien dont on peut dire qu'il a deux patries, la Prusse et l'Europe.

Rien dans l'histoire n'est plus propre à intéresser les Français d'aujourd'hui que le récit des malheurs de la Prusse en 1806 et de son relèvement laborieux, graduel, méthodique, œuvre d'une patience intelligente et courageuse dont elle a le droit d'être fière. On a vu trop souvent dans la déclaration de guerre que Frédéric-Guillaume III a si cruellement expiée à Iéna un coup de tête, une résolution soudaine, irréfléchie, arrachée à la faiblesse d'un roi par une reine aussi passionnée qu'imprudente, par des intrigues de cour, par une armée infatuée de son passé, par la pression d'une opinion publique affolée. A toutes les grandes crises se trouvent mêlées des passions imprévoyantes et funestes, qui conspirent avec les destinées; dans tous les temps et dans tous les pays, on a vu de belles souveraines qui ont des ressentimens ou des fantaisies à satisfaire et dont les déraisons traversent les calculs des hommes d'état, des ministres de la guerre qui déclarent qu'on est prêt, qu'il ne manque pas un bouton de guêtre à la victoire, des intri-

gues, des pratiques secrètes, des factions attentives à tirer parti des événemens, un populaire qui s'échauffe sans savoir pourquoi et des souverains qui, las de résister, s'abandonnent à la fortune et jouent leur couronne dans de tristes hasards. Cependant il ne faut pas s'y tromper, en 1806 comme en 1870 la guerre a été le dénoûment presque inévitable d'une situation tendue, d'un conflit d'intérêts qui allait s'aggravant d'année en année. Il s'agissait jadis pour la Prusse de recourir aux armes ou de renoncer à toutes ses ambitions légitimes et même à son indépendance, et il y a six ans, Napoléon III avait à décider s'il accepterait une diminution de son influence et de sa dignité, qui devait entraîner la déchéance de sa dynastie. En 1870 comme en 1806, l'art du provocateur a été de se faire provoquer, l'art de l'agresseur a été de se faire attaquer. En 1870 comme en 1806, la faute a consisté non à faire la guerre, mais à l'avoir prévue sans s'occuper de la préparer, à s'être laissé surprendre par l'événement, à n'avoir su choisir ni l'heure, ni l'occasion, à s'être trop peu soucié de mettre les apparences de son côté. Il n'est pas permis à un gouvernement d'avoir raison et de se donner l'air d'avoir tort.

Par le traité de Bâle, signé le 5 avril 1795, la Prusse s'était détachée de la coalition européenne, elle avait fait sa paix avec la révolution française, et en vertu de la convention supplémentaire du 17 mai, le bénéfice de la neutralité, qui allait devenir pendant dix ans son système, fut étendu à tous les états de l'Allemagne du nord compris dans la ligne de démarcation qu'on avait fixée. Le comte Haugwitz racontait jadis à M. Ranke qu'il avait assisté aux derniers momens de Frédéric-Guillaume II, et que bien près de sa fin, le roi, repassant dans son esprit tous les événemens de son règne, lui avait dit : « Je n'aurais jamais dû entreprendre la guerre contre la France. Que n'étiez-vous alors auprès de moi ! Heureusement nous en avons été quittes pour un œil poché. » Il ajouta que la politique de neutralité était la bonne, il exprima le désir que son fils ne s'en départît jamais. Frédéric-Guillaume III était disposé à accomplir le vœu de son père, qui était aussi le vœu de la grande majorité de ses sujets. Le 6 juillet 1798, quand la noblesse des trois Marches, en grand appareil, revêtue de ses insignes, la tête poudrée, se réunit à Berlin dans la Salle-Blanche pour prêter son serment d'hommage au nouveau roi, on vit apparaître soudain au milieu de cette brillante et patriarcale assemblée une figure étrangère et étrange, un personnage aux cheveux noirs sans un grain de poudre, la taille ceinte d'une large écharpe tricolore. C'était l'envoyé de la république française Sieyès. Tout le monde savait à Berlin qu'il avait voté la mort de Louis XVI, et on peut se représenter l'effet que produisit dans la Salle-Blanche l'entrée du régicide. La république avait chargé ce régicide d'obtenir pour elle l'alliance de la monarchie du grand Frédéric. Sieyès demandait plus que la Prusse ne pouvait lui accorder. Frédéric-Guil-

laume III désirait vivre en paix avec la république, il consentait à être son ami, il ne voulait pas être son allié ni épouser ses querelles, il entendait demeurer neutre. Cette neutralité, comme le remarque M. Ranke, a eu des conséquences heureuses pour l'Allemagne et en particulier pour la gloire de sa littérature. La cour de Weimar, l'université d'Iéna, étaient comprises dans la ligne de démarcation; on y jouissait des doux loisirs de la paix, du repos et de la liberté d'esprit qu'elle procure, sans se désintéresser des grandes passions et des grandes idées qui remuaient le monde; c'était comme un observatoire, commandant un vaste horizon et protégé contre la fureur des vents, d'où l'on avait vue sur les tempêtes. Les onze années qui se sont écoulées entre la paix de Bâle et la bataille d'Iéna ont été les plus fécondes pour la littérature allemande, les plus riches en productions originales. C'est l'époque de Fichte et de Schelling, de Voss, de Wolf et de l'école historique de Göttingue, l'époque qui a vu naître les *Élégies romaines*, *Hermann et Dorothée*, *Wilhelm Meister*, *la Cloche*, *Wallenstein*, *Guillaume-Tell* et *la Pucelle d'Orléans*. « La littérature d'alors, ajoute M. Ranke, avait un caractère d'idéologie cosmopolite; le temps allait venir où elle le perdrait et où les impulsions patriotiques s'empareraient de tous les esprits. »

Tout en politique est affaire de circonstances; le meilleur système de conduite devient désastreux lorsqu'il n'est plus conforme aux temps. Un bon pilote doit savoir changer de manœuvres, il doit selon le vent larguer ses ris ou plier ses voiles. Si utile qu'eût été à l'Allemagne dans le principe la politique de neutralité, se promettre de jouir éternellement des bienfaits de la paix au milieu de l'éternel orage déchaîné sur l'Europe était une utopie. Placée entre la Russie et la France, qui multipliaient leurs obsessions pour l'attacher à leur cause, la Prusse refusait de choisir entre Napoléon et Alexandre Ier, tout en s'appliquant à conserver les meilleurs rapports avec l'un et l'autre. Tout craindre, tout espérer, ménager tout le monde sans s'engager avec personne, manquer toutes les occasions et se persuader qu'on est habile parce qu'on réserve l'avenir et qu'on se dispense de vouloir, telle fut la politique prussienne dans les premières années de ce siècle.

On a souvent répété qu'il y avait alors à Berlin deux hommes dirigeans qui se partageaient ou, pour mieux dire, qui se disputaient la conduite des affaires étrangères, et que l'un, le comte Haugwitz, était un partisan résolu de l'alliance française, tandis que l'autre, le baron de Hardenberg, tenait pour l'alliance russe. Les pamphlétaires du temps accusaient le premier d'être à la solde du cabinet de Saint-Cloud, le second d'avoir part « à la pluie d'or » que l'Angleterre versait à pleines mains sur ses amis du continent. On se convaincra par la lecture des *Mémoires* qu'il y avait entre ces deux hommes d'état moins une contrariété sérieuse de principes qu'une rivalité personnelle, des conflits

d'amour-propre et des dissentimens sur les mesures à prendre dans les occurrences qui pouvaient se présenter. On ne saurait trop dire quels étaient les principes du comte Haugwitz; à proprement parler, il n'en avait point. Adroit plutôt qu'habile, il estimait que l'adresse suffit à tout, et il vivait au jour le jour, plein de confiance en lui-même, persuadé qu'en toute rencontre il saurait inventer quelque expédient pour sortir d'embarras. Hardenberg, sans avoir du génie, était un politique d'une tout autre valeur; il avait des vues d'ensemble et le sentiment des situations. Son grand mérite est d'avoir compris de bonne heure que la Prusse devait opter entre les deux ennemis qui recherchaient son amitié, et que plus on retardait le jour de cette option, plus on laissait les difficultés s'aggraver, les dangers s'accroître, les chances favorables s'évanouir. Hardenberg jugeait que, dès le lendemain de la rupture de la paix d'Amiens, la Prusse aurait dû faire son choix, se prononcer hautement pour ou contre Napoléon, se poser vis-à-vis de lui comme la protectrice de l'Allemagne du nord et lui interdire l'occupation du Hanovre, ou au contraire accepter franchement ses propositions d'alliance, en lui disant : Vous n'avez en vue que votre agrandissement, nous avons besoin, nous aussi, de nous agrandir. Donnant donnant, vous aurez notre appui, permettez-nous de prendre nos sûretés, aidez-nous à satisfaire nos convoitises; ce que nous convoitons, ce n'est pas seulement le Hanovre, ce sont les villes hanséatiques, c'est peut-être aussi la Saxe ou la Bohême. « Il ne fallait pas être scélérat à demi, » s'écrie à ce propos Hardenberg; mais il s'empresse d'ajouter qu'il eût été impossible d'amener le roi à signer un pareil traité et qu'il n'aurait jamais osé lui en donner le conseil.

Hardenberg ne mentait pas quand, peu de jours après la bataille de Friedland, il écrivait au général Duroc : « Les grands hommes reviennent le plus facilement des préventions qu'on peut leur avoir données. Votre auguste souverain, monsieur le grand-maréchal, en a eu contre moi; je ne les ai pas méritées, et j'espère qu'il me sera aisé de les détruire. Il n'a pas tenu à moi que dans l'époque où j'eus l'honneur de négocier avec votre excellence, la Prusse ne soit devenue l'alliée de la France sur un plan libéral et grand, conforme aux véritables intérêts des deux états. J'aurais voulu que la politique de la Prusse eût du caractère, qu'elle eût été digne d'une grande puissance... On m'a accusé tantôt d'être Anglais, tantôt d'être Russe; je ne suis ni l'un ni l'autre, mais je suis un bon et zélé Prussien. » Hardenberg avait le droit de tenir ce langage; il n'est pas moins vrai qu'il avait toujours eu le sentiment des périls attachés à l'alliance française, parce qu'il avait démêlé dès le principe le but où tendaient les insatiables ambitions de Napoléon I[er]. La Prusse ne pouvait renoncer sans abdiquer à son rôle de puissance prépondérante en Allemagne; le comte Haugwitz lui-même se plaisait à dire qu'il entendait faire de son maître l'empereur de l'Al-

lemagne du nord. On aurait pu se flatter de gagner à ce projet Sieyès et le directoire; la Prusse protestante s'était facilement entendue avec une république qui avait des sécularisations à lui proposer et qui, au surplus, n'aspirait pas à conquérir le monde; mais l'accord était-il possible avec le moderne Charlemagne, aspirant à mettre la main sur tous les états germaniques comme sur l'Italie, et à placer sa famille sur tous les trônes de l'Europe? Après Austerlitz et même avant, il avait décidé qu'il n'y aurait plus sur le continent de puissance qui pût l'obliger de compter avec elle, que son épée aurait raison de ses ennemis et que ses amis seraient ses vassaux. Ne s'était-il pas écrié dans une négociation : « La Russie doit savoir que la France peut appliquer à l'égard des états du continent le même système qu'emploie l'Angleterre dans les Indes à l'égard des nababs. » Ce mot autorisait Jérôme Bonaparte à dire en 1807 à l'un des amis de Hardenberg : « Vous êtes bien plus heureux d'être nos ennemis que d'être nos alliés. » Le 2 janvier 1806 avait paru dans la *Gazette de France* un article intitulé *Tableau de l'Europe*, dans lequel on annonçait que c'en était fait de la balance politique et de l'équilibre européen, que dorénavant l'Europe demanderait la paix et la sécurité à l'homme qui était son protecteur et qui déciderait de l'existence des pays et de la conservation des couronnes : « L'année qui commence pour nous sous les plus heureux auspices sera une grande époque dans l'histoire moderne, elle verra fonder un nouveau système d'équilibre entre toutes les parties de l'Europe; ce ne seront plus des forces égales qui par leur opposition se maintiendront en repos; mais une seule puissance prépondérante, trop forte désormais pour être attaquée et trop grande pour avoir besoin de s'étendre, tiendra tout en paix autour d'elle. » Dans cet article, remarque Hardenberg, la Prusse n'était pas nommée, « omission fatidique, *eine ominöse Auslassung.* »

Un vasselage plus ou moins onéreux, déguisé sous le nom d'une alliance avec le tout-puissant conquérant, ou une alliance en règle avec la Russie, il n'y avait, selon Hardenberg, plus d'autre alternative pour la Prusse, et le 18 juin 1806 il présentait au roi un mémoire qui renfermait ces lignes : « Votre majesté a été placée dans la situation singulière d'être à la fois l'allié de la Russie et de la France, de ce qu'il y a dans ce moment de plus hétérogène en politique. Cet état ne peut pas durer. Quoi qu'on fasse, quelle que soit l'adresse qu'on y mette, l'un ou l'autre de ces deux alliés sera mécontent de la Prusse et son ennemi secret. Elle sera isolée, sans amis, sans confiance, sans considération et sans secours, et dans un danger continuel sur toutes ses frontières, sans moyens de le parer efficacement, tandis que la ruine de son commerce la consumera et augmentera de jour en jour le mécontentement intérieur. Je suis donc intimement persuadé qu'il faut dès à présent opter entre les deux alliances et préparer avec la plus grande activité et

énergie les moyens de remplir les obligations de celle qu'on aura choisie. Je crois que plus que jamais les demi-mesures, l'indécision, l'espoir de se tirer facilement des difficultés toujours renaissantes, conduiraient l'état à une ruine certaine. » Quelques mois auparavant, Joseph de Maistre écrivait de Saint-Pétersbourg à son roi : « Il faut que la Prusse prenne garde à elle; jamais puissance ne se trouva engagée dans un pas plus difficile; placée entre deux puissances formidables, vulnérable de toutes parts, mais surtout par la Pologne, le parti qu'elle prendra peut décider de son existence. Le plus dangereux sera celui de tergiverser, et c'est probablement celui qu'elle choisira. »

L'homme qui tergiversait, c'était le roi, moins par faiblesse de caractère que par système et de parti-pris. La neutralité à outrance était sa devise, et la tergiversation était chez lui un principe, un procédé de gouvernement; il était le plus méthodique et le plus obstiné des irrésolus. Les mémoires de Hardenberg nous le montrent sous un jour nouveau. On a vu trop souvent dans Frédéric-Guillaume III un homme sans volonté, gouverné par les conseils et par les passions des autres, entraîné tour à tour par des courans contraires; on l'a représenté subissant tantôt l'influence du comte Haugwitz, qui cherchait à l'engager avec la France, tantôt celle de Hardenberg, qui le poussait dans les bras de la Russie. Ses sujets eux-mêmes le jugeaient ainsi; au mois d'avril 1806, il parut à Berlin une caricature où on le voyait entre ses deux conseillers, dont l'un lui présentait une épée, tandis que l'autre, le tirant par la basque, lui glissait dans la main un bonnet de nuit. Un fait cité par Hardenberg prouve combien Frédéric-Guillaume III dépendait peu des conseils de ses ministres. Quand les Français, au mois de juin 1803, s'emparèrent du Hanovre sous le commandement du général Mortier et occupèrent non-seulement le cours du Weser, mais les bords de l'Elbe et Cuxhafen, l'empereur Alexandre proposa au roi de Prusse de signer avec lui une convention militaire en vertu de laquelle ils auraient fait avancer une armée sur l'Elbe et sommé les Français d'évacuer leur nouvelle conquête, Malgré les sympathies françaises qu'on lui attribuait, le comte Haugwitz appuyait chaudement ce projet; toutes ses sollicitations ne purent triompher de la résistance du roi, qui bientôt après se rendit à Ansbach. Hardenberg était le seul de ses ministres qui s'y trouvât avec lui; le roi ne daigna ni prendre ses avis, ni le mettre au fait, et il déclara, par un ordre de cabinet, qu'il resterait fidèle à sa politique d'isolement, et qu'aussi longtemps qu'un de ses sujets n'aurait pas été tué sur le territoire prussien, il se tiendrait à l'écart de toute querelle.

Sans doute Frédéric-Guillaume III aimait à consulter, il consultait tout le monde, il avait même la manie des conférences, et il s'ensuivait que d'habitude ses secrets étaient mal gardés; mais son parti était toujours pris d'avance. Cherchait-on à l'en ramener, il était inépuisable

en argumens bons ou mauvais pour se démontrer à lui-même qu'il avait raison et pour écarter toutes les mesures qu'on lui proposait. Le conseiller de cabinet Lombard écrivait un jour à Hardenberg : « Le roi est inquiet, comme toujours dans les temps de crise. Par un contraste singulier, il a alors, avec un attachement invincible à son *idée*, le besoin d'écouter tout le monde. » Il écoutait, mais il n'en faisait qu'à sa tête. Au reste sa façon de consulter était particulière et peu propre à encourager la franchise. Lorsque les Français se permirent d'enlever nuitamment près de Hambourg le chargé d'affaires anglais Rumbold, qui était accrédité auprès de Frédéric-Guillaume III, ce rapt d'ambassadeur le scandalisa justement. Il écrivit au comte Haugwitz : « J'ai demandé satisfaction à Bonaparte de la lésion de la neutralité; s'il ne l'accorde point, que doit faire la Prusse?.. Il y a plusieurs personnes qui votent en faveur de la guerre, *moi pas.* » Ce *moi pas* était significatif, remarque Hardenberg, et le roi l'avait souligné de sa main.

Ses ministres n'étaient que des commis, qui, dans mainte circonstance, avaient peine à l'approcher et en étaient réduits trop souvent à lui adresser des mémoires écrits. Des mesures importantes étaient prises sans qu'ils en eussent connaissance. Les seuls confidens intimes du roi étaient les conseillers irresponsables dont se composait son cabinet privé et qui s'arrangeaient pour être toujours de son avis. Ils se permettaient quelquefois de communiquer et de traiter directement avec les envoyés des puissances à Berlin. On peut juger de la complication que cela mettait dans les affaires; mais cette complication plaisait au roi, et à peine lui suffisait-elle; ce malade avait le goût des maladies compliquées. Hardenberg avait pris l'intérim des affaires étrangères; quand expira le congé du comte Haugwitz, le roi les pria l'un et l'autre de rester en charge, il lui convenait d'avoir deux ministres des affaires étrangères. Hardenberg refusa obstinément cette moitié de portefeuille qu'on lui offrait; il n'en demeura pas moins ministre occulte par la volonté de son souverain. A l'insu du comte Haugwitz, il eut la conduite des négociations importantes qu'on venait d'entamer avec la cour de Saint-Pétersbourg; il communiquait avec le roi par l'entremise du directeur des postes, et quand il avait besoin de le voir, il obtenait des audiences secrètes dans les appartemens de la reine. L'Europe n'a revu depuis rien de pareil, elle a vu toutefois quelque chose d'approchant.

On a dit de Napoléon III qu'il avait pratiqué jusqu'au bout le gouvernement personnel, mais que dans les dernières années de son règne il n'y avait plus personne. On a dit aussi qu'après avoir été son propre médecin, s'étant trompé dans plusieurs cas d'une incontestable gravité, il s'était pris à douter de lui-même et s'était abandonné aux empiriques. Frédéric-Guillaume III était quelqu'un; la preuve en est qu'il a grandi dans le malheur et qu'ayant appris à douter de lui-même, il s'est livré non aux empiriques, mais à d'excellens médecins, qui ont

pansé et guéri les plaies de son pays. Il n'en est pas moins vrai que son gouvernement personnel attira sur la Prusse des malheurs qui semblèrent irréparables. Passe encore s'il avait pu s'entendre avec lui-même; mais il y avait en lui des hommes différens qui se disputaient, un prince bien intentionné, désireux d'assurer longtemps à ses sujets tous les avantages de la paix, un père de famille très attentif à sa cassette, s'appliquant à refaire le trésor amassé par son grand-oncle et dissipé par son prédécesseur, un vrai roi de Prusse préoccupé de s'arrondir et en même temps soucieux de sa réputation et du qu'en dira-t-on. Il se faisait scrupule de recevoir des présens d'une main révolutionnaire, d'abord parce que cela blessait sa conscience, ensuite parce que cette main prenante ne donnait pas assez. Lorsqu'il eut accepté de Napoléon, en échange de Clèves, d'Ansbach et de Neuchatel, le Hanovre, patrimoine des rois d'Angleterre et objet de ses plus chères convoitises, il était à la fois content et mécontent, et ce fut avec une parfaite sincérité qu'il écrivit plus tard à Napoléon : « L'acquisition répugnait à mes principes, et le sacrifice déchirait mon cœur. » Frédéric-Guillaume III aimait à parler de son cœur, c'est encore une tradition de famille. N'oublions pas « qu'il se défiait de ses forces, que le terrible Napoléon l'effrayait, qu'il avait le pressentiment des malheurs qui lui étaient réservés. » — « Combien de fois, s'écrie Hardenberg, n'a-t-il pas maudit sa haute situation, soupiré après l'obscure destinée d'un simple particulier! » Les flatteurs, les courtisans, les adjudans et les conseillers secrets, le désaccord entre le cabinet ou *la cabale* et le ministère, une politique louvoyante, honnête dans ses principes, louche dans sa conduite, une passion dangereuse pour les échappatoires, pour les biais, pour les moyens termes, pour les demi-mesures, voilà ce qui perdit la Prusse. Le 5 février 1806, Frédéric-Guillaume III commençait une lettre à Napoléon par ces mots: « Monsieur mon frère, je ne sais rien être à demi. » Hardenberg obtint que cette phrase malencontreuse fût biffée. Il ajoute en note : « Comment faire sortir ainsi le roi de son caractère, lui faire dire qu'il n'est rien à demi? »

Il faut lire dans les *Mémoires* le détail minutieux, aussi instructif qu'intéressant, de toutes les négociations entreprises par le roi de Prusse. Il passait sa vie à traiter successivement ou simultanément avec la Russie et avec la France, concertant avec chacune d'elles la conduite à tenir dans tel cas donné, et se berçant de l'espoir que ce cas ne se présenterait jamais. Il transpirait toujours quelque chose de ces négociations secrètes, les défiances allaient croissant à Saint-Pétersbourg comme à Paris, et de plus en plus la politique prussienne, si désireuse de ne point se compromettre, se faisait une réputation de duplicité, s'attirait dans toute l'Europe un discrédit qui devait lui être fatal. Un habile qui fait des dupes y trouve son compte; mais on se moque des gouvernemens qui, en biaisant, se dupent eux-mêmes. Le machiavélisme de l'irréso-

lution n'inspire ni crainte, ni respect, et c'est un triste marché que de renoncer à être respectable, quand on n'est pas en état de se faire craindre.

Ce fut en 1805 surtout que la politique prussienne poussa ses contradictions jusqu'au scandale. Le roi entrait dans de violentes colères à la seule pensée qu'on pût lui demander de se joindre à la troisième coalition. « Plus la tempête approchait, plus il éprouvait le besoin de ne rien faire. » Il appréhendait les sollicitations de la Russie, il avait résolu de ne point se rendre à l'entrevue que l'empereur Alexandre lui avait proposée, et qu'il n'avait pas osé refuser. Le 3 octobre, Hardenberg reçut un billet et une nouvelle qui le jetèrent dans une étrange surprise; le conseiller de cabinet Beyme lui manda que le roi souffrait depuis quatre semaines d'un mal de pied fort douloureux, qui, par intervalles, l'empêchait de marcher. Il comprit sur-le-champ ce que cela voulait dire, que c'était « un prétexte préparé pour ne pas aller à l'entrevue. » Il représenta au roi qu'il risquait de s'aliéner à jamais l'affection de l'empereur Alexandre, que personne ne prendrait au sérieux son mal de pied; il se heurta contre une opiniâtre résistance. Tout à coup survint un incident. Une des colonnes françaises qui traversaient l'Allemagne du midi à grandes journées pour tomber sur le flanc de l'armée autrichienne se permit de violer le territoire de la principauté d'Ansbach, laquelle faisait partie des possessions prussiennes en Franconie. Le roi s'en indigna; ses impressions étaient vives, et, dans le premier moment, il aurait voulu que Hardenberg donnât sur l'heure aux envoyés français l'ordre de quitter Berlin. De ce jour, il se décida à entrer dans la coalition; mais, le naturel reprenant le dessus, il tâcha de gagner du temps, et, par son ordre, ses ministres, comme le dit Hardenberg, durent « épuiser toutes les cascades de la diplomatie. » Dans le mémoire préparé par Lombard pour servir de canevas au roi dans ses entretiens avec l'empereur Alexandre, on déclare « que la Prusse n'a jamais méconnu ni les atteintes portées par la France à la foi des traités, ni le droit qu'avaient les puissances d'en faire justice les armes à la main, que dans ce temps le mal n'était pas encore parvenu à ce comble où l'examen est un mal de plus, que tout a changé, que l'examen est devenu inutile, que la Prusse se flatterait en vain d'un autre avenir que celui de tant d'états successivement envahis ou blessés, que son honneur au surplus réclame une satisfaction éclatante, qu'elle sent trop désormais l'insuffisance des demi-mesures, qu'elle consacre à la défense de la cause commune 180,000 hommes et au-delà, s'il le faut, mais qu'elle doit être conséquente jusque dans l'emploi de ces moyens, et constater par le mode de sa coopération la fermeté de ses principes, et que c'est seulement comme médiateur armé que le roi entrera d'abord en scène. » — « La fermeté des principes, s'écrie à ce propos Hardenberg, c'était l'opiniâtreté dans le système de tergiversation et de fai-

blesse; ne sont-ce pas encore les demi-mesures qui nous ont perdus? nous avons rassemblé 180,000 hommes pour ne rien faire. »

On sait le reste. Frédéric-Guillaume III poussa si bien le temps avec l'épaule que Napoléon eut le loisir d'écraser l'Autriche et la Russie à Austerlitz, et que le comte Haugwitz, expédié de Berlin pour lui signifier une sommation, n'eut garde de s'acquitter de son message et revint de Schœnbrunn en rapportant à son maître un traité d'alliance offensive et défensive avec la France, dont le prix était le Hanovre. Le roi trouva bon ce que son ministre avait fait, et, par raison d'économie, il s'empressa de remettre son armée sur le pied de paix. Cette défaillance et ce revirement produisirent dans toute l'Europe une vive sensation. C'est à ce sujet que Joseph de Maistre écrivait de Saint-Pétersbourg « qu'il fallait acheter la Prusse tout uniment comme on achète le travail d'un ouvrier. » — « La Prusse, disait Fox au baron Jacobi, se rend complice des oppressions auxquelles se livre Bonaparte; il est impossible de regarder ces sortes d'échanges autrement que comme des voleries. » Et le 25 avril 1806, ce même Fox s'écriait dans le parlement : « La Hollande et d'autres puissances ont été contraintes par la peur à faire des cessions de territoire à la France, mais aucune autre puissance que la Prusse n'a été poussée par la peur à commettre des vols ou des spoliations sur ses voisins, *to commit robberies or spoliations on its neighbours*. C'est par là que la maison de Brandenbourg se distingue de toutes les autres. Nous ne pouvons nous empêcher de regarder avec quelque pitié mêlée à beaucoup de mépris une monarchie qui peut alléguer qu'elle en est réduite à de pareilles nécessités. C'est l'union de tout ce qu'il y a de méprisable dans la servilité avec tout ce qui est odieux dans la rapacité. »

Les inconséquences de la politique prussienne n'avaient pas seulement pour effet de révolter l'Europe, elles encourageaient Napoléon à tout oser, à tout se permettre avec le cabinet de Berlin, qu'il renonçait de plus en plus à ménager. Comme le comte de Goltz l'écrivait à Hardenberg, le vainqueur d'Austerlitz « n'avait offert à la Prusse l'appât de l'acquisition du Hanovre que pour la perdre en la brouillant avec ses meilleurs amis. » Frédéric-Guillaume III avait ratifié le traité, mais avec des réserves; il ne désespérait pas d'obtenir davantage ou tout au moins de pouvoir acquérir le Hanovre sans se dessaisir de la principauté d'Ansbach, et il écrivait à Napoléon : « Je souffre de devoir sacrifier une province qui fut le berceau de ma famille... et qui enfin sous le rapport des intérêts réels et des affections m'est également précieuse. » Napoléon profitait de ses hésitations pour rendre le traité plus onéreux, et la Prusse n'obtenait plus le Hanovre qu'à la condition de fermer aux Anglais les bouches du Weser et de l'Elbe; c'était se mettre en guerre avec eux, et en peu de temps ils lui capturèrent plusieurs centaines de

bâtimens de commerce. Encore ce Hanovre si chèrement acheté, était-on bien sûr de le garder? Pitt venait de mourir, Napoléon pensait sérieusement à conclure la paix avec l'Angleterre, et Talleyrand déclarait en son nom à lord Yarmouth qu'on était prêt à restituer le Hanovre à George III, quitte à chercher quelque compensation pour la Prusse. Bientôt on créait la confédération du Rhin, placée sous la protection de la France, sans daigner s'en expliquer avec le gouvernement prussien; on l'engageait pour la forme à créer de son côté une confédération des états du nord de l'Allemagne; mais on lui interdisait d'y faire entrer les villes hanséatiques, et sous main on agissait sur la Saxe et sur la cour de Cassel pour qu'elles fissent la sourde oreille aux appels qui leur viendraient de Berlin. On ne laissait pas de multiplier les déclarations rassurantes; mais le comte Haugwitz, désabusé, avait écrit de Paris dès le 8 février 1806 : « Je ne puis me défendre du soupçon qu'on gagne du temps pour faire prendre aux armées françaises des positions alarmantes pour la sûreté de la Prusse. »

Dans l'intervalle, on employait, pour préparer l'opinion publique aux événemens, des procédés qui ont été appliqués souvent depuis et tout récemment encore; tel procédé qu'on croit original n'est qu'un plagiat, un emprunt fait à la politique napoléonienne. Le gouvernement français faisait rédiger à Paris et se faisait adresser de Cassel ou de Mannheim des lettres qui étaient insérées au *Moniteur*, et dans lesquelles on signalait le mauvais vouloir, l'aigreur de la presse allemande à l'égard de la France. On se plaignait de tel article paru dans la *Gazette de Bayreuth*, et on ajoutait « que la *Gazette de Wesel* ne paraissait pas dirigée dans un meilleur esprit, qu'évidemment M. de Hardenberg inspirait ou dictait lui-même les articles de ces journaux, que sans doute tout ce que pouvaient dire les gazettes prussiennes était très indifférent à la France, mais qu'il était bon de constater que la faction anglaise levait la tête en Prusse comme ailleurs. » L'occasion était bonne pour parler de « la pluie d'or » que l'Angleterre répandait sur les journalistes allemands, dont la plupart cependant lui étaient peu favorables. « Si l'Angleterre, remarque à ce propos Hardenberg, avait réellement ajouté à tant de sommes dépensées en subsides inutiles 200,000 livres sterling à distribuer aux diligens écrivains allemands qui s'efforcent d'ameuter l'opinion publique contre elle, on aurait vu tout l'effet que peut produire l'argent anglais sur des auxiliaires de cette espèce. » Le 8 février 1806, le comte Haugwitz énumérait dans une dépêche adressée de Paris « tous les griefs que Napoléon croyait être autorisé à avoir contre la Prusse et qui consistaient principalement *dans un tas de petites choses*, l'esprit des gazettes et les propos de société. » Hélas! Napoléon Ier s'est chargé de tout apprendre à ses ennemis et aux héritiers de ses ennemis, la guerre, la politique, la diplomatie, la science des faiblesses humaines, l'art de les exploiter, de combiner la ruse avec les abus de la force et de mettre les moyens

révolutionnaires au service d'une ambition dynastique, tout enfin jusqu'au parti qu'un habile homme peut tirer « d'un tas de petites choses. »

Quand le bruit se répandit à la cour de Frédéric-Guillaume III que Napoléon se proposait de restituer le Hanovre à l'Angleterre, la coupe des amertumes déborda, et le 11 août, à la suite d'une dépêche reçue de Paris, la mobilisation fut décidée. A la politique des tergiversations succédait la politique des résolutions précipitées. La Prusse se croyait prête, elle ne l'était pas. Les incapacités les plus notoires occupaient les premiers postes, le désordre régnait dans toutes les têtes. Le président Haenlein écrivait à Hardenberg le 24 août : « Il faut pleurer sur tout ce qu'on voit et ce qu'on entend, cela passe toute idée. » Le 17 septembre, le roi parlait de ses alliances à son ex-ministre des affaires étrangères; il en était certain, plus que certain, et il comptait dans le nombre l'alliance de la Grande-Bretagne, avec qui il était en guerre, celle de l'Autriche, qui lui fit défaut, celle de la Russie, qui n'était que préparée; il ne reçut qu'après les batailles d'Auerstaedt et d'Iéna la réponse à la lettre par laquelle il avait demandé 60,000 hommes à l'empereur Alexandre. Le 26 septembre, il écrivit de Naumburg à Napoléon une fière et noble déclaration qui se terminait par ces mots : « Plaise au ciel que nous puissions nous entendre sur des bases qui vous laissent toute votre gloire, mais qui laissent aux autres peuples leur honneur et qui fassent finir pour l'Europe cette fièvre de crainte et d'attente, au milieu de laquelle personne ne peut compter sur l'avenir ni calculer ses devoirs. » Cette déclaration était conçue en des termes dont la franchise pouvait paraître offensante, et pourtant Frédéric-Guillaume III nourrissait l'espoir que l'acte d'énergie qu'il venait de hasarder imposerait à Napoléon, que ce terrible homme demanderait à ouvrir des négociations. L'aigle qui prend son vol pour fondre sur sa proie s'amuse-t-il à négocier? A la vérité, le ministre de France à Berlin, Laforest, affirmait que, quand les deux quartiers-généraux se seraient rapprochés, on échangerait des explications qui arrêteraient tout. Lorsqu'il se présenta au quartier prussien, il fut hébergé par le duc de Brunswick, qui le reçut chapeau bas et lui offrit l'hospitalité. Comme le roi, le généralissime de l'armée prussienne s'obstinait à ne pas désespérer de la paix; ils connaissaient bien peu et la situation et leur ennemi. Napoléon avait déjà tiré du fourreau cette épée dont les rapidités déroutaient tous les calculs et qui visait toujours au cœur.

Ne peut-on pas appliquer à la bataille d'Iéna la réflexion qu'inspirait à M. Thiers le désastre de Sedan? Les grandes victoires qui décident en quelques heures du sort d'un pays, disait-il un jour, sont remportées moins par une armée sur une autre que par un gouvernement habile et prévoyant sur un gouvernement aveugle et maladroit, qui joint les emportemens aux faiblesses.

G. VALBERT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

28 février 1877.

Qu'en sera-t-il de toutes les histoires qui courent le monde soir et matin, de tous ces bruits qui se succèdent comme pour occuper les esprits impatiens dans cette phase nouvelle des affaires d'Orient? Un jour c'est la Russie qui va passer le Pruth sans plus tarder, ou qui se dispose à envahir l'empire ottoman par la frontière d'Asie : on compte les corps d'armée, les bataillons, les sotnias de cosaques et les canons; on connaît les plans de campagne, on sait le moment où l'exécution commencera. Un autre jour c'est la Porte qui doit envoyer un ultimatum à la Russie pour lui demander de désarmer. Tantôt la rupture va être poussée jusqu'au bout; tantôt les ambassadeurs vont revenir à Constantinople, tout est sur le point de s'arranger au moyen de quelque combinaison proposée par l'Angleterre, à moins qu'une maladie du sultan Abd-ul-Hamid et une révolution nouvelle en Turquie n'embrouillent encore cet inextricable écheveau oriental. Ainsi en quelques heures, au gré du télégraphe, ce grand agitateur du monde, on passe de la guerre à la paix ou de la paix à la guerre, et en définitive ce n'est ni la guerre ni la paix; c'est l'attente dans une situation où rien ne peut se décider si vite et où les imaginations inventives suppléent à la réalité.

Tout ce qu'il y a de vrai et de précis se réduit à quelques faits. D'un côté, la négociation directe engagée par la Turquie avec la Serbie et le Montenegro semble toucher à un dénoûment favorable, et si même au prix d'une prolongation d'armistice cette négociation réussit en effet, c'est déjà un commencement de solution, un premier gage d'apaisement. D'un autre côté, il y a toujours sans doute la difficulté la plus redoutable, celle des réformes, des garanties, qui ont été l'objet des récentes délibérations de l'Europe à Constantinople, qui résument dans sa gravité le problème oriental. Ce que la Russie en pense, elle l'a dit, elle

l'a du moins laissé entendre par la circulaire du prince Gortchakof. L'Angleterre, elle aussi, n'a point tardé à exprimer son opinion dans les débats de son parlement; elle l'a développée avec ampleur, sans subterfuge, par les explications nouvelles de lord Derby répondant au duc d'Argyll aussi bien que par un habile discours du ministre de la guerre, M. Gathorne Hardy. A son tour, l'empereur Guillaume, en ouvrant ces jours derniers le *Reichstag* à Berlin, s'est étudié tout à la fois à réserver la politique de l'Allemagne et à témoigner une certaine confiance dans le maintien de la paix continentale, « alors même que ne se réaliserait pas l'espérance de voir la Porte exécuter de sa propre initiative les réformes que la conférence a reconnu être un besoin européen... » Au fond, ce qui résulte de toutes ces manifestations récentes, également sérieuses, quelles que soient les nuances de langage, c'est que l'accord formé à Constantinople survit à la conférence comme la garantie la plus précieuse; jusqu'ici, il reste intact. La question est maintenant de savoir comment on l'interprète, comment on veut en poursuivre l'application, quelles conséquences les diverses politiques prétendent dégager de cette rassurante communauté de vues, et c'est là évidemment l'objet nouveau du travail de négociation engagé aujourd'hui entre les puissances dans l'intérêt de la paix européenne, pendant que la Porte négocie sa paix particulière avec la Serbie et le Montenegro. Ces deux ordres de faits se déroulent parallèlement; ils se lient, selon l'expression de l'empereur Guillaume. Résumons cette situation au point où elle est arrivée. La paix avec la Serbie et le Montenegro, si elle est définitivement conclue, c'est le premier pas; le second pas, c'est l'entente maintenue, organisée, fortifiée entre les puissances dans l'intérêt de ce programme de réformes et de garanties représenté comme une condition de la paix européenne par une amélioration sérieuse de l'état de l'Orient.

Le double but est précisé et reconnu ; il se dégage de cette laborieuse histoire qui va de péripétie en péripétie depuis plus d'une année. Quels seront les meilleurs moyens pour l'atteindre? En d'autres termes quelle est la forme la plus efficace sous laquelle se manifestera et s'exercera cet accord européen auquel les grands gouvernemens attachent un juste prix, qu'ils se préoccupent de maintenir après l'avoir créé? Voilà toute la question, et puisqu'on s'est entendu sur le principe de cet accord, pourquoi ne continuerait-on pas à s'entendre sur les moyens d'exécution? Qu'on le remarque bien, dans une affaire dont le péril est dans ce qu'elle a d'immense et de vague, tout est à combiner, à mesurer, si l'on veut tenir compte des intérêts divers qui sont en jeu, que la diplomatie a réunis dans ses programmes. On veut assurer aux populations orientales les bienfaits de la civilisation, la sécurité de leur foi, de leur vie, de leurs intérêts; mais en même temps on veut maintenir la paix euro-

péenne. Évidemment, pour rester dans le programme, la première condition est de ne pas se méprendre, de savoir ce qu'on veut et ce qu'on doit éviter, jusqu'où l'on peut aller ensemble.

En réalité, il n'y a pas mille moyens, il n'y en a que deux, coercition matérielle à l'égard de l'empire ottoman ou une intervention morale fortement organisée, incessamment active, pesant sur la Turquie de tout le poids de l'Europe. La coercition, c'est la guerre. Il y a longtemps que, dans des circonstances analogues, toujours à propos de l'empire ottoman, le prince de Metternich écrivait : « Tout ce qu'à Saint-Pétersbourg on s'est plu dans ces derniers temps à désigner sous le nom illusoire de *mesures coercitives* à employer contre les Turcs n'est, au jugement de notre cour, que la *guerre*. » Et cette coercition qui est la guerre, comment s'exercera-t-elle? Si elle prend la forme d'une intervention collective de l'Europe, il n'y a pas à s'y tromper, c'est la question d'Orient dans toute sa gravité; c'est le commencement du partage, c'est l'impossibilité de s'entendre à un moment donné, c'est la confusion inévitable, et, par la fatalité d'une fausse politique, on aurait compromis pour longtemps la paix européenne sans avoir amélioré le sort des populations chrétiennes. Alors éclaterait au milieu de tous les conflits la vérité de ces paroles de lord Wellington, dont les politiques anglais ont si souvent reproduit le sens, que M. Gathorne Hardy citait dans la chambre des communes en les empruntant aux dépêches du vieux duc récemment publiées : « L'empire ottoman existe, non pour le bénéfice des Turcs, mais de l'Europe, non pour conserver les mahométans au pouvoir, mais pour sauver les chrétiens d'une guerre dont ni l'objet ne pourrait être défini, ni l'étendue prévue, ni la durée calculée... » L'intervention commencerait par la bonne intelligence, par la paix entre les puissances, c'est possible, quoique difficile à admettre; elle finirait fatalement par placer en présence tous les intérêts, même, si l'on veut, toutes les ambitions, sur un terrain contesté, dans des provinces dont il y aurait à disposer, autour d'une question qui resterait plus que jamais livrée à tous les hasards, qui réveillerait bien d'autres questions.

Est-ce par l'intervention de la Russie seule, avec la délégation ou le consentement tacite de l'Europe, que la coercition pourrait s'exercer utilement? La Russie n'a point encore visiblement renoncé à cette politique; elle garde cette pensée et elle s'est mise en mesure de l'exécuter. Depuis quelques mois, elle a fait un effort considérable, coûteux, onéreux à ses finances, à son industrie et à son commerce, pour rassembler une armée nombreuse en Asie et sur les frontières du Pruth. Si cette armée n'a pas reçu le signal du départ à jour et à heure fixes, comme on le dit légèrement, elle peut entrer en campagne. Si elle rencontre des difficultés, elle les surmontera. Les résistances que les Turcs

lui opposeront, elle les vaincra par les armes : soit, nous admettons tout; mais qui ne voit que la Russie n'aura ni délégation ni consentement de l'Europe pour une intervention, que le danger n'est que déplacé ou localisé, qu'il reste toujours menaçant sous une autre forme? C'est l'imprévu qui commence pour l'Orient comme pour l'Occident. La Russie est-elle maîtresse des événemens dont son entrée en campagne pourra devenir le signal? Si elle cède à la fascination de la victoire, si elle s'avance au-delà de ce qu'elle prévoit elle-même, nécessairement tout est ébranlé, toutes les politiques sont dans l'inquiétude si ce n'est sous les armes, la paix est à la merci d'un incident. Si la Russie s'arrête spontanément après ses premiers succès, si elle se borne à quelque traité imposé par la victoire, à des réformes et des garanties souscrites par des vaincus, elle aura risqué beaucoup, elle aura sacrifié des vies humaines et de l'argent pour ne recueillir que des fruits médiocres, tout au moins disproportionnés avec l'effort qu'elle aura fait. Elle aura exposé la paix européenne : en quoi une campagne heureuse couronnée par une victoire d'orgueil militaire, payée de quelques avantages personnels, aura-t-elle réformé l'administration ottomane et assuré d'une manière efficace la condition des chrétiens? La Russie se trouvera dans l'alternative de laisser une œuvre inachevée en se retirant après ses succès ou d'être conduite à des occupations indéfinies qui raviveront tous les périls. Ici encore le double but qu'on se propose n'est point certainement atteint. Ce n'est pas une solution. La Russie elle-même en y réfléchissant comprendra qu'une coercition exercée par elle seule sous l'œil d'une Europe inquiète et défiante ne peut la conduire qu'à un résultat douteux ou périlleux.

Il n'y a donc, à l'heure sans doute décisive où nous sommes, qu'une combinaison possible, rassurante, faite pour concilier tous les intérêts, le maintien de l'accord établi à Constantinople, l'intervention ou, si l'on veut, la coercition morale persévérante, poursuivie avec toute l'autorité d'une action collective. C'est uniquement cette action morale que la diplomatie travaille maintenant à organiser dans ses négociations avec Saint-Pétersbourg, car c'est à Saint-Pétersbourg que tout doit visiblement se décider, et, avant de répondre officiellement à la circulaire du prince Gortchakof, les cabinets ont voulu, selon toute apparence, préparer la solution qui sera adoptée en commun. La Russie est heureusement dans des conditions où elle peut prendre un parti en toute liberté. Malgré une imposante démonstration de puissance militaire, elle n'est point engagée, elle n'a point à craindre de paraître reculer, elle n'a essuyé aucun échec personnel; elle a confondu sa politique avec celle des autres puissances, et eût-elle à tempérer ou à diminuer ses armemens dans une situation nouvelle, elle ne le ferait que de son propre mouvement, dans le sentiment de sa force, pour rester dans les limites d'un système d'action concerté par l'Europe. S'il y a quelque satisfaction à

donner à ses vœux, à ses idées, les cabinets n'hésiteront certainement pas. On prétend que quelqu'un disait récemment à lord Beaconsfield qu'il fallait faire à la Russie un pont doré, et lord Beaconsfield aurait répondu aussitôt qu'il fallait lui faire un pont d'or, puis il aurait ajouté, en souriant, qu'il fallait lui faire un pont de diamant. Le pont de diamant qu'on peut ménager à la Russie, sans calcul et sans arrière-pensée, c'est de concourir avec elle à une œuvre sérieuse en Orient sans compromettre la paix de l'Occident.

Ce que la Russie désire, après tout, les autres gouvernemens le désirent comme elle. En déclarant en commun, dans une conférence, la nécessité d'améliorations réelles et de garanties en faveur de ces améliorations, on a gardé le choix des moyens, de l'heure; on ne s'est pas prononcé sur ce point, et il est clair que si la Porte, usant de cette « initiative propre, » dont parlait récemment l'empereur d'Allemagne, se décidait à mettre sérieusement la main aux réformes qu'on lui a demandées, il n'y aurait aucune raison pour les lui imposer par la force, pour substituer à son action indépendante une coercition matérielle exercée soit au nom de l'Europe, soit au nom d'une seule puissance. C'est là toute la question, c'est ce qui laisse une certaine latitude aux résolutions de l'Europe. Ce qu'on lui demande en effet, la Turquie témoigne la volonté de l'accomplir. Elle est engagée dans un vaste travail de réorganisation, de réforme intérieure s'étendant à tout l'empire et dépassant ce que réclame la diplomatie. La chute du dernier grand-vizir, Midhat-Pacha, bien que préparée par des intrigues de sérail, ne paraît pas se lier à quelque réaction préméditée contre l'œuvre réformatrice. La constitution qui a été proclamée subsiste, et on parle toujours de la réunion prochaine d'un parlement à Constantinople. Le mal profond de l'empire est avoué, il y a un désir évident, quoique peut-être assez vague, de chercher le salut dans une politique nouvelle; qu'on laisse du moins à la Porte le temps de démontrer sa bonne volonté ou son irrémédiable impuissance.

Certes la Turquie a trop mérité les défiances, les sévérités dont elle est l'objet; mais enfin il ne faudrait pas lui créer des conditions impossibles, lui demander des réformes et en même temps la placer dans une situation violente, sous le coup d'une exécution militaire, toujours menaçante. — On peut laisser à la Turquie des mois et des années, dira-t-on, elle ne fera rien de plus que ce qu'elle a toujours fait; ce sera du temps perdu, c'est une illusion de se fier aux promesses turques mille fois renouvelées, mille fois démenties. C'est possible; il y a malheureusement une autre illusion, une double illusion, c'est de croire que ce qui est déjà difficile par la paix deviendrait facile par la guerre, qu'on peut aller conquérir des améliorations pour les chrétiens les armes à la main, — ou bien encore de supposer que ces améliorations nécessaires, désirables, destinées à réparer des maux séculaires, peuvent

être accomplies en un jour par la magie d'une décision de conférence ou d'une coercition matérielle. Elles ne peuvent au contraire se réaliser efficacement que dans le calme, avec un peu de temps, et c'est là que l'influence active, pressante de l'Europe peut avoir ses effets salutaires en aidant la Turquie, sinon pour la Turquie elle-même, du moins dans un intérêt universel, dont l'intégrité de l'empire ottoman reste la garantie. La guerre précipiterait la dissolution, cela n'est point douteux; l'action morale, diplomatique, n'est point infaillible assurément; elle peut, dans tous les cas, adoucir le mal, tempérer ou ajourner indéfiniment les crises, et ce résultat vaut bien que les gouvernemens de l'Europe y mettent toute leur prudence, même de la longanimité, qu'ils ne se hâtent pas d'ouvrir ce grand vide où peuvent disparaître pour longtemps la paix et la sécurité du monde!

Tandis que ces questions agitent l'Europe et tiennent tout en suspens, la vie intérieure de la France, il faut l'avouer, n'a point l'éclat qu'elle a eu dans d'autre temps; elle est même réellement assez peu active, et l'activité qui se déploie par instans dans notre monde politique ressemble à de la confusion. Nos chambres, sagement réservées sur les affaires extérieures, prennent leur revanche dans nos affaires législatives, par toute sorte de petites choses; elles multiplient les abrogations de lois, les propositions souvent aussi intempestives que mal calculées; c'est ce qu'on appelle toujours faire les réformes que la France attend, et le plus curieux est que, lorsqu'il arrive au sénat d'arrêter au passage un de ces projets improvisés par la seconde chambre, on se hâte de crier contre le sénat, qui décidément empêche tout, qui repousse systématiquement toutes les innovations qu'on lui soumet! Quelle est aujourd'hui, nous le demandons, l'opportunité d'une proposition ayant pour objet de réformer une des dispositions essentielles de nos lois militaires, de substituer le service de trois ans au service de cinq ans établi par la législation de 1872? Cette proposition, présentée déjà dans la session dernière il y a six mois et repoussée par la chambre, a été récemment reproduite comme s'il y avait une urgence extrême, et cette fois elle a été prise en considération, malgré l'opposition de quelques députés plus prudens, plus avisés que les autres. Que dans tout ce travail confus et décousu que poursuit une commission passablement inexpérimentée sur les affaires de la presse on se laisse aller à des fantaisies, c'est un désordre sans doute, ce n'est pas d'une gravité démesurée. Il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit de notre reconstitution militaire, de ce qui est, à vrai dire, le fondement de cette reconstitution. Ici tout est grave parce que tout peut avoir des conséquences désastreuses.

Ainsi voilà une loi de la première importance qui ne date que de cinq ans. Elle entraîne nécessairement toute une organisation engagée pour ainsi dire sur le principe du service de cinq ans. Elle est en pleine exécution, elle n'a point eu encore le temps d'avoir tous ses

effets. Sans doute elle peut avoir des parties défectueuses par elles-mêmes ou par l'épreuve qui en a été faite. Il est certain notamment que le volontariat d'un an n'a pas été appliqué avec une intelligence complète de l'institution. C'est une fausse application à rectifier. D'autres dispositions peuvent demander aussi une exécution mieux entendue; mais enfin cette loi de 1872 longuement étudiée, mûrement votée, reste le principal ressort de notre organisation militaire. Avant même qu'elle soit suffisamment éprouvée cependant, on propose de la changer! On ne réfléchit pas que, cette loi laissât-elle à désirer sous quelques rapports, elle vaudrait mieux qu'une perpétuelle mobilité, que, si la proposition récente était adoptée, il faudrait nécessairement tout recommencer dans d'autres conditions. Ce n'est sans doute encore qu'une prise en considération qui n'implique en aucune façon heureusement une adoption définitive. Il n'est pas moins vrai qu'une commission va être nommée, que toutes les discussions vont se renouveler, et pendant quelque temps notre organisation militaire se trouvera mise en doute dans un de ses principes essentiels. Voilà le danger, et ce qu'il y a de plus étrange, c'est que, si le gouvernement ne s'est pas prêté à cette prise en considération, il ne s'y est point opposé, sous le singulier prétexte de témoigner sa déférence à la chambre. On nous permettra de le dire, la vraie déférence qu'un gouvernement doit à une assemblée inexpérimentée, c'est de ne pas la laisser sans direction et de l'arrêter quand elle va se livrer à une imprudente fantaisie.

La politique est un champ de bataille : c'est peut-être, sans parler de l'occasion, ce qui avait tenté, à une époque déjà ancienne, un homme que la mort vient d'enlever au monde parlementaire et qui avait passé une partie de sa vie dans des luttes d'un autre genre, qui s'était recommandé au pays par ses services dans une autre carrière. Le général Changarnier s'est éteint tout récemment plein de jours à sa quatre-vingt-quatrième année. Malgré le poids de l'âge et bien des circonstances contraires, c'était encore une figure. Avec sa tenue soignée, ses manières qui se ressentaient du commandement, son allure ferme et droite, ce vieillard, qui se raidissait contre les ans, représentait tout un passé voyageant chaque jour sur le chemin de Versailles.

Le général Changarnier était à la fois un des aînés et un des derniers survivans de cette génération d'africains qui se formait autrefois sous l'illustre maréchal Bugeaud, qui a compté les Lamoricière, les Cavaignac, les Bedeau, les Duvivier. Comme ceux-ci, il avait grandi dans cette guerre d'Afrique, il avait eu son jour légendaire à la retraite de Constantine, il avait conquis sa renommée par tous les dons supérieurs de l'action et du commandement. Comme ses brillans émules, il avait été aussi fatalement attiré dans la politique en 1848, et un moment même, durant cette période agitée, sous la présidence napoléonienne, il avait été presque l'espoir du parlement contre le futur empereur. Il s'était

fait dans son poste de gouverneur militaire de Paris un rôle assez considérable pour que sa destitution fût une crise des plus graves et devînt comme un signe des événemens prochains. Ni Changarnier, ni Cavaignac, ni bien d'autres ne pouvaient arrêter le torrent des choses. L'honneur de ces vaillans soldats engagés dans des camps politiques différens avait été de disparaître ensemble avec les libertés du pays et de supporter avec dignité la mauvaise fortune. Exilé par le coup d'état de décembre 1851, rentré en France vers 1859, le général Changarnier n'avait rien fait pour adoucir les rigueurs et moins encore pour retrouver les faveurs de l'empire. Un jour seulement, aux approches de la guerre de 1870, il avait senti se réveiller son ardeur militaire; il avait tout oublié et il était accouru à Paris pour redemander une place dans cette armée qui allait combattre. Il avait été poliment évincé; aux premiers désastres, malgré les refus officiels, il n'avait point hésité à partir pour Metz, et, sans y être obligé, à soixante-dix-huit ans, il avait tenu à partager jusqu'au bout les épreuves, le malheur de cette armée victime de l'incapacité et des intrigues d'une coupable ambition.

Lorsqu'à la fin de la guerre il avait été envoyé par quatre départemens à cette assemblée souveraine de Bordeaux et de Versailles chargée d'arracher la France au gouffre où elle menaçait de disparaître, il s'était flatté peut-être de reprendre un rôle politique comme en 1849. Il avait ses illusions et une certaine confiance en lui-même que l'âge ne décourageait pas. Il s'est mépris sans doute sur ce qu'il pouvait et sur ce que les circonstances permettaient. C'était sa faiblesse : il n'est pas moins resté pour tous, dans le nouveau sénat comme dans la dernière assemblée, l'homme illustré par d'anciens services, dévoué avant tout au pays, préoccupé, au milieu des luttes politiques, de la réorganisation militaire de la France, et portant dans l'étude de ces questions le sentiment du devoir inviolable du soldat. Il représentait la vieille armée devant notre jeune armée, et il a eu en toute justice ses obsèques de vétéran aux Invalides avant d'aller reposer dans sa terre natale d'Autun. Par ces funérailles exceptionnelles, auxquelles ont assisté M. le maréchal de Mac-Mahon et les principaux ministres, on a voulu honorer le vieux capitaine devenu par surcroît un sénateur inamovible de la république; on a eu raison. Et maintenant c'est au sénat, puisque le sénat est le grand électeur des inamovibles, de donner au général Changarnier un successeur qui soit un allié de plus pour la bonne politique, pour la politique modérée et prudente dont la France a besoin plus que jamais.

Ce serait sans doute s'exposer à des confusions ou prendre des mirages pour des réalités que de chercher trop d'analogie entre ce qui se passe à Versailles et ce qui se passe à Rome. Toujours est-il cependant que le ministère italien, avec son parlement aux couleurs ardentes, avec sa majorité de gauche, se trouve dans une situation qui n'est point sans

quelque ressemblance avec celle de notre ministère. En Italie comme en France, ce n'est pas tout de gagner des victoires de scrutin, d'arriver au pouvoir; il s'agit le lendemain de réaliser les programmes de réformes, de contenir les impatiens sans trop les décourager, de satisfaire les ambitions et de donner des places sans tout désorganiser, de maintenir une certaine cohésion dans cet amalgame de partis ou d fractions de partis dont se compose une majorité qui la veille était une opposition. Ce n'est pas plus facile de l'autre côté des Alpes que de ce côté; le président du conseil italien, M. Depretis, en fait aujourd'hui l'expérience, et le ministre de l'intérieur lui-même, M. Nicotera, n'est point sans avoir ses embarras dans son propre camp.

Le chef du cabinet, Piémontais de caractère et de tempérament, garde son calme, il ne se hâte pas; il développera dans quelques jours ses plans financiers impatiemment attendus sur les modifications d'impôts, sur les chemins de fer, sur le cours forcé. Pour le moment, il temporise, il convie les députés de la gauche à des conférences, il négocie avec eux, il les raisonne et il n'est pas sûr de les retenir jusqu'au bout dans la discipline. M. Nicotera, le Napolitain, le mazzinien d'autrefois, serré de plus près par ses anciens adversaires de la droite aussi bien que par ses anciens amis de la gauche, qui commencent à le trouver trop modéré, s'emporte par instans contre les accusations et les railleries qui le poursuivent. Au demeurant, c'est une situation indécise, tout au moins mal garantie, et la question est de savoir si un jour ou l'autre, sur un incident imprévu, sur un de ces projets financiers qui sont en perspective, cette majorité, en apparence si forte, ne se dissoudra pas. On n'en est point là, il est vrai; le cabinet Depretis, avec un peu de résolution ou d'habileté, peut détourner le danger, et les anciens modérés libéraux si gravement éprouvés dans les élections dernières ne semblent pas avoir regagné encore assez de terrain pour être en position de profiter immédiatement des divisions ou des fautes de leurs adversaires. L'expérience du gouvernement de la gauche continue au-delà des Alpes; mais ce n'est plus de cela qu'il s'agit : l'intérêt du moment en Italie est moins dans ces affaires de parlement et de majorité, quelque sérieuses qu'elles soient, que dans ce livre nouveau, d'un accent si vif, récemment publié par le général de La Marmora, sous ce titre : *I segreti di stato nel governo costituzionale*. Cette publication a déjà retenti en Europe : elle est d'autant plus curieuse, d'autant plus instructive qu'elle n'est qu'un incident d'une lutte assez grave, et que par son caractère, par les positions qu'il a occupées, le général de La Marmora donne une autorité particulière à tout ce qu'il fait.

A vrai dire, ce livre lui-même a son histoire, il n'est que la suite de cet autre ouvrage, *Un po' piu di luce*, que le général de La Marmora publiait il y a quelques années, en 1873, et où, lui l'ancien président du conseil de 1866, il dévoilait hardiment le mystère des événemens de

cette année décisive. Ces révélations saisissantes ont eu le don de provoquer de la part de M. de Bismarck des déchaînemens de colère, et par contre-coup elles ont pu créer des embarras au cabinet italien, qui s'est trouvé exposé aux récriminations, aux réclamations impérieuses du chancelier allemand. Comment se tirer de là? Le cabinet italien de 1873, cela va sans dire, a désavoué et désapprouvé le grand coupable, le livre révélateur; mais il ne s'en est pas tenu à cette désapprobation toute naturelle, il a fait inscrire dans un nouveau code pénal soumis encore à la chambre des députés de Rome un article qui punit d'une façon spéciale les divulgations de papiers d'état et qui ressemble à une satisfaction promise au tout-puissant ministre de l'Allemagne. Voilà justement l'origine de ce livre nouveau où le général de La Marmora relève le défi et accepte la lutte sur tous les points, sur les accusations dont il a été l'objet en Allemagne, sur le désaveu qui lui a été infligé par le cabinet de Rome, sur l'article du code pénal nouveau dont ses révélations ont été l'occasion. Contre les restrictions nouvelles offertes aux ressentimens allemands, l'illustre vétéran de l'indépendance italienne s'arme de toutes les garanties constitutionnelles, du principe de la responsabilité ministérielle, qui implique pour les ministres le droit de se défendre, de la dignité nationale offensée par un article du code pénal qui ne serait qu'une concession à une influence étrangère, et chemin faisant il a encore plus d'une anecdote piquante.

Assurément, par l'extension qu'il donne au droit de divulguer les mystères de la diplomatie, le général de La Marmora soulève des questions délicates que nous voudrions réserver. Ce droit, dans sa pensée, a sans doute des limites, et ne peut s'exercer que sur des faits accomplis; mais à quel moment ces faits sont-ils accomplis? Jusqu'à quel point les divulgations trop promptes ou trop complètes sont-elles ou ne sont-elles pas de nature à réagir sur les relations entre les gouvernemens, sur les événemens qui se succèdent et s'enchevêtrent? Évidemment il y a une mesure qui peut se resserrer ou s'élargir selon les circonstances, surtout selon la situation d'un pays. Cela dit, il y a dans ces pages un tel accent d'honnêteté et de libéralisme, une si généreuse confiance dans la vertu de la publicité, qu'on ne peut avoir que du respect pour cet ancien président du conseil qui, après tout, dans son dernier livre comme dans le premier, n'a fait que se défendre contre les diffamations allemandes en disant : Voilà la vérité! voilà ce qui s'est passé à Berlin, à Florence, à Paris.

Chose curieuse cependant, le général de La Marmora a eu longtemps la fortune d'être attaqué ou raillé dans son pays pour ses préférences prussiennes; on l'appelait *prussomane* comme on appelait Cavour *anglomane*. C'est lui qui a noué l'alliance de l'Italie et de la Prusse en 1866, et qui, à un moment donné, même pour la cession de la Vénétie, a refusé de se dégager vis-à-vis de Berlin, sous prétexte que c'était

« une question d'honneur et de loyauté. » A peine les victoires prussiennes ont-elles été assurées, c'est La Marmora qui est signalé à Berlin, sur un mot d'ordre mystérieux, comme ayant trahi l'alliance de 1866, comme le grand ennemi! C'est lui qui est devenu la bête noire des Allemands et de M. de Bismarck; c'est contre lui qu'on propose à Rome des lois répressives destinées à apaiser l'Allemagne! Et, d'un autre côté, dans les partis italiens, quel est celui qui s'est montré le plus acerbe contre le général de La Marmora, le plus favorable aux prohibitions, aux restrictions de publicité? C'est la gauche aujourd'hui régnante. Le livre des *Segreti di stato* aura-t-il assez d'influence pour suspendre le vote de l'article nouveau du code pénal italien dans la chambre des députés de Rome? Il y a dans tous les cas un phénomène contemporain qui donne singulièrement raison au général de La Marmora. Pendant qu'on discute sur les « secrets d'état » et sur les manières de réprimer les divulgations, ces secrets s'échappent sans cesse. Depuis trente ans, les révélations se sont succédé tantôt en Angleterre, tantôt en France, tantôt en Italie, et M. de Bismarck n'a pas été le dernier à se les permettre quand il s'y est cru intéressé. En ce moment même, tandis que paraît le nouveau livre du général de La Marmora, on met au jour en Italie un rapport secret que M. Nigra adressait en 1866 au prince de Carignan exerçant la régence pendant que le roi était à la tête de l'armée, et ce rapport, assurément remarquable, dévoile une fois de plus les confusions, les défaillances de la politique napoléonienne à cette époque.

On a beau faire, la lumière éclate un jour ou l'autre. Ces révélations sont souvent un abus sans doute, elles créent des embarras aux gouvernemens, et la difficulté est de les prévenir ou de les réprimer. La seule compensation, le général de La Marmora l'indique avec une confiance digne d'être partagée : c'est que désormais, au temps où nous vivons, la crainte d'une publicité toujours possible reste une garantie d'honneur dans les relations des peuples et le frein salutaire des ministres qui seraient tentés de mettre la main à des combinaisons inavouables, à de mauvaises actions diplomatiques. Ce n'est pas en s'inspirant de ces sentimens que l'Italie nouvelle risque de s'égarer.

Les États-Unis touchent donc au moment où la question présidentielle va être réglée, où toutes les difficultés de cette élection laborieuse, obscure et si violemment disputée, vont être résolues. La principale de ces difficultés, on le sait, était dans l'appréciation des votes émis dans quatre états, la Floride, la Louisiane, la Caroline du sud et l'Orégon. A qui appartiendraient ces votes? Chaque parti les revendiquait pour son candidat. Une commission d'arbitrage, composée de cinq sénateurs, cinq représentans et cinq membres de la cour suprême, a été nommée pour trancher le différend, et cette commission est arrivée, non sans peine, au bout de son œuvre. C'est le candidat démocrate, M. Tilden, qui a eu la mauvaise chance; s'il n'a pas perdu de terrain, il n'en a pas gagné,

il lui manquait une voix! Tous ces suffrages contestés ont été attribués au candidat républicain, M. Hayes, qui arrive ainsi au chiffre voulu; mais à quel prix ce résultat est-il acquis? M. Hayes atteint bien strictement le chiffre légal, 185 voix, et, bien que la décision des arbitres ne soit pas probablement mise en doute, il est impossible d'oublier que la plupart de ces suffrages, dont profite le candidat républicain, ont été arrachés par la violence dans des états où de prétendus gouvernemens républicains ne se soutiennent que par la force. Cela est si vrai qu'on commence à voir le danger, et que le cabinet de Washington a menacé de ne plus mettre les armes fédérales au service de ces déplorables gouvernemens. C'est donc dans des conditions passablement précaires et difficiles que M. Hayes va arriver au pouvoir, et si, comme on le dit, il a témoigné l'intention de suivre une politique conciliante, il ne peut certes mieux faire en présence du parti démocrate redevenu depuis quelques années assez puissant pour balancer, à une voix près, l'ascendant du parti républicain. 185 contre 184! Encore, si on comptait les suffrages émis au premier degré, la victoire resterait-elle au candidat démocrate. Les États-Unis vont avoir un président élu à une voix de majorité, comme la France a eu sa constitution présente à la majorité d'une voix. C'est peut-être assez pour commencer, ce ne serait pas suffisant si l'habileté et la prudence ne venaient achever une victoire si modeste et si difficilement obtenue.

CH. DE MAZADE.

Histoire de la Floride française, par M. Paul Gaffarel, Paris, Didot.

L'histoire de la géographie est une branche intéressante de la science : suivre le progrès des connaissances humaines concernant cette planète que nous habitons, depuis les frayeurs légendaires des antiques voyages, depuis les premières audaces des hommes à la triple ceinture d'airain, jusqu'aux dévoûmens éclairés de nos modernes explorateurs dans le centre de l'Afrique, c'est se donner le beau et fortifiant spectacle de ce que peut l'intelligence contre les obstacles de la nature aveugle. Suivre en particulier l'histoire des colonisations modernes, s'attacher plus spécialement encore à celle de la colonisation française, redire ce que nous avons autrefois, dans cette noble carrière, dépensé de mâle énergie, d'intrépide bravoure, d'intelligens efforts, mais aussi de fautes diverses, c'est faire en même temps une étude politique et morale, c'est surtout donner à notre pays un utile conseil et le rappeler vers de grands desseins dont jadis l'ont éloigné des passions et des erreurs qui ne sont plus de notre temps. Dans l'une et l'autre de ces deux voies scientifiques, M. Paul Gaffarel a pris une bonne position en publiant d'abord, il y a peu d'années, une curieuse *Étude sur les rapports de l'Amérique et de l'ancien continent avant Christophe Colomb*, en donnant ensuite une complète histoire de nos établissemens floridiens pendant le XVIe siècle.

Au moment où commence la triste période de nos guerres religieuses, quand la marine française a perdu son éclat du temps de François I[er], quand nos mœurs plient sous le poids de la corruption italienne, quand la prépondérance espagnole nous étouffe de toutes parts, un grand patriote, Gaspard de Coligny, ouvre à la France le secret d'une grandeur nouvelle : *nos manet Oceanus; arva, beata petamus arva.* Les noms de Jean Ribaut, de René de Laudonnière, du sieur de Forquevaulx, du charpentier dieppois Nicolas Le Challeux, de l'héroïque De Gourgues, figurent très honorablement auprès du sien. M. Paul Gaffarel a raconté leurs diverses expéditions simplement, avec précision et clarté, en mettant sous les yeux de son lecteur les cartes nécessaires. Il a fait quelque chose de plus : dans une seconde partie de son volume, il a réimprimé soigneusement certaines relations originales devenues très rares. Il y a même ajouté des narrations et des lettres inédites d'un réel intérêt. Nous citerons particulièrement les *Lettres et papiers d'état du sieur de Forquevaulx,* que lui a offerts un manuscrit de la Bibliothèque nationale, à Paris. Là sont réunies près de cinq cents pièces adressées par Charles IX et Catherine de Médicis à leur ambassadeur en Espagne, Raymond de Pavie, sieur de Forquevaulx, avec les réponses. Cinquante-quatre de ces lettres se rapportent aux affaires floridiennes; trente-cinq étaient entièrement inédites : M. Gaffarel nous les fait connaître. On devine de quel puissant intérêt peuvent être de tels documens, dont le style énergique et naïf respire encore toute l'ardeur de ces hommes du XVI[e] siècle. Chacune de ces pages témoigne de l'esprit d'aventure, de l'ardent patriotisme, de l'esprit d'indépendance politique et religieuse, qui faisaient la forte vie de ces générations. Les fautes commises apparaissent en même temps, l'inconstance, la témérité, l'imprévoyance; mais beaucoup de ces défauts venaient sans doute de l'inexpérience politique. On ne croit plus aujourd'hui, comme le pensait encore Montesquieu, que « les princes ne doivent point songer à peupler de grands pays par des colonies; » on n'estime plus que « l'effet ordinaire des colonies soit d'affaiblir le pays d'où on les tire, sans peupler ceux où on les envoie. » Voltaire ne presserait plus M. de Chauvelin de débarrasser la France du Canada; nous n'aurions plus d'éloges pour Bonaparte vendant la Louisiane aux États-Unis. A la parole fatale qui nous a coûté si cher : « Périssent les colonies plutôt qu'un principe! » l'auteur de l'*Histoire de la Floride* souhaite à bon droit de voir notre temps substituer la ferme et saine résolution qui sacrifierait aux colonies bien des utopies mauvaises et beaucoup de prétendus principes.

A. GEFFROY.

Le directeur-gérant, C. BULOZ.